numéro anniversaire

le monde libertaire
hebdomadaire de la fédération anarchiste
adhérente de l'internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

1954...2004

50 ans !

anthologie d'articles parus de 1954 à aujourd'hui

dessins de

Charb
Honoré
Luz
Tignous

7,5 €
hors-série n° 26
du 27 septembre au 21 novembre 2004
ISSN 0026-9433
M 06726 - 26 H - F: 7,50 € - RD

Agir pour l'anarchisme

DES GÉNÉRATIONS d'hommes et de femmes tentent depuis longtemps d'émanciper leurs sociétés des jougs de l'oppression et de l'exploitation. La spécificité anarchiste pose en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique, la suppression de la domination politique : il faut détruire l'État. L'anarchisme affirme la capacité des hommes et des sociétés à s'auto-administrer, sans avoir recours aux spécialistes autoproclamés des gouvernements.

L'anarchisme s'est toujours adapté à l'évolution des sociétés. Prônant la révolution sociale, il reste l'ennemi irréductible de tous les systèmes où persistent l'aliénation politique, économique et religieuse. Ses moyens sont l'entraide, la solidarité, l'autogestion et le libre fédéralisme.

La Fédération anarchiste est un regroupement de militant.e.s politiques organisé sur le principe de la libre association qui garantit l'autonomie aux groupes et individu qui la composent. Cela permet le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre de nos « principes de base » (que vous trouverez dans cette brochure). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel.

Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, et la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Nous avons pensé qu'il était important de rassembler dans une brochure les différentes solutions et moyens qui s'offrent à un groupe anarchiste qui démarre dans le travail de propagande des idées libertaires. Il s'agit plus de donner aux groupes un outil que des directives. Pour deux ou trois camarades isolé.e.s, il est souvent peu évident d'entreprendre certaines démarches primordiales et de base pour le démarrage d'une action militante continue et de longue haleine. Cette brochure est donc une somme d'expériences que nous livrons, aux nouveaux, comme aux plus ancien.ne.s camarades ; espérant que ce travail pourra aider à l'implantation et à l'action de groupes toujours plus nombreux et toujours plus forts, théoriquement et pratiquement.

Le secrétariat aux éditions de la FA

L'Action militante à la Fédération anarchiste, brochure disponible à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris au prix modique de 5 euros.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20	◯ 32	◯ 27
6 mois 25 nos	◯ 38	◯ 61	◯ 46
1 an 45 nos	◯ 61	◯ 99	◯ 77
Abonnement de soutien	◯ 76		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque postal ◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB ; Diffusion NMPP
Photos et illustrations de ce numéro : droits réservé

INTRODUCTION

En 1995, la Fédération anarchiste fêtait la centième année d'existence de son journal. Neuf ans plus tard, *le Monde libertaire* souffle sa cinquantième bougie.

Paradoxe de l'existence qui ne manquera pas de surprendre. Comment donc? Est-ce à dire que le journal de la Fédération anarchiste rajeunit à mesure que passent les années?

Le prodige mérite un éclaircissement.

La parution de notre hebdo commence effectivement en 1895, sous l'impulsion de Sébastien Faure et Louise Michel. Le journal s'appelle, à l'époque, *Le Libertaire.* Il est de tous les combats menés par le mouvement anarchiste et connaît diverses périodicités selon les circonstances (quotidienne, notamment, durant l'affaire Sacco et Vanzetti, pendant un peu plus d'un an). Il cesse de paraître durant les deux guerres mondiales, ses positions antimilitaristes, entre autres, lui valant d'être interdit par les pouvoirs publics. Vers la fin des années 40, la Fédération anarchiste s'étant patiemment et solidement reconstituée, il compte même parmi les principaux hebdomadaires politiques édités en France: son tirage avoisine les 35 000 exemplaires, parfois même 100 000 exemplaires! (à l'occasion des grèves chez Renault en 1947 par exemple).

Mais au début des années 50, un danger invisible plane sur les destinées pourtant prometteuses du mouvement anarchiste et de son journal. Un groupuscule aussi secret qu'improbable mine depuis quelque temps déjà la Fédération anarchiste: l'OPB (Organisation Pensée Bataille).

Improbable: elle tente l'impossible mariage du marxisme et de l'anarchisme, est obnubilée par l'ordre et la discipline, exige l'efficacité révolutionnaire à tout prix, même à celui des pires reniements (on le vérifiera plus tard).

Secrète: agissant dans l'opacité la plus totale, elle impose à ses membres un silence absolu sur sa nature et ses buts (ses statuts vont jusqu'à prévoir l'élimination physique des agents dont le manquement à cette discipline de fer mettrait en danger l'organisation...).

Son but? Membres de la Fédération anarchiste, les agents de l'OPB ont pour consigne d'en contrôler la structure pour mieux lui faire prendre le virage « marxiste-libertaire » qu'ils appellent de leurs vœux à peine muets.

Au sein de la Fédération anarchiste, on est de moins en moins dupe de la manœuvre et, en 1953, la rupture est inévitable. Mais le mal a déjà bien avancé. Si les anarchistes réunis autour de Maurice Joyeux provoquent la scission et le départ de ceux qui, entraînés par Georges Fontenis, formeront bientôt la FCL (Fédération communiste libertaire), ils voient partir du même coup leur propre journal, *Le Libertaire,* hélas noyauté depuis un moment.

Il faut repartir de zéro, ou presque. Nous sommes en 1954. Tout manque sauf l'énergie et le courage et en octobre de la même année, le flambeau allumé il y a presque 60 ans est dignement repris par la Fédération anarchiste: le premier numéro du *Monde libertaire* paraît!

La suite, la connaissez-vous? Plutôt que de vous conter le reste de l'histoire... nous vous en proposons un aperçu, à travers cette sélection d'articles parus dans *le Monde libertaire,* qui suit chronologiquement la vie du journal, de 1954 à aujourd'hui.

Plus de 1 300 numéros passés en revue et tant de thèmes abordés, de luttes portées et analysées, d'événements abordés du point de vue libertaire, tant de cris de colère, d'indignation, d'espoir... Il a fallu sélectionner, retenir, trancher. Cela ne s'est pas fait sans une certaine douleur, ou plus précisément sans une certaine frustration: il y a bien des écrits que nous aurions aimé reproduire ici, mais que nous avons dû laisser de côté faute de place. Pardon à ces beaux traits de plume qui ont fait les frais de notre scalpel, nous ne désespérons pas de leur donner une nouvelle vie un jour (pourquoi pas, en effet, la collection intégrale du *Monde libertaire* librement consultable sur notre site internet?).

Mais, si la sélection est quelque peu frustrante, elle reste cependant source d'un certain plaisir. Allez, disons-le, d'une certaine fierté. Les idées anarchistes, qui reposent sur le respect absolu de la liberté de l'individu et le rejet de toute autorité, forment la seule philosophie de vie, le seul projet social et politique dont on n'aura pas à rougir dans l'avenir. Cette conviction qui est la nôtre trouve un écho particulier dans les pages qui suivent.

Le temps sanctionne toujours, d'une certaine façon, nos choix de paroles et d'actes. Ce que nous avons porté à travers notre *Monde libertaire,* nous pouvons le reproduire sans un changement de virgule, avec la certitude toujours intacte d'avoir dit les choses avec force, honnêteté, passion, sans compromission d'aucune sorte.

D'autres titres de la presse politique, qui prétendent défendre un certain sens de l'humanité et qui à l'occasion célèbrent sans vergogne un anniversaire soigneusement débarrassé de tout élément gênant, ne peuvent pas en dire autant. ✖

50 ANS APRÉS : DE PLUS EN PLUS D'ANARCHISTES

NIDS DE GUÊPES

Louis Chavance

LES MILIEUX ANARCHISTES sont à la fois les plus larges d'esprit et les plus sectaires de l'horizon révolutionnaire. Leur tendance à l'émiettement, leur dispersion en groupes dont chacun croit définir une vérité essentielle sont compensées par une extrême souplesse dans la réflexion sociale, économique et politique. Ils perçoivent clairement que l'idée libertaire est la seule qui s'applique à l'avenir, mais ils sentent que la complexité de la réalité sociale, en perpétuelle évolution, ne permet pas de fixer une doctrine immuable et marmoréenne.

Nids d'abeilles, sans reine dont chacun semble isolé dans la fabrication de son miel, les groupes sont ouverts à tous les courants d'idées parce qu'ils savent qu'il faut chercher. Ils deviennent sectaires lorsqu'ils croient trouver une base solide à une action qu'ils veulent mener immédiatement et sans délai.

Ils ont compris depuis longtemps que la doctrine marxiste, pétrifiée, dépassée, objet de commentaires liturgiques et non d'études constructives ne correspond plus à aucune réalité sociale, mais ils envient l'admirable certitude qu'elle fournit, sur le plan pratique, à des militants débarrassés de tout scrupule idéologique.

Comment leur demander de séparer la réflexion de l'action ? Sensibles à l'injustice du monde, ils n'acceptent rien de ce qui peut retarder leur désir de combattre, mais les nuances d'une pensée mouvante donnent naissance à des oppositions, à des clans, à des chapelles.

Ainsi leur dispersion semble parfois justifier l'acception vulgaire du mot « anarchie » au sens de désordre et de confusion, si bien que certains d'entre eux, par une soif d'activité et d'organisation, ont voulu changer de drapeau et remplacer « anarchie » par « communisme libertaire ».

Je dirai tout net que cette modification de vocabulaire ne me plaît pas. Un besoin d'action qui se traduit par une réforme verbale risque de rester verbal à son tour.

Que reproche-t-on à l'anarchie ? De ne pas être comprise ? De donner une idée fausse de ses méthodes et de ses buts ? De prêcher à l'équivoque et au dénigrement ? Ou bien doit-on penser que derrière le changement d'étiquette se cache une altération de l'idée libertaire ?

L'anarchie a un passé glorieux, dans la théorie et dans l'action. Aucune de ses manifestations ne mérite d'être reniée. Elle continue à inspirer un intérêt considérable dans tous les milieux, comme on peut le constater d'après le nombre croissant de livres qui sont consacrés à sa doctrine et à son histoire.

Si les idées anarchistes ne pénètrent pas aussi vite qu'on peut le désirer, dans les masses intoxiquées par la propagande marxiste, il conviendrait d'abord de savoir comment un changement de vocabulaire permettrait une propagande plus efficace.

Dans un monde où tout est désordre et confusion, il ne semble pas que le mot anarchie ait rien perdu de sa force explosive, ni de sa valeur de suggestion.

Risque-t-il d'éveiller un malentendu ? Il faut l'expliquer – avec le reste de la doctrine – ou alors il faut renoncer à cette doctrine elle-même, dans la mesure où elle refuse la confiance aux chefs, aux dictateurs, aux sauveurs du prolétariat, aux guides inspirés des masses, à tous les révolutionnaires professionnels qui se dépêchent d'escamoter les fruits d'une révolution au profit de nouvelles aristocraties.

C'est un mouvement éternel de l'histoire, dont le célèbre socialisme scientifique n'a jamais paru tenir compte.

Récemment encore, un livre consacré aux « Responsabilités des dynasties » bourgeoises (Beau de Loménie), démontrait avec une aveuglante évidence que les dirigeants politiques ont toujours et partout trahi les idées qu'ils prétendaient défendre, en faveur de leur intérêt personnel.

Il se peut que l'auteur de cet ouvrage ait été inspiré dans une certaine mesure par le ressentiment de l'aristocratie de sang contre l'aristocratie de l'argent, mais la valeur de son argumentation n'en est pas diminuée.

Ce qui s'est passé en 1794, en 1830, en 1848, ce qui s'est reproduit en 1918, doit recommencer dans l'avenir. C'est pour éviter aux peuples de se sacrifier inutilement et

FORCE VIVE OU JEUNESSE POURRIE ?

NOUS VIVONS une époque où toutes les lâchetés sont permises. De nos jours, le mot à la mode, faisant cause commune avec toutes ces lâchetés, est le vieil adage (je dis bien vieil, car au temps de Voltaire, nous en parlions déjà) : « La jeunesse est pourrie »… De mon temps, etc. Superbe lâcheté entre toutes. Même les plus humbles y succombent.

Il est tellement facile de résoudre un problème par une phrase lapidaire. Au temps de Voltaire, cette phrase était-elle du moins accompagnée d'une justification. De nos jours, aucune justification (comme pour beaucoup de choses, du reste). Personne n'a le temps de s'arrêter. Nous sommes pressés.

Pourtant juges partiaux, souvenez-vous des problèmes qui vous tourmentaient durant votre jeunesse : salaire, vie sociale, loisirs, sexualité, et que sais-je encore. Ces problèmes sont demeurés les mêmes, peut-être encore avec plus d'acuité, aujourd'hui, et de tous temps, il en sera ainsi (du moins la fin n'en apparaît pas très proche). De vous aussi, le monde disait : jeunesse pourrie, parce qu'il était incapable d'examiner ces problèmes. Vous vous êtes révoltés. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, vous avez tout simplement oublié, c'est tellement plus aisé. Vous êtes tombés dans la molle béatitude : privilège des tempes argentées.

N'omettez tout de même pas de penser que, malgré que vous ayez atteint quelques années de plus, les problèmes de la jeunesse sont encore les vôtres (et là, je pense aux problèmes sociaux). N'oubliez pas que demain, ces jeunes d'aujourd'hui forgeront « les lendemains qui chantent » (car ces lendemains ne sont créés que par les barbus) et qu'au fond il est de votre devoir de les comprendre et de les aider surtout.

Vous pourrez rétorquer « Mais en quoi cela m'importe ? » Oui, évidemment, mais en ce cas avouez que vous êtes d'une « incontestable inutilité » et ne vous étonnez pas si depuis votre berceau vous ramassez des coups de pieds bien placés. Ils vous sont presque nécessaires et constituent votre « raison sociale ».

Je doute fort que l'homme ne s'intéressant pas aux problèmes des jeunes ait songé un seul jour aux siens propres. C'est de cet état d'esprit que notre société souffre à l'heure actuelle. L'individu est retourné à sa petite histoire personnelle, et chacun sait combien elle est souvent banale et dénuée d'intérêt. Aucun des problèmes cruciaux, qui cependant le touchent de très près, puisqu'ils amènent toujours les causes de cette vie lamentable (quand elle existe encore) : manger, travailler, dormir, etc., *ad vitam aeternam* ne le frappent. Ce malheureux état d'esprit s'est glissé partout dans la jeunesse. Heureusement qu'elle possède encore ses forces vives (tout le monde n'attend pas la fin devant un demi au Café de Flore) pour savoir réagir.

Mais ces forces vives à elles seules ne suffisent pas et elles appellent l'effort et la compréhension de notre monde qui depuis bien des années lui demeure fermé. Songez que de nos jours (et il n'est point besoin ici d'en faire démonstration) vous portez la responsabilité de la vénalité et de la délinquance juvénile. Songez que la société que vous avez créée, avec ces années d'apathie a absolument fermé l'horizon social du jeune. Songez que dans vos revendications, aucune place n'est faite aux jeunes. Songez encore (là je pense à certains corps de métiers, par exemple le bâtiment) que vous coulez les jeunes. Songez qu'un jour vous serez définitivement écrasés par les classes exploitantes, que vous ne remporterez aucun laurier (sinon des médailles du travail) et que ceux qui viendront derrière vous seront à leur tour vaincus parce qu'ils partiront sans aucune arme à la main.

Alors votre apathie, celle aussi de vos ancêtres, portera ses fruits : nos chefs nous auront fait accepter notre servitude et enfin naîtra le vrai bonheur, l'abrutissement complet, la servitude absolue, « l'Enfer climatisé ».

MICHEL RIGAL

Le Monde libertaire *n°2, novembre 1954*

---

de se livrer à des intrigants que le mot et l'idée d'anarchie ont été inventés. Il importe plus que jamais d'en conserver la signification profonde : « la lutte d'un peuple sans chefs, pour une société sans maîtres ».

Est-ce une idée si difficile à faire comprendre ?

Il ne me semble guère, d'ailleurs, que le terme de « communisme libertaire » ait un contenu d'une valeur équivalente, ni même qu'il soit doué de la moindre force de pénétration.

On n'a pas la naïveté de croire qu'il soit possible de rivaliser, par la seule force des mots, avec les dizaines de millions dépensés par la propagande marxiste.

De quoi s'agit-il, alors ? De faire pénétrer des idées claires et constructives dans la tête des jeunes et des militants qui - même au sein des partis marxistes - ont gardé une étincelle d'esprit critique et la capacité de réfléchir. Or, le mot communiste pour eux comme pour le reste du monde, est devenu synonyme d'oppression, de rigueur, de délation, de surveillance policière, de travail forcé, de destruction des libertés ouvrières.

La correction de « communisme » par le mot « libertaire » ne fait qu'introduire une sorte d'amollissement et de faiblesse dans le mécanisme d'une machine de guerre, dont le fonctionnement rigoureux semble la seule qualité. Si bien que le communisme libertaire finit par apparaître comme une opposition de droite, hésitante et clandestine, à côté d'un formidable communisme autoritaire.

Combien je préfère l'expression fracassante du mot anarchie !

Cette analyse ne voudrait que clarifier les termes et ne prétend pas intervenir dans le fond du débat sur les problèmes d'organisation et d'action.

Qu'il me soit cependant permis de signaler qu'une dispersion apparente dans les courants d'idées nouvelles me semble pour l'instant préférable à une tentative de stabilisation autour d'une doctrine que les extraordinaires bouleversements des temps présents rendent presque impossible de fixer.

Les anarchistes ont toujours eu un tempérament bien particulier, qui leur donne des qualités certaines et des défauts graves. Leur défaut, c'est la tendance à l'émiettement. Leur qualité, c'est la vivacité d'esprit, la rébellion intellectuelle, l'insubordination mentale. Qu'ils piquent comme des abeilles ou des guêpes, ils ne tuent pas, mais ils fabriquent du miel. Je n'aimerais pas qu'ils se contentent de bourdonner comme des frelons.

EINSTEIN, UN HOMME TOUT PRÈS DE NOUS

Charles-Auguste Bontemps

NOS ENFANTS apprendront qu'Albert Einstein aura été le génie incomparable de la physique mathématique du XX[e] siècle, riche pourtant de très grands savants. Ils comprendront mieux que ne l'auront fait nos contemporains la portée des découvertes einsteiniennes parce qu'ils en utiliseront les conséquences pratiques.

Le savant

Comme tout savant, Einstein a emprunté à ses prédécesseurs et à ses pairs. Ainsi que le rappelle le professeur Francis Perrin, il n'est pas exactement à l'origine de la découverte qui nous a donné la fission de l'atome. Il en avait toutefois défini d'avance la théorie et permettait de mesurer l'énergie libérée par cette fission. Si sa part est restreinte dans la physique des quanta, il n'y est pas étranger et ses travaux sur l'effet photo-électrique ont confirmé le caractère granulaire de la lumière.

En revanche, la théorie révolutionnaire de la relativité qui domine – avec la théorie des quanta – la physique moderne est son œuvre personnelle, extraordinairement originale. « Aussi grand que Newton », déclare le grand mathématicien Joseph Hadamard. Einstein en a lui-même apporté la preuve en déduisant de ses concepts de relativité une théorie entièrement nouvelle de la gravitation. Pratiquement, il y confirme Newton mais il le complète.

La relativité

Quand, en 1905, à 26 ans, il fit connaître au monde étonné sa théorie de la relativité restreinte, le monde des savants manifesta un véritable effarement. Toutes les notions classiques – et empiriques – d'espace et de temps se trouvaient bouleversées et le vieux « canular » de la quatrième dimension se dessinait dans la réalité. L'opposition fut vive et il était normal qu'elle le fût jusqu'à vérification.

On connaît le thème de base de la relativité restreinte : il existe une relation constante entre masse et énergie. Toute libération d'énergie entraîne une diminution correspondante de la masse. C'est la fameuse formule de relation : $E = MC^2$ qui se lit : l'énergie libérée est égale au produit de la masse par le carré de la vitesse de la lumière dans le vide. Ce produit est d'un ordre de grandeur astronomique. L'explosion de la bombe atomique apporta la confirmation de cette théorie qui est, dès maintenant, d'application classique.

C'est à partir de la relativité restreinte qu'Einstein élabora sa nouvelle théorie de la gravitation, dans sa recherche de la relativité généralisée, c'est-à-dire de la théorie « unitaire ». Il y parvint en 1949. Il lui fallait, pour aboutir, découvrir une formule qui enveloppât les forces électromagnétiques. Ce sera la tâche des savants de l'avenir de confirmer ou d'infirmer ce couronnement de l'œuvre inouïe d'un génie surprenant.

Le créateur

Avant même qu'Einstein songeât (peut-être) à sa théorie unitaire, déjà la relativité restreinte et le temps devenu quatrième dimension, tout ce qu'impliquait la donnée nouvelle espace-temps au regard de notre conception de l'univers, laissait entrevoir une révolution de la philosophie.

Les métaphysiciens et les théologiens ne s'y sont pas trompés. Leur opposition fut plus active, plus perfide aussi que celle des savants. Sous les fleurs dont, unanimement, on recouvre le savant physicien, on ensevelit au mieux non le philosophe – Einstein n'a pas fait exactement œuvre de philosophe – mais la philosophie en devenir que sa mathématique de l'univers commande.

Au reste, peut-être est-il trop tôt pour aborder ce problème qui dominera le monde futur. Il faut attendre la vérification de la théorie unitaire. Autant que le passé puisse répondre de l'avenir, l'exactitude en est probable. Les théories d'Einstein, successivement vérifiées, ont elles-mêmes une telle unité qu'il semble qu'aucune partie ne s'en puisse détacher.

Louis de Broglie ne vient-il pas de nous rappeler l'attachement indéfectible d'Einstein au déterminisme fondamental, dans le temps où la plupart des physiciens et Broglie lui-même introduisaient de « probabilisme » dans la théorie des quanta ? Or, Broglie déclare qu'il a repris ses travaux sur le plan du déterminisme auquel il revient, et d'autres avec lui. Voilà, notons-le en passant, qui dérange les théologiens que nous avons vus tout heureux de nous opposer une indétermination essentielle, sous le couvert d'affirmations scientifiques prématurées.

Le pacifiste

L'incinération d'Einstein ennuie tout autant beaucoup d'officiels et d'officieux comme ennuyait son pacifisme et son universalisme. Lors de la célébration de ses soixante-quinze ans, toute la presse américaine vanta le génie du savant avec une harmonie qui n'eut d'égal que l'accord unanime pour ne point évoquer l'homme singulier qu'il fut.

Or c'est bien cet homme singulier – par quoi peut-être le savant fut aussi exceptionnel – qui nous attache à lui dans l'ordre de l'esprit. Il nous est si proche que nous aurions des raisons de le dire libertaire si notre respect d'autrui ne nous interdisait ces sortes d'annexions. Je sais du reste des libertaires qui ne seraient point d'accord, en fonction d'un absolu doctrinal qui n'est pas le mien. Je tiens pour un relativisme des comportements – de toute autre nature que la relativité physique – où le sectarisme trouve son antidote. En l'espèce, d'aucuns reprochent à Einstein d'avoir prévenu Roosevelt des progrès de l'atomistique chez Hitler et de l'avoir incité à devancer les Allemands. Mais ce geste n'est-il pas en « relation » directe avec la lutte où Einstein était impliqué à la fois comme Allemand exilé et spolié, comme Juif persécuté et comme individu libre en situation de défense ? Que les libertaires qui n'ont pas été résistants en fait ou en esprit, qui n'ont pas écouté fébrilement à la radio les nouvelles de Londres, lui jettent la première pierre.

Je ne la lui jette pas et j'admire que ce savant adopté par les USA et par l'université de Princeton, personnage officiel dans un pays voué à l'espionnite, n'ait cessé de protester contre l'armement atomique, de dénoncer la folie de recherches et d'expériences inconsidérées, la sottise du détournement vers une œuvre de suicide d'une découverte qui devrait conduire à un enrichissement et à un embellissement de la vie.

L'Homme

On a vanté à raison sa modestie, son total désintéressement. On a parlé à tort d'une naïveté de poète contradictoire à la rigueur du mathématicien. Poète, Einstein l'était autant et plus que musicien. C'est par cela qu'il fut créateur. Mais naïf, non pas. Jamais ses interventions dans les problèmes de la paix, de la condition sociale des peuples ne furent faites à contresens. Il sut choisir les moments et les moyens qui l'assuraient d'une audience et s'abstenir quand il eût risqué sans profit de perdre son crédit. Il était si peu naïf qu'il disait de lui-même que sa seule existence gênait beaucoup de gens.

Pour n'avoir pas à lui pardonner ses désinvoltures, sa simplicité de comportement défiant les conventions, il était indiqué de le tenir pour un peu farfelu. C'est ainsi que la médiocrité prend revanche sur le génie. Au vrai, si ses goûts étaient effectivement simples, son non-conformisme tout à fait naturel, leurs manifestations extérieures étaient volontaires. Il sut ainsi défendre, partout et toujours, son individualisme. Mais à l'abri de cette indépendance organisée, il ne cessa de lancer à travers le monde, pour la défense des hommes, les commandos de sa pensée.

Douta-t-il d'un possible retour au bon sens des peuples affrontés ? On peut le croire. On sait le tourment de son esprit qui ne fut pas étranger à sa fin. Cet homme, demeuré si jeune, tout à coup avait vieilli… Être d'exception irremplaçable, il nous laisse sa pensée.

Un homme : Einstein

Un extraordinaire mathématicien, un des plus vastes cerveaux de ce temps, peut-être le savant le plus représentatif de son époque.
Non, mieux que cela : un Homme.
Un homme qui sut le rester, par le contact qu'il conserva avec le reste du monde, par la générosité avec laquelle il répondait présent à tout ce qui lui semblait généreux, par sa vie modeste et simple, par son pacifisme dont l'appel contre l'utilisation de l'énergie nucléaire fut le dernier écho.
Puisse-t-il être entendu de ceux qui lui survivent!
Un homme qui, vivant de par sa carrière dans une tour d'ivoire n'en a jamais fait un rideau de fer, un homme dont l'humanisme n'a pas tué l'humanité, et qui - quelques services qu'il ait apportés à la science et au progrès - sut se souvenir que celui-ci comme celle-là sont au service de l'homme, alors que beaucoup (doctrinaires abrupts, technocrates imbéciles) vont jusqu'à ne plus voir en l'espèce humaine qu'un des multiples rouages de l'infernale machine.
Nous ne sommes pas de ceux qui se complaisent à se faire des idoles, mais nous sommes trop heureux de saluer un homme au passage, lorsque par extraordinaire il s'en trouve un.
Au surplus, nous n'avons pas attendu que la mort nous prive d'une des plus brillantes intelligences de ce siècle pour passer le petit article d'actualité obligatoire, et dans un précédent numéro de ce journal notre camarade Sadik lui consacrait l'éloge qu'il mérite.
Maintenant que l'irrémédiable est accompli, sachons étendre l'intelligence et la faire progresser en tous domaines, sachons faire de notre vie une lutte, et laisser un sillon après elle.
Sachons poursuivre tous ceux qui nous ont devancés sur la route.
C'est notre façon à nous d'honorer les morts.

Maurice Laisant

L'ÉQUIPÉE ÉGYPTIENNE

Maurice Fayolle

LA **FRANCE** vit des heures d'immarcescible gloire : à défaut d'une nouvelle Jeanne d'Arc, elle a trouvé un nouveau Bonaparte. En la personne de Sire Guy Mollet qui, coiffant le bicorne de son illustre prédécesseur, a eu **SA** campagne d'Égypte.

Là, d'ailleurs, s'arrête la comparaison. Car le brillant héraut du prestige français n'a pas cru devoir aller, en personne, affronter les modernes mameluks du féroce Nasser, ni prononcer des paroles historiques aux pieds des pyramides.

Si nos braves bataillons n'ont pas été dans les sables du désert égyptien, se faire contempler par quarante siècles d'Histoire, du moins ont-ils eu le privilège d'aller contempler les carcasses des cinquante navires coulés entre les berges du canal de Suez.

Fulgurante victoire qui a permis au stratège en chambre de l'Hôtel Matignon, de triompher : « Nos objectifs sont atteints ». À la suite de quoi, le canal étant obstrué et les pipelines sabotés, l'économie s'asphyxie rapidement !

Notre génial imitateur bonapartesque n'avait sans doute pas prévu, dans l'emportement de ses ardeurs guerrières, ce prévisible choc en retour, conséquence inévitable de la plus absurde des expéditions coloniales. Expédition qui va se solder par une série de désastres plus graves qu'un Aboukir naval.

Désastre financier : déjà épuisé par l'hémorragie algérienne, qui coûte aux contribuables la bagatelle d'un milliard par jour, les séquelles de l'équipée égyptienne vont provoquer des difficultés budgétaires inextricables. La paralysie de nombreuses industries, consécutive à la disette du pétrole, sur lequel l'État prélevait d'énormes bénéfices, va réduire dans de notables proportions les rentrées fiscales à un moment où les dépenses s'accroissent vertigineusement. D'autre part, le pétrole que nous fourniront les États-Unis, lorsque le gouvernement aura souscrit à leurs conditions, dont la première est l'évacuation du canal par les troupes franco-anglaises, nous sera vendu à un prix tel que le déficit s'en trouvera accru. On peut donc prévoir une flambée des prix et une nouvelle avalanche d'impôts.

Désastre économique : l'économie française, déjà peu brillante, paralysée par le manque de pétrole et désarticulée par la hausse du prix des matières premières, va connaître de graves difficultés. L'industrie automobile, en particulier, qui fait vivre un million de travailleurs, va entrer en sommeil. Un chômage partiel est donc à peu près certain.

Désastre moral : le « coup de poignard » dans le dos de l'Égypte, déjà attaquée par Israël, ressemble étrangement à celui de l'Italie attaquant, en 1940, la France déjà envahie par les Allemands. En faisant parler le canon, la France de Guy Mollet a brutalement renié ses engagements solennels antérieurs de ne jamais recourir à la guerre comme instrument de politique étrangère. L'isolement diplomatique qui en a résulté a été tel que les franco-anglais ont dû stopper leur offensive, leurs premières troupes à peine débarquées sur le sol égyptien, se ridiculisant ainsi devant le monde entier et, particulièrement, devant le monde arabe.

Désastre culturel, enfin : par son geste imbécile, voué à un échec certain, le gouvernement Guy Mollet a réduit à néant plusieurs siècles d'influence et de prédominance culturelles françaises en Orient. Non seulement la France ne récupérera pas le canal, mais elle va perdre, sans retour, au profit des Russes et, surtout, des Américains, les fortes positions spirituelles, économiques et financières qu'elle détenait dans tout le monde arabe.

Le bilan est tel que si ce pays comptait encore des patriotes, ceux-ci réclameraient la Haute Cour pour Guy Mollet et ses ministres !

Il ne saurait être question de prendre ici la défense du colonel Nasser et de son régime dictatorial de misère et de servitude. Disons seulement que l'envergure de ce pharaon au petit pied s'égalise sur celle de ses adversaires : au niveau de la plus basse médiocrité.

Il est bien évident que les fanfaronnades de ce cuistre en culotte de peau ont dangereusement fait monter la fièvre au Moyen-Orient. Ses « commandos de la mort » lancés sur Israël, ses menaces d'extermination du jeune État juif ont permis aux partisans israéliens de la guerre préventive de l'emporter.

« La FCL entre dans la lutte électorale » (*Le Libertaire*)

LA FCL ENTRE DANS LA MERDE !

« NOUS l'avions annoncé : la FCL sera présente ! » proclame le journal de M. Fontenis qui publie la liste complète des « héros » décidés à subir le martyre sur la paille humide du Palais Bourbon ! On nous rendra cette justice : nous aussi l'avions annoncé !... Nous avons même annoncé mieux et nous n'avons pas grand mérite à cela, car, et nous sommes bien obligés de le constater avec mélancolie, nous avons au moins un goût commun avec les communistes : chez nous comme chez eux les renégats finissent mal !

Mais bornons-nous pour l'instant à notre tâche d'informateur. La FCL présente dans le premier secteur une liste qui ne manquera pas de couleurs – jaune, bien entendu. M. Fontenis y représente la loyauté et le respect de la parole donnée ; Joulin, l'intelligence ! Il manque certes, pour affirmer la constance idéologique de l'équipe, un certain Lustre qui a aujourd'hui rejoint le Parti communiste, filiale-mère de cet édifiant assemblage où le jeune premier des débuts disparut avec une partie de la caisse. Il y manque surtout ces groupes de sympathiques imbéciles qui ont été les éléments dont on s'est servi pour essayer de désagréger notre Fédération anarchiste et qui, le mauvais coup accompli et loupé, ont été à leur tour – et sans aucun chagrin de notre part – atomisé par les « gros durs » du quai de Valmy.

Comme toute liste qui se respecte, celle de la FCL est accompagnée d'un programme dans lequel on peut relever ces formules vraiment neuves jamais employées par les démagogues, frappées au coin par le génie où patauge le chef, et qui éclaboussent la glorieuse phalange ! Qu'on en juge !

« Votez pour le candidat ouvrier le plus capable dans chaque conscription de barrer la route à la réaction ! » ou encore : « Nos élus [quand je vous dis que ces types ont des visions] n'iront pas au Parlement pour s'exprimer devant des centaines de bavards, mais pour faire de l'Assemblée une tribune du haut de laquelle seront dénoncés tous les scandales... », etc.

Bien sûr, certains esprits chagrins confronteront cette profession de foi avec celle de Briand en 1902, de Laval, de Millerand à la même époque ou avec celle de cette crapule de Marty, leur patron, lorsque, en 1924, pour mieux tromper les travailleurs, il se présentait au Parlement en chemise kaki, sans cravate et avec une barbe de deux jours. D'autres, des logiciens ceux-là, proclameront que dans le domaine du blablabla les anciens ont incontestablement fait mieux et qu'en tout état de cause les travailleurs n'ont plus grand-chose à apprendre dans ce domaine. Il n'est pas moins vrai que cette liste édifiante obtiendra des voix, et cela en vertu du principe de la continuité de l'histoire que ces gens-là ont redécouvert en abandonnant Proudhon, Bakounine et Kropotkine au profit de Marx, et qui veut que depuis les débuts de l'humanité toute canaille ait découvert un lot de crétins susceptibles de garnir l'auge où il apaiseront leur voracité.

Dans sa proclamation, la FCL s'élève avec indignation contre la loi électorale et nous ne pouvons que joindre notre voix à celle de la vertu. Paris vit sous un régime d'exception, qui interdit l'apparentement et empêchera des listes de progrès comme celle du Christ de Montfavet (qui lui aussi a des visions) et celle de M. Ferdinand Lop, la glorieuse vedette du bal des Quat'zarts, de s'associer à celle de M. Fontenis, de manière à ce que ne se perde aucun des suffrages, qui témoigne de la pérennité des traditions qui veulent que depuis des siècles les étudiants du quartier des écoles ont su rire de toutes les pitreries de leurs pions !

« Votez pour la liste FCL ». Rien n'empêchera les commandos de choc de s'installer autour de la desserte, ni les principes, ni le mépris, ni les scrupules. Le paletot qu'ils sont en train de se faire confectionner sera trop ample pour leurs flancs maigres. Ils vont d'abord vous paraître ridicules. Faites-leur confiance, pour le remplir ils iront loin !

MAURICE JOYEUX

Le Monde libertaire *n° 14, janvier 1956*

Seulement la guerre ne résout rien. Et l'imbécile politique du dictateur du Caire ne justifie ni l'agression de Tel Aviv, ni le coup de force de Londres et Paris. En organisant une expédition coloniale dans le plus pur style 1840, Eden et Mollet ont simplement oublié qu'ils vivaient au XX^e^ siècle, dans un monde où la plus petite imprudence risque d'embraser la planète.

Ce risque a été frôlé de si près qu'à peine lancés dans l'aventure, Londres et Paris, épouvantés par les conséquences de leur folle décision, ont dû, sous la pression américaine et la menace russe, stopper net leur offensive.

Il faudra un jour établir les responsabilités de ce drame et dévoiler les « encouragements » secrets qui déterminèrent Israël à lancer ses troupes en avant.

Soulignons aujourd'hui le paradoxe de voir la Grande-Bretagne, voler au secours d'Israël, alors qu'il y a quelques semaines, elle menaçait d'anéantir ce même État si celui-ci attaquait la Jordanie ! Soulignons le paradoxe de voir les juifs de Palestine applaudis par tous ceux qui, il y a quelques années, applaudissaient aux pogroms des juifs d'Europe par Hitler ! Soulignons le paradoxe des indignations franco-anglaises devant les armes russes dont était équipée l'armée égyptienne, alors que, jusque dans les jours qui ont précédé le conflit, la France et l'Angleterre fournirent à l'Égypte d'abondantes quantités d'armes !

L'équipée égyptienne se solde par un fiasco complet. Aucun des objectifs qui l'avaient justifiée n'est atteint. Nasser est toujours debout, son prestige à peine entamé. Le canal restera à l'Égypte avec, sans doute, un « contrôle » financier des États-Unis. Par contre, le canal bloqué et les pipelines sabotés vont paralyser l'économie européenne, déjà malade, et la rendre un peu plus tributaire du capitalisme américain. Enfin, le fameux « préalable » égyptien, dont la liquidation devait, selon Lacoste, permettre de régler le problème algérien, demeure et la guerre d'Algérie va s'éterniser un peu plus.

En vérité, l'armée française n'aura rien rapporté de sa campagne d'Égypte. Même pas un obélisque pour orner une place de Paris !

SALUT À ALBERT CAMUS, ÉCRIVAIN DE LA LIBERTÉ

Maurice Joyeux

ALBERT CAMUS vient de recevoir le Prix Nobel de Littérature et tous les hommes libres en ressentent une joie à laquelle nous nous associons, non pas que nous soyons tellement attachés aux consécrations officielles, mais le laurier académique va projeter sur l'écrivain et son œuvre une attention trop souvent dispersée par des futilités que cautionne l'actualité littéraire.

L'œuvre d'Albert Camus est multiple. Romancier, essayiste, auteur dramatique, journaliste, cet écrivain encore jeune a déjà publié une douzaine de volumes. *L'Étranger*, qu'édita Gallimard sous l'occupation, le révéla au grand public, mais c'est *Le Mythe de Sisyphe* qui devait asseoir sa réputation parmi une jeunesse intellectuelle échappée à la guerre et avide d'examen intérieur. Essais sur « l'Absurde » se sont écriés les « directeurs » ? Peut-être n'a-t-on pas assez mis l'accent sur les contradictions évidentes qui opposent l'homme neuf, l'homme brute, l'homme « donné », aux gestes qu'exige de lui une société dans laquelle il s'inscrit, contradictions que l'ouvrage soulignait et qui dépassaient la simple constatation de « l'absurde ».

Collaborateur quotidien de *Combat* au lendemain de la libération, les chroniques de Camus, qui marquèrent d'un ton nouveau le journalisme d'alors, ont été réunies sous le titre d'*Actuelles*. Un autre de ses romans, *La Peste* obtint un succès considérable et a été vendu à près de deux cent mille exemplaires. Homme de théâtre, Albert Camus a successivement donné *Caligula*, œuvre du plus pur classicisme, écrit avant la guerre, *Le Malentendu*, *L'État de siège* et enfin *Les Justes* où les principes ballottés par la tourmente révolutionnaire se heurtaient avec fracas. Depuis les livres se sont régulièrement succédé et *La Chute* comme *L'Exil et le royaume* sont venus confirmer la maîtrise de l'écrivain, un des premiers de sa génération.

Mais quelle que soit la valeur littéraire de ces ouvrages, *L'Homme Révolté* reste la pièce maîtresse de son œuvre. Et c'est la résonance de cet essai magistral qu'un certain nombre de personnages consulaires ne lui ont jamais pardonnée.

1950 ! Cinq années se sont écoulées. Le groupe d'intellectuels, que la résistance a rassemblés en masquant les problèmes essentiels, éclate ! Des clans se forment que la politique dégrade. Les uns sont influencés par le marxisme militant, les autres par le RPF que Malraux a rejoint, certains rétablissent le contact avec les hommes de lettres compromis sous l'occupation et qui ont survécu à l'épuration.[1]

Contre le courant, Albert Camus se dresse seul. Il prétend faire le bilan des valeurs sur lesquelles la révolution qu'on nous propose s'arc-boutent. Il décrit la révolte comme le moteur de l'évolution. Il en trace la limite : la survie de l'homme détenteur de cette révolte qui périt lorsque l'homme disparaît. Il écrit dans *L'Homme Révolté :*

> *« La révolte prouve qu'elle est le moment même de la vie et qu'on ne peut la nier sans renoncer à vivre. Son cri le plus pur, chaque fois fait se lever un être. »*

Ou :

> *« Aussitôt que la révolte, oublieuse de ses généreuses origines, se laisse contaminer par le ressentiment, elle nie la vie, court à sa destruction, fait se lever la cohorte des ricanants, de ces petits rebelles, graines d'esclave qui finissent par s'offrir aujourd'hui, sur tous les marchés de l'Europe, à n'importe quelle servitude. »*

En refusant le clan, l'écrivain construit son raisonnement sur l'aspect actuel de l'homme. Mieux lorsqu'il parle du peuple ou lorsqu'il parle au peuple il se garde de prétendre à l'infaillibilité.

Les clans auraient pardonné à Albert Camus un choix entre leurs servitudes, mais Camus homme libre offrant aux hommes sa propre philosophie de la liberté, ils s'indignèrent ! L'attaque fut décidée.

Il fallait tout d'abord isoler l'écrivain du monde du travail. Un plumitif obscur, client de Monsieur Sartre, ce personnage ridicule que périodiquement les communistes

pressent pour en extraire le sirop puis rejettent lorsqu'il est devenu flasque, se chargea de l'affaire! Mal, il faut en convenir! Puis le patron lui-même donna de sa personne dans *les Temps modernes* et alors Albert Camus se révéla polémiste. Les travailleurs qui s'intéressent aux mouvements de l'esprit ne sont pas prêts d'oublier le « fauteuil toujours dans le sens de l'Histoire » dans lequel l'écrivain installa le philosophe du Pont des ânes. D'autres attaques plus doucereuses suivirent. Camus avait regagné le giron de la bourgeoisie! Dieu lui tendait les bras! Simone de Beauvoir, elle, écrivait *Les Mandarins* ouvrage infect qui obtint le Goncourt! La réponse nous l'avons entendue aux carrefours où les hommes libres se sont rencontrés pour défendre les peuples opprimés. Aux tribunes de la liberté la présence de Camus est certaine et si parfois nous le voyons silencieusement s'éloigner, si parfois nous découvrons chez lui une réticence à se mêler, le temps démontre que sa prudence doit rester la règle de l'homme lorsque les circonstances l'obligent à côtoyer le personnel politique.

Les années ont coulé fécondes pour l'écrivain, les ouvrages se sont accumulés. Sa notoriété a grandi. Mais la récompense qu'il vient de recevoir démontre que les hommes dont il a déchiré l'alibi n'ont rien appris ni rien oublié. Cette fois c'est Pia, dont mon ami Prévotel parle dans une colonne voisine, c'est Rebatet, c'est Klébert Haedens qui assurent la relève. Ces deux derniers tonnent au nom de la culture et de la philosophie et on se demande qui a bien pu les persuader de leur compétence en la matière. Le fait d'avoir pendant une période tragique appartenu au clan des « chourineurs » et l'amertume de ne pas pouvoir rétablir dans les lettres « l'ordre » cher au sinistre Maurras paraîtront des raisons assez minces même pour les lecteurs des feuilles où ils sévissent.

Installé à la suite de Romain Rolland, d'Anatole France, de Roger Martin du Gard, d'André Gide, Albert Camus peut tranquillement attendre le jugement de l'Histoire.

Son œuvre est entre les mains des hommes libres.

Qu'on nous entende bien, nous ne sommes pas de la race des amis de Monsieur Sartre qui n'hésitent pas à annexer Louise Michel, ni de celle des amis de Monsieur Rebatet qui sous l'occupation annexaient Proudhon. Nous aimons Camus parce qu'il a su rester Camus et cela seul nous importe.

Sur les chemins difficiles que l'homme, en marche vers la condition humaine, gravit péniblement il est des haltes. Le prix Nobel de la Littérature est pour Albert Camus une de ces haltes, l'occasion de souffler, de faire le point. Avant qu'il reprenne une course qui parfois croise la nôtre nous voulons dire, pour que ceux qui nous entourent l'entendent: salut à Albert Camus écrivain de la liberté, salut à Albert Camus notre camarade. ✖

1. Il est entendu que nous ne confondons pas, avec ces personnages, André Breton, qu'une querelle esthétique au sujet d'un chapitre de *L'Homme révolté* (« Surréalisme et Révolution ») opposa à Camus. L'indépendance comme la probité intellectuelle de Breton sont au contraire un réconfort pour ceux qui sont obligés par nécessité professionnelle de tripatouiller dans les eaux sales qui enserrent les cafés « littéraires ».

VOICI LA MAISON DU JOURNAL. ELLE EST VIDE...

À TRAVERS LES ONDÉES de notre capricieux printemps, un rayon de soleil vient de trouer les nuages qui se déchirent sur un grand drapeau de ciel bleu.

Il réchauffe nos corps et plus encore nos cœurs, il traverse la vitre de la boutique qui est maintenant notre local, et nous le regardons monter le long du mur comme un symbole d'espérance.

En effet, mes amis, les anarchistes, ont aujourd'hui leur maison, un asile de liberté et de paix, un îlot de pensée libre où les copains pourront se retrouver, se retremper et intensifier la grande et belle lutte des hommes qui veulent vivre, face à tous ceux qui acceptent de mourir.

Vivre, avec tout ce que cela comporte de beauté, de rayonnement, d'ivresse, avec tout ce que la liberté seule peut inspirer. Mais il faut le dire, la réalisation de ce rêve longtemps caressé n'a pu se concrétiser que par un emprunt qui grève lourdement nos faibles ressources.

Si, tenant compte de l'effort passé de nos militants et de nos sympathisants, nous nous sommes engagés dans une telle voie, c'est avec l'espérance... mieux avec la certitude que vous intensifierez votre soutien: abonnement, vente à la criée, souscriptions, présence à nos fêtes comme à nos manifestations.

Depuis le congrès de Paris où nous avons fait reparaître ce journal, jusqu'à celui de Nantes qui va s'ouvrir quelques jours après la parution de ces lignes, nous n'avons cessé de réaliser le programme pour l'accomplissement duquel vous nous aviez accordé votre confiance.

D'abord en faire le libre organe de tous les hommes libres, ensuite le diffuser plus largement de numéro en numéro.

Voici quelques mois, nous le mettions dans les kiosques, aujourd'hui, où nous sommes dans nos meubles, nous devons nous tourner vers de nouveaux horizons, envisager des luttes plus vastes, une propagande plus intense.

En effet, il n'est pas dans nos buts de présenter un état de nos services accomplis, mais de jeter les yeux sur des perspectives futures; le souvenir du passé ne se justifie que parce qu'il engendre l'avenir.

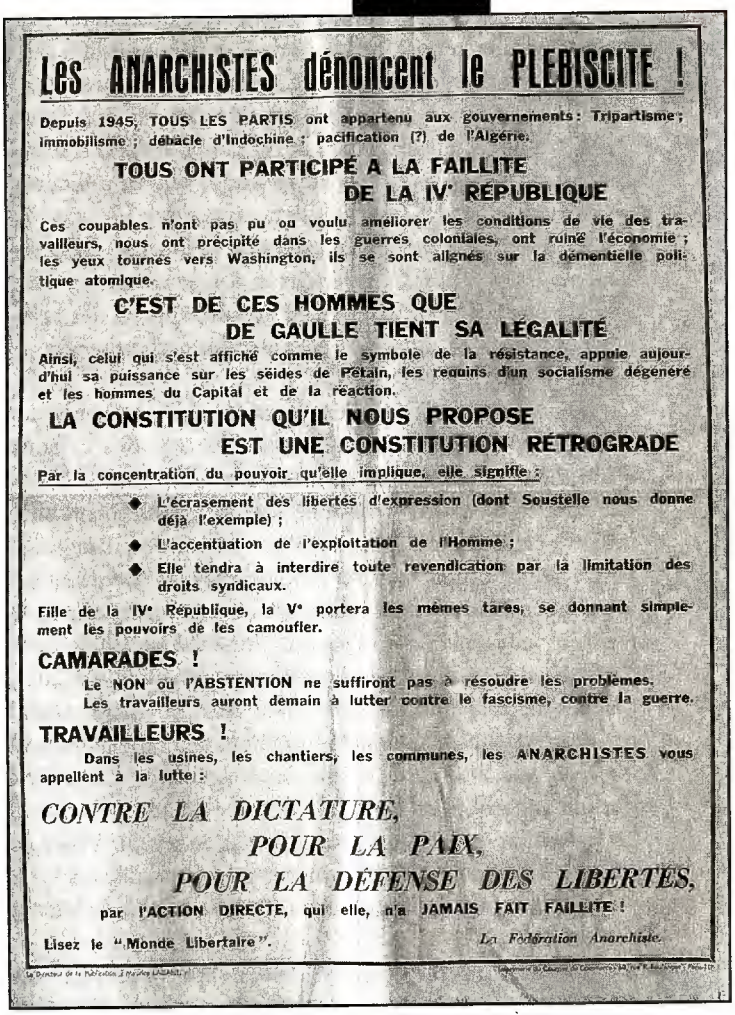
Pour que cet avenir soit à la mesure de nos espérances, c'est à vous que nous nous adressons, hommes libres, pacifistes, humanitaires, assoiffés d'idéal, dont l'apport peut nous permettre de faire notre fédération anarchiste plus forte et plus efficace dans son combat et de faire entendre plus haut et plus loin la voix de son organe *le Monde libertaire.*

LE COMITÉ DE RÉDACTION DU ML

Le Monde libertaire *n° 29, juin 1957*

L'ÉQUIVOQUE AU POUVOIR
MOI, DE GAULLE

Maurice Fayolle



Les ANARCHISTES dénoncent le PLEBISCITE !

Depuis 1945, TOUS LES PARTIS ont appartenu aux gouvernements : Tripartisme ; immobilisme ; débâcle d'Indochine ; pacification (?) de l'Algérie.

TOUS ONT PARTICIPÉ A LA FAILLITE DE LA IV^e^ RÉPUBLIQUE

Ces coupables n'ont pas pu ou voulu améliorer les conditions de vie des travailleurs, nous ont précipité dans les guerres coloniales, ont ruiné l'économie ; les yeux tournés vers Washington, ils se sont alignés sur la démentielle politique atomique.

C'EST DE CES HOMMES QUE DE GAULLE TIENT SA LÉGALITÉ

Ainsi, celui qui s'est affiché comme le symbole de la résistance, appuie aujourd'hui sa puissance sur les séides de Pétain, les requins d'un socialisme dégénéré et les hommes du Capital et de la réaction.

LA CONSTITUTION QU'IL NOUS PROPOSE EST UNE CONSTITUTION RÉTROGRADE

Par la concentration du pouvoir qu'elle implique, elle signifie :

- L'écrasement des libertés d'expression (dont Soustelle nous donne déjà l'exemple) ;
- L'accentuation de l'exploitation de l'Homme ;
- Elle tendra à interdire toute revendication par la limitation des droits syndicaux.

Fille de la IV^e^ République, la V^e^ portera les mêmes tares, se donnant simplement les pouvoirs de les camoufler.

CAMARADES !

Le NON ou l'ABSTENTION ne suffiront pas à résoudre les problèmes.
Les travailleurs auront demain à lutter contre le fascisme, contre la guerre.

TRAVAILLEURS !

Dans les usines, les chantiers, les communes, les ANARCHISTES vous appellent à la lutte :

CONTRE LA DICTATURE,
POUR LA PAIX,
POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS,

par l'ACTION DIRECTE, qui elle, n'a JAMAIS FAIT FAILLITE !

Lisez le "Monde Libertaire". *La Fédération Anarchiste.*

L'HOMME EST GRAND. Par la taille. Hors cela, il est hors mesure commune. Il y a en lui une puérilité d'enfant, une mystique d'adolescent, une vanité d'homme, une bouffonnerie de cabotin. Le tout enrobé dans une sincérité et une foi qui ne prennent leurs sources et ne trouvent leurs limites qu'en lui-même.

Il y a de tout en de Gaulle. Hormis ce qui est essentiel : l'étoffe d'un homme d'État. Encore que nous serons les derniers à nous plaindre d'une telle carence, il n'en demeure pas moins que la cécité politique du « sauveur » risque de nous réserver de dramatiques lendemains.

De Gaulle est arrivé au pouvoir catapulté par l'armée d'Algérie, elle-même propulsée par une explosion de fureur « patriotique » de la population européenne.

Personnellement, je ne crois pas à la préméditation d'un complot. Sans doute – et je l'ai écrit ici même il y a plus d'un an – Alger en guerre était devenu un marais bouillonnant d'intrigues, dont l'une, organisée par les ultras, faillit même coûter la vie au général Salan !

Mais ce carbonarisme de théâtre, animé par des groupuscules rivaux, n'aurait pas pesé lourd dans la balance de l'Histoire sans un ralliement de l'Armée. Et le 13 mai, la ruée vers le Forum se serait résorbée en un baroud d'honneur sans grande casse si les chefs militaires n'avaient pris eux-mêmes la tête de l'émeute.

Rien n'est simple dans cet imbroglio politique où s'est empêtrée la France. Il est trop facile d'affirmer que « de Gaulle, c'est le fascisme ». De Gaulle n'est pas le fascisme. Son accession au pouvoir c'est, avant tout, à la faveur d'événements non provoqués par elle, le triomphe d'une armée à qui douze années ininterrompues de guerres coloniales ont forgé un esprit de caste.

De Gaulle n'est pas le fascisme, pour cette raison très simple que partout où le fascisme a triomphé, ce fut en domestiquant l'armée à l'égale de toutes les autres formations sociales. Ce n'est pas le cas en France, ni même en Algérie où l'Armée impose sa loi aux factions fascisantes.

Mais si de Gaulle n'est pas le fascisme, il peut lui en ouvrir les portes et là est le danger. Le puéril « machiavélisme » du général risque, en effet, de préparer le terrain et de créer le climat propices à l'avènement d'une véritable dictature.

Car le miracle n'existe pas plus en politique qu'en tous autres domaines. Et toute la politique de de Gaulle repose sur la croyance au miracle. Mais viendra très vite le temps des désillusions et des colères…

Le voyage d'Alger a été avant tout une immense tournée théâtrale à grand spectacle. Porté par les vagues houleuses d'une population européenne, dont ce n'est pas le premier accès de fureur[1], de Gaulle a eu beaucoup de peine à conserver la direction de son esquif ballotté en tous sens.

Tout à la fois séduit, méfiant et exaspéré, il a donné des gages à ceux qui l'avaient porté au pouvoir, mais sans

• • •

s'engager lui-même. Jamais, par exemple, il n'a prononcé le mot « intégration »[2] et une seule fois, le dernier jour, le terme magique « Algérie française » – alors que ce slogan était hurlé sans trêve par une foule en délire.

Mais il a parlé de « dix millions de Français à part entière ». Soyons sérieux. Il y a un an, un rapport d'experts démontrait que, pour augmenter seulement de 4 % le niveau de vie des musulmans (qui est actuellement de 16 000 francs par an), la France devrait dépenser 800 milliards en 1980 et 4 000 milliards en l'an 2000![3]

Cette égalité imprudemment promise est donc tout aussi irréalisable que le seraient des élections libres et sincères dans un pays soumis au quadrillage et à la terreur militaires.

Quant aux pétroles du Sahara, avant que leur exploitation devienne rentable, ils exigeront d'énormes investissements que la France, ruinée par sa politique guerrière, ne pourra fournir. D'où la nécessité de faire appel à des capitaux étrangers, ce qui fera s'évanouir le mythe du pétrole « français ».

D'autre part, de Gaulle a accordé sans marchander, à Bourguiba plus que celui-ci avait obtenu des « Bons Offices », dont le rejet par les ultras avait provoqué la chute du cabinet Gaillard. Comment croire que ce camouflet infligé à ceux qui, à Alger, rêvaient d'une promenade militaire à Tunis, soit de nature à soulever leur enthousiasme?

Cependant, si les concessions françaises ont atténué la tension, elles n'ont nullement empêché les dirigeants marocains et tunisiens de conférer, sur un pied d'égalité, avec les représentants du FLN, ni de réaffirmer leur solidarité avec le peuple algérien en lutte pour son indépendance.

Dès lors, l'échec de la politique algérienne du général s'inscrit dans un proche avenir. Demain, lorsque la fumée de la "fraternisation" sera dissipée, il faudra en revenir à la seule alternative possible: ou accentuer la guerre, ou négocier.

Sur le plan de la politique intérieure pèse la même équivoque.

De Gaulle a congédié le Parlement après que trois cent cinquante laquais en complet veston l'eurent assuré de leur parfaite servilité. Naturellement, Guy Mollet, l'homme de tous les reniements comme de toutes les trahisons, se précipita le premier aux pieds du général pour y savourer son plat de lentilles, suivi, à une courte longueur par Pfimlin-le-Dur, dont les mâles énergies verbales s'évanouirent au premier souffle gaulliste.

Cette débandade parlementaire (que je laissais prévoir dans mon précédent article) n'a rien pour surprendre. Elle ajoute seulement au dégoût qu'on peut éprouver pour cette faune politique peuplée d'animalcules aux seules vertus rampantes.

La IVe République est morte et nul ne versera des larmes sur ce cadavre barbouillé de sang et pourri par tous les scandales. La cinquième édition, que nous prépare le Sauveur, sera du type présidentiel et autoritaire, avec une Assemblée croupion et un Sénat élargi de l'espèce corporative – vers les confortables sinécures desquelles touchent déjà certains bonzes syndicaux...

Face à ces dangers menaçants, où est l'opposition? Des partis politiques ravagés par les dissensions, au bord de l'éclatement, une absence à peu près totale de cohésion, que viendra encore aggraver l'ignoble assassinat des leaders de l'insurrection hongroise. Et quelques groupes révolutionnaires, trop faibles numériquement pour opposer une résistance efficace.

Qu'importe. Dans le répit qui nous est accordé, il faut travailler sans relâche à créer des îlots autour desquels viendront se rassembler les hommes résolus à défendre la Liberté.

L'équivoque de de Gaulle aura un terme. Elle nous sert dans la mesure où elle sème la confusion parmi ceux qui, l'ayant hissé au pouvoir, commencent à s'inquiéter de certaines de ses initiatives.

À nous d'en profiter pour jeter les ferments d'une action dont l'objectif sera d'aller, bien au-delà d'une nouvelle Constitution, vers une République Sociale où l'Homme et la Liberté trouveront une place que leur refusent également le paternalisme gaulliste, le fascisme liberticide et le socialisme de gibet d'outre rideau de fer. ✖

1. En 1848, 1870 et 1898: *le Monde* du 12 juin a fort opportunément rappelé ces faits historiques.

2. Notons à ce sujet la singulière précision donnée par Soustelle lors de sa récente conférence de presse à Paris (je cite de mémoire): « L'intégration ne doit pas être prise au pied de la lettre. Dans ma pensée, l'intégration est surtout un refus opposé à la désintégration de la France ». Nous voilà bien loin de l'intégration réelle... dont personne ne veut, ni les colons, qui perdraient leurs privilèges raciaux, ni les Algériens, qui ne veulent pas devenir français!

3. Cité par notre confrère *France-Observateur* du 4 juin.

PROTESTATION

UNE FOIS DE PLUS, le Parti communiste a tué! Imre Nagy porté au pouvoir par les travailleurs de Budapest, Pal Maleter l'animateur de l'insurrection ouvrière et nationale du peuple hongrois, et deux de leurs amis viennent d'être assassinés après une parodie de procès qui soulève le cœur de dégoût.
Le voile est déchiré, l'illusion tombe! Le Parti de Khrouchtchev est resté le parti de Staline.
La Fédération anarchiste dénonce le parti du mensonge, le parti de la délation, le parti des assassins, son mépris de la personne humaine étant la base de sa structure, et le caractère même de toutes les dictatures, de tous les fascismes!
La Fédération anarchiste appelle les travailleurs à rompre tous contacts avec les dirigeants et leurs complices d'une des tyrannies les plus abominables de l'Histoire.
Paris, le 19 juin 1958.

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

MORTS EN ALGÉRIE, MORTS POUR RIEN

Maurice Fayolle

INEXORABLEMENT, le chancre algérien empoisonne le France. Pendant qu'une presse à scandales jette en pâture à ses lecteurs les sordides règlements de comptes de l'affaire Lacaze-Walter et les divertissements en roses mineures d'un politicien désœuvré, des cercueils remontent discrètement des rives de l'Afrique du Nord vers la métropole. Des cercueils dont les infortunés occupants – ces définitifs vaincus – iront enrichir de leurs noms gravés dans le marbre, le martyrologe des monuments aux Morts. Aux Morts pour la France. Aux morts pour rien.

Car les clameurs hystériques des ex-amis du général de Gaulle n'empêcheront pas plus l'Algérie d'accéder à son indépendance que d'autres clameurs n'ont empêché semblables dénouements au Maroc et en Tunisie.

Ben Bella et ses compagnons sont toujours en prison. Mais, invariablement, c'est toujours en ce lieu que les pays colonialistes finissent par découvrir des « interlocuteurs valables ». De Gandhi à Bourguiba comme de Makarios à Mohamed, l'Histoire se renouvelle sans jamais rien apprendre aux intoxiqués du nationalisme, dont les rêves impériaux d'une « grande France allant de Dunkerque à Tamanrasset » relèvent d'un traitement psychiatrique.

J'ai écrit ici même, voici trois ans et maintes fois réaffirmé que les anarchistes ne sauraient souscrire à des revendications nationalistes dont le seul résultat est d'élever de nouvelles barrières entre les peuples. Internationalistes, nous le sommes et nous le demeurerons. Si nous manifestons aujourd'hui notre sympathie pour le peuple algérien en lutte, ce n'est pas parce que celui-ci poursuit la sanglante chimère d'une « patrie », mais parce qu'il se dresse contre des maîtres impitoyables qui, depuis cent vingt-cinq ans, le réduisent à un esclavage dégradant.

Toutes réserves faites sur les buts poursuivis, voire même sur les moyens employés, nous seront toujours avec les esclaves contre les maîtres, avec ceux qui refusent la servitude contre ceux qui la leur imposent.

Nous pensons toujours que toute nouvelle création d'un État est absurde et plus encore en ce XX^{e} siècle qu'en des temps plus anciens. Elle retarde d'autant l'évolution historique qui, sous l'aiguillon des progrès techniques, entraîne le monde vers des formes encore imprécises d'unification.

Mais, aujourd'hui, le vin est tiré, il faut le boire: ce sont les peuples occidentaux colonisateurs qui ont inventé le culte de la Patrie aux peuples colonisés, faisant ainsi naître des vocations nationales là où elles n'existaient pas ou les faisant renaître là où elles étaient en sommeil. Il est trop tard pour empêcher la moisson du grain que nous avons nous-mêmes semé.

Il semble bien que, dans une certaine mesure, le général de Gaulle ait compris cette élémentaire vérité. D'où cette navigation politique en dents de scie parmi les flots déchaînés de ses propres partisans pour leur faire admettre le contraire de ce pourquoi ils l'ont porté au pouvoir.

L'insurrection algérienne du 13 mai s'est faite au nom d'un nationalisme exacerbé. « Je vous ai compris », déclare alors de Gaulle en marchant vers le pouvoir. Puis, installé en place, il accorde à la Tunisie les concessions que ses prédécesseurs n'avaient pas osé faire, proclame son amitié pour le Sultan du Maroc, accorde une autonomie presque complète à Madagascar, une semi autonomie aux autres territoires, laisse, à contrecœur il est vrai, la Guinée faire sécession, se refuse en Algérie à prononcer le mot magique d'intégration, limoge le général Salan, libère Messali Hadj et reconnaît implicitement à Ben Bella et à ses compagnons la qualité de prisonniers de guerre.

On comprend fort bien que, devant ces faits, l'extrême droite nationaliste se déchaîne contre le « bradeur d'empire », que les ultras d'Algérie et de la métropole complotent presque ouvertement vers un nouveau 13 mai, cependant que les fidèles du gaullisme s'interrogent avec une perplexité croissante.

Au milieu de cette confusion politique, presque sans exemple dans l'Histoire, une double question se pose maintenant: « Jusqu'où de Gaulle ira-t-il et jusqu'où ses propres partisans le laisseront-ils aller? ».

Le général Président est, sans conteste, le maître. Son premier valet de Chambre, Debré, peut, tout au plus, se permettre quelques écarts de langage après s'être fait conspuer à Alger. Au surplus, de Gaulle, irrité dans son orgueil par ces huées qui, par-dessus la tête d'un figurant, s'adressaient à lui, s'apprête à user de représailles en faisant d'Algérie quelques dizaines d'ultras parmi les plus enragés.

L'ère de la négociation est-elle ouverte ?

LA DÉCLARATION que vient de faire Ferhat Abbas à Khartoum, ne laisse planer aucun doute quant à la volonté des leaders du FLN de poursuivre les combats. La guerre, selon eux, sera menée jusqu'à l'indépendance. À moins que les pouvoirs français n'acceptent de négocier, de gouvernement à gouvernement, le statut futur de l'Algérie ; non à Paris comme le réclame le général de Gaulle, mais en pays neutre.

Cette attitude n'est pas nouvelle, mais elle répond aux rumeurs selon lesquelles les divergences profondes opposeraient les chefs du gouvernement provisoire aux chefs des maquis. À la vérité, ces prétendues divergences sont des « ballons sondes » de certaines agences de presse dont le rôle consiste à préparer l'opinion à l'inévitable négociation. Car la négociation semble inévitable. Malgré les affirmations du général Challe, la victoire militaire, impliquant une reddition totale des maquisards est impensable. Si l'on doit parler de « dernier quart d'heure », c'est sous l'angle de la cessation du conflit qu'il faut l'interpréter.

Aux succès militaires de l'Armée française, qui ont coûté la vie à Amirouche, le Front a répondu par des embuscades, des attentats meurtriers à Alger même ; tactique où il excelle. De sorte que les victoires du nombre, de la stratégie du quadrillage, sont largement compensées du côté FLN pour des coups de mains de guérilla démoralisants.

D'autre part, la facilité surprenante avec laquelle le FLN fait des prisonniers et les restitue en « grand seigneur » laisse à penser : primo, qu'il cherche à contrôler des secteurs de l'Algérie où il évolue aisément ; et secundo, qu'il cherche, par des actes spectaculaires d'humanité, l'appui de l'opinion internationale pour fléchir l'intransigeance de la politique algérienne française.

On parle beaucoup en ce moment de contacts officieux, par l'intermédiaire de personnalités arabes, entre le gouvernement provisoire et le président de Gaulle. On dit même qu'à Genève, un dirigeant éminent du Caire, aurait rencontré le ministre des Affaires étrangères, M. Couve de Murville. Les démentis qui suivent ces informations ne paraissent pas convaincants. À telle enseigne, que les Ultras d'Alger commencent à s'agiter en criant : « Aux bradeurs ! »

Que penser de certains passages du discours du général de Gaulle où il est dit « que le dénouement est proche » ? Cette formulation sibylline qui est son style, peut tout aussi bien signifier que l'Armée tient la victoire à sa portée ou qu'une solution négociée est à l'examen. La première hypothèse ne semblant pas devoir être retenue, sauf par les militaires, reste la deuxième, la plus vraisemblable, la plus réaliste. Il est inutile de s'illusionner sur les richesses gigantesques du Sahara – dont la rentabilité est douteuse.

Le seul argument qui justifiait la présence française en Algérie paraît alors bien mince.

N'est-il pas curieux que MM. Blachette et Borgeaud, grosses fortunes d'Algérie, ne se soient pas présentés aux élections sénatoriales ? Voudraient-ils ne pas être engagés dans l'équipe Algérie-Sahara, pour assurer, dans l'éventualité de l'indépendance, la permanence de leurs intérêts ? C'est assez bien imité.

Les milieux financiers métropolitains ne cachent pas d'ailleurs, leurs préférences pour une négociation. Et l'on sait la représentation importante des financiers dans l'entourage du général.

De leur côté, les activistes déclenchent le baroud d'honneur. Un opuscule imposant, largement diffusé, indique que la parole est « aux mitraillettes ». Les mitraillettes viennent de parler. Première victime : Me Ould Aoudia, défenseur de membres du FLN assassiné dans son étude. Sept autres avocats ont reçu, dans les mêmes termes que leur malheureux confrère, des menaces de mort.

Il faut prendre au sérieux ces menaces. Les « activistes » sentent la partie perdue. Les appuis, tant en métropole qu'en Algérie, sur lesquels ils comptaient leur font défaut – ils se rabattent sur la calomnie anonyme et l'assassinat clandestin, qui sont la marque de leur nature.

Après les avocats, ce seront les militants, les hommes politiques qui refusent de cautionner une guerre sans justification.

Avant qu'il ne soit trop tard, les militants doivent créer leurs groupes d'autodéfense. Pour ne pas qu'il soit dit que la lâcheté aura raison de l'humanité.

JEAN MERCŒUR

Le Monde libertaire *n° 51, juin 1959*

Mais quelles perspectives peuvent déboucher ce machiavélisme à la petite semaine, ce double et dangereux jeu politique ? Abandonné dans sa politique algérienne par ceux-là mêmes qui le hissèrent au pouvoir, de Gaulle ne peut espérer le soutien d'une classe ouvrière qu'il a livrée, pieds et mains liés, aux fantaisies délirantes des technocrates et à la voracité des grandes banques.

Isolé aujourd'hui dans son orgueil, le général risque fort de se retrouver demain seul dans un palais élyséen déserté par ses fidèles, assailli par la meute hurlante de ses ex-partisans, trahi par une police fascisante, abandonné par une armée dont il aura contribué à amplifier le rôle politique. Cela dans l'indifférence des masses populaires repliées sur elles-mêmes par des mesures antisociales.

Alors, nul ne peut prévoir ce qu'il en résultera. Dictature militaro-fasciste ? Tentative de putsch communiste ? Intervention des troupes d'occupation américaines ?

Ce qui est certain, c'est que la situation se dégrade de jour en jour et que le général use rapidement son capital de popularité par ses atermoiements et son refus de définir une politique cohérente.

Ce qui est certain, c'est que la capitulation honteuse du 13 mai n'aura servi à rien d'autre qu'à reculer de quelques mois l'épreuve de force – et, sans doute, à la rendre plus dramatique.

Ce qui est certain, c'est que les jeunes Français qui tombent en Algérie meurent pour rien, inutilement sacrifiés au double et contradictoire mythe d'une impossible « Algérie française » et d'une « Communauté » dont un avenir proche verra s'effondrer les artificielles structures.

Après, il restera, si faire se peut encore, à réaliser ce par quoi on aurait dû commencer : une association de peuples libres et égaux, dont les frontières s'évanouiront naturellement au sein d'une République universelle.

Mais cela ne pourra être l'œuvre que des peuples eux-mêmes – non d'un « homme providentiel ».

1960

Sous le signe du mensonge

FERA-T-ON ÉCLATER LA BOMBE FRANÇAISE ?

Maurice Laisant

DANS LE CONCERT de folie universelle, la France était en retard d'un point. C'était plus qu'il n'en fallait pour remuer la tripe patriotique de ceux pour qui le progrès est représenté par la destruction des cités, le déplacement des populations et les multiplications de leucémies et autres maux incurables. Vive la bombe ! et chantons *la Marseillaise !*

Cependant dans le pays de « Moi de Gaulle », il s'est trouvé deux Français : Esther Peter et Pierre Martin pour se joindre à une marche protestataire qui, partie du Ghana, prétendait se rendre que les lieux mêmes où devait se produire l'explosion.

Faut-il ajouter que tous les membres de cette expédition avaient demandé leurs passeports pour la Haute-Volta, le Niger, le Soudan et le Sahara.

À tous, ils furent refusés et, questionné à New York à ce sujet, M. Jules Moch (socialiste à ce qu'on dit) déclara que l'équipe serait arrêtée dès qu'elle mettrait les pieds en territoire français.

Après une préparation de deux mois qui permit aux participants de collecter une somme de quatorze millions, d'acheter des camions avec haut-parleurs, d'éditer des tracts en quatre langues, la troupe quitta Accra, capitale du Ghana le 6 décembre, suivie de nombreuses voitures amies.

En dépit d'un départ matinal (6 heures) une foule immense acclamait et encourageait ceux qui allaient tenter de s'opposer aux expériences guerrières et aux séquelles qui leur font suite même en temps de paix.

L'on doit rappeler que le Ghana qui fut le premier pays africain à accéder à l'indépendance, fut aussi le premier à protester contre l'armement nucléaire, M. Quaye, président du conseil municipal d'Accra avait rapporté des souvenirs d'horreur de Hiroshima où, quatorze ans après l'explosion, celle-ci exerçait encore ses dommages et le Ghana dans son entier, par le canal des principales organisations, avait suivi Monsieur Quaye dans sa lutte contre le péril atomique.

Cependant le 9 décembre les protestataires (au nombre de vingt) pénétraient en Haute-Volta, accompagnés jusqu'à la frontière par une foule délirante.

Vingt-six kilomètres plus loin à Bittou, elle était arrêtée par un inspecteur français flanqué de gendarmes, qui intima l'ordre aux manifestants de rebrousser chemin.

Le révérend Scott, chef moral de cette expédition refusa de se soumettre et demanda que sa réponse fut donnée au gouvernement de Ouagadougou, avec sa demande de poursuivre le voyage qu'il s'était assigné. Il lui fut dit que ceci relevant du ministère des Affaires étrangères à Paris, et que les Affaires étrangères étant communes la réponse serait la même. Devant l'insistance du révérend Scott, l'inspecteur consentit à prendre de nouvelles instructions à Paris.

Le lendemain des renforts policiers arrivaient de Ouagadougou : 100 gendarmes armés de fusils, revolvers et mitraillettes et nantis d'une radio.

Le 11 décembre, aucune réponse n'étant parvenue des autorités, une lettre fut remise au chef de poste par l'équipe considérant ne plus pouvoir attendre et décidant de poursuivre son voyage. Immédiatement un cordon de policiers entoura le camp, bloquant la route à l'avant et à l'arrière par des camions.

Dans le même temps on déclarait à Paris à des journalistes étrangers « qu'aucune expédition protestataire ne s'était présentée en Haute-Volta et que, d'ailleurs, si tel avait été le cas, Paris en aurait été informé dans les deux heures ».

Cependant, mieux renseignés que les habitants de la douce France et que les vertueux représentants de celle-ci, des Américains manifestaient à New York, devant les Nations-Unies, réclamant le libre passage de l'équipe ; des faits analogues avaient lieu dans plusieurs pays africains.

Tenus en quarantaine, il fut interdit au révérend Scott et à ses compagnons de distribuer des tracts et même de parler à la population. Ceux-ci ayant passé outre, les gendarmes s'en prirent aux indigènes qui pouvaient se trouver touchés par cette propagande.

Après six jours, devant le refus des forces policières à transmettre une lettre adressée au président de la République de la Haute-Volta, les manifestants se repliaient à Bolgatanga, au Ghana, généreusement escortés par la gendarmerie jusqu'à la frontière.

● ● ●

L'ÉCHEC D'UNE INSTITUTION

LES RÉCENTS ÉVÉNEMENTS du Congo et la participation de l'ONU pour y maintenir le calme tranchent de façon tangible le débat qui se poursuit depuis des années sur l'efficacité ou l'inefficacité d'une force de police mondiale, susceptible de servir de gendarme aux nations.

Ceux qui s'en montraient favorables envisageaient, dans un avenir idyllique, les forces armées nationales tenues en bride par une autorité supranationale ayant pour mission le maintien de la paix et de l'ordre. Ceux qui s'y opposaient faisaient valoir :

1. Que ce pouvoir se trouvant alimenté par un contingent fourni par chacune des nations, il dépendrait en fait de ces nations au lieu que celles-ci dépendent de lui.

Qu'à tout instant, chacun des pays participants pourrait menacer l'autorité supranationale de lui couper les vivres et que, tout naturellement, les nations les plus puissantes seraient celles qui feraient pencher à leur avantage les plateaux de la balance.

2. Que si, par miracle, cet organisme universel parvenait à avoir une police en propre et indépendamment des puissances nationales il cesserait, par là même, de conserver un caractère universel, pour n'être plus qu'une nation supplémentaire.

3. Que devant des risques de conflits et le refus d'une puissance de renoncer à la guerre, il n'aurait d'autre ressource pour cette armée internationale que de faire la guerre pour empêcher la guerre d'avoir lieu.

4. Qu'en cas de troubles, d'insurrections, de révoltes, sous le fallacieux prétexte de maintenir l'ordre, il faudrait prendre partie et désigner (en partant de quel critère ?) où se trouve cet ordre et qui le détient.

Les objections posées hier sur le plan de la rhétorique s'inscrivent aujourd'hui dans les faits et prouvent le bien-fondé de la seconde des thèses.

L'armée internationale a occupé le Congo et pour priver les tribus de se fendre le crâne avec des casse-tête, elle les a dispersées à coups de fusils. Devant trois ou quatre personnalités prétendant représenter l'ordre et le pouvoir elle n'a choisi qu'en raison de ses préférences.

Et nous sommes en droit de nous demander quel serait son rôle si demain en Espagne ou ailleurs un peuple secouait ses chaînes et tentait de mettre à bas ses tyrans.

Gageons que ce jour-là le régime au pouvoir fera figure d'ordre et que l'aspiration à plus de liberté et de justice sera taxée de rébellion.

RAUCIME

Le Monde libertaire *n° 63, octobre 1960*

Deux jours plus tard, une équipe réduite à sept membres et toujours conduite par le révérend Scott alla jusqu'à Pô, en territoire de Haute-Volta où elle fut arrêtée et encerclée.

Radio Ghana ayant donné connaissance en français de l'expédition et des écueils auxquels elle s'était heurtée, un reporter d'une agence de presse se déplaça spécialement pour prier le révérend Scott de bien vouloir enregistrer sur bande magnétique une déclaration niant la présence de gardes armés autour de lui. D'aussi patriotiques mensonges dispensent de tout commentaire.

Le révérend Scott refusa et, pour protester contre l'arbitraire auquel ils étaient soumis, les sept membres de l'expédition décidèrent de bloquer la route en s'y installant par groupes de trois ou quatre. On construisit alors une déviation par laquelle on obligea les véhicules à passer.

Le 26 décembre, malgré les ordres qu'ils avaient reçus de ne pas communiquer avec la population, les manifestants utilisaient les haut-parleurs. Menace leur fut faite de leur couper l'eau en cas de récidive : le lendemain, les haut-parleurs retentissaient de nouveau et ils étaient confisqués.

Le 1er janvier, les protestataires tentent de reprendre la route ; les véhicules sont saisis. Ils veulent poursuivre à pied ; quelques kilomètres plus loin on les arrête et, après les avoir gardés une journée, on les ramène au Ghana sous escorte armée.

Dans le même temps Pierre Martin, après avoir adressé une lettre aux autorités françaises, restée naturellement sans réponse, et par laquelle il réclamait le libre passage de l'équipe, s'installe sous les fenêtres de l'ambassade de France à Accra et commence le 24 décembre un jeûne de protestation.

Il devait le poursuivre douze jours, douze jours au cours desquels des milliers de personnes vinrent l'encourager dans la lutte, le soutenir dans son effort et l'approuver dans ses buts, douze jours au cours desquels l'ambassade de France retentit des rumeurs de la foule, douze jours qui se terminèrent par le départ de notre camarade porté en triomphe sur les épaules de deux ministres ghanéens et par le discours de M. Gbedemah dont on peut relever cette phrase : « Durant ces douze jours de jeûne, durant cette longue souffrance que vous avez enduré sous le soleil, dans la poussière et le tumulte de la rue, vous nous avez appris Pierre Martin que la France n'a pas seulement ce visage d'épouvante et de destruction qui, après l'Algérie, veut maintenant s'étendre sur nos pays, mais encore ce visage de courage serein de sacrifice et de dévouement au service de l'humanité où nous la reconnaissons mieux ».

Ajoutons enfin que le Ghana, où le français était la première langue au programme des écoles, refuse de se la voir encore enseignée, si le projet d'explosion de la bombe n'est pas annulé. L'ambassadeur a conjuré de Gaulle d'y renoncer au nom du prestige de la France.

De tout cela et de ce qui précède, l'habitant moyen de notre pays ne sait rien, pas plus qu'il ne sait la température de l'opinion mondiale à notre endroit, pas plus qu'il ne sait que le désert où doit éclater la bombe est à proximité des oasis où vivent des dizaines de milliers d'hommes ; il est moins bien renseigné sur la politique de la France et du monde que l'indigène des pays africains.

Le gouvernement s'obstine dans la vanité de ses ambitions, la presse (à quelques heureuses exceptions près) observe la loi du silence quand ce n'est pas celle du mensonge. Les chefs d'État mentent, les journaux mentent en lettres imprimées ou tentent de faire mentir sur bande magnétique, tout le monde ment et le peuple dort. Le réveil risque d'être brutal. ✖

La conscription est supprimée... En Angleterre

Hemel

L'**HYPOCRISIE,** disait La Rochefoucauld, est l'hommage que le vice rend à la vertu. Ne pourrait-on pas conclure pareillement que l'application du progrès, au stade de chaque époque, est l'hommage que la réaction rend aux esprits révolutionnaires.

À cet égard les anarchistes peuvent sans démagogie se vanter d'avoir été à l'origine de bien des réformes par des propositions jugées sacrilèges et attentatoires lorsqu'elles étaient formulées.

Je ne prétends pas pour autant que, par ce processus l'État bourgeois finira par s'adapter aux besoins de l'homme et que, de ce fait, la société deviendra anarchiste.

Le seul retard avec lequel s'accomplissent ces progrès, leur fait perdre de leur signification, et interdit de se leurrer d'un pareil espoir.

Le décalage perpétuel entre la découverte et son application témoigne suffisamment de l'activisme des forces réactionnaires et ignorantes.

Pour qu'une marche évolutive des choses puisse s'accomplir normalement il faut d'abord admettre la disparition d'une société qui y fait frein.

Cela dit, il est réconfortant de constater que les exigences et les nécessités de la vie contraignent les tenants du pouvoir à concéder et à adopter (tardivement et partiellement sans doute, mais à adopter tout de même) ce que nous avions prôné depuis des lustres.

Un exemple frappant nous en est donné de nos jours par l'attitude du gouvernement anglais en ce qui concerne la conscription.

Durant des années et des années de nombreux anarchistes et notamment Sébastien Faure ont défendu, par la plume et par la parole, la thèse du désarmement unilatéral.

Ils soutenaient qu'un pays désarmé ne risquait pas plus, et même moins, qu'un pays armé jusqu'aux dents, menaçant redoutable et jalousé. Ils rappelaient que les guerres ne sont rendues possibles que par des campagnes de presse, par un bourrage de crâne intensif persuadant chacun des peuples que leur propre pays est assailli, le voisin étant l'assaillant. Ils concluaient enfin nul, si naïf soit-il, ne pourrait admettre qu'il est attaqué par la seule nation qui n'attaque pas et que les armes dont il se trouve menacé sont celles de la seule puissance qui n'en possède pas.

Aujourd'hui l'Angleterre vient de supprimer la conscription obligatoire. Certes nous ne sommes qu'à mi-chemin de la thèse soutenue par nos devanciers. La Grande-Bretagne ne renonçant pas à son appareil guerrier et se contentant de conserver une armée de carrière et de techniciens pour utiliser le cas échéant son potentiel militaire.

Plus réaliste que ses voisins et notamment que la France elle abolit ce qui lui paraît inutile, amenuise un budget de guerre écrasant ce qui lui permet, sur le plan économique de regagner du terrain.

Cependant débordant de cet angle matériel sous lequel certains le considèrent, une mise à l'étude des applications des méthodes non violentes est envisagée outre Manche pour s'opposer à une possible invasion.

Mais d'autres vont plus loin : la minorité travailliste en Angleterre et le jeune parti socialiste danois conséquents avec eux-mêmes, ne réclament pas seulement la fin de la conscription, mais la suppression de toute armée, sous quelque forme que ce soit.

Il faut, disait Sébastien Faure, que l'exemple vienne, et qu'un pays en prenne l'initiative.

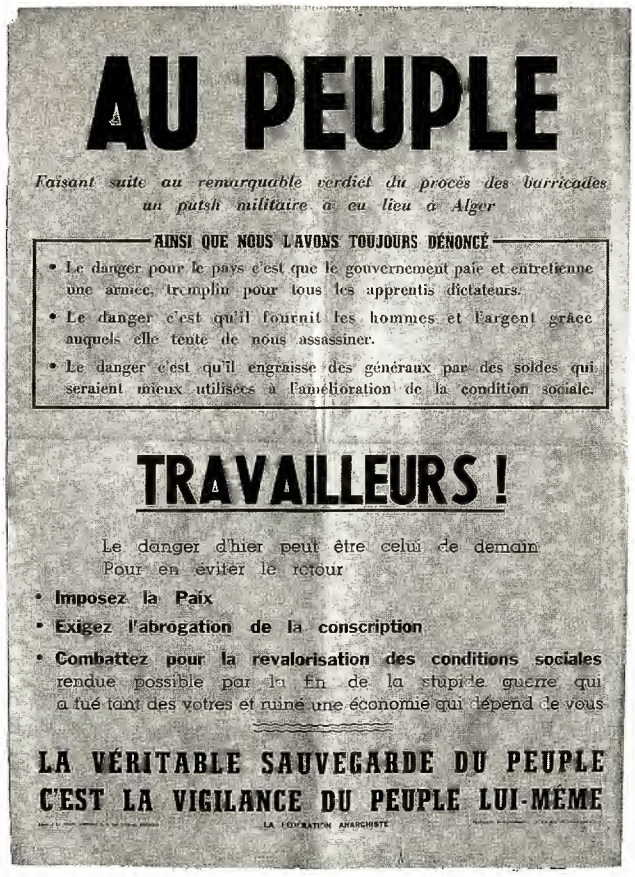
Il attendait de la France pour des raisons multiples dont certaines restent valables :

– La France est sortie vainqueur du dernier conflit et c'est au vainqueur de mettre un terme à d'éternelles revanches.

– Il faut que cet exemple réclamé vienne d'un pays important et jouant un rôle dans le monde, pour qu'un tel geste soit efficace. La France est de ceux-là.

– Enfin, après avoir été la plus guerrière des nations (175 guerres en mille ans) il appartient à la France de servir

• • •



AU PEUPLE

Faisant suite au remarquable verdict du procès des barricades un putsh militaire a eu lieu à Alger

AINSI QUE NOUS L'AVONS TOUJOURS DÉNONCÉ

- Le danger pour le pays c'est que le gouvernement paie et entretienne une armée, tremplin pour tous les apprentis dictateurs.
- Le danger c'est qu'il fournit les hommes et l'argent grâce auquels elle tente de nous assassiner.
- Le danger c'est qu'il engraisse des généraux par des soldes qui seraient mieux utilisées à l'amélioration de la condition sociale.

TRAVAILLEURS !

Le danger d'hier peut être celui de demain
Pour en éviter le retour

- **Imposez la Paix**
- **Exigez l'abrogation de la conscription**
- **Combattez pour la revalorisation des conditions sociales** rendue possible par la fin de la stupide guerre qui a fué tant des votres et ruiné une économie qui dépend de vous

LA VÉRITABLE SAUVEGARDE DU PEUPLE
C'EST LA VIGILANCE DU PEUPLE LUI-MÊME

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

la Paix par la décision la plus audacieuse et la plus probante.

Hélas! ce vœu est loin de s'accomplir et encore une fois notre Patrie (puisque Patrie il y a) est source et objet de conflits et de désordres et non de Paix et d'harmonie.

Hélas! aussi, nous ne voyons pas parmi les partis de gauche, ou dits de gauche de notre sol, un seul qui réclame une prise de position aussi révolutionnaire.

Hélas! enfin le peuple qui fit la Commune en est aujourd'hui à limiter son action au dépôt de « Oui » ou de « Non » dans l'urne aux alouettes.

Si le gouvernement anglais a pris cette mesure concernant la conscription, si le gouvernement anglais se montre un peu moins aveugle que le nôtre aux réalités, il ne le doit pas à un don du ciel. Son libéralisme, ainsi que le fait remarquer notre confrère *Freedom*[1] est dû au fait qu'il se soit trouvé en pleine tourmente 76 900 hommes en Grande-Bretagne pour dire non à la guerre.

Cependant en anationalistes que nous sommes, nous saluons et appuyons l'action engagée dans d'autres terres que la nôtre, où le virus politique n'a pas encore émasculé tout à fait les partis qui parlent au nom du peuple.

Pour en revenir au résultat tangible obtenu outre Manche par la suppression de la conscription, que nos camarades songent, quelques réserves qu'ils puissent faire à ce sujet, à l'immense progrès que cela implique.

Qu'ils songent à l'asservissement des corps et des esprits que constitue l'armée et quelle libération nous apporte la disparition de ce stage de servitude et d'abêtissement pour les générations à venir. ✖

1. *Freedom* (Liberté), l'hebdomadaire anarchiste anglais, 3 décembre 1960.

PAS DE PITIÉ POUR LES ÉGORGEURS

BENOIST REY est rentré d'Algérie en octobre 1960. Les éditions de Minuit publient aujourd'hui dans leur collection « Documents » son journal de marche sous le titre *Les Égorgeurs*. Pas de littérature. Depuis septembre 1959, Benoist Rey raconte comment, venant d'Allemagne, il s'est retrouvé avec ses camarades en commando de chasse dans le Nord-Constantinois. Témoin lucide, il n'a pas pu fermer les yeux sur la systématisation des tortures, sur l'inconduite de certains militaires et leurs crimes. Mais il a su aussi rendre hommage, par exemple, aux médecins dont le « dévouement est sans limites. Leur travail servira à nous garder quelques amis, là-bas, après la guerre. »

Hélas, sans explication, son livre a été saisi au moment de la mise en vente. Fait particulièrement grave quand il s'agit du témoignage d'un « ancien ». Car nous avons payé le droit de parler.

Depuis le temps des « rappelés » nous avions pu lire:

*** *Une Demi-campagne,* par Olivier Todd (Julliard, 1957)**
*** *Jours kabyles,* par G. M. Mattéi (Les Temps modernes, juillet-août 1957)**
*** *Un an dans les Aurès,* par Jacques Pucheu (Les Temps modernes, septembre 1957)**
*** *Le Gâchis,* par Jacques Tissier (Éditeurs français réunis, 1960)**
*** *L'Algérie à vingt ans,* par Alain Manévy (Grasset, 1960)**
*** *Officiers en Algérie,* par Darboise, Heynaud et Martel (Maspéro, 1960)**
*** *L'Algérie mal enchaînée,* par Pierre Boudot (Gallimard, 1961).**

À notre connaissance, aucun de ces livres ou revues n'a été saisi. Pas plus qu'on ne saisira la *Nouvelle Revue française* du 1er avril pour le témoignage de Roger Quesnoy intitulé « L'Observateur » (« La providence m'avait confié le poste d'un observateur planqué ».)

Ainsi pour la première fois on saisirait le témoignage d'un « ancien ». Alors? Reprocherait-on à Benoist Rey d'avoir menti ou romancé?

Pour ma part, je suis persuadé que Benoist Rey n'a pas menti, qu'il n'a rien inventé. Je suis prêt à témoigner de faits similaires.

Anciens d'Algérie, est-ce à dire que nous devons nous taire? Nos copains, nos frères sont-ils morts pour rien?

JEAN-LOUIS GÉRARD
en Algérie de novembre 1957 à février 1960
La Monde libertaire *n° 70, mai 1961)*

RÉVOLUTION SOCIALE, OUI ! RÉFORMISME BÂTARD, NON !

Henri Kleber

L'**ÉLITE** de la nation française, partis, Parlement, gouvernement et président ont l'amabilité de nous offrir en moins d'un mois quelques magnifiques démonstrations des qualités et des valeurs propres au système démocratique et à son complément le gouvernement représentatif. Référendum-plébiscite, élections de députés, l'essentiel de la gamme y passe.

Les résultats du référendum sont ce qu'ils devaient être.

Qui peut encore prétendre que les prochaines élections législatives pourraient conduire à un profond bouleversement de la vie politique du pays ?

Les rapports, les statistiques, leurs interprétations serviront pour quelque temps de nourriture spirituelle aux différentes fractions antagonistes ou alliées suivant les circonstances et les intérêts propres à chacun d'entre eux. Puis tout rentrera dans l'ordre, et vous savez de quel ordre il s'agit. Les travailleurs opposés et divisés en fractions rivales sont les seuls perdants. Plus que jamais mystifiés par les institutions économiques et politiques. Victimes de préjugés soigneusement entretenus par les politiciens professionnels groupés dans leurs partis démagogiques, ils sont les seuls à croire aux vertus du régime républicain.

Tout le monde connaît sur ce point la position des anarchistes. Conscients que le régime politique est l'expression d'un régime économique et que les législateurs ne pourraient transformer radicalement le premier sans changer jusqu'au fondement le second, les militants libertaires préconisent l'abstention. Action vaine ? Certainement, car nous n'avons pas l'impudeur d'annexer les 25 % d'abstentionnistes « naturels », mais attitude juste, honnête et conforme avec nos principes, nos buts et l'histoire.

Ainsi ceux que nous appellerons faute de mieux « nos ennemis » dénoncent l'abstentionnisme, qu'ils présentent comme incivique, stérile, négatif, inefficace, absurde. Pour ces gens s'abstenir est une dérobade, une lâcheté – refus de prendre ses responsabilités – une trahison. Parce que par contre voter c'est civique, productif, positif, efficace, intelligent ! Cela contribue à la prise de conscience des opprimés, c'est un moyen dans le cadre de la lutte des classes !

Nous on veut bien…

Mais depuis que Marx et Engels nous ont dit que la bourgeoisie offrait au prolétariat par ses structures politiques les moyens d'en finir avec elle, objectivement nous constatons que compte tenu de quelques variantes folkloriques le même ordre social n'a cessé de régner et, qu'au contraire le parlementarisme n'a fait que consacrer et maintenir les régimes d'exploitations. Voilà un siècle pendant lequel l'ordre n'a cessé de régner aux quatre coins du monde, un siècle d'exploitation, d'oppression, d'aliénation, de divisions, de luttes, un siècle de boucheries sanglantes, un siècle de victoires pour la barbarie triomphante, un siècle de défaites pour les hommes épris de justice et de liberté, un siècle de trahisons, d'abandons, de compromissions, de chantages, de marchandages, de mystifications, de prostitutions de la part de ceux qui prétendaient servir de guide pour libérer l'homme de l'esclavage, un siècle où il n'est de jour que l'on n'emprisonne, que l'on ne torture, que l'on ne tue, un siècle de faim, de haines, de violences, de désespoirs. L'ordre politique a pu changer de nom –

État démocratique, libéral, populaire, national, socialiste, etc. – il reste l'expression de l'ordre économique, quels que soient la conjoncture du moment et le rapport des forces en présence, que le capitalisme adopte telle ou telle option dans la riche gamme des moyens d'oppression qu'il a su mettre à sa disposition et qui va de la plus totale dictature à la social-démocratie la plus paternaliste. On ne peut dissocier le fond de la forme qui reste circonstancielle.

Le lien entre les deux est si intime, qu'il est tout aussi absurde d'imaginer comme possible une organisation politique libre et égalitaire dans une société capitaliste – économie libérale ou économie étatisée – que de prétendre en finir avec les régimes d'exploitations avec un parlement, un État et pourquoi pas un roi.

Et pourtant c'est cette grosse farce que les tenants de l'action parlementaire veulent et font jouer aux travailleurs.

Le 13 mai 1958, de Gaulle, agent de la minorité capitaliste, prend le pouvoir en utilisant l'action de militaires factieux. Confirmé à la direction de l'État par tous les partis – le renoncement du PC ne s'explique que par une sorte d'accord tacite – ce n'est que quelques mois plus tard, que de Gaulle fera ratifier par le peuple un état de fait. Sans risques aucuns, car le processus était irréversible, le système étant conçu de telle sorte que l'approbation était incluse dès l'origine de l'entreprise.

Le peuple ne se gouverne pas lui-même, il délègue des représentants qu'il croit choisir, mais qui s'imposent à lui. Il n'a aucun moyen de contrôle, car c'est une absurdité de penser que plus de 100 000 électeurs ont matériellement les moyens d'agir et d'influer sur l'orientation prise par leur député ; tout comme il est impossible à ces mêmes 100 000 personnes de réaliser physiquement leur accord sur tel ou tel député.

Ce que l'on croit être une grande conquête : le suffrage universel n'est en définitive accepté par la bourgeoisie que dans la mesure où non seulement il ne compromet nullement sa domination, mais la sert, l'affirme, la maintient, la poursuit par le biais de la collaboration des classes.

Alors pourquoi cette soudaine révolte des partis contre le maître qu'ils se sont donné ?

Sortie de l'ombre pour le service de la bourgeoisie et de la bureaucratie des partis, cette valetaille y serait une fois de plus retournée si de Gaulle, porte-parole des monopoles, n'avait mis en cause non leur existence – la révision constitutionnelle ne touchait pas au principe parlementaire – mais confirmé leur inutilité. Quels que soient les programmes pour lesquels ils furent élus, les députés de la cinquième République, tout comme leurs devanciers laissèrent de Gaulle et son gouvernement agir à leur guise ; affaire d'Algérie, force de frappe, politique européenne ou internationale reçurent une approbation unanime – l'opposition de circonstance n'étant qu'un élément du jeu parlementaire et tendant à le justifier.

Le seul souci du Parlement fut dès son origine et à plus forte raison ces dernières années de remettre le pouvoir que théoriquement il détient du peuple à un groupe-gouvernement, à un homme – Premier ministre ou chef d'État – mais à condition que faute de fond, la forme soit conservée.

L'union sacrée, de l'extrême gauche à l'extrême droite n'avait pas pour but de s'opposer à la dictature gaulliste, le voudraient-ils, les 500 députés du Parlement n'ont pas plus de force et de moyens que 500 personnes prises au hasard dans la rue, les résultats du référendum, malgré un déplacement vers l'opposition, sont là pour le démontrer.

La coalition des députés contre de Gaulle est la réaction d'une caste touchée dans ses privilèges. Le syndicat des parlementaires quelques jours avant le référendum met au point un « programme ». Pour le peuple ? non, pour montrer aux puissances d'argent qu'ils sont encore et eux aussi capables, réflexes séniles à l'image d'un de leurs leaders, Paul Raynaud.

Une preuve supplémentaire de cette peur panique née de ce que leur insuffisance et leur nullité apparaissent au grand jour, nous la trouvons dans l'attitude des partis face au référendum si l'on tient compte des appréciations des opposants à la réforme constitutionnelle, à savoir son caractère illégal. L'honnêteté et l'efficacité eût été d'inviter les électeurs à boycotter les bureaux de vote, la tactique de s'opposer matériellement à son déroulement, en un mot, de faire campagne pour l'abstention. Mais pour eux peu importe le résultat – connu d'ailleurs – seul l'activisme compte et la satisfaction de perpétuer un mythe. Dans le même ordre d'idée, ils avaient cent fois plus de raisons de s'opposer à la politique de de Gaulle, de voter des motions de censure pour des problèmes – Europe, force de frappe – dont on savait qu'une large majorité contre existait au parlement, mais cela n'était ni leur ambition ni leur intérêt.

Bien sûr, on nous dira que les libertés politiques – surtout la liberté de ne pas avoir les moyens de s'exprimer, d'éditer, et de se réunir – nous sont offertes ou garanties par le régime démocratique et son appareil. Nous croyons surtout que ces libertés ou prétendues telles, les travailleurs les arrachent aux gouvernements, les défendent contre les empiétements des parlements.

Ce sont les militants algériens qui ont chassé le colonialisme et non pas de Gaulle, encore moins le parlement et surtout pas le corps électoral en votant oui au référendum du 8 avril.

Il n'y a pas plus de bons référendums que de bons députés, car pour reprendre l'exemple cité plus haut, un bon référendum eût été celui que le peuple français aurait ratifié en octobre 1954.

Vous l'auriez fait ? Bien sûr, mais on ne vous l'a jamais proposé et jamais un Parlement, un gouvernement, des partis, ne le proposeront.

Croire qu'une constitution peut offrir en garantie la liberté et la justice, quand on sait qu'il n'y a pas la moindre conquête ouvrière qui ne fut obtenue par le sacrifice de nombreux prolétaires, c'est mépriser la plus élémentaire référence historique.

D'ailleurs, la question n'est pas de savoir si tel système présente plus ou moins d'avantages par rapport à tel autre, mais de comprendre qu'en régime fasciste, en démocratie parlementaire, en régime de dictature marxiste, les obstacles, l'obstacle majeur est dans la permanence de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Français, vous voterez ce mois-ci, puissent ces quelques réflexions vous faire comprendre qu'un bulletin de vote est une arme dirigée contre vous, voter non au référendum ce sera consacrer et légitimer les oui, voter « à gauche » ce sera consacrer et légitimer l'ordre social existant. ✖

BARBARIE FRANQUISTE

Éditorial

L'**IMAGE EST LÀ,** devant vos yeux, à la première page de notre journal, mais l'image que le crime rejette en nous dépasse en horreur ce qu'une main peut tracer. Joachim Delgado et Francesco Granados sont morts, lentement, à travers des souffrances atroces comme pour témoigner une fois de plus que le prêtre, le juge, l'officier, lorsque les circonstances les obligent à lever le masque, apparaissent au grand jour comme le symbole de ces forces mauvaises qui depuis la naissance des premières civilisations pourrissent le cœur de l'humanité.

Joachim Delgado, Francesco Granados, deux parmi ces centaines de jeunes ouvriers qui, renouant avec un passé de légende ont franchi les Pyrénées pour apporter aux travailleurs espagnols, en lutte contre Franco et sa clique de chiens enragés, l'appui du Mouvement révolutionnaire international qui est le gage réconfortant, la solidarité de tous les travailleurs.

L'Espagne a bougé! Il fallait un exemple! Deux hommes sont morts dans des conditions effroyables et, en dehors des hordes de Franco, personne ne pouvait imaginer, même chez les peuples les plus arriérés, de supplice plus barbare pour assouvir une vengeance de classe, destinée à maintenir des privilèges de classe. Cette mort par le garrot de deux hommes qui furent nos camarades doit nous rappeler que d'autres hommes attendent dans des cachots le moment de passer devant ce simulacre de justice. Des hommes dont le sort est entre nos mains, des hommes qu'« on choisira pour exemple » sans s'embarrasser de preuves, sans respecter aucunes formes, simplement parce qu'il faut mâter la révolte du peuple espagnol, le maintenir dans la crainte et dans l'horreur de ce qui guette le rebelle.

Mais l'homme des charniers a cette fois-ci manqué son but, son crime a soulevé la colère des uns, l'indignation des autres, le mépris de tous. Du monde entier les organisations ouvrières ont crié leur dégoût; manifesté, ou comme à Montevideo, occupé le consulat. Ces protestations doivent s'amplifier. Il faut sauver les jeunes Français emprisonnés à Madrid; il faut aider le peuple espagnol à se libérer du joug qui pèse sur la péninsule.

Et d'abord, il faut se retourner contre notre propre gouvernement qui, avec les autres gouvernements et quel que soit le bloc auquel ils appartiennent, portent la lourde responsabilité d'avoir à la fin de la guerre mondiale, laissé subsister cette enclave du fascisme dans une Europe qu'on prétendait libérée.

Méfiance du régime qui succéderait à Franco? Impossibilité de se partager équitablement les dépouilles de ce régime dictatorial? Qu'importe le motif qui les a guidés et quel que soit ce motif, l'Amérique comme la Russie, en laissant subsister Franco, porte la responsabilité du sang qui aujourd'hui coule en Espagne. Le monde du travail doit s'adresser à eux pour les contraindre à chasser des organismes internationaux Franco et ses coupe-jarrets. Il est inconcevable que des peuples qui se prétendent civilisés puissent s'asseoir à une table, auprès des auteurs d'un crime d'une telle sauvagerie. La lutte des organisations ouvrières est toute tracée.

Obliger les gouvernements à établir un cordon sanitaire autour de ce foyer de putréfaction. Apporter aux grandes organisations syndicales espagnoles, seule force réelle de libération, l'appui le plus total et en tous genres, dont celles-ci ont besoin, dans leur combat contre l'armée et la police franquistes. Soutenir les mouvements de grève comme celui des Asturies, car même si ces mouvements n'ont qu'une portée économique limitée, ils replongent une jeunesse un peu en dehors, dans les traditions d'un mouvement révolutionnaire au passé prestigieux. Enfin, épauler les commandos qui, là-bas, ont commencé la lutte, non pas pour libérer l'Espagne, cela sera l'œuvre du peuple espagnol, mais pour préparer les bases de départ du prolétariat lorsque celui-ci, ses plaies pansées, se sentira mûr pour le coup de rein final.

Mais pour éclairer les peuples, il est bon que l'intelligence dresse contre Franco le réquisitoire que Moro-Giafferi, Langevin, Malraux, élevèrent il y a trente ans contre Hitler! Et c'est la raison qui a conduit tout naturellement notre camarade Lecoin à envisager à réveiller le « Comité pour l'Espagne libre », qui, à travers le pays, tint haut et ferme, le drapeau de la liberté en Espagne.

● ● ●

Révolution à Brazzaville

Une page importante, une page capitale de l'histoire de l'Afrique vient de s'écrire avec le sang, la sueur, la faim, avec la misère des hommes mais aussi avec la somme de toutes les révoltes individuelles, de toutes les humiliations, avec l'Espoir. Pour la première fois, un régime néo-colonialiste a été renversé, non par des hommes politiques, mais par un mouvement de masse, conduit par des syndicalistes et des militants ouvriers.

Le 13 août, le prolétariat de Brazzaville a balayé les vieilles rivalités tribales et à l'appel du Comité de fusion des organisations ouvrières, les Balalis, les Bacongos, les M'Bachis, tout un peuple est descendu dans la rue, a incendié la prison et libéré les militants syndicalistes emprisonnés.

Le lendemain, malgré une brève intervention des troupes françaises, Fulbert Youlou démissionnait. Il fut aussitôt arrêté et incarcéré. Ce n'est pas un curé « interdit », alcoolique, despotique qui est brutalement effacé de la scène politique, c'est un monde qui s'écroule, c'est une classe qui prend conscience de sa force et qui ébranle les derniers vestiges du colonialisme vieillissant. Nous sommes en présence d'une véritable prise de conscience. Des hommes, des Africains, découvrent soudainement que le tribalisme est dépassé et qu'une lutte de classes vient de s'engager. Une lutte entre le prolétariat et l'État. Un prolétariat sous-alimenté, affamé, souvent réduit au chômage, à qui l'indépendance n'a rien apporté, si ce n'est un immense espoir qui peu à peu laissa place à une profonde détresse.

Évolution africaine

Ce coude-à-coude, cette union, cette fraternité, cette révolte à Brazzaville sont d'une importance capitale et pèseront lourd dans la balance de la révolution africaine.

« Rien ne laissait prévoir cette explosion populaire à Brazzaville » s'est écriée, dans un ensemble touchant, la grande majorité de la presse française. Rien! Et la misère, la maladie, le chômage, la faim, la surpopulation, l'absence d'usines, l'infrastructure économique inexistante, ce n'est rien, Messieurs?

Mais qu'avez-vous donc dans les yeux? Qu'avez-vous donc à la place de la cervelle pour penser ainsi? Et les nouveaux maîtres, les protégés du régime, vivants exemples de la corruption la plus abjecte, et l'armée de mouchards et de putains qui se disputent les fonds de l'« Aide aux pays sous-développés », qu'en pensez-vous? Ah oui! « ceux-là » possèdent un vernis, une « couche de civilisation occidentale ». Avouez-le: ils sont des vôtres! Profitez-en vite, car leur triomphe sera éphémère. Ils n'en ont plus pour bien longtemps et le peuple les écrasera comme on écrase les bêtes malfaisantes.

La lutte qui vient de s'engager au Congo ne saurait manquer de s'étendre. Les dirigeants africains tremblent à la fois pour leur place et pour leur peau.

Au Congo ex-belge, le peuple n'a pas oublié Patrice Lumumba, dont le nom reste le symbole de la liberté et Léopoldville compte plus d'un million d'habitants affamés.

Au Gabon, au Cameroun, en Haute-Volta, au Dahomey, au Niger, au Sénégal (où plusieurs personnes viennent d'être assignées en résidence surveillée), les roitelets africains tremblent.

À Abidjan, Houphouët-Boigny demande à la France l'envoi de policiers entraînés pour assurer la direction de la Sûreté et sa propre sécurité. L'opposition syndicale s'agite un peu partout. Le nationalisme africain est moribond, les vieilles barrières s'écroulent.

Opposition syndicale

Ce nationalisme, qui est à l'origine de « l'indépendance » et de la « décolonisation », s'est fréquemment appuyé sur une lutte inter-tribale incessante. Des hommes d'une même ethnie, souvent d'un niveau social sensiblement équivalent, s'emparèrent du pouvoir que daignèrent leur laisser les ex-colonisateurs. En fait, rien d'important ne fut modifié: le peuple avait tout simplement changé de maîtres. Les éléments révolutionnaires qui s'étaient parfois laissés aveugler par la lutte pour l'indépendance ne tardèrent point à comprendre l'étendue de leur erreur. Plusieurs d'entre eux ont payé de leur vie leur lucidité. D'autres pourrissent encore dans les geôles africaines. Dans les villes, les syndicalistes africains, formés à l'école syndicaliste occidentale, firent un travail énorme, compte tenu du fait que si la concentration des travailleurs est importante dans les grandes villes, les industries y sont rares. Toutefois, ces hommes révoltés avaient un allié: la misère. La misère a triomphé à Brazzaville de toutes les barrières raciales, elle a déposé et arrêté le curaillon qui croyait son trône inébranlable et se prétendait la réincarnation du « prophète » Matsoua. Le syndicalisme africain est en train d'apporter un sang nouveau, une nouvelle jeunesse au syndicalisme européen.

Un nouveau gouvernement a été formé à Brazzaville, mais aucun syndicaliste ne figure dans la nouvelle équipe gouvernementale. Ceci est une preuve supplémentaire que ces hommes apportent quelque chose de nouveau à l'Afrique et au monde: ils ont compris que le chemin de l'émancipation de l'Homme ne passe pas par les allées du pouvoir.

Gérard Schaafs

Le Monde libertaire *n°93, septembre 1963*

Pour nous, militants anarchistes français, c'est sans aucune restriction que nous sommes aux côtés de nos camarades espagnols. Leur combat est le nôtre et comme eux, nous ne l'arrêterons que lorsque l'Espagne sera débarrassée de la lèpre qui la ronge. Non, **Joachim Delgado** et **Francesco Granados,** qui sont morts pour un crime dont ils étaient innocents, ne sont pas morts pour rien. Pour tout honnête homme, le devoir est tracé: n'arrêter la lutte que lorsque le pitre, l'homme au garrot, Franco, se balancera suivant une tradition mise à la mode par les travailleurs italiens, accroché par les pieds à l'étal d'une boucherie.

RÉVOLTE NOIRE ET LUTTE DE CLASSES

Gérard Schaafs

LA RÉCENTE flambée de colère des Noirs dans le Nord des USA, et particulièrement à Harlem, ne manquera pas d'avoir une importance capitale dans l'évolution des formes de luttes antiségrégationnistes futures.

En effet, et pratiquement pour la première fois, c'est l'ensemble du système économique américain qui est remis en question. L'ennemi n'est plus cantonné dans le Sud, mais c'est le système tout entier, et de ce fait, la société actuelle, qu'affrontent les Noirs américains.

Vingt millions de Noirs en marche

Du fait de la ségrégation, plus ou moins avouée selon les États, mais partout terriblement efficace, les Noirs, sans éducation ni moyens, parqués le plus souvent dans des ghettos, sont condamnés aux travaux les plus pénibles, les plus salissants, et les moins rétribués. Et ces travaux, de jour en jour moins nécessaires dans une société qui s'automatise à outrance, combien de temps encore pourront-ils les accomplir avant de rejoindre les rangs déjà très importants des chômeurs?

La révolte noire, c'est la révolte d'une sous-classe systématiquement privée d'éducation, de travail, d'habitat, et, par là même, d'espoir et d'avenir. À travers des menaces précises contre la propriété et les privilèges, on distingue une farouche volonté de changement et, sous tout cela, un véritable conflit de classe.

Les Noirs américains, grâce à leur lutte, sont en train de devenir le seul prolétariat conscient de ce pays.

Blancs et Noirs

La nouvelle forme de lutte des Noirs, bien loin de les rapprocher des travailleurs blancs les plus misérables, les en éloigne davantage.

En effet, les Blancs possèdent actuellement un avantage appréciable et efficace dans la recherche d'un emploi: la couleur. Si les Noirs parviennent à imposer l'égalité économique et sociale avec les Blancs, nombre de ces derniers, déjà particulièrement éprouvés par le chômage, ne tarderont pas à perdre définitivement leur emploi. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, refusant de condamner un système qui l'exploite, la classe ouvrière blanche se soit dressée contre les Noirs qui menacent la « prospérité » américaine. Et ils la menacent d'autant plus qu'ils n'en ont jamais bénéficié!...

Les Noirs seront donc seuls dans leur combat, les courageux Blancs antiségrégationnistes ne représentant pas une force sociale importante. Et dans cette lutte qui, tôt ou tard, sera obligatoirement révolutionnaire, une classe exploitée devra **aussi** lutter contre une autre classe exploitée!

Des structures nouvelles

La révolte noire contre la ségrégation dans l'éducation, le travail et l'habitat constitue donc, à plus ou moins longue échéance, un danger pour la société capitaliste américaine. Cette société incapable de satisfaire les besoins sociaux des individus qui la composent pousse les masses noires à prendre conscience de la nécessité de recréer sur des bases nouvelles des structures économiques et sociales appropriées.

L'issue de la lutte engagée est incertaine. Mais le seul fait que les Noirs, débordant les leaders non violents, et refusant de se laisser matraquer, soient passés à l'offensive, prouve la vitalité et la volonté qui animent ce mouvement spontané.

Les Noirs ne vont pas manquer d'utiliser la campagne électorale en cours pour renforcer leurs positions: en effet, Démocrates et Républicains sont dans l'obligation de ne pas se couper d'une dizaine de millions d'électeurs possibles. Même l'abruti-raciste Goldwater sera dans l'obligation de faire des concessions, certainement inefficaces car les Noirs ne semblent pas décidés à cautionner l'une ou l'autre partie en présence, mais à profiter de l'antagonisme existant entre elles pour arracher des concessions.

La lutte ne fait donc que commencer. D'après un dirigeant américain, « **Le pire est à craindre.** »

Oui!

Mais pour qui?

LETTRE D'ISRAËL

LA PAPISTERIE et la bouffonnerie se sont répandues en « Terre Sainte » avec la visite de Paul VI. Son arrivée en avion et la pompe qui a entouré son accueil ne s'accordent pas particulièrement avec le Nouveau Testament, mais on l'appelle tout de même le « représentant ». Il a promis de prier pour la paix entre les peuples et entre les classes. Il a reçu des médailles. Il en a distribuées. Aux sociaux-démocrates qui sont au pouvoir en Israël et aux réactionnaires de l'entourage du roi de Jordanie.

Dans le reste du monde on a l'impression que les kibboutz israéliens présentent l'image la plus idéale de vie sociale, le communisme juste, même de tendance libertaire, anarchiste… En fait la réalité est entièrement différente. Les kibboutz sont généralement devenus des entreprises capitalistes: ils utilisent des travailleurs, des enseignants qu'ils exploitent suivant le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme.

De ces kibboutz se laisse élire au parlement la nouvelle classe de députés, de ministres et de généraux. Les ministres les plus éminents en viennent, entre autres le premier ministre, le président du parlement et des directeurs d'entreprises privées…

Le gouvernement qui résulte d'une coalition formée avec les partis confessionnels, fabrique sans arrêt de nouvelles lois contre la liberté individuelle et la liberté tout court; les Juifs religieux qui n'avaient jamais eu l'intention de venir avant la proclamation de l'État juif, ne cessent d'affluer maintenant, de même que ceux d'origine africaine qui ayant vécu sous l'influence arabo-musulmane sont fanatiquement religieux; dans ces conditions on peut imaginer facilement dans quelle période de réaction tombe un pays qui au début de son existence a connu la vraie liberté.

Protéger le pays de l'impérialisme arabe, oui, voilà ce que les parasites religieux permettent volontiers, mais ils ne deviennent pas soldats eux-mêmes, non par antimilitarisme (Dieu les en garde!), mais parce que s'ils faisaient le service militaire ils seraient obligés de porter un fusil le jour du sabbat… Or le samedi, les cléricaux ont des tâches plus importantes, par exemple lapider les voitures qui circulent.

Il n'existe aucune harmonie entre les ouvriers juifs et musulmans, bien que ces derniers vivent dans de biens meilleures conditions que leurs coreligionnaires des pays voisins. Malgré cela, ils n'ont qu'un idéal: vivre sous la conduite de Nasser, pour lequel bon nombre d'entre eux espionnent et sont prêts à se sacrifier. Les activités de sabotage et d'infiltration sont toujours importantes. Dans ces conditions, il est difficile de trouver des possibilités de coexistence entre les « cousins ennemis ».

Les masses vivant en Israël sont organisées dans la centrale syndicale « Histadrouth ». C'est un curieux syndicat qui possède des entreprises dans lesquelles les prolétaires n'ont qu'un droit: se taire et accepter les conditions offertes par le patron. Et les bonzes qui sont à la tête d'Histadrouth ont déjà oublié qu'ils ont été autrefois des travailleurs.

Tous les partis sont réformistes et leur principale tâche consiste à convaincre les masses de voter pour eux afin d'avoir une bonne vie sur terre. Tels sont les partis de gauche.

Je ne parle pas du parti communiste qui n'est que l'ambassade de Russie et qui n'a que des intérêts arabes, ce qui plaît énormément aux masses musulmanes.

Nous avons aussi un parti fasciste, dans lequel se trouvent quelques centaines de prolétaires: il se nomme « Herut » (Liberté) et ses membres adhèrent aussi à la Histadrouth, au même titre que les autres.

Les anarchistes publient en yiddish et en hébreu une revue intitulée *Problèmes* dont le responsable est Abba Gordin, auteur de plus de soixante ouvrages. Le cofondateur Gedalye vient de mourir et le mouvement anarchiste en Israël en souffre beaucoup.

CH. HOCHHAUSER

Le Monde libertaire *n° 100, avril 1964*

ON ASSASSINE AU VIETNAM

Gérard Schaafs

ON ASSASSINE au Vietnam. Chaque jour apporte son cortège de massacres, de tortures, de corps brisés, déchiquetés par des bombes venues de n'importe où. Chaque jour les bombardiers américains sèment la mort, toujours plus au nord, toujours plus massivement.

Au milieu de l'indifférence générale, une guerre ouverte s'est installée en Asie du Sud-Est où, depuis plus d'un quart de siècle, des hommes luttent pour tenter de se débarrasser d'un régime colonial.

Des accords de Genève à l'OTASE

Le 20 juillet 1954, 73 jours après Diên Biên Phu où le corps expéditionnaire français avait perdu 16 000 hommes, la France signait les accords de Genève, mettant fin à une guerre commencée le 23 septembre 1945, et reconnaissait « l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité du Vietnam ». Afin de faciliter le regroupement des troupes des deux parties, le Vietnam était provisoirement divisé en deux zones, séparées par le cours de la rivière Benhaï qui suit le tracé du 17e parallèle. La zone nord fut confiée au Viet-Minh, tandis que la France conservait la responsabilité de l'application des accords de Genève dans la zone sud. Des élections générales devaient intervenir au plus tard en juillet 1956, afin de donner au Vietnam un gouvernement unifié.

Cette solution ne valait pas cher, mais elle avait le mérite de mettre fin à neuf années de tueries. Elle partageait le territoire vietnamien en deux parties à peu près égales (Sud : 170 000 km², 14 millions d'habitants ; Nord : 160 000 km², 16 millions d'habitants).

Les États-Unis n'étaient pas fâchés de la défaite française, bien que les crédits américains alloués au corps expéditionnaire français aient été non négligeables. Mais cette défaite allait leur permettre de prendre pied, profondément et rapidement, au Sud-Vietnam.

Pourquoi cette hâte ? Tout simplement parce qu'en Chine Mao Tse-Toung avait triomphé de Tchang Kaï-Chek et que la République populaire de Chine avait été proclamée en octobre 1949. Pour les États-Unis, la stratégie était claire : s'installer au Sud-Vietnam, préparer la « grande marche vers le Nord », et, de là, anéantir le régime communiste de Mao Tse-Toung.

La stratégie était claire, mais elle a foiré. Les Américains n'ont jamais réussi à contrôler le Sud-Vietnam, le Nord s'est organisé, et la Chine est devenue une puissance nucléaire.

Les accords de Genève (article 19) spécifiaient : « Aucune base militaire relevant d'un État étranger ne pourra être établie dans les zones de regroupement des deux parties ; celles-ci veilleront à ce que les zones qui leur sont attribuées ne fassent partie d'aucune alliance militaire et à ce qu'elles ne soient pas utilisées pour la reprise des hostilités ou au service d'une politique agressive. »

Cela ne gêna pas les Américains qui mirent sur pied l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est), signé à Manille le 8 septembre 1954 par la France, les USA, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Thaïlande, les Philippines et le Pakistan. L'Inde, la Birmanie, Ceylan et l'Indonésie avaient refusé de s'y associer.

L'article 4 de l'OTASE précise que « en cas d'agression ou d'attaque armée contre des parties ou des régions désignées, une action sera entreprise par les signataires ». Il est précisé que le terme « d'agression » comprend toutes les formes d'agression, y compris la « subversion ». Et un protocole annexe ajoute : « Les États-Unis signataires du pacte reconnaissent que le Laos, le Cambodge et le Sud-Vietnam bénéficieront des avantages offerts par l'article 4. »

Les Américains, grâce à l'OTASE, s'installaient ouvertement au Sud-Vietnam. Ils y sont encore. Pour combien de temps ?

Diem et les Américains

Les 21 février et 7 mars 1955, des accords d'aide économique directe, qui seront développés lors de négociations tenues du 22 au 25 juin 1955, sont signés entre le gouvernement de Ngo-Dinh-Diem et celui des États-Unis. Par ces accords, le Sud-Vietnam s'engage à « contribuer avec le maximum de ses possibilités en hommes, en ressources, en moyens, à maintenir ses forces de défense propres et celles du monde libre ».

Les organisations catholiques américaines apportent tout leur appui au régime catholique de Diem et financent un bon nombre d'organisations sud-vietnamiennes. Diem fait appel aux catholiques, dont 800 000 émigreront du Nord, afin de constituer une nouvelle classe dirigeante dont le programme est très significatif:

« La Société n'est belle que si elle comporte des inégalités. Les savants peuvent ainsi apprendre aux ignorants. Les riches peuvent exercer leur charité. Si toutes ces inégalités n'existaient pas, où pourrait-on trouver la charité, où serait la justice? »

L'ordure attire l'ordure. Une fois de plus réunis, cléricaux et militaires se remplissent les poches et saignent à blanc un pays déjà très éprouvé. Pendant que Diem installe toute sa famille aux postes de responsabilité et de contrôle, les Américains se lancent dans des dépenses militaires considérables, comme la construction, en 1957, d'une autoroute reliant Saigon à Biên Hoa (32 kilomètres). Cette autoroute se compose d'une bande de 100 mètres de large et de deux bandes de 950 mètres de large des deux côtés de la chaussée. Les accords de Genève contestant le droit d'établir des bases étrangères au Vietnam, les États-Unis investiront 70 millions de dollars dans cette autoroute afin de pouvoir, en cas de besoin, y faire décoller ou atterrir des avions, même des avions à réaction.

Pendant ce temps, la situation économique tourne à la catastrophe. Dans les campagnes, les paysans luttent contre les gros propriétaires pour conserver les terres dont ils se sont emparés lors de la lutte contre les Français. Dès 1960, les paysans s'organisent, attaquent les colonnes militaires et s'emparent d'armes et de munitions.

Dans les villes, c'est la misère. Les quartiers populaires sont cernés, quadrillés, policés. Et pourtant, malgré la puissance des interventions policières, des grèves éclatent, sévèrement réprimées. Des tribunaux d'exception organisent une féroce répression contre les mécontents. Des milliers d'opposants croupissent dans les camps de concentration, comme celui de Phuloi, à 30 kilomètres de Saigon où, le 1er décembre 1958, 6 000 prisonniers politiques sont empoisonnés. Il y eut plus de 1 000 morts et des rescapés qui avaient réussi à atteindre le toit du bâtiment pour appeler au secours furent abattus à coups de fusils.

Le mécontentement populaire grandit et, peu à peu, s'organise. Le 20 décembre 1960, le Front national de libération du Sud-Vietnam voyait le jour.

Le Front national de libération

Le FNL regroupe des membres de dix-huit organisations qui toutes, évidemment, n'ont pas les mêmes raisons de lutter contre le gouvernement de Saigon et l'occupation américaine. Il est donc absurde de considérer le FNL comme un groupement communiste, même si le parti populaire révolutionnaire, d'inspiration marxiste, en est un des éléments les plus dynamiques. Et puis, quand bien même le FNL serait marxiste, il ne faudrait pas oublier qu'il ne ferait que profiter de la situation, mais cette situation, ce n'est pas lui qui l'a créée, mais l'action des forces impérialistes américaines jointe à une économie toujours coloniale et à un régime politique d'inspiration fasciste.

Le 1er novembre 1963, Diem est assassiné par les généraux sud-vietnamiens farouchement anticommunistes. Les coups d'État vont se succéder à Saigon, entraînant dans leur sillage l'habituel cortège de pourritures galonnées. Pendant ce temps, le FNL s'organise, s'arme et, peu à peu, contrôle plus des deux tiers du territoire. L'action américaine s'intensifie, la machine de guerre yankee se met peu à peu en route. Le monde commence à parler « d'escalade », sans bien se rendre compte qu'elle risque de se terminer par une destruction totale de la planète.

Un peuple assassiné

Fréquemment, des avions américains procèdent à des opérations d'épandage de produits toxiques, causant d'innombrables victimes, détruisant des milliers d'hectares de rizières et de cultures.

Chaque jour, des centaines de tonnes de bombes sont déversées au Sud comme au Nord. Comme si le pauvre paysan du Nord était responsable de l'appui que son gouvernement, qu'il n'a d'ailleurs même pas choisi, apporte aux « rebelles » du Sud.

Depuis 25 ans, le Vietnam est plongé dans l'horreur de la guerre et les morts se comptent par milliers. Depuis 25 ans, les Vietnamiens sont enrôlés, embrigadés dans l'un ou l'autre camp, avec, au terme d'un « très long voyage au bout de la nuit », la mort dans les rizières, dans la jungle, dans les rues. Et avec la faim, la peur, les mitraillages et les bombardements.

On meurt au Vietnam. Pendant que quelques sinistres pantins se livrent une petite guerre de proclamations et de déclarations au nom de la défense du « monde libre » ou de la « solidarité des nations socialistes ». Quelle dérision!

On assassine au Vietnam. C'est une réalité qu'on a un peu trop tendance à vouloir oublier.

On a perdu un cardinal... Salut camarades !

Maurice Joyeux

Nocher vient de terminer son numéro. L'auditeur de France-Inter reprend son souffle en s'appliquant à digérer la ration d'artistes décadents et d'intellectuels dévoyés que le Gaudissard de la radio nationale lui fait ingurgiter chaque soir. Soudain, la voix du speaker retentit. En quelques mots, il relate le stupéfiant enlèvement de Mgr Ussia, conseiller de l'ambassadeur d'Espagne au Vatican. Puis le timbre se fait plus grave pour déclarer: « Nous allons maintenant vous faire entendre un document inédit, recueilli par un de nos reporters. »

Le journaliste interroge:

— La Presse a déclaré que Mgr Ussia avait été enlevé par des anarchistes espagnols. Est-ce exact?

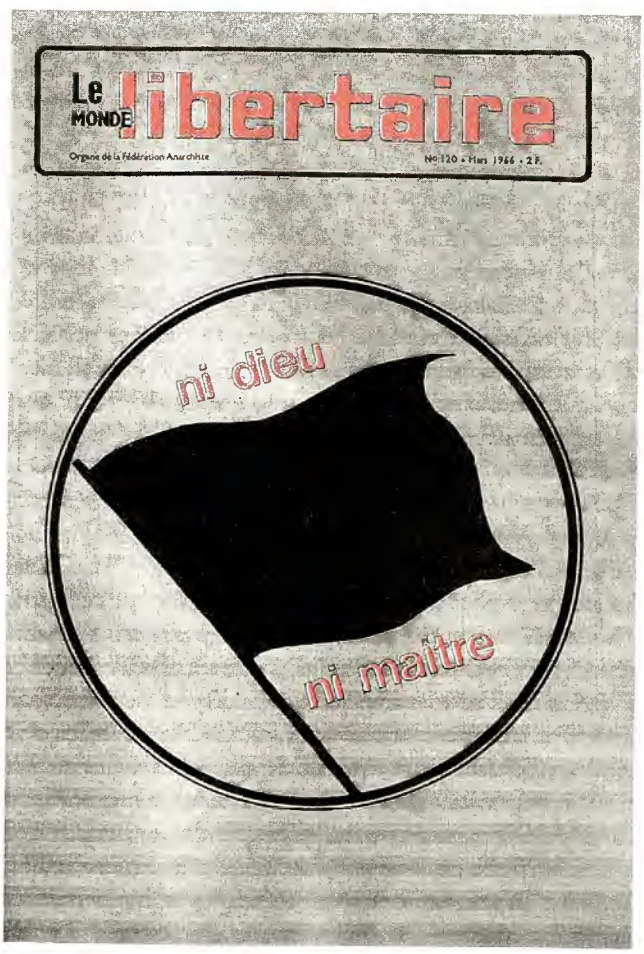
La réponse, anonyme naturellement, et le lecteur comprendra pourquoi, est claire et nette:

— C'est exact! Comme l'a déclaré notre camarade Luis Edo à Madrid, ce sont des militants libertaires qui se sont emparés du conseiller auprès du Vatican.

Des hommes parlent d'abord en français, puis en espagnol. Des hommes qui sont des militants anarchistes, et l'auditeur, soudain intéressé par l'insolite, apprend à la fois qu'il existe dans les prisons du pays où il passe des vacances dorées des milliers de prisonniers politiques et, de par le monde, des hommes qui sont décidés à tout pour les faire libérer et qui n'hésitent pas, lorsque cela leur est possible, à le crier à la radio.

Tout a commencé il y a quelques semaines. J'avais, il y a deux mois, signalé l'étrange faiblesse d'anciens militants anarchistes qui avaient pris contact avec la Phalange et les syndicats verticaux. Faiblesse qui, aujourd'hui, tourne à la forfaiture. La résistance intérieure a réagi et, appelé par ses camarades, Luis Edo est à Madrid. À travers des difficultés d'où le pittoresque n'est pas exclu, il tient une conférence de presse, clandestine naturellement, où le représentant de l'Agence France-Presse est présent. Seul, *le Monde* et quelques journaux de province signaleront les déclarations du mouvement libertaire qui rejette toute collaboration avec le régime franquiste et condamne formellement les tractations entreprises par des personnages qui ne représentent qu'eux-mêmes. Bien qu'étant au courant de cette déclaration, la presse franquiste la passera sous silence, occupée à exploiter au maximum le mariage contre nature de syndicalistes fatigués avec Franco-La-Muerte. Ce silence, le groupe libertaire engagé dans l'action s'y attendait. Pour le crever, il possédait un atout maître, l'enlèvement de Mgr Ussia. L'effet fut foudroyant. La nouvelle, diffusée tard dans la nuit par la radio de Madrid, sortit de leur lit tout ce que la capitale compte de flics de l'échelon ministériel aux commissariats de quartiers. Le lendemain matin, les militants de la clandestinité qui, de bonne heure, s'arrêtaient devant les kiosques, pouvaient voir à la une des quotidiens s'étaler les trois lettres de la légende: CNT! Des groupes s'agglutinaient autour des crieurs de journaux. Des discussions s'engageaient dans la rue; la radio fulminait; la flicaille s'affairait. Que disait cette presse?

Elle condamnait l'enlèvement, bien sûr. Elle parlait de complot communiste, injuriait l'émigration libertaire certainement. Des broutilles habituelles sans grande importance! Mais surtout, cette presse démentait tout accord de la CNT clandestine et de l'opposition libertaire de l'intérieur avec les syndicats fascistes. Pour la première fois, elle



reconnaissait que la phalange n'avait pris contact qu'avec quelques anciens syndicalistes qui ne représentent qu'eux-mêmes. Luis Edo et ses amis du groupe clandestin libertaire avaient gagné! La combinaison fasciste était désamorcée, les renégats démasqués.

Et nos camarades pouvaient alors faire cette déclaration, que nous avons tous lue, qui reliait la conférence de Madrid et l'enlèvement de Rome et qui donnait à cette action deux objectifs. La condamnation du complot de Madrid qui avait pour but de discréditer la CNT clandestine. La libération des prisonniers politiques. Le premier de ces objectifs est aujourd'hui pleinement atteint.

Mais si le coup porté fut efficace à Madrid, son retentissement ne fut pas moins grand dans le monde entier. À Paris, les titres les plus fantaisistes ornèrent la une des quotidiens à scandale. On parla des Basques, on affirma l'accord de l'évêque à son enlèvement, on fit intervenir Jacqueline Kennedy dans un scénario qui aurait mérité la signature d'Abel Gance. Le document diffusé sur France-Inter devait remettre les choses au point. Le lendemain, une autre déclaration, elle aussi anonyme mais provenant également de source autorisée confirmait sur Europe n° 1 la première. De leur côté, nos amis Daniel Guérin et Charles-Auguste Bontemps, avec le talent que chacun leur reconnaît, profitaient de l'énervement pour tracer à Radio Luxembourg les grandes lignes de notre action libertaire et pour dénoncer les crimes de Franco.

En Italie, la presse se déchaîna. Les carabiniers se mirent en route. Ils courent encore! On dit que seules les sollicitations pressantes de l'ambassadeur d'Espagne empêchèrent le Pape de faire une déclaration qui, même nuancée, risquait de mettre Franco en difficulté devant son clergé. De toute façon, ce que voulaient nos camarades c'était attirer l'attention du Vatican sur la situation des emprisonnés politiques. Ils sont bien trop réalistes pour ne pas avoir compris qu'une intervention de ce genre, pour être efficace, ne peut être rendue publique et il y a gros à parier que, sur ce deuxième objectif et après la manifestation des prêtres de Barcelone, leur action sera payante. C'est pourquoi ils ont relâché ce petit évêque falot, ahuri de son aventure et ballotté comme un bouchon sur la grande vague de douleurs qui déferle sur l'Espagne.

Salut camarades! On avait perdu un évêque, vous avez rendu un cardinal, car j'espère bien qu'avoir passé douze jours pour un héros vaudra à notre « fugueur » la pourpre avec la bénédiction de notre saint père le pape et celle du groupe du « Premier Mai ». À moins qu'on ne l'envoie faire pénitence dans un de ces sombres monastères qui sont à la fois la parure de l'Italie et des opérettes anticléricales.

Salut camarades! Vous avez rappelé au monde goguenard et souriant qui, pas un instant, n'a cru qu'il puisse arriver malheur à l'infortuné prêtre, que l'anarchie n'était pas seulement le courage, mais qu'elle était encore la précision dans l'organisation.

Salut camarades! Partout, sur cette terre où il existe des anarchistes, vous leur avez confirmé que l'anarchie, en aucun cas, ne capitulera devant l'oppression et qu'elle saura tirer d'elle-même toutes les ressources nécessaires pour la libération de l'humanité.

Salut camarades, et à bientôt!

ÉMEUTE

Jean Leblanc

CET ÉTÉ les informations que nous entendions à propos des émeutes noires aux USA mettaient surtout l'accent sur les pillages de magasins. Certes ceux-ci sont réels, ils sont la manifestation brutale de la colère des déshérités, des pauvres et de ceux qui là-bas ne sont pas considérés comme des hommes. Ils ne sont que l'expression de cette colère et non pas le but. Les « informateurs qui tentent de nous les faire passer pour tels ne sont que des inconscients ou des hypocrites ».

Les émeutiers noirs sont des racistes! On parle beaucoup des déclarations de Carmichaël à La Havane. Il ne fait aucun doute que celui-ci est un raciste de la pire espèce qui brandit bien haut la supériorité de la race noire. On s'attarde lourdement sur les tireurs embusqués. Là se pose une question: à qui la faute de ces événements? aux Noirs? Évidemment ce sont eux les fautifs, eux qui refusent de vivre dans des « ghettos », d'être traités en inférieurs, eux qui proclament que leurs droits sont équivalents à ceux de l'homme blanc, eux qui disent que la couleur de la peau n'est pas forcément celle du cœur, eux qui vont se faire tuer au Vietnam au nom de la « démocratie » et pour la « liberté » du monde occidental. Ce sont eux les fautifs! Haro sur le baudet! Comment, ils ont la chance de vivre dans le pays le plus libre, le plus grand, où les salaires sont les plus élevés et ils se plaignent! Quels ingrats!

Ce qu'on oublie de dire c'est qu'aux États-Unis, un cinquième de la population vit dans la misère et que dans ce cinquième il y a 90 % de la population noire. Ce qui fait environ 18 millions d'individus.

L'hypocrisie des commentateurs va se nicher encore plus loin, ils sont surpris par cette violence, « rien ne permettait de prévoir ce qui s'est passe ». Alors, Messieurs, c'est que vous ne savez, que votre métier de journaliste vous l'avez usurpé et que vous n'avez aucun sens de l'humain. Ou bien peut-être mettez-vous des lunettes déformantes pour ne pas voir les véritables problèmes sinon vous auriez peur! On ne pouvait pas prévoir, dites-vous. Voici ce qu'écrivait en 1950 G. Friedmann:

« Partout où sévissaient la poussière, la fumée, le bruit, la chaleur, l'humidité, on était certain de trouver une majorité de Noirs. Cette répartition est aujourd'hui encore saisissante dans beaucoup d'ateliers où les meilleurs postes, les plus propres et les mieux payés, sont réservés aux Blancs. »[1]
« [...] les manœuvres noirs "frustrés" dans l'expression de leur personnalité à l'usine, réagissent à ces refoulements, durant leurs heures de liberté, par toute une variété de tendances agressives.

Mais il faut ajouter que dans l'état actuel des choses, comme on le constata en parcourant ces misérables districts où il n'y a ni jardins, ni stades, ni bibliothèques, mais seulement, des bars, des marchands d'alcool et quelques mauvais cinémas, on ne voit pas bien ce que les Noirs, encore incultes, privés d'un foyer décent, pourraient bien faire d'autre durant leurs loisirs? D'autre part, l'observation des quartiers habités par les "pauvres Blancs", leurs compagnons de chaîne, ne montre guère de conditions ou comportements, bien différents ou meilleurs ».

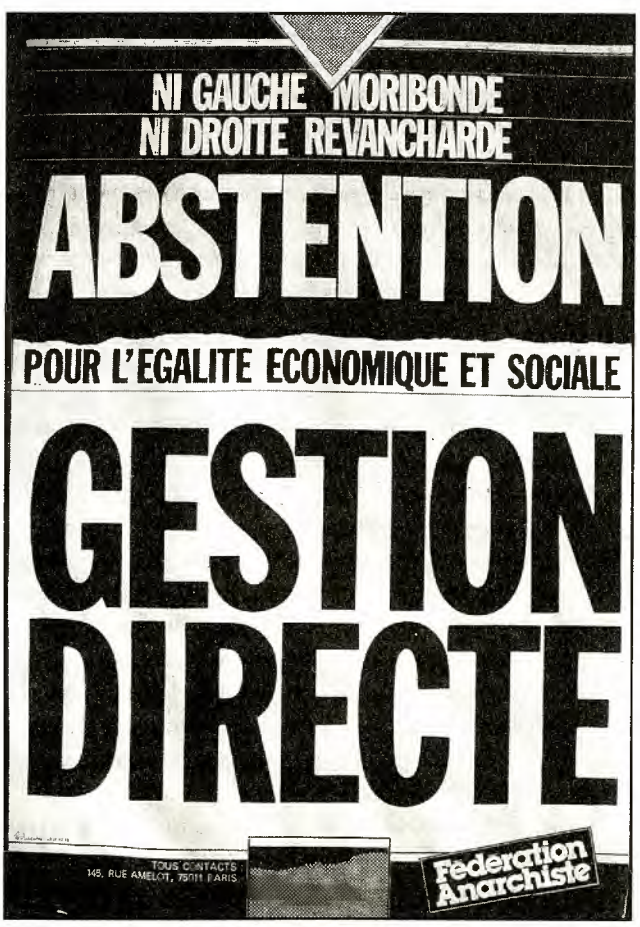
Que peut-on déduire de cela? que les émeutes des villes américaines ne sont pas uniquement raciales mais surtout sociales! Il n'y avait pas que des Noirs qui pillaient les magasins, il y avait aussi des Blancs. Je ne suis pas loin de croire que ceux-ci n'étaient autres que ces pauvres Blancs dont parle G. Friedmann.

En mettant l'accent sur le racisme on cherche à nous masquer le mal profond qui n'est autre que l'organisation

sociale. Pourquoi cela? Parce que si l'on nous disait que les USA ont une structure sociale inadéquate, nous ne serions pas en peine de penser que la nôtre aussi est telle, car nous marchons à grands pas vers le genre de société américaine. Il vaut mieux, pour les gouvernements, nous faire croire que le problème noir est spécifiquement américain, plutôt que nous faire sentir que c'est la société qui est malade. Chez nous aussi existe cette lèpre sociale, mais ici ce ne sont pas les Noirs qui vivent dans des conditions misérables: ce sont les étrangers, Espagnols, Portugais, Italiens... Eux, ils ne peuvent rien dire sinon c'est le renvoi dans leur pays d'origine. Nous avons bonne conscience, nous; ce n'est pas ici que l'on verrait du racisme... Qu'est-ce que les bidonvilles alors? Sinon du racisme social. J'entends d'ici les remarques de M. le Français moyen: « Les étrangers, s'ils ne sont pas heureux, n'ont qu'à retourner dans leur pays. Nous ne les avons pas appelés... Ils prennent notre travail, etc. ». C'est cela qui nous donne bonne conscience. Chez nous ce sont les étrangers qui travaillent comme des « nègres » alors qu'en Amérique, les Noirs sont des citoyens américains. Il y a une grande part d'inconscience et d'hypocrisie chez ceux qui pensent qu'il y a moins de racisme ici qu'aux USA. Nous aussi nous le sommes mais d'une manière plus voilée, à la Raminagrobis en quelque sorte.

Le racisme, qu'il soit dermatologique ou social est tout aussi abject. ✖

1. G. Friedmann: *Où va le travail humain,* Idées NRF.



La vraie solution

À NEW YORK et à San Francisco, les travailleurs et étudiants ont manifesté par centaines de mille, parmi lesquels une cinquantaine de jeunes ont brûlé leurs papiers militaires. Cela est d'une autre importance que toutes les proclamations ayant eu lieu jusqu'à ce jour. D'abord parce qu'elle émane d'un peuple qui est directement intéressé à la guerre et dont le gouvernement est particulièrement responsable de son déroulement. Ensuite et surtout, parce que ces manifestations relèvent de la spontanéité humaine et du refus de la tuerie en opposition à toutes celles que l'on voit se dérouler et qui ne sont le plus souvent qu'une exploitation politique du conflit vietnamien.

Sans doute, et la chose ne sera jamais trop répétée, la révolte du peuple vietnamien est légitime, sans doute il a eu à subir toutes les humiliations et toutes les injustices, il a été la victime de tous les sévices et de tous les crimes, aussi bien sous le joug des négriers de la « République française » que sous l'égide des hommes de paille de la finance USA des pseudo-gouvernements de libération. Tout cela est évident et la révolte était l'aboutissement inéluctable de l'esclavage sous lequel il était plié.

Mais autant la cause de ce peuple est incontestable, autant les agissements des gouvernants de Chine et d'URSS sont à dénoncer.

Leur but n'est pas la libération du peuple vietnamien, mais la mainmise sur ses destinées, et si, demain, celui-ci devait triompher et réalisait une révolution véritable, l'on verrait les forces soviétiques ramener l'ordre, comme elles l'ont fait régner à Budapest.

Leur but, comme pour les USA, est de vendre des armes et d'écouler de la marchandise.

Un articulet paru dans la presse nous apprend que l'économie américaine se trouverait en difficulté si la guerre du Vietnam devait prendre fin.

Eh bien, devant un monde dont l'équilibre ne peut se maintenir que par des tueries cycliques et un armement permanent, devant un monde qui peut déverser gratuitement bombes, schrapnells et... qui sait? explosions nucléaires, mais qui ne peut gratuitement fournir de quoi apaiser la famine (même quand l'humanité est aux deux tiers sous-alimentée) devant un monde qui peut servir la mort mais ne peut pas servir la vie, la réponse est le refus, refus catégorique, refus total, refus qui ne choisit pas entre les camps, refus qui ne fournit pas des armes à ceux-ci ou ceux-là, mais s'opposent à ce qu'il en soit donné à quiconque, refus qui rassemble des centaines de milliers d'hommes à New York et San Francisco et qui devrait rassembler au nom de la solidarité internationale et du simple instinct de conservation, la quasi-totalité des hommes, dans toutes les grandes villes du monde.

Que ce cri universel soit l'écho des manifestations d'Amérique, et que cette voix clamée par tous les peuples, mette fin à la guerre du Vietnam et à la perpétration de toutes les guerres.

HEMEL

Le Monde libertaire *n°132, mai 1967*

AVEC LES ANARCHISTES À CARRARE,

capitale provisoire de la pensée libertaire

(Anonyme)

ADOSSÉE À LA MONTAGNE, dont les flancs déchirés dégueulent de longues traînées de marbre blanc, la cité toscane, perplexe, contemple ses envahisseurs.

Venus de tous les points cardinaux, des hommes se sont donnés rendez-vous à Carrare pour faire le bilan des luttes révolutionnaires dans le monde et construire une internationale qui soit le commun dénominateur des espoirs de ceux qui veulent reconstruire la société à l'endroit.

Sur le trottoir, la population, ravie d'être à pareille fête, entoure les délégués, qui, dans toutes les langues et suivant une coutume bien établie, commentent les travaux du Congrès international des Fédérations anarchistes au hasard des rencontres. Délégués ou simplement observateurs, appartenant ou pas à la Fédération anarchiste, les Français sont nombreux. La rue Ternaux comme la place de la Sorbonne se sont retrouvées dans la maison commune des anarchistes italiens pour poursuivre un dialogue tumultueux commencé à la terrasse des bistrots du boulevard Saint-Michel ou dans les locaux feutrés et désuets de la Fédération anarchiste française. Parfois le ton monte jusqu'à étonner nos camarades italiens qui, eux, pourtant…

À vrai dire, à ce Congrès, les anarchistes du 22 Mars, qui n'appartiennent à aucune organisation et qui rejettent toute organisation (ils se disent un groupe sans groupe), ont l'intention d'y assister pour nous dire qu'il est inutile, qu'ils le récusent.

Chacun connaît la part qu'ont prise les camarades de Nanterre dans les événements de mai et personne d'entre nous n'a cherché soit à la nier, soit à la leur disputer. Mais, même si le printemps fait lever des pousses nouvelles, le mouvement anarchiste révolutionnaire représente autre chose qu'une saison qui disparaît lorsque le frimas courbe les têtes.

C'est ce que nous nous sommes évertués à leur faire comprendre, au cours d'un meeting tumultueux qui, en marge du Congrès et, bien que se déroulant devant un public international, fut surtout une confrontation entre nos deux façons de voir les choses.

Que nous a dit Daniel Cohn-Bendit? En vérité, il nous a fait trois reproches :

Le premier de ces reproches c'est de nourrir la tribune qu'il récuse. Mais, constatons-le, c'est justement à la tribune qu'il a avancé cette contestation majeure de notre action, ce que d'ailleurs certains auditeurs lui ont fait remarquer avec ironie.

Le second reproche c'est de nous être trompés dans le choix de nos méthodes de lutte. C'est peut-être vrai! – il est certain que le bilan de l'action révolutionnaire est une somme de réussites et d'échecs, de positions justes ou d'erreurs, d'interprétation des choses dans laquelle les sentiments particuliers, le caractère, le milieu, etc. rentrent au moins en ligne de compte autant que la logique pure. Mais, dans ce domaine, je pense que les camarades du 22 Mars, comme nous et comme d'autres d'ailleurs se sont trompés ou se tromperont partiellement dans les appréciations comme dans leur méthode de lutte. Il apparaît cependant que la diversité de ces formes de combat est une garantie pour l'anarchie de serrer la vérité de plus près. Elle peut être salutaire à la condition qu'elle ne débouche pas sur des luttes de clans sordides et qu'elle se maintienne à la hauteur des discussions, passionnées mais fructueuses.

C'est ce qu'en gros nous nous sommes dit en employant parfois les uns et les autres des termes désagréables, mais où n'étaient pas bannis tous les sentiments d'amitié.

D'ailleurs, que la presse ne s'y trompe pas. Dans notre famille, autour de l'héritage paternel, les mots peuvent être aigres, mais il suffit que de l'extérieur un flic s'avance pour

• • •

mettre la paix, pour qu'avec un bel ensemble nous nous réconciliions pour lui tomber dessus à bras raccourcis.

Mais si le spectacle est dans la rue, la grande salle du Congrès, elle-même, ne manque pas de couleur. Bien sûr, ces rencontres internationales n'ont pas le pittoresque des meetings. Les difficultés de langage, les différences des niveaux économiques de peuples représentés, la différenciation des structures politiques des cultures donnent aux débats un caractère austère, monotone, qui, d'ailleurs, n'est pas particulier aux assises internationales des anarchistes, mais qui est le lot de toutes les rencontres internationales quelles qu'elles soient. C'est ce que nos étudiants, comme la grande presse d'ailleurs, n'ont pas compris; les uns et les autres étaient là comme au spectacle. C'est ce qui explique qu'ils aient voulu donner à ce Congrès l'atmosphère de la rue où ils attendaient, impatients et désœuvrés, les résultats des délibérations.

Avant l'accord final sur les résolutions trois courants s'étaient dessinés parmi les délégués – des courants, d'ailleurs, ne dépendaient pas d'états d'esprit ou de manies mais correspondaient justement aux trois niveaux économiques du monde qui vont de la société à économie embryonnaire à la société d'économie moderne.

Et, de façon formelle, chacun de ces courants avait raison lorsque les solutions proposées s'appuyaient sur le caractère économique et social du pays qu'il représentait.

Il appartenait à la délégation française de souligner que de toute façon l'évolution conduirait, au moins dans les perspectives, tous les systèmes vers une copie servile de l'économie moderne de consommation. Et qu'il était essentiel de réexaminer les problèmes théoriques à la lueur de ces réalités concrètes.

Si le Congrès fut à la fois studieux, réfléchi, passionné, l'atmosphère de son environnement fut, parfois, tumultueuse; le mérite ou la faute, comme on le voudra, en revint à la presse, à la radio et à la télévision qui firent aux jeunes gens de Nanterre un cortège dont ceux-ci devraient bien se méfier, car cette publicité tapageuse risque de leur jouer de vilains tours. Un peu écœurée, la presse italienne n'a pas caché sa réprobation à Cohn-Bendit et à ses amis dans les longs articles qu'ils ont consacrés au Congrès. En vérité, l'attitude de la presse fut curieuse – pour elle, l'anarchie a deux visages: celui de la bande à Bonnot ou celui de l'exhibitionniste intellectuel qui sont matière à gros tirages. Et, il faut bien dire que certains anarchistes intellectuels, dont les tempes sont grises, mais qui sont restés de vieux étudiants incorrigibles, ont quelque responsabilité en la matière. C'est peut-être ce qui explique l'attitude, disons bizarre, d'un journal comme *Combat.*

Cependant, à Carrare, certains journalistes sérieux se sont aperçus que l'anarchie était justement autre chose. Ils l'ont dit, même s'ils ont ajouté que cet anarchisme-là sérieux et réfléchi était dépassé par la conjoncture. Nous ne leur demandions pas autre chose que de dire la vérité, même si cette vérité n'avait pas leur approbation. Ainsi, les représentants du *Monde,* de *l'Express,* de Radio-Luxembourg, de la télévision française ont bien compris notre lassitude et notre colère devant les pitreries de jeunes gens venus chercher en Italie un peu de cette publicité tapageuse qui commence à fatiguer les plus indulgents.

Mais nous n'avions pas, à Carrare, que des journalistes qui exercent leur profession avec sérieux. *France-Dimanche-Observateur* avait délégué sur place une demoiselle décidée à tous les sacrifices pour avoir de la copie de première main, si on peut dire. Collée aux talons des jeunes du 22 Mars qui poussaient la complaisance avec elle jusqu'à lui prendre des mains son carnet de travail pour lui faire son reportage, nous la vîmes discuter de l'anarchie avec une compétence à faire pâlir de jalousie la « Commère elle-même ». Lorsqu'on pense que ce journal fut, autrefois, celui de Claude Bourdet, on est un peu gêné de le voir tomber si bas. Il est vrai qu'il est, aujourd'hui, la corbeille où se déversent tous les déchets des grands partis de gauche lorsque écœurés par l'ingratitude des électeurs, ils sont disponibles pour n'importe quoi afin qu'on place leurs noms au bout d'une liste de protestation quelconque ou dans le corps d'un articulet de cinq lignes.

Le MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste — N° 144 - Septembre-Octobre 1968 - 2F

A CARRARE...

...l'Internationale de Fédérations anarchistes est née

Oui, cette rencontre internationale, qui, à son origine, devait simplement être une confrontation sérieuse et réfléchie, prit un caractère insolite contre la volonté même des fédérations organisatrices. Ce n'est pas grave. Gageons que le temps effacera rapidement le souvenir des jeunes gens qui confondent tumulte avec révolution et que Carrare restera, pour l'histoire du mouvement ouvrier, le symbole du renouveau international des anarchistes. ✖

APRÈS LA BATAILLE... ÉLECTORALE

Maurice Laisant

NOUS LAISSONS à d'autres le soin de se chatouiller pour découvrir une victoire dans le triomphe des « non ». En vrai, le seul amusement que nous pouvons tirer est de voir le jocrisse, qui se déclarait la France, relégué sans que la terre eût cessé de tourner, malgré ce qu'en prétendaient certains.

Cependant, il y aurait quelque puérilité à prêter à la chute politique d'un homme le caractère d'une transformation sociale et moins encore d'une révolution.

Qui sait même, pour qui connaît le personnage trouble que fut de Gaulle, qui sait même pour qui n'oublie pas ses origines d'élève des jésuites, si lui-même n'a pas préparé sa défaite pour laisser à d'autres le règlement de dix ans de régime, et pour pouvoir parer sa vanité des déboires de ses successeurs.

D'autres facteurs interviennent sans doute et dans le bourbier politique, dont nous n'avons pas la prétention de connaître toutes les données et d'analyser toutes les combinaisons, il y a, certes, une multiplicité des causes suscitées par des appétits, des ambitions et des rancunes.

C'est beau, la politique!

Peu nous chaut que telle ou telle paire de fesses ait l'honneur de s'asseoir dans le fauteuil présidentiel.

Nous savons, par expérience, quel que soit l'élu, que rien ne sera changé, que l'électeur n'en sera pas moins trompé, que le contribuable n'en sera pas moins plumé et que la colère populaire, si elle se manifeste, n'en sera pas moins payée par des discours pleins de lointaines promesses, si ce n'est pas par des coups de pèlerine et de matraque.

Nous savons, par expérience, à quelle politique de droite aboutissent les gouvernements de gauche et, pris au piège du pouvoir, comment ils ne font rien de ce qu'ils avaient préconisé et comment ils font tout ce qu'ils avaient condamné.

Nous avons la faiblesse de garder le souvenir des « succès électoraux populaires », du cartel des gauches à l'avènement de M. Guy Mollet – en passant par le Front populaire – et d'avoir mémoire de la capitulation des uns et des autres.

Nous avons le tort de ressentir quelque malaise à voir les murs couverts du visage de requin souriant de M. Jacques Duclos invitant la jeunesse et les étudiants à le suivre, cet appel réveillant en nous des réminiscences d'un certain mai 1968 où le même Jacques Duclos et ses sbires n'avaient pas assez de qualificatifs dans leur arsenal grammatical pour vomir la révolte qui soulevait Paris.

Cependant, si nous ne gardons nulle illusion sur le sort qui nous attend, si nous n'éprouvons nulle préférence sur la sauce à laquelle nous serons mangés, il nous apparaît que le chambardement ministériel et présidentiel nous donne des possibilités que nous serions coupables de ne pas exploiter.

Nous sommes au temps des promesses, notre rôle est de poser nos revendications immédiates et d'en exiger l'immédiate satisfaction, sans nous en remettre à de lointains rendez-vous et d'hypothétiques échéances.

Nous n'avons pas la prétention de faire ici le tour de la question sociale et d'en examiner les détails.

Nous nous en tiendrons à l'essentiel.

Avant de disparaître, de Gaulle avait mis en chantier un projet de loi selon lequel serait avancé l'appel sous les drapeaux des mobilisables et réduits les sursis accordés.

Il importe aujourd'hui, au moment où les hommes au pouvoir, même ceux du gaullisme, sont pleins de bonnes

• • •

« Les révolutionnaires se comptent à travers les élections présidentielles. »

VOICI ce que déclara à peu de choses près Alain Krivine, le 1er juin, après avoir déposé délicatement son bulletin dans l'urne « piège à cons » (ce n'est pas moi qui le dis, mais lui, en juin 1968 il est vrai…).

Résultat : un peu plus de 1 % des voix exprimées après une propagande destinée à « populariser les idées révolutionnaires ». Je ne dirai pas que c'est 1 % de trop à mes yeux d'« anti-électoraliste viscéral » mais je m'efforcerai plutôt de faire quelques remarques sur l'opération de propagande menée par la Ligue communiste.

Techniquement ce fut pour eux une opération de propagande bon marché. Pour 1 million : 1 h 40 sur les ondes, une affiche nationale pour les panneaux électoraux et un tract tiré à 13 millions d'exemplaires envoyé à domicile chez les inscrits.

Maintenant, si nous parlons du contenu de cette opération de propagande, nous pouvons la qualifier d'opération gauchiste destinée à rassembler sous la houlette de *Rouge* les inorganisés de mai.

Opération gauchiste puisque dès le début ils employèrent la phraséologie gauchiste et reprirent tout un ensemble de slogans appartenant aux différentes chapelles du gauchisme pour faire plaisir à tout le monde (gauchiste).

Il n'y eut qu'une seule chose qu'il n'employa pas : c'est l'humour. Montrant par là que la révolution n'est pas la fête et que le militantisme est une chose sérieuse, un sacerdoce en quelque sorte. Ainsi, le prolo qui milite avec des « révolutionnaires » travaille durant 8 ou 10 heures à l'usine puis 2 ou 3 heures dans l'organisation. Bravo ! J'aime travailler. J'adhère !

(Je me demande si ces groupuscules comprendront un jour que le militantisme n'est pas un travail supplémentaire, mais un moyen pour aller plus loin dans la compréhension de soi et des autres tout en essayant de réaliser des objectifs que l'on s'est fixés.)

Ainsi, Krivine donna à la télévision une image du « révolutionnaire » qui est celle de l'ennui. Ce qui est important car par cette campagne, Krivine risque d'être identifié à l'archétype du révolutionnaire, mythe, que s'il s'établit, nous devrons nous employer à détruire.

Maintenant, si nous observons le résultat : 1 %, chiffre représentant les révolutionnaires bons citoyens, les gars dans le vent, et enfin les sympathisants et les militants voulant faire plaisir à leur bureau.

Si nous considérions ce nombre en dehors de toute considération politique, nous pourrions dire que 1 % ce n'est pas mal, mais pour le Français moyen lecteur de *Paris-Jour* c'est infime et dès qu'il y aura quelque agitation, nous n'aurons pas fini d'entendre :

« C'est 1 % qui foutent la merde ! »

« Faut les supprimer ! »

« On n'a qu'à les mettre en prison ! »

Jugement dont à vrai dire je me moque pas mal, mais c'est aberrant de dire que nous allons recenser les révolutionnaires lors des élections présidentielles.

JACQUES STIREL

Le Monde libertaire *n° 152, juin 1969*

---

intentions (ne l'est-on pas toujours à la veille des élections ?), d'exiger la mise à la poubelle de ce projet et, pendant qu'on y est, de réclamer la suppression même de l'armée qui ne correspond à rien pour un pays qui entend vivre en paix avec le monde.

En attendant cela, nous nous devons de nous élever contre la durée du service des objecteurs : le double de celle des autres soldats, ce qui constitue une inégalité flagrante devant la loi, ô vous qui en êtes si respectueux.

Il est aussi de notre devoir d'imposer la liberté d'expression, particulièrement à l'ORTF et la suppression d'un ministère de l'Information qui constitue la survie du fascisme et la honte de notre régime.[1]

Il nous revient enfin de contraindre tous ces candidats, si désireux du bonheur des citoyens, si soucieux de leur dignité et de leur existence, d'ajuster le pouvoir d'achat de chacun aux prix en cours dont l'ascension se poursuit sans trêve et sans fin.

Mais il importe d'insister, ce n'est pas demain qu'il faudra revendiquer et agir.

À ce moment-là, il sera trop tard.

Il faut que le peuple se souvienne qu'on n'a que les libertés qu'on prend, il faut qu'il se souvienne que les lois ne sont que la ratification des usages et que ceux-ci progressent ou stagnent selon que les masses sont viriles ou lâches, actives ou passives, révolutionnaires ou ignorantes.

Que l'opinion se fasse entendre dès à présent et des victoires peuvent être obtenues, quel que soit l'élu.

Mais qu'elle laisse le pouvoir s'installer, le gouvernement se mettre en place, l'autorité s'affermir et c'en est fait du sort matériel et moral de l'homme et de ses espérances de mieux-être et de libération.

S'il est incapable par crédulité ou paresse de se désintéresser de ses intérêts propres, comment peut-il espérer que d'autres en prennent souci ?

1. Comment oublier qu'un pareil ministère n'existait pas avant la guerre, qu'il n'a été institué qu'à la faveur des hostilités, en alignement du régime français sur celui d'Hitler ?
Comment admettre une libre critique de ceux qui gouvernent quand les moyens de diffusion et de censure sont entre leurs mains ?
Un ministère de l'Information équivaut à accepter d'un accusé qu'il soit par surcroît juge et avocat.

Un cadavre doré au fil du temps, Charles de Gaulle

Maurice Joyeux

Comme dans les meilleurs romans de la série noire, tout le syndicat du crime était présent. On avait bien pu, pendant trente ans, se déchiqueter à coups de flingue, on avait bien pu se « balancer » à l'adversaire, on avait bien pu se mordre ou s'étreindre au cours des jeux où tous les coups étaient permis à commencer par ceux dont les caves sont les éternelles et méprisables victimes, à ce moment solennel la tradition marseillaise du milieu l'emportera. Dieu et la Patrie aidant, tout ce que ce monde cosmopolite compte de brigands titrés précédés d'une couronne ou d'un crucifix, répondra présent. Le milieu, celui-là ou un autre, a ses règles. Tueurs, barbots, casseurs, sous-macs ou gagneuses s'y conformeront, que ce soit à Notre-Dame-de-la-Garde ou à Colombey-les-Deux-Églises.

Faut comprendre, pas? Après quarante ans de bons et loyaux services envers ses maîtres, qui l'avaient projeté des locaux miteux du bord de Loire où se forment les demi-sel de la grande muette à ce bordel de première classe, l'État français, un caïd, s'effaçait! Dans notre doux pays de France, de Vercingétorix à Mirabeau, en passant par Jeanne d'Arc, les sauveurs se succèdent à une cadence rythmée par l'imbécillité des foules courbées devant les totems et adorant le veau gras. Charles de Gaulle, qui fut le dernier surgeon de cette lignée illustre, flotte, maintenant, au fil du temps et tous les margoulins de la politique s'apprêtent à tripoter le cadavre à toutes fins utiles.

En réalité, que fut-il? ou plutôt qu'est-ce que ses maîtres voulurent-ils qu'il fût? La parole est à l'Histoire, mais le public qui nous connaît bien ne nous pardonnerait pas si nous négligions d'apporter à cette vieille catin notre contribution volontaire et désintéressée.

Comment on écrit l'Histoire

Ce qu'il fut? Louis IX, Richelieu? Disons que la filiation nobiliaire du personnage n'est pas établie de façon incontestable et peut-être est-ce ce doute qui le poussa un instant à jouer le rôle de Monk auprès du comte de Paris, avant de s'identifier au premier Capet qui, de maire du Palais, se hissa sur les marches du trône, en prenant « déjà » figure de libérateur national.

Il est exact que la vie de de Gaulle est un chef-d'œuvre de concordance entre les vices du personnage et ceux que l'Histoire imprime aux populations lorsque celles-ci commettent l'imprudence de se dessaisir, dans les mains d'autrui, de leurs privilèges à se déterminer eux-mêmes.

Dans les moments difficiles où son existence est en danger, la bourgeoisie a suffisamment de métier pour forger le « héros » qui lui servira à la fois d'alibi et de paratonnerre. Encore faut-il qu'il passe à ce moment-là un sujet possédant les qualités requises. De Gaulle fut de ceux-là. La charnière de son patronyme était suffisamment neuve pour mêler à la fois la branche de l'Ancien Régime et la plèbe républicaine. Il avait été à Saint-Cyr, il avait écrit des livres que personne n'avait lus, il était le type de ces officiers auprès desquels la politique a pris le relais du militaire. On le vit avec une persévérance qui fait honneur à sa souplesse d'échine faire l'antichambre des ministères et des états-majors. Son obstination fut récompensée et deux belles pièces qu'il accrocha à son tableau, Pétain et Raynaud, le projetèrent sur le devant de la scène. C'est alors qu'il fera étalage d'un enseignement rigoureux qui prend ses sources chez Machiavel.

Il sera fourbe à souhait et les petits salopards du journalisme aux ordres se pâmeront devant ses mensonges et ses trahisons successives, accomplies et justifiées au nom de l'intérêt supérieur du pays. À leurs yeux, l'ingratitude, le reniement, le parjure, l'esprit de vengeance, qui ne s'apaise que dans le sang, tous ces vices qui ravalent l'homme bien au-dessous de l'animal, seront exaltés comme des vertus. De Gaulle se complaira dans ce personnage et, comme les dieux de l'Antiquité, il trouvera légitime d'être placé hors des règles générales qui permettent aux humbles mortels de se supporter.

Dans le rôle de « superman » mâtiné de politique et de militaire, rôle peu usité dans le pays et qui, ordinairement,

Les ANARCHISTES dénoncent le PLEBISCITE !

Depuis 1945, TOUS LES PARTIS ont appartenu aux gouvernements : Tripartisme ; immobilisme ; débâcle d'Indochine ; pacification (?) de l'Algérie.

TOUS ONT PARTICIPÉ A LA FAILLITE DE LA IV^e^ RÉPUBLIQUE

Ces coupables n'ont pas pu ou voulu améliorer les conditions de vie des travailleurs, nous ont précipité dans les guerres coloniales, ont ruiné l'économie ; les yeux tournés vers Washington, ils se sont alignés sur la démentielle politique atomique.

C'EST DE CES HOMMES QUE DE GAULLE TIENT SA LÉGALITÉ

Ainsi, celui qui s'est affiché comme le symbole de la résistance, appuie aujourd'hui sa puissance sur les séides de Pétain, les requins d'un socialisme dégénéré et les hommes du Capital et de la réaction.

LA CONSTITUTION QU'IL NOUS PROPOSE EST UNE CONSTITUTION RÉTROGRADE

Par la concentration du pouvoir qu'elle implique, elle signifie :

- L'écrasement des libertés d'expression (dont Soustelle nous donne déjà l'exemple) ;
- L'accentuation de l'exploitation de l'Homme ;
- Elle tendra à interdire toute revendication par la limitation des droits syndicaux.

Fille de la IV^e^ République, la V^e^ portera les mêmes tares, se donnant simplement les pouvoirs de les camoufler.

CAMARADES !

Le NON ou l'ABSTENTION ne suffiront pas à résoudre les problèmes.
Les travailleurs auront demain à lutter contre le fascisme, contre la guerre.

TRAVAILLEURS !

Dans les usines, les chantiers, les communes, les ANARCHISTES vous appellent à la lutte :

CONTRE LA DICTATURE,
POUR LA PAIX,
POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS,

par l'ACTION DIRECTE, qui elle, n'a JAMAIS FAIT FAILLITE !

Lisez le "Monde Libertaire". — *La Fédération Anarchiste.*

donne des ganaches du genre général Boulanger, de Gaulle a réussi et cette réussite risque de peser lourd sur l'avenir du pays. On peut penser que c'est cette réussite qui poussa une bourgeoisie des affaires, qui voulait conserver l'Algérie, à susciter contre lui des généraux taillés sur le même modèle. On peut craindre que, dans les difficultés qu'elle risque de rencontrer pour se maintenir en place, la classe dirigeante ne suscite de nouveaux de Gaulle et transporte dans le pays des mœurs qui firent les beaux jours des pays d'Amérique du Sud.

Mais parler du personnage et de ses patrons ne me semble pas suffisant: le mythe de Gaulle a été rendu possible par la démission de la population et l'avidité pour le pouvoir des partis politiques de gauche.

La vérité

Ce fut l'effondrement de l'armature qui constituait, en 1939, la charpente de la classe dirigeante qui permit l'opération de Gaulle. Elle fut facilitée par le personnage qui, hissé au ministère dans un moment trouble, se jeta dans l'aventure politique, jouant son avenir à pile ou face.

Le pays las et dégoûté avait basculé du côté de Pétain, les partis se reniaient ou se terraient. Quelques hommes, qui prenaient au sérieux ce qui avait été leur raison d'exister jusqu'alors, jouaient leur va-tout et se jetaient dans une Résistance aux résultats problématiques. À l'échelle du monde qui se déchirait, le pays ne jouait plus que le rôle de témoin. Ce fut alors qu'à travers de Gaulle une fraction de la classe dirigeante, désirant protéger l'avenir du système, créa le mythe au travers duquel les valeurs traditionnelles qui assuraient la pérennité de la classe dirigeante: patrie, ordre, spiritualité, indépendance, démocratie, se seraient restaurées.

L'appel du 18 juin que personne n'avait écouté sera le symbole qu'on proposera à des hommes qui étaient entrés dans la lutte pour des raisons multiples et souvent contradictoires. Il servira de ralliement aux multitudes qui se persuaderont d'avoir avec de Gaulle sauvé le pays et qui étaient, pour une grande part, composées des mêmes hommes qui, quatre ans auparavant, avaient acclamé Pétain.

En réalité, ni la Résistance ni de Gaulle ne posséderont jamais aucun des moyens nécessaires à libérer le pays qui le fut par la victoire des armées américaines et russes et qui, de toute manière, avec ou sans de Gaulle l'eût été de la même façon. Mais il fallait un symbole, un libérateur de manière qu'autour de son prestige on réunisse tous les attributs qui permettent de reconstituer une société de classe.

Et cela ne fut possible que grâce à la veulerie des partis politiques de gauche qui, dans l'espoir de capter ses valeurs frelatées à leur profit, contribuèrent et continuèrent à contribuer au mythe de Gaulle.

L'appel historique fut ignoré de la grande masse de la population, de Gaulle n'a rien sauvé d'autre qu'un régime qui était en train de payer ses propres fautes. Le mythe de Gaulle fut cultivé par les politiciens avides de s'emparer du pouvoir et par la population qui, dans son ombre, se recréait des vertus exaltantes qui s'étaient singulièrement effilochées au cours de ces années sombres.

De Gaulle est un mensonge, un faux-semblant, une escroquerie! Le personnage fut fabriqué à partir de lui-même, de ce qu'on a appelé ses vices et ses vertus, mais également à partir du sentiment général des hommes de ce pays qui, dans leur majorité, étaient à son image.

Une fois le mythe créé, il a fallu le soutenir et ce fut la ronde des partis qui, même lorsqu'ils condamnaient sa politique, conservaient une fraction du personnage qui leur était commune, et qui garantissait leur manière particulière de raconter l'Histoire.

Et en dehors des grands requins internationaux, tous les petits poissons de la politicaillerie seront présents à ses obsèques, non parce qu'ils ressentaient une douleur particulière à la disparition du vieillard de quatre-vingts ans usé par la vie et les luttes, mais simplement pour protéger ce qui fut l'assise réelle pour quelques-uns, mensongères pour la plupart, d'où se bâtit leur carrière politique.

Et, avec des variantes – il en fut ainsi dans tous les moments tragiques de l'histoire de ce pays – où autour du « héros » de légende se groupent pour défendre les valeurs traditionnelles de classe tous ceux qui ont été ou qui désirent devenir, sous une phraséologie appropriée, les bénéficiaires de la différenciation économique ou morale maintenue entre les hommes.

Et à présent ?

À ceux qui en sourdine seraient disposés à pousser un soupir de soulagement, il faut rappeler que l'homme providentiel ne serait rien en dehors du milieu intéressé à le créer. Que de Gaulle ne fût rien en dehors de la volonté de la masse de le construire à son image et même lorsque le moment des divisions et des oppositions fut venu chacun se gardera bien de toucher à la partie du personnage qui les reflétait le mieux. Le remède ne se trouve pas dans l'élimination, d'une manière ou d'une autre, de l'homme providentiel, mais dans l'élimination du milieu dont il est issu et qui, s'il se maintient, continuera à confectionner des monstres sacrés.

Maintenant le cadavre doré continuera à couler au fil du temps en sécrétant de nouveaux mythes qui formeront d'autres anneaux à la chaîne qui enserre l'humanité. Il s'inscrira dans une file déjà longue et l'Histoire nous apprend que, morts, ces personnages sont encore plus dangereux que vivants. Désacraliser l'homme providentiel c'est lui retirer sa clientèle de guignols qui vivent sur son corps comme la vermine sur la charogne.

Mais ne nous y trompons pas: pour désencombrer nos places et nos rues de ces personnages envahissants, il faut refaire le monde à partir d'un matériau : l'homme désaliéné par l'anarchie. ✖

LA COMMUNE

Pourquoi nous l'évoquons

Maurice Laisant

NOS RAISONS de célébrer le centenaire de la grande aventure sociale que fut la Commune sont multiples, différentes d'aspect sans doute, mais émanant d'un même esprit et inspirées par un même idéal.

La première est d'ordre moral, d'une morale qui est la nôtre et qui fait que le souvenir de ceux qui nous ont précédés, qui nous ont ouvert la voie, qui, à contre-courant de leur temps, en opposition à l'esprit mesquin, étroit et rétrograde de leurs contemporains, ont tenté d'apporter une lumière dans les cerveaux et des rapports plus humains entre les hommes, il est normal que leur souvenir demeure fidèle à nos cœurs.

Nous ne sommes pas des chefs de partis ou d'états-majors, et pour nous le militant est d'abord un homme, avec son courage et ses faiblesses, ses audaces et ses hésitations, ses vues prophétiques et ses errements, et nous ne nous contraindrons jamais à juger ceux qui sont tombés dans une lutte qui est la nôtre comme les pions d'un échiquier, ou les effectifs d'un régiment dont on classe le dossier au lendemain d'une bataille.

Cette seule raison, dont le sentimentalisme fera peut-être sourire ceux qui jugent moins humainement des choses, justifierait à elle seule que le nom des communards (je dis bien des communards, de tous les communards, même de ceux qui ne s'appellent ni Varlin, ni Louise Michel) ne soit pas abandonné à l'oubli.

Un autre motif s'adjoint au premier: celui de rétablir la vérité, de laver nos camarades de tous les mensonges, de toutes les calomnies et même de toutes les déformations propagées, non seulement par leurs adversaires, mais aussi par ceux qui prétendent hypothéquer leur mémoire et qui, sous les plis du drapeau des Versaillais, se proclament leurs héritiers.

Nous voulons la vérité, non pas une vérité qui avantage, non pas une vérité sur mesure, laudatrice d'un parti ou d'un mouvement, mais une vérité qui ne s'embarrasse pas de considérations politiques et à qui force est de reconnaître que, dans le bouillonnement de ce que fut la Commune, les tendances les plus diverses se rejoignirent: quarante-huitards, francs-maçons, blanquistes, internationalistes (on ne disait pas encore anarchistes à l'époque).

À part Marx et les siens dont la correspondance est édifiante à ce sujet, qui souhaitaient la victoire de Bismarck, qui dénonçaient l'absurdité du principe des communes fédérées, contraires à leur esprit centraliste, combien d'entre nous peuvent se réclamer de la grande aventure de 1871?

Étant de ceux-là, nous avions le droit et plus encore le devoir de ne pas abandonner au bénéfice des seuls qui devraient observer le silence dans ce domaine, le monopole d'une histoire qui ne leur appartient en rien et la possibilité d'en donner une version de leur cru.

Rien dans tout cela ne saurait être taxé de nécromancie, nous aimons trop la vie pour cela, mais précisément les communards sont vivants – beaucoup plus vivants que les neuf dixièmes des fantômes d'humanité qu'il nous est donné de côtoyer, il suffit pour nous en assurer d'ouvrir *L'Histoire de la Commune* de Lissagaray ou de relire *L'Insurgé* de Vallès.

La troisième et dernière raison de notre commémoration, intimement liée à la précédente, est celle de la propagande.

Nous n'en rougissons pas et nous pensons, tout au contraire, que le plus grand respect que nous pouvons témoigner envers ceux de la Commune est de ne pas la laisser sans descendance, de savoir, comme elle, condamner l'injustice sous toutes ses formes, proclamer la légitimité de

BREF HISTORIQUE : LE DRAPEAU ROUGE

BIEN AVANT d'être le symbole de la résistance à l'autorité et à l'oppression, le drapeau rouge avait été très longtemps l'insigne de la répression et de l'autorité armée. C'est ainsi que les Indiens de la plus haute Antiquité l'utilisaient comme insigne de combat (en sanscrit *drapsa,* flamme, ce qui indique bien sa couleur). Notre oriflamme nationale de Saint-Denis était également rouge, couleur du combat, tandis que le drapeau blanc était dès le Moyen Âge, arboré comme insigne de défaite pour demander grâce ou bien secours. Le *labarum* porté devant les empereurs romains était de pourpre pure, vieux souvenir des insignes de combat de l'ancienne Rome, etc.

Comme emblème révolutionnaire, le flamboyant étendard date tout simplement de 1792. Il était alors exécré du peuple. On sait que la loi martiale, décrétée par l'Assemblée constituante, prescrivait qu'en cas de troubles et d'attroupements, un drapeau rouge serait arboré à la fenêtre principale de la maison commune et porté dans les places et rues par le maire et les officiers municipaux. C'était un emblème parlant, un avertissement que la force allait être employée. Pourquoi rouge? Certainement parce que cette couleur avait été de temps immémorial consacrée à la puissance, à l'autorité suprême. Quoi qu'il en soit, ce sinistre guidon fut arboré et promené par Bailly et La Fayette, lors des massacres du Champ de Mars.

Lors des conciliabules qui précédèrent la Révolution, le 9 août, on apporta un drapeau rouge pour en faire le signe de ralliement des combattants. Le Girondin Carra y fit tracer cette inscription : « Loi martiale du peuple contre la rébellion du pouvoir exécutif ».

Sans doute par ironie, les révolutionnaires gardaient ainsi sa signification au drapeau détesté, mais en le confisquant pour leur usage particulier, pour s'en servir à réprimer la royauté, qu'ils regardaient comme insurgée contre la Nation.

Telle est la date, tel est le point de départ.

Plus tard, la tradition de cette origine se perdit, mais le drapeau rouge n'en resta pas moins comme bannière de combat contre la royauté. Il constituait l'emblème sacré des sociétés secrètes du parti républicain.

Tout le monde sait qu'après février 1848, il faillit être adopté comme emblème national.

Alors que, dès le 24, le drapeau rouge flottait sur l'Hôtel de Ville et sur tous les bâtiments publics, Goudchaux et Lamartine firent adopter, le 25, le drapeau tricolore, pourtant dépopularisé par le règne de Louis-Philippe, par les cent mille hommes armés qui remplissaient la Grève.

En vain, le soir même, Blanqui publiait une proclamation qui se terminait ainsi :

« Le peuple a arboré la couleur rouge sur les barricades, qu'on ne cherche pas à la flétrir.

Elle n'est rouge que du sang généreux versé par le peuple et la garde nationale. Elle flotte, étincelante sur Paris, elle doit être maintenue. Le peuple victorieux n'amènera pas son pavillon ! »

C'était déjà fait !

Le drapeau rouge fut ensuite celui des Communards et flotta 72 jours sur Paris. Après le 1er mai 1880, en mémoire des martyrs de Chicago, le drapeau rouge flottait lors de sanglantes manifestations annuelles. Il flottait encore lors des grèves gigantesques qui marquèrent la fin du XIXe siècle.

Hélas ! des partis politiques s'en sont emparés et l'on sait trop que, lorsqu'ils sont au pouvoir, le drapeau rouge a plutôt tendance à retrouver sa signification antique. Quant aux pays qui l'ont adopté comme emblème national, ils ne tolèrent pas que la classe ouvrière élève la moindre contestation, là encore le drapeau rouge reprend son visage d'antan.

Pauvre drapeau rouge !

BERNARD SALMON

Le Monde libertaire *n° 169, mars 1971*

D'après Louis Combes, Épisodes et curiosités révolutionnaires, *Paris, Georges Decaux éditeur.*

● ● ● la révolte, la nécessité de la remise en question de tous les systèmes et de toutes les théories et, comme elle, si l'occasion s'en présente, de réaliser ou de tenter de réaliser la grande fédération des hommes que la liberté aura faits plus humains et devant qui seront tombées les frontières sociales, morales et religieuses.

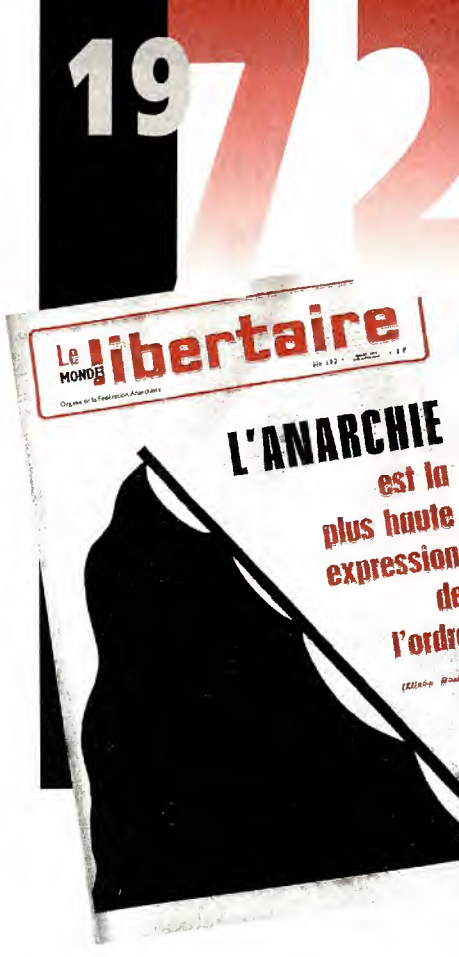
Nous n'avons pas attendu la coïncidence d'une date pour évoquer la Commune, analyser son déroulement et tirer profit de son expérience (la lecture de la collection du *Monde libertaire* en fait foi).

Mais ce serait faire montre d'un conformisme à rebours que de nous condamner au silence précisément parce que 1971 marque le centenaire d'une révolution qui, la première dans l'Histoire, n'est pas celle d'un parti, d'une classe, d'une faction mais au contraire prétend à la libération de tous, d'une révolution qui ne dresse pas au pinacle quelques grands noms : futurs tyrans, mais qui invite tous les hommes, toutes les femmes, à se sentir partie prenante dans l'édification d'un nouveau monde.

Voie tracée vers les révolutions à venir, sa courte histoire est assez exaltante pour que ceux dont le cœur bat encore se sentent concernés et commémorent son souvenir. ✖

UN FUTUR ÉTAT ASSASSINE DÉJÀ

Joël Gochot



SEPTEMBRE NOIR a frappé à Munich. Trois réactions ont primé dans la presse et les déclarations des groupes politiques internationaux, suivant leurs contingences de culpabilité, de bonne conscience humaniste, de racisme, de fanatisme ou d'opportunisme. Il y a eu la condamnation totale, partant de l'acte pour englober l'étendue du champ du problème palestinien ; il y a eu l'ivresse de la victoire chez les partisans de la terreur jusqu'au-boutiste, de tendance *fedayin*. Il y a eu enfin la réprobation ménageant la chèvre et le chou.

Nous entendons exprimer notre total rejet d'actes s'affichant avec facilité des termes de « terrorisme révolutionnaire ». Le commando Septembre noir dissimule mal le fait que « l'impérialisme » sioniste était à cette occasion constitué par une majorité de récents émigrés de Russie. Il ne justifie pas le choix de ses victimes, et le moyen utilisé n'a-t-il pas apporté qu'une impression générale d'indignation, aussi bien en RFA qu'ailleurs dans le monde. La cause palestinienne n'a pas été servie. Elle a bénéficié de l'inversion du langage antisioniste. De « fascisme israélien », on est arrivé à la notion de « fascisme palestinien ». Autre échec, celui du système d'agitation : provocation donne répression, implique union des forces populaires avec mobilisation. Or, les représailles israéliennes sur les camps palestiniens n'ont revêtu que le sens de la loi mosaïque du talion.

Septembre noir, étranger à la tradition révolutionnaire d'action directe, tant par son idéologie fanatique de racisme et de maoïsme bâtard que par sa pratique inconséquente et aventuriste, a favorisé la propagande, du cartel capitaliste international entre la cause socialiste et des pratiques nazies. Même en évitant de mentionner des contacts existant en Allemagne entre ces parias et des groupes national-socialistes, comme nous en ont fait état des camarades munichois, il nous apparaît que l'acte est plus à même de porter la tare d'une infiltration policière ou fasciste, à fin de provocations, menant à un accroissement de la chasse aux socialistes.

Nous affirmons :

– que la solution à la « tragédie palestinienne » ne doit pas se faire par la création d'une « tragédie juive » ;

– que les uns et les autres, soutenus par leurs amis idéologiques, n'aspirent qu'à la titularisation du monopole de la fonction étatique dans cette région du monde.

Nous pensons qu'il est irresponsable de la part d'organisations d'extrême gauche, d'avoir considéré comme un bulletin de triomphe l'exécution des otages, surtout lorsque deux de ces partis se réclament de l'esprit libertaire (ORA et OCL) et ne prêchent que haine et massacre pour une libération nationale, pour la création d'un État palestinien. Les gens de cette « gauche », qui ne cherchent qu'un internationalisme de la violence, ont beau jeu de prêcher la solidarité pour cette cause, comme d'une autre. Ils abondent dans l'établissement d'un fanatisme patriotique et dans la haine raciste. Il y a deux grands dangers : ceux d'antisémitisme de la part des propalestiniens et ceux de dangers d'une fascisation de la part des contre-révolutionnaires. On semble jouer à Hiroshima-Nagazaki, on semble totalement inconscient côté politicard. Et cela n'est pas pour nous étonner. L'établissement d'une dynamique libertaire au Moyen-Orient exclut le nationalisme, fût-il gauchiste, et vice versa.

Minorité très agissante

SI L'ON S'AVISAIT de faire valider par référendum la loi d'Archimède ou le théorème de Pythagore, quel serait le résultat de la consultation? Les optimistes et les irréfléchis diront: 100 %. Ils se trompent. La vérité n'obtient jamais un pareil score. Il faut compter avec les ignorants, les contradicteurs par nature, les j'm'en-foutistes, les farfelus. Du temps de Galilée, la rotation de la Terre autour du Soleil n'eût pas été entérinée par plus de 0,5 % des voix. Et même la rotondité de notre cucurbite, pour parler comme Cyrano, est encore déniée en Angleterre par les zélateurs d'un petit club qui ne compte plus, il est vrai, que quelques dizaines d'adhérents.

En politique, pourtant, les 100 %, ou tout au moins les 99 %, sont parfois atteints, et sur des sujets beaucoup plus douteux que ceux que peuvent offrir les mathématiques et l'astronomie. Sur le mot d'ordre d'un parti et sur la bonne bille d'un zigomar, il arrive que le vote réunisse la quasi-unanimité. Cela s'est vu et se voit régulièrement dans les pays qui servent de repoussoir au socialisme. Cela s'est vu aussi dans les pays de dictature fasciste. Et cela est de règle dans ceux des États d'Afrique Noire qui sont soumis au régime du parti unique.

En janvier 1972, M. Tsiranana, le Tsimihéty qui gouvernait la démocratie théorique qu'est devenu l'ancien royaume hova, fut ainsi confirmé dans ses fonctions de président de la République malgache par un triomphe électoral: près de 100 % des suffrages se portèrent sur son nom. Qu'il y ait une telle proportion de citoyens pour approuver un homme politique et se déclarer satisfaits de lui et de ses œuvres est chose qui ne laisse pas d'étonner. Mais enfin le fait était là: M. Tsiranana, vainqueur à 99 contre 1, ou à peu près, n'avait pratiquement pas d'ennemis à Madagascar. Il pouvait dormir sur ses deux oreilles. Le peu d'adversaires qu'il eût devaient d'ailleurs, tranchant sur une telle adhésion générale, se remarquer comme le nez au milieu de la figure, donc pouvaient être aisément repérés et surveillés. Quant aux abstentionnistes, eux aussi devaient être connus et fichés, donc tenus à l'œil.

Aussi, quelle surprise quand, en mai, quatre mois après ce véritable plébiscite, Tananarive se souleva et cria son hostilité au chef victorieux! Comment une population peut-elle voter à près de 100 % pour un homme et, quelques semaines plus tard, l'accabler de lazzi et lui crier de partir? Était-ce vraiment les quelques dixièmes pour cent d'opposants qui faisaient tout ce raffut et mettaient le régime en péril? Si oui, les voilà bien, les minorités agissantes!

On a fait observer que le détonateur de l'émeute avait été formé par des étudiants dont la plupart, trop jeunes pour être électeurs, n'avaient pu, de ce fait, participer à l'apothéose tsirananienne du trimestre précédent. Peut-être. Mais il semble bien que la population ne les ait pas désavoués et qu'elle se soit laissé volontiers convaincre et entraîner par leur contestation.

À l'heure où ces lignes sont tracées, M. Tsiranana n'a pas été tout à fait déboulonné, et ses bons amis militaires l'ont maintenu en place tout en lui succédant. Mais il a perdu la plus grande partie de son prestige, de son autorité et de ses prérogatives. Alors, la question demeure: comment un homme d'État qui a obtenu 99 % des voix peut-il ne plus exercer, quatre mois plus tard, que 1 % du pouvoir?

Serait-ce, par hasard, que le suffrage universel serait un leurre, et que les consultations électorales n'auraient aucune valeur ni aucune signification?

P.-V. BERTHIER

Le Monde libertaire no 182, juin-juillet-août 1972

Les groupuscules ont-ils déjà subi les insultes de ces *fedayin* parisiens, comme cette Algérienne vivant avec un Européen, dans le XIX[e] arrondissement: l'inversion du racisme et du chauvinisme. Il n'y a en France, comme en Allemagne et peut-être partout, que l'éveil d'un fanatisme arabe, sans aucune racine socialiste, sans esprit de liberté.

Messieurs les gauchistes, maoïstes, trotskistes sont-ils cette fois encore autre chose que les instruments du totalitarisme étatique? L'État, ignorant toute idéologie, avide d'esclaves, ne demandant qu'à servir l'autorité et à se faire servir. Que quelques-uns soient heureux dans un État d'Israël ou dans un État d'Ismaël, apporte-t-il la liberté à la majorité des prolétaires? L'exploitation cesse-t-elle? La liberté jaillit-elle nécessairement d'un obligatoire charnier?

Il est infantile de soutenir l'acte pour l'acte; cela devient un acte gratuit, incontrôlé par ses producteurs. Septembre noir ne vise pas à la révolution socialiste libertaire. Il ne cherche qu'un État, une Puissance. Il ignore l'Internationale des prolétaires, surtout s'ils vivent dans le territoire monopolisé par le capitalisme israélien.

Après l'émancipation de l'individu, l'erreur meurtrière découle de l'existence de frontières, de gouvernements, d'armée et d'éthiques autoritaires.

L'État, possédé par les uns, désiré par les autres, vient d'émettre un rot de satisfaction; le sang n'a pas fini de couler dans ces holocaustes humains pour le Léviathan homicide.

L'État est la plus basse expression du désordre naturel.

« L'ORDRE RÈGNE À ATHÈNES ! »

Maurice Joyeux

APRÈS LE CHILI LA GRÈCE ! – Mais en Grèce le processus qui jettera dans la rue sereine ses barricades, les étudiants appuyés par une poignée de jeunes ouvriers, fut différent. Depuis 1967, le pouvoir était dans les mains des militaires. Les libertés supprimées, la presse bâillonnée, les organisations ouvrières pourchassées, c'est sur ce silence imposé à la pensée que les colonels régnaient. Mais la dictature qui est l'ultime recours des classes dirigeantes menacées dans leurs privilèges ne dure que le temps nécessaire à décapiter le mouvement ouvrier et ses organisations de lutte. Une démocratie musclée à laquelle un parlementarisme muselé sert de caution, le voilà bien le régime auquel rêvent les dictateurs désireux de se donner bonne conscience et à présenter devant l'aréopage international qui fait semblant d'être dupe, un visage rassurant et humain.

La terreur qui en Grèce sévissait depuis des années avait rempli les prisons, chassé du pays les hommes de cœur et fait courber la tête aux autres ! – L'ordre régnait à Athènes !

Papadopoulos crut que l'instant était venu de transformer une dictature devenue voyante en une « démocratie » exemplaire telle qu'il en existe quelques-unes : à Madrid, à Moscou ou dans quelques capitales arabes par exemple. Le drôle chassa le roi, congédia les militaires, proclama la République, cette catin qui depuis l'Antiquité se prostitue sans pudeur et qu'à chaque occasion les militaires troussent gaillardement. L'événement étonna ! Cette vieille terre où la liberté de l'esprit est né ne semblait pas encore mûre pour accepter la fiction de la démocratie qu'on lui offrait en échange de sa servilité. Les militaires grognèrent mais s'inclinèrent, les politiciens refirent surface, les diplomates inquiets s'interrogeaient sur l'avenir de la « réforme », les travailleurs méfiants faisaient avec précaution le tour de ce cadeau frelaté que la classe dirigeante leur imposait, les intellectuels en exil s'apprêtaient avec une sage lenteur à venir constater sur place la qualité de ces libertés toutes neuves qu'à grand tapage on leur offrait, les étudiants s'agitaient… et ce fut alors que tout éclata !

Ce fut une explosion populaire bien de notre temps que celle qui déferla sur le pays et dont les étudiants furent le détonateur. Tout commença par des revendications médiocres, l'occupation des facultés, l'appel à la révolte et enfin les tanks avec leur cortège de morts. Un instant entrouvert le piège se refermait sur un mouvement ouvrier qui s'y était laissé prendre et qui sortira décapité de l'aventure.

Car, enfin, tout le problème est là ! Les révoltes spontanées sont inévitables. Mais c'est seulement lorsque le mouvement ouvrier est solidement organisé que ces luttes spontanées peuvent échapper aux manques de perspectives qui les rendent une proie facile à tous les aventuriers et en premier lieu aux forces de répression.

Le Chili, la Grèce ! – Le processus est le même, comme il sera partout le même lorsqu'une force ouvrière solide et véritablement révolutionnaire ne sera pas en état de prendre le relais et d'organiser les luttes.

L'ordre règne à Athènes ! – La chasse aux étudiants a commencé, les ouvriers se terrent, l'aventure est terminée. Il faut là, ou ailleurs, que le travail sérieux succède au romantisme. Il faut construire un mouvement révolutionnaire à la fois libertaire et égalitaire. Il ne s'agit plus de poésie révolutionnaire, il s'agit de combat révolutionnaire.

Et cette construction d'un homme nouveau qui remplace ceux qu'ont abîmés les politiciens socialistes en proie au rut électoral, c'est la seule chance de la révolution sociale.

On n'évitera pas les révoltes spontanées en mettant en relief leur inefficacité pas plus qu'on ne les rendra efficaces en les exaltant. Elles existent, elles sont instinctives, donc inévitables et le mouvement révolutionnaire doit non seulement s'en accommoder mais construire sa stratégie en fonction de leur existence. Or, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire construit en fonction de l'action spontanée des masses devant la misère et l'injustice. Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire ! Il n'y a plus que des partis politiques engagés dans le jeu parlementaire et ballottés au gré de l'événement prêts comme en Grèce à courber l'échine sous la dictature ou à profiter des avantages de la démocratie octroyée.

À Santiago et à Athènes, le processus fut différent, mais les résultats furent identiques. Au Chili comme en Grèce, les partis comme les hommes étaient désarmés, pourris par la

morale que la classe dirigeante inculque aux hommes et que les partis politiques de gauche respectent ou font semblant de respecter pour « faire » des voix aux élections. Or, c'est justement cette même morale, la patrie, la foi, l'ordre, la propriété, etc., qu'aujourd'hui les politiciens de gauche font profession de respecter pour « faire » des voix qui permet aux classes dirigeantes, de justifier l'écrasement des révoltes spontanées. Et cela aussi il faut le dire!

Les événements du Chili comme ceux de Grèce posent le problème non seulement du mouvement révolutionnaire mais également de l'homme révolutionnaire. Et avant même de voir ce que pourrait être cet homme révolutionnaire fondement de tout mouvement et de tout combat révolutionnaire, il nous faut faire une constatation que les politiciens de gauche ou même d'extrême gauche vous cacheront mais qu'il faut bien avoir dans la tête, car, c'est à partir d'une analyse exacte qu'on peut reconstruire. À Santiago comme à Athènes les travailleurs, à part une minorité, n'ont répondu concrètement ni à l'appel d'un gouvernement de gauche qui leur demandait de défendre la démocratie, ni à celui des étudiants qui leur demandaient de renverser un gouvernement fasciste camouflé sous l'étiquette démocratique. À Santiago comme à Athènes, les travailleurs ont paru désorientés par le tour que prenait l'événement et qui ne s'inscrivait plus dans le processus défini par les politiciens et qui était axé sur le parlementarisme, la démocratie et la morale bourgeoise que la classe dirigeante inculque aux populations et que les socialistes de toutes obédiences ont repris à leur compte. Ce qui en France nous permet d'assister à ce spectacle ridicule et odieux d'un Mitterrand, qui au lieu de dénoncer l'armée outil de classe contre les travailleurs, pleurniche devant les officiers pour que ceux-ci lui permettent d'accéder au pouvoir! En échange de quoi? Mitterrand ne le dit pas! Mais nous savons nous, que la tolérance des militaires envers Mitterrand passe par la renonciation de celui-ci au socialisme. Et si une fois au pouvoir il fait mine d'oublier ses promesses à l'armée, un mouvement « spontané » comme l'histoire de notre mouvement ouvrier en compte tant, permettra à celle-ci de rétablir l'ordre avec un métier qui ne devra rien à ses collègues grecs ou chiliens.

Ce mouvement ouvrier déformé par les politiciens marxistes opportunistes et réformistes qu'ils se réclament du socialisme, du communisme ou du gauchisme, il faut le reconstruire, et ce sera long!

Le mouvement ouvrier français englutiné dans le parlementarisme désarmé par un réformisme intellectuel qui le livre pieds et poings liés à la bourgeoisie libérale dans l'état actuel des choses, incapable de mener à son terme une transformation économique révolutionnaire qui pour être viable doit se doter de structure d'organisation et de liens moraux qui correspondent à son sujet socialiste. Et cela il faut en prendre conscience si on ne veut pas assister à des aventures révolutionnaires de caractère spontané que l'indifférence des masses voueront à des échecs sanglants.

Il faut reconstruire le mouvement ouvrier à partir des positions de classe. Il faut dégager l'homme révolutionnaire de tout le fatras petit bourgeois dont les politiciens l'ont surchargé.

« Les travailleurs n'ont pas de patrie », proclamait la manchette de première page du dernier numéro de notre journal. Il faut recréer l'esprit Internationaliste qui unit pardessus des frontières les exploités et les exploiteurs. Il faut rompre avec la bourgeoisie libérale qui forme le gros des bataillons électoraux. Il faut dénoncer non seulement le cléricalisme mais également les métaphysiques religieuses qui s'introduisent dans le mouvement ouvrier pour mieux le miner de l'intérieur. Il faut revenir aux principes égalitaires qui furent ceux de la Première Internationale, au syndicalisme de lutte de classe, à la gestion ouvrière, au fédéralisme.

Travail, long, ardu, parfois rebutant, qui demande une longue patience et un effort soutenu écartant les facilités dont l'efficacité est trompeuse. Oui, c'est un effort difficile! Mais cet effort indispensable permettra de recréer un prolétariat susceptible de conduire les luttes spontanées à leur but logique qui est la transformation sociale.

Après le Chili, la Grèce! Cette lente poussée des militaires refoulant devant eux les politiciens pourris par le milieu, s'avance sur le monde angoissé, et menace de tout emporter sur son passage. Devant le danger de dictature militaire qui règne sur tous les pays sous une forme ou sous une autre de façon brutale à Santiago ou à Athènes, de façon larvée à Moscou ou à Washington les partis de gauche n'ont à opposer que le bavardage traditionnel sur la démocratie ou la justice, et à la rigueur la poitrine nue des meilleurs de ses militants destinés à enrichir la galerie des martyrs nécessaires au prolongement de l'illusion démocratique. En France devant une armée qui n'a rien à envier à aucune autre, Mitterrand travesti en grande coquette de bastringue danse devant nos traîneurs de sabres un pas de deux sur un fond tragique à faire rire des milliers de lecteurs pendant que Marchais fronçait le sourcil, essayant de se faire prendre pour Staline, ce qui n'a convaincu personne.

Au Chili où la gauche était au pouvoir la réponse à l'attaque brutale des militaires fut spontanée. À Athènes, où la droite est au pouvoir, la révolte contre la parodie de démocratie offerte par les colonels fut spontanée. Depuis une dizaine d'années l'action spontanée est devenue une mode, l'échec avec son cortège de drame est devenu une habitude! Et cela il faut le dire sans se laisser influencer par un romantisme exaltant qui sert le cœur et bouleverse l'âme, qui produit des pages de littérature admirable, mais qui finalement permet à la classe dirigeante de faire une saignée traditionnelle aux corps populaires trop bien nourris par la pensée révolutionnaire.

Je disais que la théorie du caractère spontané des révoltes populaires, était à la mode depuis 1968! Les jeunes étudiants de tous les pays s'en sont gorgés... sans autre résultat appréciable que de créer une légende qui certes n'est pas inutile, mais qui en France, ni en Italie, ni en Allemagne, ni en Amérique n'a débouché sur des résultats concrets. Le spontanéisme est inefficace et dangereux. C'est une théorie pour pays riches dont les classes dirigeantes peuvent souffrir les troubles d'une démocratie et des répressions mesurées mais qui dans des pays pauvres comme la Grèce prend des accents tragiques. Le spontanéisme est le piège où les polices politiques enferment les révolutionnaires, à la vérité de moins en moins nombreux à s'y laisser prendre. Cependant et malgré leurs défauts les révoltes spontanées sont inévitables, inscrites dans l'histoire par l'exaspération devant la misère ou devant l'injustice. Elles appartiennent à la nature de l'homme et malgré les catastrophes que trop souvent elles provoquèrent, elles ont anobli l'espèce. ✖

LA GRANDE CHANCE

Mathilde Niel

LA CRISE de l'énergie offre à l'Occident une occasion inespérée de se libérer de la civilisation du marketing. Comme après 1945 ou après mai 1968, allons-nous, une fois de plus, laisser passer la grande chance qui nous est offerte de nous défaire de nos valeurs et de nos structures sociales périmées? Allons-nous être assez lucides et courageux pour nous mettre enfin à construire la société des hommes véritablement libres, égaux et fraternels?

Les hommes des pays industrialisés sont en train de prendre conscience de la fragilité de leur civilisation et de la pauvreté de ses valeurs: c'est le mythe de l'Expansion et de la Croissance pour la Croissance qui s'effondre; le monde occidental s'aperçoit que sa fausse prospérité est liée au prix dérisoire du pétrole, à la production et qu'il suffirait de décupler son coût pour que s'évanouissent les mirages de la société de production-consommation.

De toute façon, nous savons que cette société est menacée à plus ou moins long terme et que nous serons acculés un jour à la changer; nous savons qu'il est impossible, pour la survie de l'espèce, de généraliser au monde entier le mode de vie occidental et que la pollution de l'air, des rivières et des mers constitue une menace pour la vie; nous savons aussi que l'expansion ne fait qu'accentuer les inégalités entre classes, entre régions, entre pays, qu'elle engendre rivalités et conflits, qu'elle favorise les égoïsmes individuels et collectifs; en un mot, qu'elle pollue, en même temps que la nature, les rapports humains.

La crise de l'énergie ne fait qu'accentuer la crise que traverse le système capitaliste en proie à l'inflation et au déséquilibre monétaire, en proie également à la contestation: les travailleurs ne veulent plus être traités comme des machines; ils commencent à refuser le système autoritaire de relations; une grande partie de la jeunesse aspire à un mode de vie plus simple, mais humainement plus riche et plus solidaire; les frontières nationales, de classes, de races, de sexes paraissent de plus en plus insupportables; beaucoup voudraient sortir du cercle infernal production-consommation; ils sont las d'être manipulés par la publicité, d'être conditionnés à éprouver des besoins artificiels et à travailler pour les satisfaire et pour accroître le profit de quelques-uns.

C'est dont un ensemble complexe de causes économiques, écologiques et psychologiques qui devrait logiquement nous pousser à changer de cap, puisque, de toute façon, demain ou un peu plus tard, nous serons mis fatalement au pied du mur; la crise de l'énergie confirme certaines aspirations de mai 1968 et les prolonge: c'est d'un changement radical de civilisation qu'il s'agit.

Puisqu'un jour ou l'autre il nous faudra transformer notre mode de vie, alors pourquoi ne pas aller au-devant de la catastrophe écologique et des affrontements violents? Pourquoi ne par profiter de l'angoisse salutaire qui vient de saisir les hommes des pays industrialisés pour les inciter à changer la vie?

Déjà le coût du pétrole devrait nous contraindre à des décisions immédiates; nous devrions privilégier les transports collectifs aux dépens des transports individuels, et les transports par eau et ferroviaires aux dépens des transports routiers (ceux-ci consomment six à sept fois plus d'énergie que les autres); nous devrions mettre un frein au gaspillage inconsidéré du bois, du papier, du verre, des matières plastiques, des métaux, des fibres textiles; nous devrions fabriquer des objets solides et non des produits éphémères à usure programmée. Il nous faudrait décentraliser l'énergie (EDF s'oppose actuellement à l'utilisation individuelle ou collective des petites chutes d'eau); utiliser les ressources énergétiques non polluantes (eau, marées, soleil, énergie géothermique); il nous faudrait replanter des forêts et des haies; et surtout, nous devrions nous concerter à tous les niveaux de la vie collective pour rechercher en commun les solutions les mieux adaptées à l'homme, à la vie et aux conditions économiques.

Avec la fin du gaspillage et des faux besoins, la journée de travail à l'usine ou au bureau pourrait être réduite de moitié; la vie pourrait redevenir plus intéressante et plus créative; ainsi chacun pourrait exercer un second métier de son choix; on verrait refleurir le travail artisanal; on aurait enfin le temps de lire, de s'informer, de se cultiver, de faire de l'exercice (ne serait-ce qu'en marchant ou en utilisant la bicyclette), de participer activement à la vie collective; on limiterait au

minimum les importations; il faudrait replanter des arbres fruitiers, utiliser toutes nos prairies pour l'élevage.

Toutes ces mesures s'imposent; mais si elles étaient appliquées, on verrait naître une nouvelle civilisation qui utiliserait toutes les potentialités de l'homme – une civilisation à la fois technique, agricole et artisanale. Progressivement, nous serions obligés de renoncer à nos égoïsmes nationaux et individuels, et à nos valeurs aliénantes (argent, profit, standing, consommation, technique, rendement, vitesse, puissance, etc.); ce serait la fin des privilèges de classe et des inégalités.

Ce serait le déclin des énormes concentrations urbaines, dévoreuses d'énergie, et de la vie « massifiée »; les villes redeviendraient des lieux de rencontre, de culture et de dialogue; ce serait la fin du massacre sur les routes, de la publicité envahissante, de la laideur tapageuse des immeubles-tours et des supermarchés; les hommes cesseraient de gaspiller leurs forces physiques et nerveuses et leurs potentialités créatrices dans des travaux dénués de sens.

Ce serait aussi la fin de la solitude. Nous trouverions notre bonheur à construire ensemble, une nouvelle civilisation, à créer, à inventer, à communiquer, à coopérer, à nous découvrir nous-mêmes et à découvrir l'autre, à redécouvrir la nature; ce serait la fin des ségrégations entre hommes et femmes, entre jeunes et adultes; enfants et vieillards ne seraient plus parqués dans des ghettos (écoles ou asiles) mais pourraient participer à la vie collective.

Ce pourrait être la naissance d'une nouvelle culture et la réalisation de l'utopie: la situation dans le monde est telle que l'utopie est la seule voie réaliste qu'il nous reste; si nous voulons survivre, nous serons contraints d'adopter la solution libertaire.

Malheureusement, ceux qui prétendent « gouverner » les hommes se montreront sans doute aussi incapables de saisir la grande chance qui leur est offerte qu'ils l'ont été à prévoir la crise actuelle. Fascinés d'un côté par le modèle américain et de l'autre par le modèle marxiste, terrifiés d'être obligés de changer de mentalité et de comportement, dénués du sens de la solidarité planétaire, les hommes politiques chercheront à appliquer à une situation entièrement nouvelle les vieux remèdes qui sont en train de nous conduire au désastre.

Déjà on parle de construire partout des centrales nucléaires, sans craindre de contaminer l'atmosphère par la pollution la plus inconnue et la plus pernicieuse qui soit: la pollution radioactive! Déjà certains États cherchent à profiter du malheur des autres pour s'enrichir à leurs dépens (USA aux dépens de l'Europe et du Japon; pays producteurs de pétrole aux dépens des pays du tiers-monde). L'Union soviétique et ses alliés cherchent à exploiter les divisions de l'Europe et les crises sociales qui s'annoncent pour imposer à l'Occident, par la ruse ou par la force, leur ordre totalitaire. Certains gouvernements dramatisent volontairement la situation et aggravent artificiellement la pénurie pour briser la contestation des écologistes, des jeunes et des travailleurs, et pour justifier les mesures de mise au pas des mécontents. Les hommes d'affaires et les spéculateurs cherchent à tirer parti de la crise en vue de nouveaux bénéfices et les politiciens pour s'emparer du pouvoir; et, bien sûr, les armées et les polices veillent au maintien de l'ordre absurde!

Une fois de plus, tous les États, qu'ils soient capitalistes, communistes ou du tiers-monde, s'entendront pour maintenir le statu quo, c'est-à-dire les structures sociales centralisées et hiérarchisées; une fois de plus, ce seront les humbles qui feront les frais de l'imprévoyance, de l'égoïsme et de la volonté de puissance des dirigeants. C'est ainsi que la collusion des États et des classes dirigeantes risque de nous faire perdre la grande chance qui nous est offerte de construire ensemble un monde fait pour la vie, pour l'amitié et pour l'épanouissement de tous les hommes – le monde sans frontières qu'il est devenu urgent d'édifier. ✖

Puig Antich ne doit pas mourir

FRANCO n'en finira pas de se repaître du sang des individus qui veulent être libres; c'est son rôle historique, comme dirait l'autre. Une dictature se maintient toujours par le crime, l'antifascisme n'est un confort qu'au-delà de la frontière. Le MIL (Mouvement ibérique de libération) a osé attaquer le franquisme en Espagne et n'a pas péché par manque de courage; il n'est pas non plus le seul à avoir osé. En tant qu'antifascistes notre soutien lui est acquis; tout doit être fait pour que Franco recule. Nous soutenons toutes les victimes de toutes les dictatures.

Une chose que nous soutenons moins, c'est la confusion, et autour de cette affaire, ça grouille; les politique-muches s'en donnent à cœur joie. D'abord le MIL ou plutôt l'ex-MIL. Mouvement soit-disant « libertaire » (Libertaire, ça correspond à une éthique, et à des définitions établies au cours de l'histoire depuis que Proudhon et Bakounine ont jeté les premières bases). On a vu ensuite le marxisme-libertaire, super-vaccin qui devait rajeunir l'anarchie; on voit aux USA fleurir l'anarcho-capitalisme (ou capitalisme sans État mais avec la propriété...). On voit aujourd'hui un mouvement marxiste taxé d'anarchie sans s'en être réclamé...

***Lutte ouvrière* veut sauver le jeune libertaire Puig Antich (*sic*) tout en criant halte à « l'Anarchie Capitaliste » (re-*sic*). Le PCF et toute la gauche y vont aussi de leur couplet indigné, observant par ailleurs le plus strict silence au sujet de Marini. Alors on pose la question: pourquoi faire passer pour « anarchiste » un mouvement qui ne s'en revendique pas? Parce qu'il a recours à la violence et à l'illégalisme? En Allemagne, la « bande à Baader » qui se réclame du maoïsme est qualifiée « d'anarchiste » par la presse bourgeoise.**

La confusion ne profite jamais qu'aux politiciens, quel que soit leur drapeau; comme principe de soutien, c'est vaseux, et ne peut mener qu'à des résultats vaseux. Liberté pour tous les prisonniers! Non à la peine de mort!

PHILIPPE DAVANZE

Le Monde libertaire *n° 199, mars 1974*

AFFAIRE MARINI

Philippe Mermin

LE 7 JUILLET 1972, Salerne est encore en pleine tension post-électorale; les squadristes du MSI (mouvement social italien néofasciste) font régner la terreur. Dans la soirée, Marini et Maestrogiovanni rentrent chez eux; ils sont à plusieurs reprises provoqués par des fascistes. En chemin, ils rencontrent Scariati, un sympathisant, qui propose de les accompagner. Rue Vellia, la bagarre éclate. Maestrogiovanni est agressé par deux fascistes, Alfinto et Falvella; Marini et Scariati lui portent secours. Falvella est alors gravement blessé; il mourra à l'hôpital de Salerne, quelques heures plus tard, victime de la violence qu'il semait

Aussitôt Marini est arrêté et inculpé d'homicide.

C'est ce que cherchait la droite: mettre Marini à l'ombre, parce qu'il devenait trop dangereux pour elle.

Marini, militant anarchiste très actif du groupe de Salerne, présent dans les luttes de quartier et d'usine, était aussi très engagé dans la contre-information sur les agissements de l'extrême droite dans l'Italie du Sud. Marini enquêtait sur un « accident » où cinq anarchistes ont trouvé la mort; parmi eux un témoin important du procès Valpreda.

Ces camarades rentraient à Rome après une réunion d'antifascistes à Vibo Valentia; ils avaient en leur possession des documents sur l'attentat fasciste de Giaio Tauro (déraillement du train du Soleil, le 22-7-70), et autres actions terroristes que menait l'extrême droite dans le cadre de la « stratégie des tensions » (commettre des attentats, en faire porter la responsabilité au mouvement ouvrier en général, ce qui permet à la Démocratie Chrétienne au pouvoir de renforcer l'appareil d'État, voire même aux fascistes de justifier un futur coup d'État pour sauver l'Italie du chaos…).

Comme par hasard, l'accident a eu lieu à proximité d'une villa du prince Valerio Borghese, fasciste notoire.

Comme par hasard, le conducteur du camion qui a causé l'accident était un militant du « Front national » dirigé par Borghese, et ne sera jamais inquiété.

Comme par hasard, aucun des documents transportés par les camarades ne sera retrouvé…

Marini cherchait la vérité sur cet accident. Pour cela, il était sans cesse l'objet de menaces et de provocations fascistes. Pour cela, il a été immédiatement accusé de la mort de Falvella, le soir du 7 juillet 1972.

Les preuves de la culpabilité de Marini?

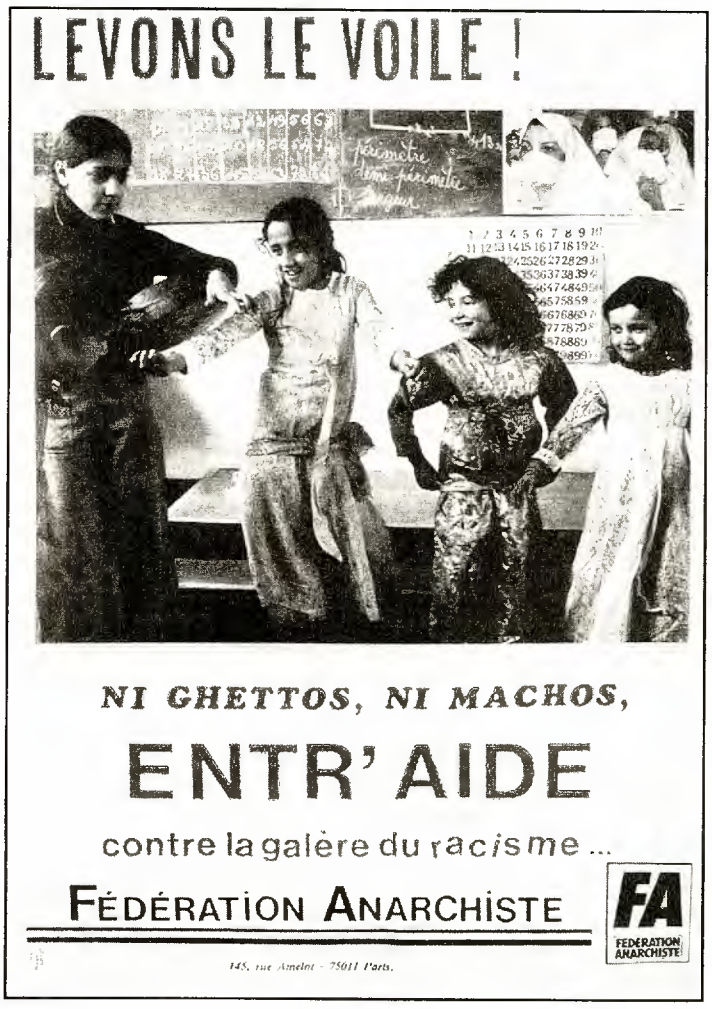
Aucune. La police et la magistrature se chargeront d'accréditer la version des fascistes, selon laquelle Marini est un agresseur sanguinaire et bestial… et anarchiste. Systématiquement, toutes les investigations pouvant être favorables à Marini ne sont pas faites. La participation de Scariati à la rixe est passée sous silence; ça arrange bien les choses d'être le petit-fils du juge d'instruction Lamberti.

C'est un procès truqué qui est préparé pour Marini, dans le seul but de mettre Marini à l'ombre le plus longtemps possible et de condamner à travers lui l'antifascisme révolutionnaire.

De prison en prison

En 20 mois de « préventive », Marini sera transféré 17 fois. Souvent mis au secret dans des cachots infects, tabassé,

privé de courrier, éloigné des siens, il frôlera souvent la mort. C'est clair, on veut se débarrasser de lui. À la prison de Caltanisseta il est attaché un mois entier au lit de contention ; devenu presque aveugle, il est sauvé de justesse par l'intervention de sa mère et de ses avocats. À plusieurs reprises, on tente de le tuer plus directement (bagarres au couteau entre détenus, etc.). Mais Marini arrive lucide et résolu à son procès, le 28 février 1974 à Salerne.



La mobilisation autour du cas Marini est massive. Des camarades sont venus de toute l'Italie pour apporter leur soutien et tout Salerne est en effervescence.

Les thèses de l'accusation sont démontées une à une par Marini et ses défenseurs. Un fait apparaît : ce n'est pas Marini, avec un couteau de poche, qui a blessé mortellement Falvella. Mais le canif de Marini a été égaré par l'instruction…

L'accusation se ridiculise ; les cris de solidarité avec Marini parviennent jusque dans la salle d'audience. Fienga, le président du tribunal, saisit le premier prétexte pour renvoyer le procès. La salle est évacuée et Marini entraîné par les flics.

La soirée sera chaude à Salerne, où de violents affrontements opposeront antifascistes et nostalgiques du Duce et du Führer… La police, pourtant favorable à l'extrême droite, sera même obligée d'arrêter une dizaine de squadristes commandés par Mele, avocat de la partie civile pour Falvella.

Vallo della Lucania, juillet 1974

Le procès reprend début juillet dans une petite ville isolée dans la montagne, ancien lieu d'internement au temps de Mussolini, Vallo del Lucania.

L'État est décidé à infliger une dure leçon aux antifascistes : plus de 2000 policiers sont sur place ; mêmes magistrats, même président.

Les débats prouvent de plus en plus l'innocence de Marini. Il apparaît même que Falvella serait mort faute de soins à l'hôpital de Salerne, et la participation de Scariatti à la rixe est mise sur le tapis. Peut-être est-ce lui qui a blessé mortellement Falvella ?

Mais une peine de 18 ans de prison est déjà prête dans les poches du ministre public Zarra, et Fienga veut lui aussi la condamnation de Marini. La sentence tombe : **12 ans de prison !**

La machine judiciaire a bien marché, pour le compte de l'État, des fascistes et des classes dominantes. Marini est condamné sans preuve de la mort de Falvella ; ça c'est la farce judiciaire. En fait Marini a été condamné pour son idéal anarchiste et les actions qu'il menait en conséquence, condamné pour être réduit au silence.

Procès en appel, Salerne, 2 avril 1975

Si, au premier procès, Marini a été condamné pour son antifascisme révolutionnaire, dans ce nouveau procès tout sera fait par l'État italien et « sa » justice pour condamner un homme qui sans raison, avec le fait aggravant d'être un anarchiste « sanguinaire », a tué un « passant ». L'État italien veut faire un procès de « droit commun » qui lui servira dans sa campagne anti-anarchiste.

En Italie, l'État fait tout pour amalgamer la lutte révolutionnaire avec la criminalité la plus crapuleuse. D'autre part, la stratégie des tensions dure toujours : les provocations et attentats fascistes sont systématiquement impunis et systématiquement dirigés contre l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est dans ce climat que s'ouvrira, le 2 avril, le procès en appel de Marini.

L'État et les classes dominantes feront tout pour passer ce procès sous silence. S'ils n'y arrivent pas, ils calomnieront. Les politiciens réformistes et sociaux-démocrates, soi-disant « populaires » ne bougeront pas : ils ont trop peur qu'à l'exemple de Marini, les exploités ne passent à l'action directe. Et les antifascistes de tribune se borneront à réclamer la justice d'une magistrature qui ne vend que « sa » justice, pour ne pas risquer de lever le voile qui masque la structure de classe de notre société, où le fascisme prend ses racines.

Tous ces gens-là préfèrent les cortèges funèbres, les cérémonies commémoratives et l'indignation à titre posthume. Les anarchistes préfèrent la vie et la lutte pour affirmer le droit à la vie et à la liberté.

C'est pour cela que nous devons tout faire pour que Marini soit libéré, que nous devons forcer la « justice » italienne à reconnaître les faits qui innocentent Marini et pour cela, la solidarité internationale est nécessaire.

Liberté pour Marini.

MOON... ET LES AUTRES

Bernard Lanza

AH ! Ils me font doucement rigoler, tous ces culs bénis qui n'ont pas de mots assez durs pour condamner au feu de l'enfer les adeptes de la fameuse secte Moon. Non que je ne sois pas d'accord pour reconnaître que cette maffia de dingues fascisants commence à nous casser les couilles, mais enfin, en quoi est-elle si différente, par ses agissements, tout d'abord des autres sectes (elles prolifèrent en ce siècle où le charlatanisme foisonne), et puis également des « vraies » religions, les officielles, celles qui ont pignon sur rue, et donnent bonne conscience à des millions d'abrutis et de salauds. Le bourrage de crâne : voilà, en tout cas, une pratique commune à tous ces « marchands de paradis ».

Moon possède de nombreuses usines, c'est vrai, il est milliardaire, c'est vrai, mais que faites-vous des richesses vaticanes ?

Tous ces chefaillons, catholiques, moonistes, bouddhistes, protestants ou je ne sais quoi, pour bazarder leur camelote, prétendent être les **seuls** détenteurs de la **vérité**. Tu parles, Charles !...

Alors, quand tel évêque, ou tel pasteur accuse Moon et ses complices de caricaturer le message de la Bible, il ne faut surtout pas s'y tromper : ils attaquent des **concurrents directs, des empêcheurs de prêcher en rond,** qui aspirent à leur faucher de la clientèle ; c'est une querelle de boutique, et ils se fichent pas mal des « enfants égarés », engagés dans la nouvelle croisade pro-yankee du « Messie de l'Orient ».

Toutes ces sectes religieuses, plus ou moins anciennes, ne sont le plus souvent rien d'autre que des déviations des églises traditionnelles, autrement dit des cliques renégates issues des grands partis bondieusards.

Nées de l'hindouisme, telles « La Mission de la Lumière Divine », aujourd'hui affaiblie par ses problèmes internes, ou les « Disciples de Krishna », voués à l'étude des « textes sacrés » de l'Inde ; ou bien d'origine chrétienne, comme les « Témoins de Jéhovah », qui interprètent littéralement la Bible, refusent l'armée (il conviendrait d'en parler plus longuement, ainsi que de leur « lâchage » de Lecoin, après tous les efforts et les sacrifices endurés par notre camarade pour arracher à de Gaulle un statut de l'Objection de Conscience), et se distinguent par le démarchage à domicile ; ou encore fruits de la « Jesus Revolution » américaine, comme ces inquiétants « Enfants de Dieu », qui recrutent surtout parmi les anciens drogués et les jeunes « marginaux », en étant à la fois hostiles au communisme et

Lettre ouverte à M. Giscard d'Estaing

Monsieur,
Le local du *Monde libertaire* a été plastiqué la nuit du 22 au 23 décembre, attentat revendiqué par la très chrétienne et très franquiste organisation « le Christ roi ».
Nous ne doutons pas que cet événement soit trop mineur pour que les pouvoirs y consacrent un semblant d'enquête.
Dans un temps où quotidiennement, on arrête trois ou quatre personnes, relâchées quelques jours plus tard faute du moindre motif, pour les remplacer par d'autres victimes d'abus de pouvoir et d'arbitraire, dans un temps où le gouvernement se consacre à la poursuite de complots imaginaires. Il est évident qu'il ne saurait s'attarder aux complots réels.
C'est ainsi que le fascisme peut se développer sur notre sol avec la bénédiction des pouvoirs.
Qu'eusse été si, non une bombe, mais un vulgaire pétard avait été lancé par un homme (immigré, exilé ou citoyen français) en mal de liberté et de justice ?
L'on peut imaginer d'ici le déploiement de forces de police qu'un tel geste aurait suscité.
Quelle erreur de dire que la justice est aveugle ! En fait elle est borgne, et si elle lorgne à gauche ceux qu'elle peut inculper, emprisonner et traduire en justice, en revanche, elle est atteinte de cécité pour tout ce qui concerne les crimes des nostalgiques de la dictature.
Nous nous réservons, Monsieur, de donner à cette lettre toute la publicité que nous estimons qu'elle mérite.

FRANÇOIS GARCIA ET LÉOPOLD TAMAMES
Le Monde libertaire *n° 219, février 1976*

VERS L'HEBDO !

D'**AUCUNS** se plaignent de la diminution des journaux d'opinion depuis la Libération. Ils n'ignorent pas que dans les milieux de la presse et de la politique tout le monde ergote sur l'objectivité que depuis longtemps on ne côtoie plus dans les journaux. Ils n'ignorent pas non plus que la grisaille s'est emparée de la presse, accélérée par la concentration et la fausse régionalisation de certains quotidiens, et que le sensationnel motivé par des impératifs financiers prime et conditionne le rédactionnel.

Tout ceci n'est qu'évidence comme l'est la faiblesse de formation politique des journalistes qui par ignorance, racontent n'importe quoi sur l'anarchisme tout en méconnaissant l'origine de notre mouvement qui représente la deuxième branche, et combien vivace, du tronc du socialisme. Ne parlons pas, bien entendu, de cette presse et des besogneux à sa solde qui, de mauvaise foi, oublient sciemment de parler de nous, sinon en termes pour le moins désagréables et dégradants. Croyez bien pourtant que depuis des décennies que nous nous démenons, tout le « Landerneau » des scribes ne peut pas ignorer, à moins de ne pas lire les dépêches, de ne pas sortir dans la rue, à moins de... bref, à moins d'exercer un métier sans conscience ou/et d'avoir la mentalité d'un épicier, ce qui est certainement la raison la plus plausible.

Reste la presse dite d'extrême gauche ou gauchiste, qui ne peut guère faire autrement sans risquer de perdre une partie de sa clientèle. Pour elle, comme pour les autres en définitive, son problème reste bassement arithmétique et trouve sa conclusion dans la clôture de chaque exercice mensuel. Son objectivité reste du même tonneau que celle de sa sœur ennemie – la grande presse – qu'elle souhaiterait bien supplanter.

Face à ce misérabilisme de la presse actuelle et malgré quelques tentatives sympathiques d'une presse d'extrême gauche, il faut bien constater qu'il ne subsiste plus de journal qui soit réellement d'opinion. On vend un produit selon des techniques de marketing et qui réponde à un profil type de lecteur, fût-il gauchiste. On vend du papier comme on vendrait du chou-fleur, on crée un faux-semblant dans le style, dans l'esprit, d'apparentes connivences lecteur-rédacteur et on sacrifie à la mode, à la démagogie, à un bric-à-brac politique sans consistance idéologique sérieuse.

Il nous est donc apparu qu'il était plus que jamais nécessaire de recréer des journaux d'opinion dans la même filiation de pensée que ceux qui existaient autrefois et dont la presse libertaire fut l'un de ses plus beaux fleurons. La presse gauchiste a réamorcé le processus et c'est à nous aujourd'hui de déblayer et poursuivre le chemin en allant plus loin et, d'une autre façon, en démontrant par notre volonté, qu'une telle presse peut encore exister parce qu'elle correspond à une nécessité profonde.

C'est dans cet esprit et en tenant compte de ce souci que le 31e Congrès de la Fédération anarchiste a opté pour le développement d'un *Monde libertaire* hebdomadaire. Cela répond à une attente réelle, à un besoin cent fois affirmé par nos lecteurs et nos sympathisants et par le récent sondage que nous avons réalisé et pour lequel vous avez été nombreux à répondre.

Nous espérons sortir l'hebdo dans les prochains mois de 1977, en tous les cas dès que nous aurons pu réunir les fonds qui nous font encore cruellement défaut. C'est de trente-cinq millions d'anciens francs dont il s'agit... La difficulté est surmontable, nous en sommes intimement persuadés et dans les groupes de notre mouvement nous œuvrons de façon à y parvenir rapidement. Mais, pour une telle aventure, l'effort militant serait-il suffisant qu'il ne nous satisferait pas. Nous n'entendons pas, comme certains de nos confrères de la presse gauchiste, tenir un journal à bout de bras et avec l'argent facile. L'effort, la volonté de réussite qui nous poussent doivent être à la mesure du monde que nous voulons faire naître et le lecteur, le sympathisant doivent également prendre conscience de la dimension de la tâche à accomplir et, à leur façon, apporter leur pierre à l'édifice. Dans les semaines et mois à venir, nous comptons sur votre soutien actif pour parvenir à la rapide sortie de l'hebdo, comme nous compterons encore sur vous par la suite pour cerner de plus près l'événement et disposer des informations capables de faire surgir la vérité et les réalités d'un système de vie et d'une civilisation moribonds.

Jamais nos appels ne furent vains. Encore une fois, car l'enjeu en vaut la peine, nous ne doutons pas un seul instant de votre soutien massif.

Le Monde libertaire *n° 228, décembre 1976*

● ● ● antisémites, tous ces groupes (dont certains, ne nous leurrons pas, dépassent allégrement le million d'adeptes dans le monde) sont de dangereux miroirs aux alouettes où des jeunes (et parfois aussi des moins jeunes), angoissés, désorientés, avides d'absolu, viennent en espérant trouver ce qu'ils cherchent en vain dans cette absurde société de mensonge et de profit. Hélas! ils ne font que s'y brûler les ailes.

Au début de février, un reportage du quotidien régional *Le Progrès* a réussi à passer trois jours chez les disciples lyonnais de Moon, en se faisant passer pour un sympathisant.

C'était son droit de ruser, pour en ramener une enquête qui n'est pas dénuée d'intérêt, et parvient à nous montrer la secte sous son vrai jour, ce qui – à vrai dire – n'est guère alléchant.

Ce journaliste raconte aussi qu'il a rencontré, durant son séjour au « centre de formation » de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, un homme d'une cinquantaine d'années qui ne cachait pas sa sympathie pour les idées pacifistes intégrales et libertaires, et qui était venu là en simple curieux.

Il ne m'appartient pas de juger les raisons qui ont poussé Michel (que je connais) à vouloir apporter la contradiction et entamer la polémique au sein même de cette secte. Il me semble seulement – mais je me trompe peut-être – qu'agir de la sorte n'apporte rien de positif pour la propagation de notre idéal révolutionnaire et social, mais risque plutôt d'amener de l'eau au moulin de ces apprentis sorciers, qui ne manqueront pas de vanter leur « tolérance » et de clamer leur bonne foi.

Toujours est-il que, sectateurs ou orthodoxes, tous ceux qui se réclament de la Bible et se sentent en accord avec ce verset: « Continue de leur rappeler d'être **soumis et obéissants envers les gouvernements, et envers les autorités comme chefs** », ceux-là ne sont pas seulement des vulgaires crétins réactionnaires, mais aussi des pauvres moutons de Panurge, dont la crédulité imbécile représente un obstacle majeur à franchir sur la route difficile de l'émancipation, pour le bonheur des hommes. ✖

ÉDITORIAL

La rédaction

VOICI LE PREMIER NUMÉRO du *Monde libertaire* hebdo! – Enfin, serions-nous tentés de nous écrier! Ce *Monde libertaire* hebdo a une histoire. L'histoire de la patience, de la volonté, de la confiance. Une histoire d'amour! Pour construire cet outil indispensable à la propagande anarchiste, il fallait de l'argent, beaucoup d'argent! Nos lecteurs nous ont donné cet argent, ce qui est une marque inestimable de confiance envers les militants qui animent nos groupes, qui administrent notre Fédération, qui confectionnent le journal. Une réponse également aux chiens qui suivent la caravane en aboyant! Oui ce numéro du *Monde libertaire* hebdo est l'histoire de la patience de ceux qui ont souscrit depuis plus d'un an et que nous avons tenus informés, mois après mois, de la lente mais irrésistible progression permettant de réaliser le projet que nous leur avions soumis. L'histoire de la volonté de nos militants, mobilisés pour répandre, sous toutes ses formes la propagande nécessaire à la diffusion du journal. L'histoire de la ténacité d'une administration décidée à mettre *le Monde libertaire* hebdo à l'abri des fluctuations politiques et des contraintes idéologiques que les gouvernements et les partis politiques font peser sur la presse d'opinion!

Voici le premier numéro du *Monde libertaire* hebdo, un journal libre, ne devant rien aux fonds secrets qui alimentent des feuilles dites révolutionnaires à la solde des idéologies et des États impérialistes camouflés sous l'étiquette marxiste voire gauchiste! Un journal qui a su, grâce à ses méthodes de fabrication, se mettre à l'abri du chantage permanent des « cellulards » qui ont envahi la corporation du Livre. Un *Monde libertaire* hebdo, pour quoi faire?

La société est en train de changer, l'économie est en crise, les politiciens aux abois se déchirent. Il y a un an l'euphorie régnait dans ce monde politique traditionnel. La droite misait sur le plan Barre pour sortir de la crise, la gauche sur le programme commun pour parvenir au pouvoir. Nous écrivions alors dans notre journal, qui n'était encore qu'un mensuel que la crise qui secouait le pays n'était pas une crise d'adaptation aux évolutions de l'économie, mais une crise du régime lui-même. Que celui-ci était en train de crever de la prise de conscience des pays pauvres possédant des richesses naturelles, de leur exploitation par les pays riches et que le plan Barre pas plus que le plan Rocard ne changerait quelque chose, qu'aucune greffe ne prendrait sur le corps d'un système usé jusqu'à la corde. Aujourd'hui le plan Barre a échoué, le programme commun a volé en éclats. Ni l'un ni l'autre n'ont pu résister aux contradictions qui contractent la société capitaliste. Et c'est pour dire ça, en serrant au plus près et de façon concrète les luttes quotidiennes des femmes et des hommes contre l'exploitation de classe, que *le Monde libertaire* hebdo était devenu une nécessité!

Le Monde libertaire hebdo, organe de la Fédération anarchiste sera attentif aux mouvements de son temps. Ses préoccupations dépassent la cadre de la nation. Il réaffirmera sa vocation internationaliste. Il sera sans indulgence pour tous ces petits requins de la politique-fiction, qui attendent avec impatience de prendre la place des politiciens chevronnés qui occupent l'avant-scène! Il sera présent dans toutes les luttes que livrent les femmes et les hommes de notre temps, pour desserrer le carcan qui les tient à la gorge depuis l'origine. Il sera présent et participera au combat pacifiste, anticlérical, syndical, écologique, autogestionnaire. Il combattra pour que la liberté, l'égalité, la fraternité descendent du frontispice des monuments officiels, pour se répandre dans la vie quotidienne.

BAADER N'EST PAS PUIG ANTICH L'ÉTAT RESTE L'ÉTAT

L'**HYSTÉRIE** antiterroriste des mass médias, de la grande, petite et moyenne bourgeoisie, des gouvernants et du plus grand nombre des prolétaires, s'explique aisément. D'une part, on ne change pas facilement ses idées préfabriquées, d'autre part on vous les entretient.

Puig Antich et le MIL. On se souvient des positions erronées qui furent dispersées: les sources d'informations émettaient des thèses puis les modifiaient.

Puig, d'anarchiste, devenait marxiste puis était, une fois mort, retransformé démagogiquement en anarchiste.

En Espagne: lutte armée – cette guerre de classes sous le diktat franquiste.

En Allemagne, la flambée révolutionnaire n'a pas connu la « douce » répression des soixante-huitards. Ce fut immédiat et démesuré. La violence policière allemande rappelle plus celle des dictatures sud-américaines et autres que la réaction dure dans les sociétés « libérales ».

Au cas particulier des militants de la RAF, la violence subie, l'isolement plus l'interdit d'expression (groupe de presse à la Hersant) marginalise et produit ces regroupements terroristes affrontant les vestiges et l'amorce de l'État SS.

N'ignorons pas l'égale qualité d'attentats atteignant Carrero Blanco ou le Grand Quartier Général US en Allemagne.

N'ignorons pas les fortes poussées démocrates et libertaires en Espagne et le magma totalitaire, bureau-technocratique d'Allemagne.

Les mêmes actions ne peuvent avoir les mêmes effets. Ici, elles font pression, là, elles appellent la perfection de la tutelle étatique.

Disons-le, l'État allemand, largement dirigé et influencé par les anciens et nouveaux national-socialistes a trouvé, par l'Europe, une nouvelle synthèse nationaliste dont l'Allemagne se fait capitale et modèle.

Nous revivons Weimar et l'écrasement des spartakistes, nous assistons dans nos banlieues européennes, au massacre de l'ultra-gauche. Les nouveaux philosophes du Saint-Germain-des-Prés occidental s'ébaudissent sur les goulags marxistes, et, près de nous, les goulags universitaires ont laissé la place à un nouvel univers concentrationnaire dont les portes, aux frontières de l'Europe, appellent les « sans-travail » à la macabre inscription du « travail qui fait la liberté ». Les Schleyer, PDG formés à Auschwitz ont désormais droit aux funérailles nationales avec parfois la participation de leurs victimes passées…

Le bilan de l'affaire Schleyer

D'abord, la démonstration explosive de la toute puissance étatique policière outre-Rhin: des millions d'individus interpellés et donc fichés (rappelons-nous déjà l'épisode de Kalkar), ensuite, ni l'État germanique ni, normalement, les terroristes de la RAF, ne reculent plus devant l'exécution capitale de leurs otages. D'autre part, démontrée dans les faits, un nouveau pas vient d'être franchi dans l'unité internationale des polices et de l'intoxication.

De même disparaît le sacro-saint concept de non-ingérence entre pays.

Enfin, il semble qu'une nouvelle structuration de la classe politique internationale se concrétise, dont les récents sommets et déplacements diplomatiques (Poniatowski en particulier) ne sont pas étrangers.

De toute façon, la balle est dans le camp des gouvernants. Il est à prévoir que va percer une vague de répression antirévolutionnaire et antisociale réglant par là même la crise économique occidentale.

Le test allemand prouve la mise au pas du grand nombre des travailleurs de ce pays. Il préfigure la réaction de certains groupements réprimés et marginalisés. Il augure d'une stratégie mondiale dont aucun bloc n'aura à renier son voisin, en matière de gouvernement.

L'espérance libertaire va s'exacerber. Déjà, à Barcelone, à Bruxelles ou à Paris, des locaux ou librairies anarchistes sont saccagés; à Athènes, à Paris ou en Bulgarie, des militants sont assassinés.

Devant ces provocations, l'isolement qui suivrait des campagnes hystériques de dénigrement, la colère et la révolte qui ne peuvent être que les nôtres, il convient d'envisager dès maintenant les lendemains de fête. Comme aux matins noirs du syndicalisme, les anarchistes doivent veiller à se fondre dans les couches laborieuses, humanitaires et pacifistes, engager ainsi, mieux armés et moins vulnérables, un stade différent dans leur combat contre l'État mondial.

J. GOCHOT

Le Monde libertaire *n° 241, 3 novembre 1977*

Mais les militants de la Fédération anarchiste ne se font aucune illusion sur la densité des réformes susceptibles d'être arrachées à la société de classe. Lutter pour les obtenir a l'avantage d'éclairer les populations et de démontrer que leur limite est tracée par la volonté pour le capitalisme de continuer à exister. Et c'est la raison pour laquelle *le Monde libertaire* hebdo, comme le fut avant lui *le Monde libertaire* mensuel, sera un journal révolutionnaire dont le but est une société sans classe, sans autorité, sans État, dont l'objectif immédiat consistera à détruire l'économie du profit et la morale judéo-chrétienne qui la justifie.

La tâche sera rude! *Le Monde libertaire* hebdo la mènera sans défaillance avec l'aide de ses lecteurs qui sont à l'origine de sa parution. C'est eux et eux seuls qui peuvent en faire le grand journal du mouvement ouvrier français. Nous comptons sur eux, ils peuvent compter sur nous. Au bout d'un chemin dont personne ne peut mesurer les difficultés ni la longueur, c'est la révolution socialiste libertaire qui reste le but que collectivement nous nous fixons. ✖

BRIGADES ROUGES ET VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Pierre Bigorne

JEUDI 16 MARS, Aldo Moro chef du gouvernement italien quitte son domicile pour se rendre au Parlement. En chemin, un commando des Brigades rouges attaque le cortège et tue sur le coup les cinq gardes du corps. Avant que la police ne parvienne sur les lieux, le commando réussit à s'enfuir en emportant avec lui Aldo Moro. Une heure plus tard, les Brigades rouges revendiquent l'attentat et exigent en échange d'AIdo Moro la libération de leur chef Curcio actuellement en procès à Turin.

En parfaite logique, les réactions ne vont pas se faire attendre. Le Premier ministre Andreotti réunit son cabinet et lance un appel à toutes les forces politiques et syndicales « pour que le pays ne se précipite pas dans une spirale d'insurrection ». Les députés, qu'ils appartiennent à la droite ou à la gauche tiennent le même langage : c'est la guerre à l'ordre démocratique, certains proposent le rétablissement de la peine de mort.

Le Parti communiste italien lance un appel aux travailleurs afin qu'« ils s'unissent pour la défense des institutions républicaines ». Pour ce parti, l'enlèvement de Moro entre « dans le cadre de l'assaut subversif dirigé depuis longtemps contre la démocratie italienne ». Les plus fortes réactions de désapprobation vont venir en fait des organisations de classe des travailleurs, les syndicats. Les trois centrales italiennes ont appelé à la grève générale pour le jeudi ainsi qu'à manifester dans la rue pour protester contre le rapt. Au nom des directions syndicales, Luciano Lama déclare que l'enlèvement est en fait une « grande agression contre l'État italien » (si au moins c'était vrai !), qu'à ce titre les ouvriers doivent réagir.

Une fois de plus, les « révolutionnaires » chauds partisans de l'avant-garde prolétarienne armée, ont réussi une action politique magistrale : un peu plus de répression étatique, un peu plus d'union nationale. Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas pour nous de pleurer sur le fidèle représentant de la bourgeoisie italienne qu'est Aldo Moro. Son rapt nous laisse indifférents et nous n'avons que faire de pleurer sur un tel acte. Cette affaire ne laisse pas de place pour les sentiments humains, elle est avant tout politique.

En menaçant d'exécuter une tête de l'État italien, les BR colportent une théorie de la lutte révolutionnaire peu convaincante, pire, dangereuse. Ériger en théorie la violence révolutionnaire (comme la non-violence), c'est une fois de plus vouloir écarter le vrai débat qui se situe avant tout sur le rapport de force existant entre les classes. Les BR italiennes comme la Fraction armée rouge allemande agissent d'une manière complètement erronée espérant drainer derrière eux un prolétariat au sein duquel l'hégémonie réformiste ou stalinienne est écrasante.

Certes, les auteurs de cet enlèvement sont courageux mais il est évidemment bien plus facile d'un point de vue politique de mener ce type d'actions spectaculaires plutôt que de faire un véritable travail en profondeur au sein de la classe ouvrière. En agissant ainsi, les BR se coupent des travailleurs auxquels ils s'adressent, ils les envoient manifester avec les organisations bourgeoises pour demander plus de fermeté étatique.

Évidemment, on pourra nous dire que ce genre d'actions montre bien que l'État est défendu par tous les politiciens, de droite ou de gauche. C'est la réalité même mis à part qu'on oublie le fondamental.

La lutte révolutionnaire, ce n'est pas la guéguerre politique, ce n'est pas la masturbation intellectuelle, ce n'est pas un groupuscule qui pense et agit pour les autres. Ce type d'action est dangereux parce qu'il fait l'économie de l'analyse, indispensable dans la pratique des luttes. Il est suicidaire parce qu'il plonge le mouvement ouvrier dans le réformisme, il est enfin malhonnête.

Il est cent fois plus facile de parler du prolétariat lorsqu'on n'est pas un prolétaire soi-même. Les étudiants de

CONTRE LE FASCISME, ACTION DIRECTE !

DEUX camarades, Lorenzo Janucci et Fausto Tinelli, âgés de 19 ans, ont été sauvagement assassinés par une horde fasciste le 18 mars dernier à Milan (*ML* n° 261).

Nos deux camarades militaient au centre social Leoncavallo, un centre de jeunes prolétaires qui était le lieu de regroupement des jeunes travailleurs, des jeunes chômeurs, étudiants, lycéens. Par la présence active de camarades anarchistes et autonomes, ce centre social avait de multiples activités sur le quartier, et était le plus important lieu de rencontre et d'animation à Milan. Outre les interventions sur les problèmes du quartier (contre-information sur le travail et l'exploitation des jeunes, création d'un centre pour « délinquants » autogéré), nos deux camarades élaboraient un dossier sur le trafic de l'héroïne par la maffia et les fascistes avec la complicité des pouvoirs publics.

Fausto fréquentait un lycée artistique de Milan et intervenait politiquement dans son école au sein d'un noyau libertaire. Lorenzo travaillait comme menuisier.

Dernièrement, le centre social était devenu le lieu de débats et de rencontres d'une forte opposition de classe qui s'était développée à Milan, chez les jeunes travailleurs et les marginaux. Ce centre constituait en quelque sorte le siège de ce mouvement.

Une vaste campagne de provocations et de dénonciations des activités du centre social fut développée par la presse locale bourgeoise, qui eut pour résultat d'exciter les bandes fascistes contre les camarades qui fréquentaient le centre. Le soir du 18 mars, à la sortie d'une réunion, à quelques distances du local, Fausto et Lorenzo tombaient sous les coups des fascistes. Les camarades du centre social appelèrent à une mobilisation générale. Ils réaffirmèrent leur antifascisme prolétarien et dénoncèrent l'État et le PCI qui cherchent dans la lutte antifasciste à ressouder « l'unité nationale » contre le terrorisme, cachant aux travailleurs leurs véritables ennemis.

Une grève générale, qui fut réclamée par les camarades, se concrétisa pour la CGIL (centrale communiste) à une heure d'arrêt de travail pour réunir des assemblées sur la violence (celle des Brigades rouges ou celle des fascistes ?) et pour la CISL et FUIL à une heure prolongée, pour permettre aux travailleurs d'assister aux obsèques de Fausto et Lorenzo.

Évidemment, il était difficile pour ces syndicats de faire plus pour les camarades quand, une semaine auparavant, ils déclenchèrent une grève générale pour la défense… d'Aldo Moro, ancien chemise noire de Mussolini, et contre les Brigades rouges et toute la gauche extraparlementaire !

Cependant les travailleurs répondirent à l'appel de nos camarades et une foule immense assista aux funérailles de Fausto et Lorenzo : 100 000 travailleurs, déterminés, de toute la région milanaise, manifestèrent le mercredi 22 mars à Milan !

La participation massive de la population « démocratique » et ouvrière a été exceptionnelle, malgré la campagne de presse qui tenta de démontrer que ces assassinats n'étaient que le résultat d'une « guerre de bandes » sur la drogue ! Le travail de contre-information des camarades a été positif. Cela démontre par ailleurs le rejet par une frange importante de la classe ouvrière de leur « représentant historique » le PCI et de sa succursale, la CGIL, véritable chien de garde du capital. Aujourd'hui, avec l'enlèvement d'Aldo Moro, la politique fascisante du gouvernement n'est plus à démontrer.

La collaboration de classe éhontée des partis politiques de gauche, ainsi que le soutien des syndicats au plan d'austérité, n'offrent plus d'autre perspective aux travailleurs soucieux de sortir de la crise, que la lutte révolutionnaire, autonome, extra-institutionnelle, et contre les partis politiques et les syndicats.

La solidarité envers nos camarades italiens sauvagement assassinés, après Pinelli, Serantini, comme envers tous les camarades et tous les travailleurs qui subissent les agressions des forces réactionnaires et fascistes doit s'affirmer ! On ne peut se contenter d'un billet de décès dans le journal, on ne peut se contenter de mots ! Le fascisme, ce n'est pas lorsque 15 camarades seront assassinés ! Le fascisme se manifeste lorsque nous ne pouvons pas nous exprimer ! Dans le quartier, sur le lieu de travail, à l'école… dans toutes les manifestations de la vie quotidienne ! Le fascisme, ce sont les agressions verbales ou physiques que nous subissons, tous les jours, et que cela vienne de droite, de gauche voire d'extrême gauche.

La lutte anarchiste est spécifiquement antifasciste, et elle exige une mobilisation permanente et sans faiblesse.

La mort de nos deux camarades est terrifiante ! C'est le fascisme triomphant qui écrase la liberté ! On doit se battre !

Laisserons-nous d'autres camarades se faire assassiner ? Aujourd'hui l'Italie, demain la France ?

JEAN-CHARLES CANONNE

Le Monde libertaire *n° 266, 27 avril 1978*

● ● ● Pouvoir ouvrier qui ont donné naissance aux Brigades Rouges peuvent s'adresser à travers leurs manifestes aux ouvriers, aux masses exploitées. C'est de la foutaise et de la rigolade. Les Brigades rouges ignorent tout de la réalité ouvrière pour la bonne et simple raison qu'ils n'ont jamais trempé les doigts dedans.

N'importe quel révolutionnaire (fut-il le plus radical) qui travaille dans une entreprise, qui lutte avec ses compagnons d'ateliers, ne lancera pas une bombe dans l'usine pour construire la société communiste. S'il le fait, il sera alors complètement isolé et mis à l'écart par ses camarades de travail et à partir de ce moment-là, ce militant n'aura plus qu'à quitter l'entreprise s'il veut poursuivre son action révolutionnaire. Pour beaucoup, cette affirmation n'a pas besoin d'être expliquée en long et en large, c'est une réalité qui apparaît à beaucoup et que l'on vit quotidiennement.

Nier cela, c'est être à côté de tout un tas de choses qui font la vie quotidienne des travailleurs et de nous-mêmes. On ne changera pas la société en dégommant tel juge ou tel ministre, laissons cela aux joueurs de billes et de soldats. Pas plus qu'hier nous ne comptons donner notre soutien politique à ceux qui aiment jouer les martyrs. ✖

IRAN : UN PEUPLE EN MARCHE, MAIS VERS QUOI ?

Alain Sauvage

C'**EST MAINTENANT** un vaste mouvement populaire qui paralyse l'ensemble de l'économie iranienne. Désormais, aucune issue ne paraît possible sans le départ du Shah. C'est là en effet le seul véritable point commun entre les centaines de milliers de manifestants qui défilent chaque jour dans les rues de Téhéran et des principales villes du pays.

Est-ce vraiment l'ayatollah Khomeiny qui dirige, depuis sa villa de la banlieue parisienne, ce mouvement d'insurrection ? Voilà la question qu'il faut se poser si l'on veut savoir où va l'Iran, à quel régime politique peut aboutir la crise actuelle. Il est certain que c'est lui qui, au nom de l'ensemble du clergé chiite, lance depuis le début les mots d'ordre de grève et de manifestations qui sont largement suivis. Mais dans un pays où la liberté d'expression n'existe absolument pas, il faut bien comprendre que toute manifestation sur la voie publique qui ne serait pas massive est suicidaire et que, par conséquent, un appel venant des autorités religieuses peut être saisi par les autres opposants comme l'occasion d'apparaître avec un minimum de risques.

Ce n'est certes pas l'ayatollah qui dirige les manifestations vers les ambassades des États-Unis et qui leur dicte les mots d'ordre du style « Yankee go home! » Certes tous les opposants au régime du Shah savent bien que celui-ci ne tient en place qu'avec l'appui américain, que ce sont les États-Unis qui l'ont installé sur son trône, mais les opposants anticommunistes ne sont pas assez stupides pour minimiser l'importance d'une caution américaine au futur régime. Par conséquent, on peut se demander si l'ayatollah Khomeiny n'est pas rien d'autre qu'un symbole, une étoile de l'exil, dont la popularité aurait été grandie à dessein par les mass-médias qui voient la nécessité de faire porter à une autorité crédible la responsabilité totale des événements récents.

Il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'importance des religieux dans la société iranienne, comme en témoigne d'ailleurs l'absence totale des femmes dans les manifestations de rues. Mais il faut comprendre que ce mouvement rassemble aujourd'hui tous les opposants, depuis les musulmans intégristes jusqu'aux militants d'extrême gauche. Cette alliance conjoncturelle n'est liée, encore une fois, qu'aux mots d'ordre communs contre la dynastie des Pahlevi et ne peut manquer d'éclater dès qu'un nouveau régime s'installera à Téhéran.

Mais au-delà de la politique intérieure, l'Iran est un enjeu international de première importance. À la charnière entre le Proche-Orient et l'Asie qui sont deux zones d'affrontements entre les super-puissances, l'Iran est un bastion au service des États-Unis. Première puissance militaire de la région, il a pour rôle d'empêcher la pénétration soviétique vers le Proche-Orient. Si l'Iran devait basculer dans le camp de l'URSS, les conséquences en seraient considérables pour l'équilibre des forces au niveau mondial ; l'URSS obtiendrait ainsi une ouverture sur l'Océan indien, ce qui lui permettrait d'intervenir plus efficacement dans les conflits qui agitent le Sud-Est asiatique en même temps qu'un passage direct vers la Syrie qui est son alliée le plus objectif dans la lutte contre l'État d'Israël. L'enjeu pétrolier passe alors au second plan, surtout depuis que l'on a appris la découverte au Mexique de gisements plus importants que ceux dont dispose l'Iran.

Le soutien actif que les États-Unis n'ont jamais cessé d'apporter au Shah ne s'explique pas autrement. Par

• • •

conséquent, il est de la plus haute importance pour le président Carter de trouver une alternative au régime actuel. Les récentes démarches de la diplomatie américaine auprès de l'ayatollah en exil démontre bien que la survie du régime des Pahlevi n'est plus qu'une question de jours et que les États-Unis ont décidé de remplacer un homme qui ne peut plus leur servir.

C'est que l'ayatollah Khomeiny reste bien la seule alternative possible pour éviter que l'Iran ne bascule dans le bloc soviétique. C'est un musulman qui réclame un régime faisant respecter la loi coranique, mais qui est suffisamment capable d'interpréter les règlements religieux afin de ne pas entamer le développement du capitalisme et de la société de consommation.

Il faut en effet bien se garder de confondre les deux branches de l'islamisme, les Sunnites d'une part qui sont les intégristes, les Chiites d'autre part qui sont les « modernistes ». Certes, la religion musulmane n'en perd pas pour autant son caractère essentiel qui est d'abrutir et d'enrégimenter les masses, d'empêcher toute libération intellectuelle et sexuelle des individus (et surtout des femmes) en imposant une morale rigide et exigeante. Mais il ne fait pas de doute que l'interprétation chiite du Coran laisse présager la possibilité d'une certaine évolution positive. Comment, d'ailleurs, peut-on imaginer pire régime que celui du Shah d'Iran?

À partir de là, les États-Unis semblent avoir compris leur intérêt et fait un choix simple: porter les religieux chiites au pouvoir en évitant que les troubles sociaux ne dégénèrent en révolution. Il ne semble pas, en effet, qu'un gouvernement civil bénéficiant de l'appui de la hiérarchie religieuse doive rencontrer beaucoup d'opposition. L'extrême gauche est trop faible pour se permettre de tenter un putsch qui entraînerait à la fois la réaction des États-Unis et des classes politico-religieuses d'Iran sans pour autant recueillir l'assentiment des Soviétiques.

Toutefois, il existe une certaine incertitude quant au prochain déroulement des événements. Elle provient du ton de plus en plus nettement anti-américain des manifestations populaires, et on peut se demander dans quelle mesure un gouvernement installé avec la bienveillance, sinon le soutien direct des États-Unis, pourra recueillir l'assentiment d'une majorité d'hommes. L'ayatollah ne jouerait-il pas sa popularité en acceptant l'aide d'une puissance étrangère discréditée?

Quoi que nous réserve l'avenir, une chose est certaine. C'est tout un peuple qui est en marche en Iran. Mais il ne sait pas vers quoi s'achemine sa destinée. Il rêve certainement d'une société différente, il rejette à coup sûr tous les régimes dictatoriaux. Mais les états-majors politiques sont là qui cherchent à le berner en lui imposant des solutions qui ne correspondent pas à ses intérêts. Torturé et traqué par les Pahlevi, mitraillé pendant les manifestations de ces derniers mois, manœuvré comme un pion par les superpuissances, il risque de se retrouver à nouveau au bout du fusil. La seule véritable incertitude consiste aujourd'hui à savoir quelle main tiendra ce fusil: nouvelle dictature militaire ou État religieux? Dans tous les cas, le peuple iranien est perdant. Berné jusqu'au bout, peut-être comprendra-t-il ensuite que le chemin de sa libération passe en dehors des voies religieuses et politiciennes.

LES SALT

D'ACCORDS EN DÉSACCORDS, de portes claquées en chaudes poignées de main, les SALT continuent leur petit bonhomme de chemin.

On claironnait que les « grands » allaient offrir à leurs victimes le merveilleux cadeau de leur entente sur une limitation d'armes nucléaires. Ils allaient enfin se montrer conciliants. À tout prendre, ce n'est plus en leur honneur, le mal est déjà fait, ayant construit juste ce qu'il faut de trop pour nous faire disparaître une bonne fois pour toutes.

La terreur règne! Il semblerait normal que l'on arrêtât toute course aux armements supplémentaires. Et c'est ce que veulent faire les gouvernements US et russe, mais tout en se ménageant la possibilité d'une percée technologique qui remettrait en cause l'équilibre obtenu et ainsi donnerait la suprématie mondiale à l'un des deux. Les SALT?... un marché de dupe pour l'hégémonie.

L'équilibre de la terreur existe! Chaque antagoniste ayant suffisamment de bombinettes pour causer à un éventuel agresseur d'insoutenables dommages. Mais plus que l'obtention d'un équilibre définitif, chaque adversaire recherche la supériorité sur l'autre, justifiant sa volonté en prétendant que la paix en dépend. C'est ainsi que lors de son règne, le divin Nixon réaffirmait à Nashville qu'il maintiendrait son pays à la tête du monde parce que cela constituait un facteur de paix; au congrès antinucléaire de 1965 à Moscou, Bertrand Russell et d'autres avaient présenté une motion condamnant sans distinction les possesseurs d'armes nucléaires. Ce à quoi ils s'étaient vu répondre: « Comment pouvez-vous comparer notre bombe qui sert à défendre la paix avec celle des américains qui est impérialiste? » (?!?!)

En principe d'accord avec l'instauration d'une paix mondiale durable, États-Unis et URSS ne posent qu'un unique préalable: que soit reconnue la domination internationale de l'un d'entre eux. La paix est devenue une valeur monnayable à souhait. À croire qu'ils veulent se garder une porte de sortie au cas où cela irait mal pour leur pouvoir: la guerre.

La guerre, jugement de Dieu, où après le premier missile lancé tout le monde tuera l'autre pour l'« honneur », pour une « juste revanche sur l'agresseur ». Seul le nationalisme de la mega mort est le ciment de ces traîne-bombes. Que l'on touche au pouvoir de ces terroristes sur les individus, et l'on voit que les idéologies sacro-saintes marxistes ou capitalistes volent en éclats.

DIOGÈNE

Le Monde libertaire *n° 296, 11 janvier 1979*

OÙ EN EST LE LARZAC ?

Jean-Émile

APRÈS le jugement de la Cour de cassation du 7 mai 1980, les paysans du Larzac ont notifié à l'autorité militaire, le recouvrement de leurs droits de propriétaires. Cette notification contraint le pouvoir à reprendre la procédure juridique sous quatre mois s'il veut poursuivre son projet d'extension du camp militaire du Larzac, de 3 000 hectares à l'heure actuelle à 17 000 hectares.

Eh bien, c'est chose faite ! Le gouvernement, au début de la semaine (le 20 octobre 80), a recommencé l'enquête parcellaire concernant 66 exploitations du Larzac, celles-là mêmes dont la procédure d'expropriation avait été annulée en mai dernier par la Cour de cassation, pour vice de forme. Cette enquête a débuté à Millau à grand renfort de gardes mobiles et CRS, et bien sûr, les paysans du Larzac étaient présents et ont bloqué pendant deux heures l'accès à la mairie au commissaire-enquêteur chargé de réaliser l'enquête.

Les paysans ont annoncé, lors de cette manifestation que « 66 agriculteurs dont les parcelles doivent être acquises par l'armée ne se présenteraient pas devant le commissaire-enquêteur, et que le rapport qui doit être remis à M. Bernard (préfet de l'Aveyron), au terme de la procédure, serait vierge de toute doléance ».

Les paysans ont également demandé que les registres soient ouverts dans une salle de la mairie de Millau, ainsi que dans les huit autres communes concernées par cette enquête, afin que chaque personne puisse y consigner ses doléances. Déjà, à la fin de la première journée d'enquête figuraient, sur ces registres, quelques remarques, alors que celui du commissaire-enquêteur restait vierge. Ces registres seront transmis au préfet de l'Aveyron à la fin de l'enquête parcellaire.

Donc, c'est reparti ! Pourtant, quatre jours avant, le ministère de la Défense avait publié un communiqué appelant à la concertation. Il était dit entre autres : « L'objectif demeure de réaliser un camp militaire utilisable par l'armée tout en maintenant sur place le plus grand nombre possible d'exploitations agricoles et en harmonie avec la vie locale. » Quant au maintien d'un maximum d'exploitations agricoles, il est vrai que les moutons pourront venir pâturer sur le camp militaire le samedi et le dimanche (proposition tout à fait sérieuse des autorités militaires, il y a quelque temps), car comme chacun le sait, les moutons, ça ne mange que deux jours par semaine, c'est bien connu !

Comme on peut le voir, le pouvoir joue sur les deux tableaux : la concertation et la reprise de la procédure d'expropriation, cette dernière ne servant que de moyen de pression sur les paysans pour activer la concertation. Pourtant, l'extension du camp du Larzac ne fait pas l'unanimité dans les instances kaki. Alors, pourquoi cet acharnement ? Il s'agit en fait de réaliser des opérations de spéculation sur des terres du Larzac au profit de tristes sires, style de la Malène et de Bernis, qui ont fait pression sur le ministre de la Défense pour que la décision d'extension soit prise après qu'ils se soient portés acquéreurs de propriétés sur le Causse du Larzac. Ce qui a permis à de Bernis de réaliser, en l'espace de huit ans, un bénéfice net de 2,72 millions de nouveaux francs en vendant 900 hectares aux Domaines. Ce qui fait la modique somme de 340 000 francs par an !! Opération juteuse, comme on peut le voir.

Dans « notre » belle société libérale avancée, une centaine de paysans ne pèse pas lourd face à des ordures comme de Bernis afin qu'ils puissent arrondir leurs fins de mois.

Voilà actuellement la situation sur le Larzac. Mais il y a fort à parier que la solution de la concertation sera retenue, aussi bien du côté du pouvoir, des paysans du Larzac, que de tous les élus locaux et organisations professionnelles.

● ● ●

Henry Poulaille n'est plus...

Né à Paris en 1896, notre ami Henry Poulaille s'est éteint le 30 mars dernier. Pour les jeunes générations, les nouveaux venus à l'anarchie, ce nom ne leur dira sans doute rien. Et pourtant...

Ecrivain peu connu, qui bénéficia cependant d'une certaine vogue entre les deux guerres, il fut le fondateur et l'animateur de l'école de littérature prolétarienne. Sa grande théorie: l'authenticité; seul un ouvrier peut raconter la condition ouvrière, lui seul peut la décrire, montrer ses peines, ses joies, ses luttes. Vaste programme!

Il ne fut pas de ceux qui vont travailler à l'usine pour observer ses congénères mais bien par nécessité. Orphelin à douze ans, son premier travail fut de rincer des bouteilles dans une pharmacie et livrer l'eau minérale aux bourgeois. Ses lectures: *la Guerre sociale, le Libertaire, les Hommes du jour.* Il avait hérité cet intérêt pour l'anarchie de son père l'ouvrier charpentier, lecteur de ces brochures dynamites qui faisaient la propagande libertaire de l'époque. Seul, il dévora tous les journaux qu'il put trouver, s'acheta un beau cahier, une paire de ciseaux et de la colle et se mit à découper tous les poèmes, toutes les chansons, tous les dessins qui lui plaisaient. Cela ferait hurler aujourd'hui plus d'un collectionneur pour qui l'aspect pécuniaire de ces journaux l'emporte sur leurs valeurs sociales.

C'est en grande partie grâce à ces collages que nous avons pu réaliser le quatrième tome des *Œuvres* de Gaston Couté. Merci Poulaille. On se souvient de lui à Cachan, sa vue diminuée toujours en train de chercher sa loupe et ses caramels mous, toujours en train de gueuler contre un pseudo n'importe quoi qui avait voulu gagner de l'argent sur son dos.

Henry Poulaille décrivit son enfance, sa guerre de 14 et son retour d'après-guerre dans une série d'ouvrages édités chez Grasset et aujourd'hui épuisés (on dit que Stock veut les ressortir).

Grasset l'embaucha. Il devint secrétaire puis directeur des services de presse. Il y révéla Giono, Edouard Peysson, Ramuz et contribua à faire connaître Gorki, Knut Hamsun, Panaït Istrati et Thomas Hardy. Il fait paraître ses revues *Maintenant, le Nouvel Âge* et travailla en érudit sa passion pour le cinéma et pour le théâtre (un livre sur Chaplin, un autre sur Molière et plusieurs recueils de contes pour enfants). Tout au long de son parcours il a toujours obéi à sa conscience, refusant de parvenir, il fut de tous les mouvements pacifistes (il signe en 1939 le tract de Louis Lecoin: « Paix immédiate »), n'écoutant que sa seule volonté d'idéal social, pacifiste et libertaire. Il fut un des rares à avouer avoir eu la trouille en 14-18, et être content d'être blessé à la main par un éclat d'obus et d'échapper ainsi au carnage.

Nous tenons à saluer en lui un homme sans lequel la pensée prolétarienne n'aurait jamais pu se faire entendre et peut-être même ne jamais exister.

Il nous a confié sa dernière préface pour un Aristide Delannoy: un crayon de combat, autre anar en acier trempé, mort tuberculeux en 1911.

Toute une vie fidèle à son idéal de fraternité et de justice sociale, celle du prolo, du besogneux, du sans-grade, du militant obscur et efficace, optimiste et passionné.

Pas étonnant Poulaille qu'il y ait eu moins de monde à ton enterrement qu'à celui de Sartre. On a les funérailles qu'on mérite...

Le Vent du Ch'min

Le Monde libertaire no 356, 1er mai 1980

Rappelons-nous les déclarations des paysans et des élus locaux à la suite de la décision de la Cour de cassation en mai dernier. Avoir lutté dix ans pour en arriver là, c'est-à-dire à marchander des hectares avec l'armée, je trouve ça un peu dur. Mais est-ce bien surprenant? En effet, jamais durant ces dix années de lutte, n'a été remis en cause le rôle de l'armée, de **toutes les armées,** et encore moins de l'État, de **tous les États.** Et sans cette remise en cause, la lutte du Larzac était vouée à l'échec, sauf bien sûr pour les politiciens de tous poils en mal de pouvoir. Échec, car l'armée arrivera à ses fins (peut-être avec quelques concessions), c'est-à-dire à l'extension du camp du Larzac alors que pas un hectare ne devrait servir à l'entraînement de l'armée.

Au Larzac comme ailleurs, **non à l'armée sur le Larzac! non à toutes les armées!**

Communiqué

Mercredi 8 octobre, la Fédération anarchiste a donc donné son gala du *Monde libertaire,* gala auquel participait Bernard Lavilliers. Ce concert était organisé au profit de l'achat du nouveau local de l'organisation (145, rue Amelot, Paris 11e).
Dès le mardi soir, 8 500 billets étaient vendus. Ce résultat dépassait notre espérance et prouvait que les 25 000 affiches collées à ce propos, dans toute la région parisienne, avaient fait leur effet. On peut noter au passage que très peu de journaux se sont fait l'écho de ce gala. Une fois de plus, nous n'avons pu compter que sur nos propres forces et nous n'avons pas à nous en plaindre. Si quelques incidents se sont produits lors de l'entrée des spectateurs, incidents dus à l'énervement légitime de l'attente sous la pluie et aussi à une vingtaine d'individus qui ont confondu anarchisme et bordel, le déroulement du spectacle s'est passé sans heurt. Lavilliers a chanté pour l'occasion ses chansons les plus militantes, laissant un peu de côté, et c'est peut-être dommage, rythmes brésiliens et reggae, tout en affirmant au passage sa haine du pouvoir.
Bref, nous avons tout lieu d'être satisfaits de ce gala. Nous remercions Bernard Lavilliers et ses musiciens, ainsi que les 9 000 spectateurs.
Nous vous convions au prochain gala de la Fédération anarchiste que nous espérons réaliser entre les deux tours des élections avec Mama Béa.

Relations extérieures de la FA

Le Monde libertaire *n°371, 16 octobre 1980*

DU SYNDICALISME POLITIQUE... ATTENDRE ET VOIR ?

Alain Sauvage

LES RÉACTIONS dans les organisations syndicales, au lendemain de l'élection de Mitterrand à la présidence de la République, correspondent étroitement à l'attitude adoptée par chacune d'entre elles avant le scrutin. FO qui, fidèle à sa tradition, ne s'était pas engagée, est bien la seule à ne pas crier victoire ; cela ne l'empêche nullement de nourrir quelque espérance et de se précipiter derrière le nouveau locataire de l'Élysée pour demander la reprise des négociations que le précédent chef de l'État s'acharnait à boycotter. Pour les autres, c'est un cri de victoire, plus ou moins vibrant suivant l'engagement pris dans la campagne électorale. Mais il est surtout intéressant de voir dans quelle mesure ce changement politique entraîne la modification du paysage syndical.

Minimalisme ou maximalisme ?

Il n'y a pas, pour le moment du moins, de virage à proprement parler. La CFDT poursuit l'application de son recentrage qui l'avait amenée, il y a quelques années déjà, à réviser en baisse ses revendications par souci de réalisme. On peut d'ailleurs mesurer aujourd'hui combien cette démarche devait peu au refus de l'attentisme électoral, ainsi que certains tentaient de l'expliquer pour mieux faire passer l'évolution de la centrale vers la collaboration de classes.

Edmond Maire a toutes les raisons de se réjouir que les critiques de la CGT à son encontre se limitent à parler de « minimalisme ». On ne peut être plus poli ! Il est vrai que la CGT éprouve le besoin de se préparer à une situation nouvelle qui la place, selon ses propres termes, dans la majorité présidentielle. Dès lors, les mots ne doivent pas faire illusion. « Nous ne serons pas les prêcheurs syndicaux d'une austérité dite de gauche », dit Krasucki. Ou encore : « Ce n'est pas parce que nous allons négocier avec un pouvoir de gauche qu'il faut penser que tout va se faire tout seul. Il ne faut jamais, à aucun moment, attendre que tout se règle par le haut ». Voilà donc les intentions de la CGT.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! La CGT ne croyait pas à la victoire de Mitterrand et la stupéfaction qui vient de l'ébranler lui dicte une conduite faite de faux-fuyants et d'attentisme post-électoral. Qu'attend-elle donc ? De savoir s'il y aura ou non des ministres communistes.

De la réponse à cette question dépend l'attitude qu'elle prendra dans les mois à venir : souple, conciliante dans l'affirmative, intransigeante dans la négative. Du maximalisme au minimalisme prôné d'ores et déjà par la CFDT, il n'y a qu'un pas.

En dehors de ces invectives désormais coutumières qui opposent les deux premières organisations syndicales, FO semble seule conserver toute sa sérénité d'organisation « responsable ». Son seul désir est de relancer le plus tôt possible les négociations à froid dont elle a fait depuis longtemps le fer de lance de sa politique d'action. Pour l'heure, sans se décider à chiffrer ses revendications, elle semble prête à se contenter, d'ici au 1er juillet, de l'octroi d'une cinquième semaine de congés payés.

Une revendication prioritaire

Bergeron a d'ailleurs annoncé clairement la couleur en déclarant : « Je ne suis pas de ceux qui disent qu'on peut sauter comme ça de 40 heures à 35 heures. » En même temps, Maire publiait le programme de la CFDT réclamant les 35 heures pour tous dans les 5 ans ! Décidément, on demandait beaucoup plus au régime précédent. En fait, le calendrier de la CFDT est beaucoup moins précis qu'on ne pourrait le croire. Maire a pris des précautions pour expliquer cette position, en expliquant qu'il fallait bien 5 ans pour que certaines catégories de travailleurs qui font actuellement plus de 60 heures hebdomadaires descendent à 35, mais que dans la fonction publique cela pourrait bien entendu aller plus vite. Certes, mais alors qu'en pensent les fédérations CFDT de la fonction publique ? Citons simplement pour exemple la fédération des PTT qui vient, dans la droite ligne des positions confédérales, de réclamer la semaine de 39 heures ! Les postiers apprécieront qu'on se paie ainsi leur tête.

Il est vrai qu'on ne leur demande pas de se battre pour obtenir une telle amélioration. Elle est censée se faire toute seule, en douceur. Donner dans l'immédiat quelques miettes et s'engager sur un calendrier, aussi étalé soit-il,

n'est-ce pas le meilleur moyen de se prémunir contre d'éventuels mouvements de grève qui seraient préjudiciables à l'ordre et à la stabilité socialistes? Les 35 heures tout de suite, c'est possible! Mais il faudra se battre!

Et les salaires ?

S'il fallait une preuve du misérabilisme de nos organisations syndicales, on pourrait prendre l'exemple des revendications sur les salaires. Ceux-là même qui se sont refusés pendant des années à organiser une riposte générale contre la baisse du pouvoir d'achat, le plus souvent pour des raisons d'attentisme électoral, présentent aujourd'hui aux patrons une note des plus modestes qui suffirait tout juste à rattraper le retard pris depuis les augmentations considérables de 1968. 3500 francs tout de suite, réclame la CGT; dans trois ans, répond la CFDT! Quant à FO, la référence aux sacro-saintes négociations interdit tout chiffrage.

Pourquoi une telle modération alors que ceux qui ont tant misé sur l'accession de la gauche au pouvoir devraient être persuadés que le nouveau gouvernement va accéder à la majorité des revendications syndicales qui sont d'ailleurs presque toutes inscrites au programme électoral de Mitterrand? Réalisme, répondra-t-on. Ce réalisme consiste à dire qu'une trop grande augmentation des salaires provoquerait un dérapage inflationniste de l'économie et empêcherait le nouveau gouvernement de s'attaquer en même temps au problème du chômage, ce qui réduirait rapidement à néant les avancées conquises avec facilité. Nos dirigeants syndicaux se posent donc en quelque sorte en conseillers économiques du président, comme si celui-ci semblait décidé à en faire trop, trop vite.

En fait, ils font l'impasse sur les bénéfices colossaux amassés durant un septennat d'austérité par la plupart – pour ne pas dire la quasi-totalité – des entreprises. Chacun à son tour de se serrer la ceinture! Enfin, aucune organisation syndicale n'envisage, pour atténuer les effets inflationnistes d'une brusque augmentation des revenus, de ne l'appliquer qu'aux revenus les plus bas. Seules, la CFDT semblait ces dernières années se faire l'avocate des augmentations uniformes dont le seul but était de diminuer l'écart hiérarchique des salaires. Encore une illusion du « recentrage » destinée à abuser les militants de base et qui disparaît face à la réalité! Maire a été on ne peut plus clair: si la CFDT revendique toujours une réduction de la hiérarchie des revenus, elle réclame à présent un élargissement de la hiérarchie des salaires ouvriers. Une fois de plus, si l'on suit ce schéma, ce sont tous les gagne-petit que l'on va emmener à la bataille sur des revendications qui leur rapporteront moins qu'à tous les cadres, petits et moyens, dont la majorité est rarement la première à se battre dans les entreprises.

Priorité aux bas salaires, augmentations non hiérarchisées (non calculées en pourcentage), tels sont les deux axes qui devraient guider aujourd'hui une action syndicale soucieuse de gêner le moins possible le nouveau gouvernement. Mais nos responsables n'ont pas dû y songer. Qu'on ne s'en étonne pas, puisque les militants qui constituent pour l'essentiel les appareils syndicaux appartiennent aux couches les moins défavorisées de la classe ouvrière. On n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Il est faux de dire que l'augmentation des droits syndicaux, comme des droits des travailleurs en général, ne coûte rien aux entreprises et que le patronat et l'État seraient pour cette raison plus disposés à lâcher du lest dans ce domaine contre une limitation des revendications quantitatives. C'est faux parce qu'une organisation syndicale ne revendique de telles modifications que pour s'en servir contre le patronat pour appuyer l'action d'ensemble. Ainsi, donner aux syndicats un droit de veto sur la modification des conditions de travail, en matière d'hygiène et de sécurité comme en matière d'emploi, donnerait des armes pour l'avenir afin d'empêcher que les acquis ne soient aussi rapidement rognés. Il permettrait également, sans recourir à la grève, d'obliger les patrons à des dépenses supplémentaires. La protection des élus du personnel contre la répression et les licenciements abusifs est de toute évidence insuffisante, puisque des milliers d'entre eux sont chaque année licenciés pour des motifs des plus futiles qui cherchent à peine à masquer les raisons véritables. Les syndicats entendent bien dans l'immédiat se battre pour l'annulation du plus grand nombre de mesures discriminatoires, car faire réintégrer des militants dans une entreprise, c'est augmenter ses moyens de mener la lutte.

Il est d'ailleurs significatif que la CGT ait précisé, au milieu de ses attaques personnelles contre la CFDT, que l'entente lui semblait possible dans ce domaine. Garantir les droits acquis dans le passé et en conquérir de nouveaux, voilà sans doute le plus sûr moyen de préparer les combats à venir. Encore faut-il savoir utiliser les armes que l'on s'est données, et ce n'est pas l'impression que donnent par exemple les négociations des conventions collectives.

Vive la grève !

Les nouvelles conditions créées par l'arrivée de la gauche au pouvoir permettent-elles de prévoir que la classe ouvrière va se réveiller, après tant d'années de soumission? Attention! L'histoire ne se répète jamais, et ceux qui construisent leur stratégie sur le modèle de 36 risquent fort de tomber dans une impasse. La stratégie du débordement n'est pas *a priori* à rejeter, mais il faut avant tout en avoir les moyens.

Face au consensus généralisé des organisations syndicales par un attentisme post-électoral, la tâche des anarchistes peut paraître immense. Ils devront avant tout chercher à développer leur présence dans les entreprises et dans les syndicats. La période qui s'ouvre peut se révéler propice à un tel développement. Il s'agit donc d'être présents pour empêcher que le désenchantement qui ne manquera pas de suivre les réformes timides des socialistes ne profite à la droite. Les anarchistes me paraissent tout désignés pour accomplir cette tâche en raison de leur non-engagement dans le processus électoraliste qui a amené Mitterrand au pouvoir.

Nous devons être là pour dire que nous ne saurions accepter que les revendications ouvrières soient bradées par souci de paix sociale. La semaine des 35 heures, nous ne la voulons pas aux calendes grecques! L'augmentation des bas salaires, c'est possible en s'attaquant aux profits et aux revenus des hauts cadres! La répression que nous dénoncions chez Giscard, nous ne l'acceptons pas non plus de la part d'un gouvernement de gauche! C'est la lutte des travailleurs qui seule pourra imposer des changements décisifs et irréversibles en s'attaquant aux fondements du système capitaliste. Retroussons nos manches, camarades, pas pour faire profiter le patronat, fût-il de gauche, mais pour nous battre. ✖

FICHAGE INFORMATIQUE
LE PRÉTEXTE TERRORISTE

S. Basso

LES LOIS, c'est bien connu, sont faites pour être violées, non par le commun des justiciables, bien sûr, mais par ceux-là même qui les édictent. Ainsi, c'est en toute illégalité que le pouvoir et sa flicaille ont entrepris la mise en place du « fichier central contre le terrorisme ». Ces messieurs ont déjà engrangé dans les bobines de leurs ordinateurs des renseignements qui concernent 25 000 personnes. Or en vertu de la loi de 1978 qui traite de la question, la Commission nationale de l'informatique et des libertés aurait dû être préalablement avertie et consultée. Comme l'écrit bien gentiment *le Monde,* l'« erreur » a été réparée et MM. Joseph Franceschi, secrétaire d'État à la Sécurité publique, et Paul Roux, directeur central des Renseignements généraux, ont planché le 16 novembre devant ladite commission.

Faut-il rappeler que les politiciens qui nous gouvernent aujourd'hui étaient, avant le 10 mai 1981, les chevaliers sans peur et sans reproches de la lutte pour les droits de l'Homme, de la défense du citoyen contre les abus de pouvoir? Ils furent les plus ardents à dénoncer les dangers de l'informatisation de la société, à soutenir la mise en place de la CNIL et à exiger qu'elle fonctionne correctement. Aujourd'hui, ces messieurs ont remis leurs grands principes dans leurs poches et leurs discours électoraux par-dessus.

Le petit BKA socialiste

Le fichier made in France sera, n'en doutons pas, le petit cousin germain du grand BKA d'outre-Rhin. Bien sûr, pour atteindre la carrure athlétique de celui-ci, il lui faudra manger beaucoup de la soupe préparée par les flics de la PJ et les barbouzes de la DST et de la DGSE. Les Allemands, très méthodiques, ont mis sur pied un système gigantesque où deux millions de personnes sont fichées. Avec l'objectif de soixante mille noms qu'il annonce, M. Franceschi est beaucoup plus modeste, mais non moins inquiétant.

Un quart de Français, trois quarts d'étrangers, telle est la proportion prévue pour ce fichage. On peut légitimement se demander sur quoi se fonde M. Franceschi pour avancer d'ores et déjà de tels chiffres. Les prend-il sous son bonnet de police? Se fie-t-il à son seul flair de premier flic de France adjoint? Et de quels citoyens s'agit-il? Ce ne sont tout de même pas tous des porteurs de bombes et de mitraillettes car, quinze mille, ça ferait du boucan dans le pays!

De toute évidence, il s'agit de ficher 15 000 terroristes « potentiels ». Le « socle de l'édifice », nous dit-on, serait le fichier « violence politique » des RG qui comporte 2 000 noms, ce qui est déjà tout un programme. On nous affirme qu'il sera expurgé de « toute maladie infantile du gauchisme », c'est-à-dire, en clair, de ceux qui, après 68, ont tranquillement regagné leurs pénates bourgeoises et à qui on veut bien pardonner les frasques de jeunesse. Mais par ailleurs, les RG prévoient déjà que les « proportions politiques » du fichier seront d'un « bon tiers pour le terrorisme international, autant pour l'extrême gauche, le reste pour le séparatisme et l'extrême droite ».

La chasse au terroriste... potentiel

Alors comment dénicher, comment identifier le terrorisme « potentiel »? Comment trouver au sein de la population quinze mille individus répondant aux critères, présentant le « profil »?

La méthode allemande, n'en doutons pas, servira de référence. Il s'agira d'abord de ratisser tous les terrains où, selon la doctrine officielle, peuvent germer les graines de violence. Les libertaires, vous le pensez bien, n'échapperont pas à cette haute surveillance, ni tous ceux qui, dans un domaine ou un autre, sont catalogués comme contestataires virulents, les antinucléaires par exemple.

● ● ●

LA DÉTENTION DE ROGER NOËL

DÉBUT JUILLET, Roger Noël, qui faisait partie d'un convoi humanitaire d'aide à la Pologne venant de Belgique est arrêté à Varsovie. Son arrestation n'est pas isolée, mais il fait partie d'un « coup de filet » réalisé par la milice polonaise, parmi les animateurs de Radio Solidarnosc. Cette radio, créée début avril pour soutenir la lutte de Solidarnosc, était un important moyen au service de la résistance, surtout au niveau psychologique d'ailleurs vu le brouillage ininterrompu empêchant une large diffusion de ses émissions. Début juillet, après avoir arrêté quelques membres de la radio, la milice fait une descente dans l'appartement de Z. Romaszewski, ex-membre du KOR et principal animateur de la radio. Lui-même n'est pas pris, mais plusieurs personnes sont arrêtées dont sa femme et Roger Noël qui venait livrer un émetteur FM. Le 7 juillet, un porte-parole de la milice annonçait son arrestation à la télévision et précisait que ce dernier avait déclaré être un « anarchiste belge ayant des sympathies pour Solidarnosc ».

Roger Noël est membre de l'imprimerie libertaire bruxelloise « 22 mars », et il a été très impliqué dans le mouvement des radios libres qui s'est développé ces dernières années en Belgique. Son geste de solidarité peut lui coûter de trois à quinze ans de prison, et les dernières nouvelles le concernant sont alarmantes. En prison depuis deux mois, il ne reçoit que de brèves visites d'un représentant de l'ambassade belge chaque semaine, et il a pu voir à la mi-août son frère et sa compagne. Il n'a été maltraité que juste après son arrestation, mais ses conditions de détention sont très dures pour son moral et sa santé. Il est avec d'autres détenus qui ne parlent pas français, est toujours soumis à des interrogatoires car l'instruction n'est pas close. On lui refuse des visites plus longues et plus fréquentes de sa famille. Il ne peut avoir ni livres ni journaux en français. Dans une lettre qu'il a pu faire parvenir à ses proches, il suggère bien la gravité de la situation en écrivant: « La prison polonaise est à l'État polonais ce que la prison belge est à l'État belge. »

Les autorités ont annoncé début août que Roger Noël serait jugé avec trois autres personnes, des Polonais de Radio-Solidarnosc. La date du procès n'est pas encore fixée, mais il devrait avoir lieu cet automne au plus tard. Si Roger Noël est condamné à plus de trois ans de prison, il n'aura pas la possibilité de verser la somme nécessaire pour acheter préventivement ses années de prison. Quant au ministère belge des Affaires étrangères, il n'intervient et n'interviendra que pour assurer uniquement à Roger Noël le respect de ses droits juridiques en Pologne.

On a peu de nouvelles des autres inculpés. Madame Romaszewski est emprisonnée rue Rakowiecka à Varsovie (tout comme Roger Noël) et il semble que les autres y soient aussi. Joanna Szczesna, ancienne rédactrice de l'agence Solidarnosc, également arrêtée dans le cadre de cette affaire, a été relâchée au bout d'un mois et reprise ultérieurement. Elle a un enfant de 4 ans qui se trouve maintenant à la charge de la famille.

La répression s'est de nouveau abattue sur Radio-Solidarnosc. Le 7 juillet, la milice avait publié un communiqué annonçant son démantèlement. Trois jours plus tard, Romaszewski, passé dans la clandestinité, émettait de nouveau pour démentir dans les faits cette affirmation. Après un silence d'un mois et demi, une nouvelle émission donnait la parole à des miliciens groupés dans un comité indépendant, qui ont appelé leurs collègues à ne pas obéir aux ordres de répression pendant les manifestations du 31 août. On comprend la rage des autorités, et malheureusement Romaszewski a été arrêté dans l'après-midi du 31 août. En Pologne aussi la lutte pour une communication libre doit être soutenue.

Le Monde libertaire *n° 453, 16 septembre 1982*

Il faudra ensuite décortiquer la personnalité de chaque suspect, connaître ses opinions, son caractère, ses relations. Ainsi risque d'être fiché celui qui, par une sorte d'enchaînement « logique », à partir de ses convictions et de sa psychologie, pourrait, selon la flicaille, devenir un terroriste. Et aussi celui qui fréquente des individus qui pourraient, etc., etc.

Si votre analyse vous conduit à ne voir d'autre solution aux problèmes actuels qu'un changement radical de société, que vous le proclamiez et que vous agissiez en ce sens, vous présentez là des caractéristiques qui pourraient bien justifier un fichage. De même si, autre exemple, votre tête a heurté violemment une crosse de gendarme mobile lors d'une manifestation de sidérurgistes ou d'antinucléaires.

Pour obtenir quinze mille noms, la police va tisser sa toile sur l'ensemble de la population. La logique de l'opération est telle que, de fil en aiguille, de filatures en inquisitions, la collecte de renseignements concernera toujours plus de gens. Et notre petit BKA deviendra gros. Irrésistiblement.

Le pouvoir peut donc difficilement nous faire croire que son seul objectif, avec la mise en place de ce fichier central informatisé, est la lutte contre le terrorisme. Certes, il souhaite contrer la droite sur ce terrain et réfute les accusations de laxisme. Mais la décision avait été prise en mai, c'est-à-dire avant la vague d'attentats meurtriers de l'été, opérations conduites par des gens qui manifestement ont les moyens de déjouer toute surveillance policière.

Alors, le but inavoué n'est-il pas de confectionner un outil performant pour la répression à toutes fins utiles, la crise économique pouvant déboucher sur une situation explosive? Il serait d'autant plus aisé de passer du fichage de « contestataires dangereux » à celui de syndicalistes combatifs que patrons et flics y collaborent depuis toujours.

Ainsi, dans ce domaine comme dans bien d'autres, la gauche au pouvoir a réussi à faire encore « mieux » que la droite. Et le premier flic de France socialiste et son adjoint pourront refiler le précieux héritage aux successeurs que l'alternance nous promet. Il pourrait s'en trouver de particulièrement musclés qui n'hésiteront pas à ficher les militants… du PS.

D'UNE ÉGRATIGNURE AU DANGER DE GANGRÈNE

Jean-Marc Raynaud

OUTRE « L'AVERTISSEMENT » lancé au gouvernement au premier tour et le « sursaut » du peuple de gauche au second, le fait marquant de ces élections municipales aura été sans conteste la polarisation des états-majors politiques et de l'électorat sur les problèmes de la sécurité et de l'immigration.

Certes, cela faisait déjà un certain nombre d'années que la sécurité et l'immigration se trouvaient au cœur de la vie politique française. Personne n'a oublié Peyrefitte et sa loi Sécurité et liberté, et tout un chacun se souvient du maire d'Ivry et de son bulldozer. N'empêche, hormis lors de quelques bavures du style de celle du bulldozer, la classe politique de ce pays abordait toujours les problèmes de la sécurité et de l'immigration avec une certaine réserve. Ou plus exactement avec une certaine ambiguïté. Car chacun le savait, le terrain était mouvant. Un mot malheureux et hop les médias en faisaient tout un fromage, n'hésitant pas à accuser son auteur de faire dans le racisme anti-jeune, anti-Arabe…, ce qui, aux yeux de l'opinion publique et de la France humaniste n'était pas du meilleur effet.

Bref, si on pensait très fort que les immigrés volaient le pain des Français, qu'ils représentaient une charge pour le système de protection sociale national, qu'ils étaient à l'origine de l'essentiel de la délinquance et qu'il convenait donc, pour toutes ces raisons, de les renvoyer dans leurs gourbis, on s'arrangeait cependant pour ne pas le dire ouvertement. On se contentait d'allusions plus ou moins déguisées et de sous-entendus. Les cris du fond du cœur du style « les Arabes dehors », on laissait cela à *Minute* et aux nazillons d'extrême droite. On laissait!…

Car lors de ces élections, la droite revancharde, managée de main de maître par un Chirac plus Goldorak que jamais, a carrément laissé tomber le masque en mettant le racisme anti-immigrés au centre de sa stratégie du rassemblement des mécontents. À Paris, à Dreux et ailleurs, en effet, le RPR s'est mis à accuser ouvertement la force tranquille d'avoir livré le pays aux hordes bronzées d'outre-méditerranée. L'insécurité dans les villes, la délinquance, c'était les immigrés! Les voleurs de travail, c'était encore eux! Et les chiraquiens montraient du doigt Badinter « le laxiste ». L'homme qui avait aboli la peine de mort. Celui qui avait ouvert en grand les portes des prisons. Et ils clamaient leur haine à l'encontre d'un gouvernement qui tolérait que les « enturbanés » de la CGT et de la CFDT mettent l'industrie automobile française à genoux. Et ils la clamaient si fort que leurs frères ennemis de l'UDF, pour ne pas être en reste dans la course au titre du meilleur oppositionnel se mettaient eux aussi à barrir sur les mêmes thèmes. À Marseille, entre autres, Godin centrait toute sa campagne sur l'insécurité et les immigrés.

Dans un premier temps, devant le déferlement de cette démagogie à l'odeur de néo-poujadisme et de néo-fascisme, le gouvernement se contenta de faire le gros dos. Il fallait dépassionner, le débat, soi-disant. Aussi, à la xénophobie délirante de ses adversaires, il répondit par le bilan de sa gestion, persuadé que l'électorat, effrayé par la violence des propos de l'opposition, la sanctionnerait sans appel.

Hélas, trois fois hélas! Les résultats du premier tour ne laissaient pas l'ombre d'un doute. La campagne raciste de la droite avait fait un tabac chez les déçus du socialisme. Pire, séduite par la fermeté des propos de Chirac, une

partie de l'électorat de gauche était passée avec armes et bagages dans le camp de celui qui se présentait comme le défenseur de l'ordre et de la patrie menacés. Et pire encore, une partie de l'électorat communiste avait carrément voté Le Pen.

Dans ces conditions, il convenait de se ressaisir et de rectifier le tir. Aussi, entre les deux tours, la gauche se mit brutalement à durcir le ton. La démagogie populiste des Chirac, Gaudin et compagnie fut dénoncée comme étant de nature factieuse. Et surtout, tout en continuant à faire des effets de manche sur le mode de l'antiracisme, on mit carrément le paquet pour expliquer au bon peuple de France, qui avait été désorienté par les sirènes de droite, qu'en matière de sécurité et de limitation de l'immigration, la gauche n'avait pas de leçons à recevoir de l'opposition. Defferre, entre autres, se mit à clamer sur tous les toits que jamais personne avant lui n'avait autant augmenté les effectifs policiers et que pour ce qui concernait les expulsions d'étrangers, il avait carrément battu tous les records. Ah mais!

En clair, après avoir pris conscience qu'en période de crise le mécontentement populaire, pour peu qu'on lui balise bien la route, se cristallise volontiers sur des thèmes comme ceux du désordre, de l'insécurité et de l'immigration, le gouvernement socialo-communiste avait décidé, pour barrer la route à la droite, de se mettre lui aussi à caresser l'opinion publique dans le sens du poil. Et de toute évidence, cela fut payant. Plus de flics et moins de métèques, c'est une idée qui fait son chemin dans la tête de l'électeur moyen.

Bref, pendant ces élections municipales, le réformisme socialo-communiste fut vraiment en dessous de tout. Comme d'habitude, il a cédé à la facilité et a fait preuve d'un opportunisme répugnant. Car rien n'a été fait pour démonter la spirale de la haine mise en œuvre par la droite pour expliquer que les travailleurs immigrés sont exploités à mort par le capitalisme; qu'ils cotisent comme les autres à la Sécu et qu'ils en profitent moins que les autres; qu'ils ne sont pas davantage des acteurs de la délinquance que les Français « pur sang »; qu'ils sont touchés de plein fouet par le chômage... Et quant à avancer des arguments de l'ordre de la morale, bien évidemment ce fut du même tabac. Le silence. Pas un mot sur le fait que notre prospérité est bâtie sur l'exploitation du Tiers-Monde; pas un mot sur le soutien du capital aux dictatures sanglantes qui pullulent dans le Tiers-Monde; pas un mot sur les ventes d'armes à ce même Tiers-Monde; pas un mot sur les causes profondes de l'émigration, sur ce qui fait que des millions d'êtres humains sont amenés à quitter, voire à fuir leur pays d'origine. Et quant à expliquer que le meilleur moyen de supprimer la délinquance c'est encore de supprimer la misère et que si les frontières étaient abolies le problème des étrangers se poserait différemment!...

La gauche, on le voit, a donc préféré hurler avec les loups et crier haro sur le baudet de l'insécurité et de l'immigration, ce n'est pas seulement une erreur, c'est une faute. Qui sème ce genre de vent récolte toujours les mêmes tempêtes. Le racisme et le fascisme ne se tolèrent pas, même sous une forme « bénigne ». Que la révolution sociale fasse que les égratignures de ces dernières semaines ne mènent pas ce pays tout droit à la gangrène. ✖

Le récit de la saisie de Radio Libertaire

DIMANCHE MATIN, 28 août 1983, 5 h 40. Un militant de la Fédération anarchiste, en faction dans le quartier, tambourine à la porte du studio de Radio Libertaire: « Les flics! » L'un des deux animateurs présents retransmet immédiatement l'information à l'antenne. Mais la Fédération anarchiste ne dispose pas des coûteux moyens de communication de la police judiciaire!

Pour des raisons de course-poursuite (trois de nos militants seront interpellés aux abords du studio avant la saisie), le compagnon qui tentait de donner l'alarme, sans se présenter faute de temps, prend la fuite. Outre le téléphone, seul un équipement CB reliait le studio au mini-QG quelque part dans Paris. Isolés, les animateurs signalent, à six heures moins dix, que rien de nouveau, depuis cet appel anonyme à la porte et invérifiable, n'est intervenu.

Pourtant, par prudence, les militants à l'écoute se décident à rejoindre la Butte. L'un d'entre eux, prévenu par la CB, sillonne en voiture à six heures moins cinq le quartier, passe et repasse devant le studio. Rien, ni personne... mais soudainement, deux « civils » sortent en courant de l'immeuble de Radio Libertaire!

Cette fois l'alerte est franchement donnée. Trop tard. En moins de cinq minutes, le quartier est bouclé. Le saccage a commencé: le câble d'antenne est sectionné, la porte défoncée, les deux animateurs couchés à terre et « soignés » à coups de pieds; l'émetteur est désossé car intransportable, la table de mixage, l'équalizer, le modulateur et le fouet d'antenne embarqués dans un Saviem banalisé...

Militants et auditeurs, qui arrivent, sont contenus à chaque bout de la rue par une CRS tandis que la PJ et ses techniciens opèrent. Quelques brèves rixes ne feront qu'exprimer la rage et l'impuissance des témoins.

Deux maigres consolations: Radio Ici et Maintenant, grâce à un simple téléphone décroché par nos animateurs, retransmit en direct, durant trois minutes, le viol du studio! Et une affichette apposée sur notre émetteur: « Danger! émetteur piégé » a retardé le forfait. L'émetteur, bien sûr, n'était pas piégé!

Le Monde libertaire *n° 495 bis, 3 sept 1983*

VAGUE ROSE ET MARÉE NOIRE

Groupe du XV^e

APRÈS la vague rose de 81, la marée noire de 84. Qui a donc dit que les élections se suivent et se ressemblent ? Au terme d'une consultation que l'on s'est empressé de qualifier d'historique, le paysage électoral français en sort totalement bouleversé. Ainsi, les gagnants d'il y a trois ans sont aujourd'hui les grands perdants.

Les partis de gauche en général et le Parti communiste, en particulier, viennent d'essuyer une défaite retentissante qui sonne comme un désaveu flagrant de la politique qu'ils ont menée jusqu'ici. Les socialistes voient leur électorat fondre et, avec même pas 21 % des suffrages, ils sont ramenés à des scores d'il y a plus de dix ans ; tandis que de son côté, le PCF avec à peine plus de 11 % accentue encore sa chute inexorable. Entre 1979 et 1984, ce parti aura perdu plus de 6 points. Il s'agit là d'une hémorragie probablement irréversible et qui relègue ce parti en marge de la vie politique française.

De l'autre côté de l'échiquier parlementaire, la forte poussée escomptée de la droite n'a en revanche que partiellement profité aux partis de l'opposition de la liste Veil, mais bien plutôt au véritable gagnant de cette consultation : le Front national de M. Le Pen qui, avec 11 % des voix, devient du jour au lendemain une force politique, à caractère national, pratiquement au même niveau que le Parti communiste.

Qu'il s'agisse des partis de droite ou de gauche, il est évident que les élections sont destinées à laisser des traces. Et, tout au moins à court terme, leurs retombées ne sont pas forcément prévisibles. Des deux côtés, on se trouve aujourd'hui confronté à des « délicats » problèmes de choix stratégiques en vue des élections, sans appel celles-ci, de 1986. Ainsi, par exemple, du côté de l'opposition, on ne voit pas forcément d'un bon œil la poussée du FN qui, si elle se maintient, les mettrait dans l'obligation de pactiser ouvertement avec l'extrême droite.

Du côté de la gauche, le procès de Marchais a déjà commencé au sein du PCF, et quant à Mitterrand, il est pressé de toute part pour qu'il change de politique.

Au vu du renversement spectaculaire de tendance de l'électorat, on serait tenté de renvoyer dos à dos le vote de droite « excessif » des européennes avec celui tout aussi excessif de gauche de 1981. Mais les sautes d'humeur des électeurs ne nous fournissent pas moins un certain nombre d'indications et d'enseignements non négligeables et dont il faudra tenir compte dans les mois à venir. Plusieurs considérations s'imposent à nous, anarchistes, et tout d'abord, bien entendu, la montée de l'extrême droite et du fascisme en France qui ne peut plus être ni masquée ni minimisée.

Le fascisme pointe son nez

Jusque-là électoralement insignifiant, le Front national vient de réaliser une entrée fracassante sur le devant de la scène politique. Exploitant remarquablement l'impact des médias, Le Pen a recueilli les bénéfices des effets conjugués d'une montée indiscutable du racisme et de la xénophobie en France, ainsi que des mécontentements croissants de différents secteurs de la population déçus par les inconséquences des socialistes au pouvoir. Indéniablement, on se trouve en face d'une certaine « radicalisation » de l'électorat de droite et peut-être, pas seulement de droite – que Le Pen a su habilement exploiter, mettant l'accent sur des thèmes à forte charge émotionnelle comme celui de l'immigration.

Cette percée est importante, répétons-le, d'autant plus qu'elle ne peut pas être seulement mise sur le compte de la

montée du racisme. Celle-ci, en effet, n'explique pas tout et notamment les scores extrêmement élevés (avoisinant ou dépassant 20 %) obtenus par le FN dans certaines localités où le problème de l'immigration est mineur.

Néanmoins, si le danger Le Pen est là – et il serait erroné de le nier – nous ne pensons pas qu'aujourd'hui il puisse constituer une véritable menace en tant que telle. Il n'y a pas encore de « danger fasciste » en France. Et il nous paraît beaucoup plus important à l'heure actuelle de ne pas tomber dans le piège d'un antifascisme générique, hâtif, style « union des forces démocratiques », carte sur laquelle a misé, dès le début, le Parti socialiste, et qui constituera de plus en plus, dans les mois à venir, son atout majeur si ce parti veut encore espérer gagner les élections de 1986.

Échec de la gauche et du réformisme

Ce qu'il faut retenir surtout, et c'est le deuxième enseignement de ces élections, c'est moins la victoire de Le Pen que l'effondrement de la gauche.

Les partis du gouvernement ont cueilli là les fruits amers d'une politique maintenue volontairement ambiguë et contradictoire. Arrivés au pouvoir, à la faveur d'un ras-le-bol généralisé contre l'immobilisme giscardien, les socialistes n'auront fait depuis que poursuivre la même politique de droite. Et, les quelques velléités de changements économiques et sociaux du début ont été vite abandonnées au profit d'une politique plus « réaliste », avec austérité économique et restructuration à la clef. Mais encore, loin de contrer les critiques qui lui ont été adressées par la droite et l'extrême droite, toute une partie des mesures prises par le gouvernement socialiste n'a fait que confirmer leur bien-fondé. Notamment en matière d'immigration où les socialistes se sont vite empressés de relayer le discours de l'extrême droite par l'adoption de mesures d'expulsions déguisées.

Pouvait-il y avoir alors de désaveu plus grand que ce désintéressement quasi général des travailleurs pour ceux qui se désignent comme leurs représentants ? La politique de droite, « honteuse » des socialistes, a été donc ouvertement sanctionnée. Le dos au mur, Mitterrand devra maintenant faire des choix. Mais, quelles que soient les solutions retenues, elles ne pourront pas changer grand-chose à la situation actuelle des travailleurs.

Pour nous, la vraie question qui se pose n'est pas de savoir quelle politique doivent suivre les partis de gauche, pour éviter un échec probable en 86 ; mais de savoir si le PS ou le PC peuvent mener une politique différente de celle qu'ils ont poursuivie jusqu'à maintenant. Et nous savons parfaitement, pour l'avoir dit et répété dès le début, que la réponse est non.

Quel que soit le personnel gouvernemental en place d'ailleurs, toute velléité de changement du régime capitaliste et étatique par l'intérieur ne peut être qu'un leurre pernicieux pour les travailleurs et nous venons d'en faire l'expérience, une fois de plus. En trois ans de temps, les socialistes au pouvoir ont réussi à entamer tout un ensemble d'acquis des luttes ouvrières ; laissant les travailleurs démobilisés et affaiblis en face d'une droite de plus en plus ouvertement arrogante et agressive, toute prête à recueillir les fruits électoraux de cette politique.

Ainsi nous pensons que l'échec des socialistes au gouvernement, avant toute chose, doit être considéré comme l'échec criant du réformisme et du parlementarisme.

Pour nous, ces élections sonnent bien le glas des dernières illusions qui pouvaient encore subsister dans la classe ouvrière sur les possibilités de réussite d'une expérience socialiste dans une société capitaliste. Et elles permettront au moins, espérons-le, de contribuer à balayer le terrain des équivoques réformistes.

Changer de méthode

Ne nions pas l'évidence, l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire va entrer dans une période difficile où les travailleurs seront confrontés aux attaques de la réaction patronale en marche. Nous sommes bien dans une phase dynamique, mais dans laquelle, nous, libertaires, avons notre mot à dire.

Une nouvelle fois, la balle est dans le camp des travailleurs. Nous sommes bien à un tournant décisif pour les années à venir, et il faut que des choix clairs soient pris. Plus de temporisation possible, il faut que le mouvement ouvrier redevienne majeur, qu'il rompe la tutelle des partis politiques. Ce qui signifie en clair, qu'il faut dès aujourd'hui rompre avec la gauche et ses pratiques réformistes et parlementaires. Rompre avec la stratégie d'attente et de délégation de pouvoir qui l'ont conduit dans l'impasse actuelle, pour renouer avec des méthodes d'action directe et autogestionnaire.

Il faut enfin que les travailleurs se rendent compte que la meilleure des luttes antifascistes, la seule aussi qui puisse s'opposer efficacement au patronat et à l'État, n'est pas la lutte électorale mais celle qui consiste à développer leur autonomie de classe, celle qui permet d'instaurer sur le lieu de travail, sur le territoire, un rapport de force favorable. ✖

SUICIDE, MODE D'EMPLOI EN PROCÈS

Jean-Pierre Levaray

YVES LE BONNIEC, journaliste et écrivain libertaire, coauteur avec Claude Guillon de *Ni vieux ni maître* et de *Suicide, mode d'emploi,* passe en procès le 23 octobre à Paris.

C'est en avril 1982, aux éditions Alain-Moreau, que paraît *Suicide, mode d'emploi,* où en 290 pages, les auteurs disent que la certitude de pouvoir quitter la vie, au moment choisi et dans le minimum de souffrance possible est une source de sérénité et d'énergie pour vivre.

Dans le dernier chapitre, ils présentent une synthèse des informations techniques actuellement connues permettant de se donner une « mort douce » par intoxication médicamenteuse uniquement, les autres méthodes (armes à feu, gaz…) sont d'ailleurs explicitement déconseillées, parce que violentes et douloureuses.

La démarche des auteurs se rapproche de celle de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui compte 15 000 adhérents. Mais il n'est aucunement question dans ces pages d'incitation ou même d'apologie du suicide. « On ne se suicide pas parce qu'on a lu *Suicide, mode d'emploi,* disent les auteurs, comme feignent de le croire nos ennemis. Le simple fait de lire une liste de médicaments pousserait au suicide : c'est grotesque. » Pour l'instant, ce livre a été acheté, pour la France, par plus de 100 000 personnes qui sont loin de s'être toutes données la mort. D'autre part, dans *Suicide, mode d'emploi,* il y a une enquête détaillée sur les associations de prévention, une liste de centres anti-poison, etc., mais l'accusation n'en parle pas.

Les accusations

Yves Le Bonniec est inculpé pour avoir échangé un courrier avec Michel Bonnal, dans lequel ce dernier demandait confirmation de renseignements se trouvant dans le livre. Michel Bonnal s'est suicidé peu après.

Après avoir été inculpé d'homicide involontaire par fourniture de moyen, la justice a abandonné, mais l'accuse quand même de s'être abstenu de l'assister. « Yves Le Bonniec n'a pas permis une quelconque intervention auprès de lui [Michel Bonnal] en s'adressant à ses parents ou à d'autres personnes compétentes » (texte de la plainte). « Il ne s'est préoccupé ni de la personne à qui il envoyait cette lettre ni de sa famille. Il ne s'est pas soucié d'alerter l'entourage. Le ton de cette lettre aurait pu être différent […] Il aurait pu demander à son interlocuteur si sa détermination était réfléchie… »

À cela, les auteurs répliquent : « Michel Bonnal se sentait en confiance – le fait qu'il s'adresse à nous en disant « chers amis » ne nous paraît pas insignifiant – et ne jugeait pas utile de nous raconter sa vie, ou de nous faire partager ses réflexions sur son projet. »

À la première lettre de Yves, amicale et « dissuasive » (terme du Parquet), il ne choisit pas de répondre pour poursuivre le débat, mais se contente de demander deux précisions techniques.

« Lorsqu'un correspondant nous dit être "dans le désespoir", nous interroge sur le suicide par le feu, nous confie avoir pensé plusieurs fois à la pendaison ou qu'il "pense profondément à se faire disparaître" et que ce même correspondant nous réécrit deux mois plus tard pour demander des éclaircissements techniques sur un médicament cité dans notre ouvrage, il ne nous vient pas à l'idée d'insulter sa détresse en lui demandant si sa détermination est réfléchie. »

Les auteurs ont reçu plus de 200 lettres de ce type où les lecteurs demandent des renseignements, ils doivent les

détromper et leur expliquer que tout est dans le livre. Mais lorsqu'ils demandent des éclaircissements ou une confirmation, ils ne vont quand même pas répondre: « Débrouillez-vous ».

D'autre part, Michel Bonnal, ni aucun correspondant ne jugent bon d'indiquer l'adresse de ses parents ou de son médecin. Qui s'en étonnera? Alors qui prévenir? Les flics? Les psy? Idée grotesque et indécente! Claude Guillon et Yves Le Bonniec seraient les seuls écrivains, obligés de trahir la confiance d'hommes et de femmes désemparés, à devoir faire transiter leur courrier par un cabinet d'hygiène mentale!

La folie de Michel Bonnal

Michel Bonnal était fou, disent les parents et les accusateurs, il se croyait possédé par le démon. Il faut être bien fou pour croire au diable... Mais Michel ne parlait pas du diable dans ses lettres ni d'être croyant au point de vouloir entrer dans les ordres. Croire en Dieu et au Diable, est-ce un signe de folie? L'Église catholique croit bien aux deux et les curés, évêques, pape ne sont ni en hôpital psychiatrique ni sous neuroleptiques.

Il semblerait qu'on reconnaisse d'emblée à un père, à un mari, le droit de parler au nom d'un fils (majeur), d'une épouse, dès lors qu'ils sont morts. « Rien de plus révoltant que cette façon de se débarrasser de la volonté des disparus. » « Il ne s'agit pas de nier la peine ressentie, ni même de s'étonner de l'émergence de sentiments de culpabilité. Mais que les choses soient claires: les plaideurs n'ont pas le monopole de l'émotion. Ceux qui cherchent des coupables quand un proche a décidé de quitter la vie en trouvant ailleurs que dans son entourage une écoute fraternelle, ceux-là sont les ennemis de ceux qui sont morts. »

Parodie d'instruction

M^me^ Bertolini, juge d'instruction, et le Parquet prétendent que ce n'est pas l'auteur du livre qui est visé mais l'individu qui a signé la lettre reçue par Michel Bonnal. Comme s'il ne s'agissait pas de la réponse à un lecteur demandant des explications sur le contenu du livre!

Ce qui est souhaité en fait par l'accusation, c'est qu'une fois l'un des auteurs condamné, il sera facile d'obtenir que l'Assemblée nationale examine la loi déjà adoptée par le Sénat, dont l'un des effets immédiats serait la saisie de *Suicide, mode d'emploi.* Pour l'instant, ce projet n'a pu venir à discussion publique suite à un barrage du Parti socialiste, Badinter étant hostile à un tel texte, demandant la censure de tout texte étant hostile au suicide.

M^me^ Bertolini a adopté d'emblée le point de vue de la partie civile, elle accepte, alors qu'elle est manifestement irrecevable en droit, la constitution en partie civile de l'Association de défense contre l'incitation au suicide, qu'anime le père de Michel (Henri Bonnal) – voir plus loin.

Alors qu'elle n'a jamais pensé entendre un seul témoin susceptible d'avoir connu Michel, elle prend l'initiative de recueillir la déposition d'une certaine Ginette Gouin, au seul motif que sa fille se serait suicidée après avoir lu et annoté *Suicide, mode d'emploi,* aucun lien possible avec l'affaire Michel Bonnal. Seul lien, avec Michel Le Bonniec, le livre. Comme quoi c'est bien du procès du livre dont il s'agit.

D'autre part, le livre a deux auteurs, Michel s'adresse aussi à Claude Guillon, or pas un instant M^me^ Bertolini n'a songé à l'entendre, ne serait-ce que comme témoin; de même pour Alain Moreau, qui pourtant, lui aussi, reçoit des lettres de lecteurs.

Plus grave encore, M^me^ Bertolini a fait l'impasse complète sur les circonstances matérielles et sur les causes immédiates du décès de Michel. Il suffisait pourtant de lire le dossier pour se poser quelques questions de bon sens et mettre en doute les affirmations délirantes mais péremptoires de M. Henri Bonnal, selon lequel *Suicide, mode d'emploi* aurait fourni l'idée et la lettre l'instrument du suicide de son fils. Cette lecture, la défense la fera à l'audience.

L'ADIS

L'Association de défense contre l'incitation au suicide a été créée par le père de Michel, après le suicide de son fils au printemps 1983. Elle prétend regrouper les « victimes » de *Suicide, mode d'emploi* et mener une action de salubrité publique « contre la manipulation mentale », « le conditionnement au suicide » et les « diaboliques entreprises de mort » de ses auteurs.

Elle mène campagne pour une loi de censure supposée combattre ce qu'elle appelle l'« incitation au suicide ».

Henri Bonnal a rassemblé autour de lui des militants douteux, tels que des catholiques intégristes, des militants de Légitime Défense, ou des gens comme M. Guignement qui soutient partout que sa femme s'est suicidée après avoir lu *Suicide, mode d'emploi,* alors qu'elle s'est tirée une balle dans la tête, méthode explicitement déconseillée dans le livre. Enfin, M. Guignement a choisi pour conseiller M^e^ Garaud, apôtre de la légitime défense et de la peine de mort... sans commentaire.

UNIVERSITÉS MOUVEMENT ET PERSPECTIVE

La rédaction

LES ÉVÉNEMENTS, pour aussi rapidement qu'ils puissent évoluer, ne peuvent se passer d'analyses et de réflexions s'ils ne veulent pas se condamner à n'être que feux de paille sans lendemain. C'est donc à chaud, le vendredi 28 novembre, que nous avons interviewé quatre étudiants pour qu'ils nous livrent leurs réflexions sur la situation qu'ils vivent.

Cet entretien, qui fut diffusé dès le lendemain sur Radio Libertaire (émission « Forum »), regroupait Pierre, Philippe et Jean-Christophe venus de Nanterre et Christophe, de Jussieu. Pour commencer, ils ont réaffirmé leurs visions des objectifs poursuivis sur l'université par le projet Devaquet...

Philippe: Les facs deviendraient concurrentes comme des entreprises. Pour synthétiser l'esprit de cette réforme qui s'inscrit dans un projet de société libérale et qui vise à rendre l'université dépendante des lois du marché, on aboutirait non pas à la formation d'individus aptes à répondre à une masse de situations mais à la formation d'individus hyper professionnalisés dans une branche et complètement inaptes si les lois du marché évoluent entre le début et la fin de leurs études.

Monde libertaire: Nous n'avons pas encore parlé des lobbies qui sont derrière la mise en place de ce projet et des ultras qui essayent de faire de la surenchère. Pourquoi l'opposition au projet intervient-elle maintenant et de quelle manière? Il faudrait nous faire un petit historique. Il est bon aussi de rappeler que l'on dit souvent de l'université qu'elle est malade et qu'en fait le projet Devaquet ne sert qu'à légaliser des méthodes employées depuis un certain nombre d'années. D'une certaine façon, il n'est pas très loin de « l'élitisme républicain » cher à Chevènement. Quelles différences entre ces projets?

Philippe: Tu as raison de dire que ce projet n'arrive pas seul, isolé, car le gouvernement aurait changé le 16 mars 1986. Il est certain que la réforme Savary avait déjà tenté d'instaurer une concurrence entre les facs dans la création de certaines filières, comme les DEUST ou les Magistères. Ceux-ci visaient à faire coller l'université aux problèmes de l'emploi, du marché, de la rentabilité à court terme. Cette dernière était aussi prévue dans l'apparition d'orientations rapidement spécialisées pour former des gens compétents dans une seule branche. Il y avait donc passage d'une pluridisciplinarité à une spécialisation accrue. Ce projet n'arrive donc pas seul. Il est certain qu'il y a des applications anticipées du projet de loi Devaquet. Des universités comme Dauphine pratiquent déjà une sélection en recrutant les bacheliers avec mention. Il y a aussi une surtaxe d'inscription de 500 F. C'est plus ou moins légalisé sous forme de droits de polycopiés, de TD (travaux dirigés), etc.

Savoir pourquoi l'opposition arrive seulement maintenant, c'est quelque chose de difficile à cerner. Il est certain que ce projet apparaît un peu comme un catalyseur de tout un tas de revendications. Quand la grève a démarré à Nanterre, par exemple, c'était le « bordel » complet sans aucune organisation. La grève a été votée dans la panique la plus totale, on n'avait aucune idée de la tournure qu'elle allait prendre mais les gens restaient. Ils avaient envie de bouger, de manifester leur refus et leur colère. Le projet a servi de détonateur, mais il y a peut-être là un problème de fond plus global.

Christophe: On peut dire aussi qu'une certaine mobilisation avait commencé en province dès le mois de juin et que dès la rentrée il y a eu l'appel de Caen, qui a commencé à faire signer des pétitions contre ce projet Devaquet. La grève actuelle a donc démarré à Villetaneuse le 18 novembre, s'est étendue à Saint-Denis, puis à partir du 21 toutes les facs et lycées. Il y a eu un effet boule de neige.

Jean-Christophe: On assiste à une construction du mouvement de jour en jour et où les étudiants commencent à se poser des questions qui interfèrent un peu dans la réforme. On aborde maintenant le problème de l'autonomie ou celui, sans le nommer, de la hiérarchie d'une manière plus globale.

ML: On aborde plusieurs questions... Il y a la construction du mouvement qui est en cours, les manières dont il s'est structuré, ce qu'il fait aujourd'hui. D'autre part, il y a le travail des commissions, ce que vous avez comme projet au-delà du refus de la loi Devaquet...

Pierre: En ce qui concerne l'organisation de la grève à Nanterre, on a fait des assemblées de 1500 à 2000 personnes, mais on s'est vite rendu compte que le débat était impossible. On a donc fédéré cela en assemblées générales d'UFR (unités de formation et de recherche) qui rassemblaient 400 à 500 personnes. On a ensuite, au sein de ces UFR, commencé à débattre de la grève pour arriver à l'élection de délégués au comité de grève. On constate donc une forme de démocratie directe puisque les délégués sont élus sur la base de certains mandats qu'ils doivent respecter. Il n'y a pas de hiérarchie directrice de la grève. Cela pour préciser la structure du mouvement.

• • •

ML: Quels sont les rapports avec les organisations syndicales étudiantes?
Jean-Christophe: Il ne faut pas se leurrer. Il y a des tas de forces investies dans le mouvement. Ce qui caractérise la situation à Nanterre, c'est qu'on arrive à fonctionner sous la notion d'aide. Les structures aident de manière technique et l'on arrive à contrôler toute « idéologisation » du mouvement au sens péjoratif du terme, en avançant de manière pragmatique. [...]
Philippe: Il est bon de préciser que les syndicats apportent uniquement un soutien logistique. Ils ont bien compris cette volonté des étudiants d'éviter toute récupération et ont préféré disparaître complètement en rejetant leur étiquette pour pouvoir travailler. Est-ce que, dans ce cas, on peut penser que les syndicats agissent comme des taupes au sein du mouvement pour mieux magouiller... je ne pense pas. Ils pourraient exister en tant que coordination nationale des différentes facultés, mais ils sont tellement dépassés en ce moment par le mouvement de la base qu'on a mis en place une coordination nationale inter-facs qui est loin de regrouper uniquement des syndiqués.
Christophe: Un autre exemple, c'est la transformation des États généraux de l'UNEF-ID à la Sorbonne en États généraux des étudiants en grève. Il y avait des non-syndiqués et des militants d'autres syndicats délégués par leurs assemblées générales de facultés pour venir discuter, proposer, préparer un projet. L'UNEF-ID a bien dû laisser faire. Leur seule apparition, c'est par le biais des communiqués de presse ou les grandes interventions. La presse nous prépare de grands leaders. Mais il faut bien faire la différence entre des communiqués de presse de la Coordination nationale inter-facs ou du Comité inter-facultés contre le projet Devaquet et les déclarations du bureau national de l'UNEF-ID. Mais là aussi il ne faut pas oublier le rôle de désinformation que joue la presse.

ML: Ne voyez-vous pas un danger dans le fait que, par médias interposés, on assiste à la création de leaders du mouvement et ne craignez-vous pas un dérapage de ce dernier?
Philippe: Les syndicats étudiants ne s'effacent pas actuellement pour préserver l'unité mais bien parce qu'ils sont débordés par le mouvement. À Nanterre, les militants de l'UNEF-ID ont voté la grève à contrecœur tout simplement parce que la salle criait: « Grève générale! » à l'appel des étudiants de Villetaneuse présents. En ce qui concerne le débordement, on peut prendre comme exemple la spontanéité des lycéens qui sont descendus plusieurs fois dans la rue alors qu'ils n'étaient pas encadrés.
Pierre: Je voudrais insister sur ce phénomène des leaders. Il est évident que l'on assiste à une volonté du mouvement qui passe par l'émergence de leaders. Sur ce point, il est évident que la base les refuse totalement. On a assisté par exemple, lors de la préparation de la manif du 27, à la coordination nationale, à un mandaté qui au nom de sa faculté trouvait scandaleux que le journal *Libération* consacre suite aux États généraux une page entière à ceux-ci et une autre à Isabelle Thomas. Il est sûr que des leaders sont dangereux. Dans une perspective d'essoufflement du mouvement où la grève cesserait, on risque d'avoir d'un côté une base démobilisée et de l'autre des leaders qui parlent pour eux-mêmes ou qui négocient au ministère. Je ne pense pas que cela se produira ainsi car la base continue de pousser. Même si la grève retombait, les liens et la faculté d'auto-organisation créés pendant cette grève persisteront. Et donc le travail d'information quant à l'évolution de l'examen du projet à l'Assemblée nationale continuera de se faire, à mon sens, hors des structures syndicales.

ML: On peut parler aussi de l'apolitisme dont on qualifie ce mouvement, ainsi que des manières dont vous entendez gérer ces grèves.
Christophe: L'apolitisme revêt deux aspects. D'une part, il y a le refus des organisations et des tractations politiciennes. C'est en même temps un mouvement contrôlé par la base, très vigilante sur un certain nombre de manipulations possibles, et un mouvement avec une démarche politique.
Il y a un autre point important et plus compliqué à saisir. C'est vrai qu'il est apolitique au niveau du refus des différentes idéologies, même si l'on se réclame d'un certain nombre de valeurs comme l'égalitarisme, la lutte contre la sélection, etc. C'est donc un apolitisme intéressant à regarder, qu'il faudra étudier plus tard lorsqu'on aura pris un peu de recul. Pour ce qui est de la poursuite de la grève à Jussieu, les assemblées d'UFR ont discuté des occupations de locaux la nuit. Il y a eu un vote à l'unanimité moins une UFR. Cette grève avec occupation a eu lieu et, à partir de lundi, un certain nombre de systèmes d'animation et de préparation des nuits de veille (bouffe, musique, etc.) seront mis en place. C'est un niveau supérieur de la mobilisation.

ML: Il y a encore une question que j'aimerais vous poser. Maintenant que le projet de loi est ajourné, comment voyez-vous la gestion et la poursuite du mouvement après la manifestation nationale du 4 décembre?
Christophe: Il faut d'abord souligner le fait que d'avoir repoussé l'examen du projet de loi est une étape importante. Dans les facs, l'attitude des enseignants peut être déterminante si eux aussi appellent à la grève. Il y en a encore beaucoup qui tentent de poursuivre leurs cours. Il faudra peut-être prévoir d'autres formes de mobilisation. Certaines propositions à Jussieu sont restées jusqu'à présent en sommeil. Il avait été proposé, par exemple, que tous les étudiants de France se fassent enregistrer à l'ANPE. Il est surtout nécessaire de conserver le type de structures qu'il y a dans les facs actuellement.
Philippe: Il est sûr que nous devons exploiter ce premier recul du gouvernement. C'est la première fois qu'il recule sur un projet de loi et c'est essentiel pour la poursuite de la mobilisation.
Quant à la manif du 4 décembre, un point important est que, contrairement à celle du 27 novembre, ce sera une manifestation nationale à Paris avec la participation de toute la communauté enseignante, aussi bien les enseignants que le personnel ATOS (administratifs, techniciens, ouvriers et de service). Cette manif aura pour but de démontrer que la majorité de la communauté universitaire est opposée à ce projet de réforme. À notre avis, le gouvernement sera dans une position intenable en voulant imposer une réforme à des gens qui n'en veulent pas.
Pierre: Je pense qu'il faut effectivement continuer de maintenir la mobilisation du côté des lycéens et des étudiants, l'étendre à toute la communauté universitaire, et si l'on ne peut pas tenir jusqu'au moment où sera voté le projet à l'Assemblée nationale, finir la mobilisation dans un feu de joie. Il faudra tenter des actions d'éclat, une paralysie totale de l'Éducation nationale pour bien démontrer la détermination du corps enseignant et universitaire dans sa majorité.
Jean-Christophe: Je n'aurais pas tout à fait la même analyse. Que signifie pour le gouvernement une défaite sur le projet de loi Devaquet? Cela signifie qu'un groupe social quel qu'il soit, lorsqu'il est capable de se mobiliser, peut faire reculer un gouvernement. Poursuivant d'une manière plus radicale ce que la gauche a mis en place, les enjeux sont énormes. S'il perd sur la loi Devaquet, peut-être perdra-t-il sur la Sécurité sociale, actuellement en débat. La seule solution pour gagner contre Devaquet est de commencer à élargir le débat. Il faut développer le rapport de force dans la population. [...] ✖

Propos recueillis par Denis et Gérard (groupe Sabaté)

TOUS COPAINS... TOUS COQUINS !

Jean-Marc Raynaud

UN GOUVERNEMENT socialiste qui joue les « Fraction armée rose » en plastiquant un bateau écolo ; un Chirac qui fricote avec les ayatollahs, en leur demandant d'attendre le retour de la droite au pouvoir pour régler le contentieux franco-iranien et le problème des otages ; un Nucci qui finance sa campagne électorale avec l'argent de l'État ; un Pasqua qui distribue des vrais faux-passeports à ceux que la justice recherche ; des super flics socialos qui n'hésitent pas à inventer des terroristes pour les besoins de la « cause » ; une CNCL qui met la bande FM en coupe réglée ; un Michel Droit accusé de forfaiture ; un maçon qui bétonne le paysage audiovisuel ; un ministre de la Justice qui fait dans la spéculation ; un Parti socialiste soupçonné de toucher un pourcentage sur les ventes d'armes à l'Iran... depuis un an, un scandale vient à peine d'éclater qu'un autre pointe déjà son nez à l'horizon.

Un jour c'est la droite qui se trouve sur la sellette. Le lendemain, réponse du berger à la bergère, c'est la gauche qui essuie les plâtres. Personne, hormis les communistes et le Front national, n'est épargné. Et certains commencent à se demander si ces règlements de comptes en série, sur fond d'élection présidentielle, ne sont pas en train d'amorcer un processus incontrôlable, qui va s'avérer dommageable pour tous.

Devant ce déferlement de scandales en tous genres, qui est en train d'éclabousser l'ensemble de la classe politique française, on commence en effet à entendre ici et là un discours tout de dégoût par rapport aux politiciens, à la politique et au parlementarisme.

Ici, on va mettre la droite et la gauche dans le même sac de la magouille. Là, on va glapir sur ce grand Satan de la politique. Et ailleurs, on va annoncer, à cor et à cri, l'effondrement imminent du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise.

Du Français moyen, ressourcé au néo-poujadisme, au nouveau croisé de l'extrême droite en passant par l'éternel besogneux de la révolution, c'est à qui criera le plus fort haro sur le baudet, et les « je vous l'avais bien dit » le disputent désormais au « y'a qu'à » de tous les marchands d'illusions.

Bien évidemment pour les anarchistes, qui de tous temps se sont attachés à expliquer que la politique et les politiciens à la mode du parlementarisme (et de la démocratie) portaient le scandale en eux, comme la nuée porte l'orage, et que cela découlait directement de leur rapport au système de l'exploitation de l'homme par l'homme, le déferlement présent des « affaires » est quasiment du pain béni. Si la démonstration, pourtant déjà réalisée cent fois, de l'indissoluble lien entre pouvoir et corruption restait à faire, aujourd'hui elle n'est pas loin d'être faite de nouveau.

Mais est-ce pour autant à dire que le système parlementaire et la démocratie bourgeoise sont entrés en phase de décomposition avancée, et que la révolution socialiste libertaire sonne à la porte de l'Histoire ?

Si on essaye de réfléchir à froid au pourquoi de la floraison actuelle des affaires, il est aisé de dégager un certain nombre d'évidences, qui tournent autour de l'enjeu que constitue l'élection présidentielle de l'an prochain. Cela ne fait en effet pas l'ombre d'un doute, si la gauche et la droite se jettent aujourd'hui des scandales à la figure, c'est pour discréditer l'adversaire et le concurrent à l'exercice du pouvoir.

Mais des élections présidentielles et des enjeux politiques d'importance il y en a eu d'autres dans le passé, et ce n'est pas pour autant que l'on a assisté à la foire d'empoigne présente ! Alors qu'est-ce qui différencie le présent du passé ? Le système serait-il à bout de souffle, ou bien l'élection présidentielle de 1988 ne serait-elle pas tout à fait comme les autres ?

Pour l'heure une chose est sûre, les « affaires » aiguisent chaque jour un peu plus le combat politique entre « adversaires » de toujours. Le fossé semble se creuser irrémédiablement entre la droite et la gauche. Les uns et les autres en jouant les chiffonniers cheminent lentement vers la guerre de tranchées, et ils ont de plus en plus de mal à se positionner autrement que dans le champ politique.

Or, et il semble difficile de croire qu'il s'agit là d'un hasard, dans le même temps où les vieux poncifs retrouvent une nouvelle jeunesse, dans un processus de radicalisation de l'éternelle opposition droite-gauche, Raymond Barre par

● ● ●

émissaire interposé fait dire qu'il pourrait prendre des socialistes dans son gouvernement. Étonnant, non ?

En fait tout se passe comme si, confronté à une droite divisée sur la manière de gérer le pays (libéralisme sauvage à la Chirac, et libéralisme BCBG à la Barre) et sur le problème de l'alliance avec le diable Le Pen pour former une majorité politique ; à une gauche divisée à jamais, entre bons élèves socialistes et troublions communistes, et de ce fait à une impasse politique, le système cherchait à mettre en place une espèce de troisième voie réunissant les « modernes » de droite et de gauche (rejetant les « anciens » de gauche et de droite). Sur fond de crise économique et de nécessité de gérer cette crise de manière consensuelle, le capitalisme en pleine restructuration chercherait donc à opérer une recomposition politique remettant en cause le traditionnel clivage politique d'essence idéologique entre la droite et la gauche.

Si cette hypothèse s'avérait la bonne, l'explication relative aux « affaires » actuelles résiderait tout entière, non pas dans un affrontement gauche-droite, mais dans une opposition féroce entre brontosaures de droite et de gauche (« modernes » de droite et de gauche).

Dans ces conditions nous nous trouverions en présence, non pas d'un effondrement de la démocratie bourgeoise, mais au début d'un processus de recomposition politique, que certains (de tous les bords idéologiques) tentent désespérément de casser. Et c'est là qu'il convient de faire preuve de la plus grande méfiance !

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet si le discrédit, qui s'abat sur l'ensemble de la classe politique est l'œuvre de la fraction la plus archaïque de cette classe politique, cela signifie à l'évidence que nous nous trouvons confrontés, non à une crise de système ou à une crise sociale, mais tout simplement à une crise de régime. À une crise politique, au sens politicien du terme.

Et dans ces conditions, pour peu que demain le chômage explose ou qu'un krach boursier plonge la planète dans la récession, l'antiparlementarisme qui commence à se faire jour depuis quelque temps a toutes les chances de déboucher sur un régime « musclé », autoritaire, à l'odeur forte de l'homme providentiel.

De cela, il convient de bien nous en persuader. Aujourd'hui comme hier, l'antiparlementarisme, le rejet de la démocratie bourgeoise, le refus de la politique politicienne, l'abstentionnisme… impliquent, pour s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, d'être constamment en symbiose avec une critique du capitalisme, du système social d'exploitation et d'oppression sur lequel il s'appuie, et avec un projet social et sociétaire clair, crédible et porteur d'un « plus », par rapport à la réalité du moment. Hors de cette voie, point de « salut ».

Les hommes sont conditionnés par les situations qu'ils vivent ; ces situations s'inscrivent dans une logique plus globale, qui prend sa source dans l'être profond d'un système social et sociétaire ; aussi, constater des faits comme les tripatouillages de ces derniers mois, les décortiquer et les utiliser pour attiser la guerre sociale, c'est bien, mais mettre à nu la logique de ces événements, leur nature profonde, et proposer une alternative sociale échappant à cette logique… c'est mieux. Tous copains, tous coquins… oui ! Mais pourquoi ? Et comment y échapper ?

CREYS-MALVILLE

Y'a des fuites mais pas de lézard

NUCLÉAIRE ? Nous ne risquons rien, ou du moins pas grand-chose. À moins que ce ne soit carrément dangereux. Tel est en gros la conclusion que l'on peut tirer du concert cacophonique des hommes politiques et des instances syndicales à propos des fuites de Creys-Malville.

La déclaration la plus comique est en l'occurrence celle de la CGT, sur le thème « rien de rien » : « Les incidents que connaît Superphénix ne mettent en danger ni l'installation, ni le personnel, ni les populations. Ils sont utilisés à des fins politiques pour faire abandonner à la France la filière nucléaire. » Nous comptons autant sur la CGT que sur Alain Madelin pour nous donner les mêmes informations franches et limpides que lors de la catastrophe (pardon : de l'incident) de Tchernobyl. Palme d'or également à Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre de la Recherche et de l'Industrie, qui déclare : « J'ai plus peur de la société dans laquelle nous vivons que du nucléaire. » Question personnelle : « Face à un rat, j'éprouve une terreur panique bien pire que devant une centrale nucléaire. » Les rats sont donc plus dangereux que les centrales nucléaires. CQFD, n'est-ce pas, M. Chevènement ?

Jean-Pierre Stirbois, quant à lui, déclare du haut de sa science, et sans doute au nom de l'aptitude du FN à gérer le pays, qu'il faut arrêter Superphénix. Nous n'avions demandé ni ses avis, ni ses conseils. Alain Madelin, lui, joue les VRP ; bavard, contradictoire, totalement incohérent, il affirme « qu'il n'y a aucune raison d'arrêter le surgénérateur ». Faudra-t-il au moins changer la cuve ? « Je [Alain Madelin] n'en sais rien pour l'instant. » Enfin, Madelin utilise l'argument imparable : « Je suis prudent comme un chat. »

On respire.

La presse, quant à elle, annonce sans faire de gros titres que 42 % des Français estiment que le risque encouru à cause des centrales est inacceptable, que 68 % d'entre eux croient à la possibilité d'un Tchernobyl à la française, et que 80 % estiment qu'on ne leur dit pas la vérité sur les dangers du nucléaire. Terminons par les questions judicieuses que pose *l'Événement du jeudi :* « Qui évalue, qui accepte, qui prend les risques, qui trinque en cas de pépins ? » Très bonnes questions et merci de les avoir posées. Cela fait longtemps que nous y avons répondu.

PASCALE

Le Monde libertaire *n° 660, 23 avril 1987*

INTERVIEW D'UN MILITANT INDÉPENDANTISTE

Radio Libertaire

SUITE aux dernières décisions gouvernementales en ce qui concerne l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, il nous a semblé important de revenir sur les exactions commises par l'armée française et sur le climat qui règne actuellement à 20 000 kilomètres de Paris.
Voici les extraits d'une émission de Radio Libertaire (« Les damnés de la terre »), où sont intervenus des représentants du FLNKS-France, au moment où la mission française achevait son séjour touristique…

La rédaction

Militant indépendantiste : Actuellement, une mission œcuménique composée de gens de diverses obédiences est en Nouvelle-Calédonie, mais la situation ne change pas pour autant. L'armée a encore tué un jeune qui surveillait les allées et venues aux alentours de la tribu de Paola. Des militaires l'ont abattu par derrière. On n'ose pas le dire, mais là-bas le climat de tension est terrible. Le jeune en question s'est enfui et a reçu quatre balles explosives. Une balle a traversé les intestins avant d'exploser… Il a agonisé pendant deux heures. La famille a demandé une autopsie, mais comme il s'agit de l'armée il n'y en a pas eu. […]
Tout ça pour dire que la répression continue et que ça risque d'empirer. La commission est venue tester le terrain et temporiser en attendant les législatives. Si les socialistes sont majoritaires à l'Assemblée, ils vont plus ou moins appliquer la politique qu'ils mènent depuis 1984 en Nouvelle-Calédonie. Nous, on n'attend rien du gouvernement français. Ce que l'on veut c'est l'indépendance, ensuite on discutera des modalités.

Radio Libertaire : Pouvez-vous maintenant nous dresser un tableau de l'état de mobilisation des indépendantistes face à cette recrudescence de violence de la part de l'État ?
Militant indépendantiste : Il y a énormément de flics en ce moment, même si le gouvernement a changé, entre 10 000 et 30 000 hommes. Actuellement, les gens des comités de lutte sont assez vigilants. Ils doivent assurer la surveillance des tribus et tourner la nuit, car il y a des casernements de mobiles et de paras un peu partout.
À Nouméa, une bombe a explosé dans la cité Pierre-Lanquette, faisant quatre blessés et un mort (une femme perdant son bébé, un vieillard ayant les tympans crevés…).
Il y a aussi énormément de fascistes qui circulent sur tout le territoire. Depuis la réélection de Mitterrand, ils ont peur que ce dernier ponde un statut d'indépendance et que, là-bas, les gens soient complètement bernés. […]
Maintenant, je pense qu'il y a toujours un climat de méfiance et de tension. Le gouvernement actuel, quoi qu'on dise, ne fait rien pour désenclaver les tribus des forces de l'ordre. À Ouvéa, l'aéroport est toujours sous contrôle militaire, comme un peu partout.

Radio Libertaire : En fait, il n'y a eu aucun geste concret du gouvernement pour retirer les troupes…
Militant indépendantiste : Non ! Encore une fois, on passe après les intérêts du gouvernement français, dans l'immédiat les législatives. Pour nous, la position ne change pas. Je rappelle que l'on exige le retrait des forces de l'ordre de Kanaky et le désarmement des milices fascistes – car personne n'ignore que les extrémistes de droite ont tout préparé pour rendre la situation beaucoup plus explosive et mettre le gouvernement socialiste dans de réelles difficultés. […]
Il faut faire en sorte que l'on négocie dans des conditions un peu plus calmes, dans la mesure où d'une part on est d'accord pour préparer un dialogue avec la mission et où, dans le même temps, on descend des Canaques. […]
Jusqu'à présent, on n'a pas fait le nécessaire pour que les tensions entre indépendantistes et anti-indépendantistes soient moins marquées. Maintenant il n'y a plus un fossé mais carrément une tranchée entre les deux communautés. On veut toutefois réaffirmer que l'on reste mobilisé. L'affaire d'Ouvéa n'a pas pour autant entamé la détermination du peuple canaque, au contraire ! Même si les actions

Derrière le procès d'Action directe

Peut-on dénoncer la situation faite aujourd'hui aux militants (et à leurs sympathisants présumés, d'après l'acte d'accusation) incarcérés d'Action directe sans pour autant soutenir la lutte menée par Action directe? Si, à première vue, la réponse semble facile – et cette réponse est bien sûr « oui » – comment se fait-il qu'elle se transforme en « non » dès qu'il s'agit de la mettre en pratique?

Pile et face

C'est que cette question subordonne un ensemble de questions implicites dont les réponses, mises bout à bout, s'additionnent et expliquent ce décalage. Principalement, Action directe interpelle à la fois l'ensemble et chacune des composantes du mouvement révolutionnaire, réel ou supposé. Mouvement le plus souvent autoproclamé à une époque où la langue de bois et le dogmatisme tenaient lieu d'attitude révolutionnaire; l'isolement et la marginalité de brevets d'avant-garde ou de purisme. Sans refaire un historique de ces différents mouvements, Action directe est à l'extrême gauche et aux groupes révolutionnaires ce que sont les côtés pile et face d'une pièce de monnaie: elles ont le même but, mais se tournent irrémédiablement le dos.

Et toutes deux débouchent sur une impasse. À l'impasse originelle dramatique et cruelle d'Action directe répond l'impasse tout aussi originelle mais plus confortable de ces ex-gauchistes recyclés patrons de presse ou de ceux, transfuges de toutes les avant-gardes passées, qui finissent en arc-en-ciel triste autour de la candidature Juquin. Pour tous ceux-là, se démarquer d'Action directe, au point de garder à son propos un silence de tombe, est une impérieuse nécessité. Une nécessité politique, à laquelle se mêle peut-être un peu de mauvaise conscience.

Jusques et y compris dans les milieux anarchistes, la condamnation des méthodes avant-garde, alliée au rejet de l'image historique, complaisamment négative et destructrice, accolée à notre mouvement en guise de repoussoir, déterminent beaucoup de camarades à observer un « black-out » total sur un groupe dont, de surcroît, l'ambiguïté patronymique n'arrange rien. Seulement, cette soif de respectabilité, cette prudence ou cette « nécessité » politique qui vont jusqu'à ne pas risquer de se voir citer, fût-ce de loin, sur quoi que ce soit où réapparaîtra le nom d'Action directe, rejoignent merveilleusement les objectifs poursuivis par l'État. En de nombreuses circonstances nous avons fait le procès d'Action directe, nous avons condamné ce mouvement, et nous le condamnons aujourd'hui encore.

Cadres et limites de la contestation

Mais l'État instruit un autre procès: les militants d'Action directe, il les détruit physiquement mais également il fixe et restreint les cadres et les limites de la contestation qu'il juge acceptables. Alors, laisser faire serait une politique de renoncement et d'allégeance aux thèses et aux méthodes de criminalisation et de renforcement de la répression policière et judiciaire. Confrontés à la « théorie de la mouvance », ce serait soit se taire, et se taire toujours plus, soit plaider coupable.

« Je ne suis pas membre d'Action directe, je n'en suis pas non plus sympathisante… Des gens ici ont eu des liens affectifs entre eux. Que sont devenus ces liens au bout de trois ans de prison? Des délits et des crimes. » (Annelise Benoit, inculpée, au quatrième jour du procès). Certes, la théorie de la mouvance, qui considère comme complices les relations, puis les amis des amis des contacts… ne connaîtra sans doute pas ici (faute de monde) l'ampleur qu'elle a revêtu en Italie ou même en RFA, mais son objectif demeure de fixer les faits et les gestes dans un cadre institutionnel. Dire qu'on ne pleure pas la mort du général Audran est plus que suspect; accueillir un soir un vague camarade de passage est déjà un aveu; héberger un réfugié italien ou basque de préférence est assurément coupable. Dans le même temps, du côté du pouvoir, on coule le Rainbow-Warrior, on tue Oussekine et Barbier, on acquitte les assassins de Kanaks, Luchaire vend des armes, on trafique les vrais-faux papiers et Pasqua déclare que la démocratie s'arrête là où commence la raison d'État. La société civile compte ses précaires et étale son luxe, tandis que la police continue de baver. Et la justice, toujours plus couchée, joue les premiers violons.

Non, le procès qui est fait aux vingt-deux inculpés – sept qui se revendiquent d'Action directe et les autres qui ne s'en revendiquent pas – n'est pas un procès normal. Une chambre correctionnelle qui instruit indistinctement crimes et délits; qui reconnaît, juste le temps du prétoire, une identité politique à des hommes et des femmes à qui cette identité est déniée dès qu'ils quittent l'audience. Un tel procès est une farce, et un exutoire offert à une société transie. Non, les conditions d'incarcération – l'isolement total qui détruit psychiquement – des militants d'Action directe ne sont pas acceptables.

En 1977, contre l'extradition de Klaus Croissant, une campagne regroupant organisations politiques, humanitaires et juridiques avait permis de rééquilibrer, ne serait-ce qu'un bref instant, le rapport de force face à la répression. Qu'en est-il aujourd'hui? Le silence et le repli sur soi sont une réponse. Sans doute la pire.

G. Coste

Le Monde libertaire *n° 691, 21 janvier 1988*

● ● ● relatées dans les médias peuvent paraître parcellaires, sur le terrain les militants sont toujours mobilisés. Face aux forces de l'ordre présentes actuellement, mais aussi face à la répression qui peut venir de l'extrême droite, en train de s'organiser. On ne le dit pas assez, mais l'attentat dont nous parlions tout à l'heure a eu lieu dans un quartier populaire. N'y habitent que des Canaques et des Wallisiens. Ce n'est pas innocent si une bombe a explosé là.

Radio Libertaire: Elle aurait pu d'ailleurs faire encore plus de dégâts… Ces attentats dirigés contre la population, c'est tout à fait la stratégie de l'extrême droite « pure et dure », comme celle appliquée en Europe dans les années 70, notamment en Italie… ✖

L'ÉCOLOGIE EST À VENDRE

Philippe Pelletier

L'**ÉCOLOGIE EN FRANCE** est désormais un enjeu électoral. Au début des années 80, la technocratie pouvait bien construire les barrages de Naussac ou de Villerest sur l'Allier et la Loire, rien ne les en empêcha malgré les quelques oppositions locales. Aujourd'hui, les choses ont bien changé.

Les écologistes ont fait leur percée aux dernières élections municipales, souvent au détriment des socialistes, les sondages leur accordent un bon pourcentage aux prochaines élections européennes et le microcosme politicien se découvre soudain des âmes de défenseur de la nature.

Le projet de construction du barrage du Serre-de-la-Fare en Haute-Loire mobilise alors les énergies des uns et des autres, rassemblant au gré des intérêts locaux ou nationaux, dans un gigantesque saladier électoral, les partisans (Jean Royer, député-maire RPR de Tours ; la technocratie ; la grande partie de la droite) et les opposants (les Verts ; l'extrême gauche ; la Fédération Haute-Loire du Front national ; Jean-Louis Philibert, député PR de la Loire). Tandis que le marais socialo-centriste s'agite désespérément pour trouver ses marques – la Fédération du PS de Haute-Loire finit par se déclarer contre un projet prôné par un gouvernement socialiste – le député CDS de Haute-Loire, Jacques Barrot, hésite encore à choisir son camp… Et le ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, n'hésite pas à contredire le lendemain ce qu'il soutenait hier. Mais là au moins on peut créditer l'écolo de service gouvernemental d'une bonne opération politique, car pressentant le succès du rassemblement appelé par les opposants (la manifestation du samedi 29 avril regroupa en effet une dizaine de milliers de personnes), il annonce la veille le gel des travaux.

Mais le barrage ? Utile ou pas ?

À moins de verser du côté de la réaction – c'est-à-dire revenir à un passé qui n'existe plus et qui, plus grave, est mythifié pour ce qu'il n'a pas, jamais, été – les anarchistes se doivent de répondre à la question en fonction des éléments dont ils disposent.

Nous n'avons pas à écarter a priori la réponse positive, tout comme la négative. Deux types d'arguments se présentent. Les uns sont assez facilement réfutables, l'autre est plus problématique.

Les irrégularités administratives dans la confection du projet du Serre-de-la-Fare n'étonneront que ceux qui croient encore à l'impartialité de l'État. Les impacts négatifs communs à tous les barrages sont bien connus, tant au point de vue des risques (rupture éventuelle du mur, engorgement de la retenue, problème de la vidange, eutrophisation, turbidité et pollution de l'eau, étiage estival) qu'à celui des illusions (développement touristique dubitatif ou aberrant, justification a posteriori du barrage pour rentabiliser des investissements, contre-exemples de plans d'eau du Massif Central désertés par le tourisme, etc.).

L'argument majeur pour le barrage du Serre-de-la-Fare est celui de la protection contre les inondations. Mais jusqu'où son effet sera-t-il favorable en aval ? À cette question pourtant déterminante, il faut bien constater que les réponses sont confuses. Tout le monde évoque la crue centennale de 6000 m^3/seconde qui provoquera d'importants dégâts économiques et écologiques, mais personne ne s'entend sur le rôle du Serre-de-la-Fare. Les études d'impact sont à cet égard manifestement insuffisantes. Du coup, c'est toute la gestion du bassin-versant de la Loire qui est remise en cause. Indéniablement, le barrage protégera les populations de Haute-Loire, mais ne sert-il pas à cautionner des

• • •

politiques d'occupation du sol complètement inconséquentes et inacceptables ? On se souvient de l'inondation de septembre 1981 qui entraîna la mort de huit personnes à Brives-Charensac, en aval du Puy, quarante blessés et 450 millions de dégâts, et qui accéléra dans un climat d'agitation la procédure pour la construction du Serre-de-la-Fare. Or, la plupart des dommages survinrent dans des zones inondables qui avaient été soit construites (lotissements pavillonnaires, permis accordés sans vergogne), soit occupées inconsidérément. L'État, l'EPALA et la préfecture s'appuient sur cette gabegie pour imposer le barrage mais, une fois de plus, ils ne font que s'en prendre aux conséquences au lieu de résoudre les causes.

Selon toute probabilité, la crue centennale contenue par la Serre-de-la-Fare n'affecterait les rivages de la Loire que dans la partie amont du bassin jusqu'au barrage de Villerest, près de Roanne. Les Verts ont d'ailleurs pas mal de culot, puisqu'ils prétextent l'existence de celui-ci pour réfuter Serre-de-la-Fare, alors que les écolos de l'époque s'en étaient montrés les farouches opposants.

Jean Royer, lui, réclame à cor et à cri la retenue du Serre-de-la-Fare pour protéger les nouveaux quartiers d'habitation dont il a autorisé la construction dans les zones inondables de la commune de Tours – il n'y a là nulle pathologie individuelle mais simple attitude consciente d'un élu soucieux de défendre ses intérêts et sa gestion, fusse-t-elle mauvaise –, mais rien ne prouve scientifiquement le bien-fondé de sa revendication. Bernard Rousseau, membre du CNRS, responsable de « Nature Centre » et opposant au barrage, évoque plutôt l'opportunité d'un barrage sur le cours aval, celui de La Veurdre par exemple, tout en doutant de la réelle efficacité de ce dernier projet.

Association géographique

En tout état de cause, les anarchistes ne peuvent faire l'impasse sur le problème de la sécurité. Grâce aux moyens technologiques modernes, les habitants sont désormais en mesure de protéger leur environnement naturel et de se protéger de lui, car celui-ci n'est pas intrinsèquement bon comme les Verts le sous-entendent ni fondamentalement mauvais comme certains dieux l'affirmaient. Quand les écologistes, Antoine Waechter en tête (cf. ses déclarations sur le site), soutiennent que la Loire est le dernier fleuve sauvage de France sinon d'Europe, on peut en rire dans la mesure où le cours d'eau est aménagé (digues, radiers, déversoirs, etc.), c'est-à-dire humanisé, depuis le X[e] siècle !

Si des travaux doivent être accomplis pour le bien réel des populations concernées, il faut les faire, sans se tromper sur la méthode (des pays comme le Japon utilisent depuis un demi-siècle des équipements légers comme les sabo, mini barrages situés dans toutes les vallées en amont, les reboisements protecteurs, etc.) et de façon à ce que les communes en amont qui pourraient être lésées par les aménagements bénéficient de la solidarité effective des communes en aval. Telle est la réalité géographique, telle est l'essence du fédéralisme libertaire.

L'impasse écologiste

Le nœud du problème est à défaire là. Tant que la situation économique et sociale qui conditionne ce type d'aménagement n'est pas organisée au profit des populations riveraines

(et de plus loin), rien n'est durablement possible. Bien sûr, le chemin est long jusqu'à cette solution émancipatrice. Mais il faut l'emprunter résolument, en connaissance de cause et en délaissant les impasses à moyen terme des politiciens écologistes.

Car, que nous proposent les Verts ? Les élections, encore les élections, toujours les élections, la mobilisation si elle n'est pas récupératrice n'étant que le tremplin pour les nouveaux candidats aspirant à gérer le système, tout comme les Premier Mai le sont devenus pour les futurs députés socialistes et communistes. Les rassemblements écolo du printemps ont remplacé les défilés ouvriers. Les Verts ont pour stratégie d'investir l'appareil d'État, comme leurs prédécesseurs sociaux-démocrates, sauf que le mot de prolétariat est maintenant remplacé par celui de nature dans les discours, alors que cet État n'est en rien un organe gérant impartialement la somme des intérêts individuels, mais un système fonctionnant en circuit semi-fermé, pour la classe capitaliste qu'il défend et la classe techno-bureaucratique qu'il alimente.

Tandis qu'Antoine Waechter, tête de liste écologiste aux prochaines élections européennes, se place dans les premiers rangs du défilé contre le barrage, suivi par Alain Krivine (LCR ? Nouvelle Gauche ?), le président de la FRAPNA (Fédération du Rhône de la protection de la nature) appelle sans sourciller Jean Auroux « à rejoindre aujourd'hui ceux qui se battent contre Serre-de-la-Farre ». Oui, Jean Auroux, député-maire socialiste de Roanne (Loire), celui-là même qui s'était prononcé contre le barrage de Villerest puis, brusquement, en sa faveur dès que François Mitterrand fut élu président en 1981, celui-là encore qui, ministre, parapha le protocole d'accord pour la construction du barrage du Serre-de-la-Fare. La naïveté, l'inconséquence ou l'inconscience de certains écologistes n'ont d'égal que l'ambition des politiciens se profilant derrière eux pour ramasser la mise du jackpot électoral et garnir les rangs des nouveaux gestionnaires (plus propres, plus avisés ?) du capitalisme. Les anarchistes ne les suivront pas, bien entendu. ✖

Le protocole d'accord pour la construction du barrage a été signé le 13 février 1986 par les ministres Jean Auroux et Huguette Bouchardeau, représentants l'État, et par Jean Royer, président de l'EPALA, Établissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents.

CRISE DU COMMUNISME : NI RIRE NI PLEURER... MAIS COMPRENDRE

Jean-Marc Raynaud

IL Y A seulement quelques mois de cela, personne, absolument personne, ne pouvait et n'osait penser que les choses iraient aussi vite et aussi loin. Certes, ici et là il y avait bien des signes, des indices, des traces, des esquisses, des tressaillements et même des craquements qui pouvaient laisser croire que... Mais, il y en avait eu d'autres, tant d'autres, comme Berlin, Budapest, Prague ou Gdansk qui toujours étaient venus buter sur les vitres glauques et blindées de la cage. Alors!

Alors, jour après jour, heure après heure, minute après minute, quand Solidarnösc posa une fesse dans le fauteuil du Parti communiste polonais, quand la Hongrie se fit terre d'asile, quand le « mur de la honte » s'ouvrit à l'incroyable, quand le poète maudit surgit sous les feux de la rampe praguoise, quand le vampire des Carpathes fut cloué, éberlué, à la porte de l'insurrection populaire... l'étonnement fut permanent. L'étonnement, puis l'espoir. Celui de la troisième révolution. Du socialisme à visage humain. Libertaire. Égalitaire. Jusqu'à ce que! Jusqu'à ce que le spectre du réformisme, de l'antisémitisme, du nationalisme, de la loi de la jungle marchande... vienne obscurcir l'horizon et rappeler à nos rêves qu'entre la réaction à la mode des tigres brontausoriques de Tien An Men et le capitalisme made in Coca-Cola ou Toyota la voie demeurait encore et toujours désespérément étroite.

Et pour l'heure, nous en sommes là. Partagés. Désemparés. Spectateurs d'un processus que nous avons du mal à comprendre et dont il conviendrait pourtant d'en saisir le sens au plus vite tant il semble évident qu'il est en train de borner l'avenir du mouvement ouvrier et du socialisme pour de nombreuses décennies.

Crise ou faillite ?

Bizarrement, entre ceux qui campaient sur un bilan globalement positif et qui affirment aujourd'hui avoir été dupés, ceux qui osaient le soutien critique et qui osent désormais la critique avec soutien, et ceux qui persistent à parler de dégénérescence l'accord semble actuellement se faire pour qualifier de crise les événements qui agitent les pays de l'Est, la Chine et leurs antennes d'ici ou d'ailleurs.

Cette « crise » qui pour Georges Marchais confirme les analyses et la stratégie élaborée par le PCF à son énième congrès, qui pour le refondateur Anicet Le Pors[1] relève « d'une crise de représentation où du fait de la médiatisation, d'un plus grand individualisme et d'un désarroi politique profond, les gens acceptent de moins en moins d'adhérer par tout ou rien à un ensemble bien bouclé », et qui pour les trotskystes résulte de l'avènement du stalinisme, serait donc d'essence purement conjoncturelle. Et en dernière analyse il suffirait de préserver, « d'articuler valeurs de classe, valeurs universelles, contenu rénové d'une perspective socialiste, nature du parti refondé sur ces bases », ou de redresser « l'État ouvrier » pour en sortir.

En clair, la « crise » porterait davantage sur la forme que sur le fond et ne remettrait nullement en cause l'essentiel.

Est-il besoin de le préciser, cette vision tout à la fois optimiste et réformiste n'est pas vraiment en phase avec la réalité. Qu'il s'agisse en effet de la situation économique, industrielle, écologique, sociale ou du rejet massif des staffs rénovateurs, des symboles ou même des mots relevant en tout ou partie du socialisme, tout indique que la « crise » est non seulement profonde mais de plus, générale. Totale.

Pour s'en convaincre, il n'est que de constater la vigueur de l'anticommunisme dans la population, l'engouement pour la démocratie bourgeoise, la marche forcée vers l'économie de marché, la violence des sentiments nationaux, ou la montée des intégrismes religieux et de l'antisémitisme.

À l'évidence la « crise » relève en fait de la faillite généralisée et il est pathétique de voir les derniers carrés du

bolchevisme conservateur ou réformiste tenter d'arrêter la vague avec leurs mains.

De la faillite à la liquidation judiciaire

La faillite du « socialisme réel », de sa réalité politique, économique, sociale… et de ses théorisations papistes ou calvinistes, qui se manifeste actuellement avec tant d'éclat, ne date cependant pas d'aujourd'hui. Dès les tout débuts de la révolution d'Octobre la main de fer léniniste réussit en effet à transformer l'or de l'insurrection, du socialisme en actes et de l'espoir, en plomb. Militarisation du travail et de la société; dictature du parti sur le prolétariat; élimination de la liberté d'association, d'expression, de réunion, de circulation; étatisation de l'économie, de la vie politique et sociale; mise au pas du mouvement ouvrier; mise au goulag de toute l'opposition; asservissement des différentes minorités nationales composant l'Union soviétique… tout cela et bien d'autres choses encore qui transformèrent le pays en champ de ruines et en cimetière politique et social fut mis en place par Lénine et son alter ego le feld-maréchal Trotsky.

D'entrée de jeu, donc, le marxisme-léninisme mena le pays à la faillite, au chaos, à la pénurie, et à la régression. C'est bien parce qu'il en fut ainsi que Staline put s'installer au pouvoir et pousser l'intolérable à son degré extrême. Mais cette systématique de la faillite n'empêcha pas pour autant le système de ronronner et même de se développer. Certes, les premières voix des anarchistes, des socialistes-révolutionnaires, des marxistes anti-léninistes et plus tardivement des trotskystes amenaient de temps à autre quelques fausses notes dans l'orchestration de l'ignominie mais c'est peu dire qu'elles étaient sans grande portée. Le mythe fonctionnait à plein, à l'extérieur de la « patrie du socialisme », bien sûr. Mieux, après la deuxième guerre mondiale, la révolution chinoise, la décolonisation, Cuba, le Vietnam… il était en pleine expansion.

Dans ces conditions, et jusqu'à il y a encore peu de temps, il était légitime de faire dans le pessimisme. Rien, ni sa propension à la faillite ni la haine qu'il suscitait chez tous ceux qu'il asservissait ne semblait pouvoir entamer le cuir du marxisme-léninisme-stalinisme. Rien, sauf…

Reposant entièrement sur la force, le système était en effet condamné à imploser dès lors qu'il se trouverait confronté à une absence de perspectives militaires.

Et c'est bien ce qui s'est passé dès lors que l'équilibre de la terreur plaça la compétition entre l'Est et l'Ouest au plan économique, industriel, social… À cet instant, la réforme devenait incontournable.

Mikhaïl Gorbatchev incarna cette prise de conscience qui partant d'un processus de réduction des armements a abouti à la glasnost et à la pérestroïka. Mais, ce faisant, il prenait le risque de voir surgir le diable de la boîte et de transformer une faillite généralisée en liquidation judiciaire c'est-à-dire en alignement pur et simple sur le capitalisme à la mode occidentale.

Nous y sommes presque!

Au pays des causes et des effets

À l'heure de la liquidation judiciaire d'un système politique, économique et social en pleine faillite et de la responsabilité pleine et entière du stalinisme et du léninisme dans un processus qui nous ramène à la case départ, la tentation est grande de tirer à boulets rouges et noirs sur l'étatisme, l'étatisation, l'État, le parti unique, le centralisme bureaucratique, la planification bureaucratique, l'absence de libertés en tous genres, la militarisation… toutes choses qui caractérisent le stalinisme et le léninisme. Mais en se contentant de frapper à ce seul niveau ou, ce qui revient au même, en se bornant à avancer des propositions contraires (fédéralisme, planification démocratique, libertarisation du champ social, collectivisation non étatique des moyens de production…) ne risque-t-on pas de s'enfermer dans une critique située au seul niveau des effets et non des causes d'une logique?

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, si le stalinisme et le léninisme se sont vautrés allégrement dans la dictature, l'étatisation, la militarisation… cela n'est nullement le fait du hasard, d'une erreur ou d'une imbécillité chromosomique. Leur logique théorique et idéologique les y conduisaient tout droit. Et c'est cette logique qu'il convient de mettre à nu.

De ce point de vue tout processus de déconstruction qui ne prendrait pas en compte le démembrement d'une certaine vision de l'histoire (linéaire, évolutive, progressiste, rationaliste, déterministe…), d'une certaine vision sociale (découpant la réalité en tranches politique, économique, culturelle… reliées par une problématique mécaniste de cause à effet), d'une certaine conception de la révolution (exclusivement destructrice, plaçant la rupture sur les rails d'une hiérarchisation de l'espace-temps du changement…), d'une certaine conception de la légitimité (représentation explicite ou implicite d'une classe sociale considérée comme sujet historique central), d'une certaine conception de l'organisation (militariste, privilégiant un front « principal » au détriment de fronts « secondaires »), d'une certaine conception du militantisme (basé sur le sacrifice et le sérieux à front bas), d'une certaine vision du socialisme (concevant la réunification sociale comme uniformisante et non conflictuelle)… se condamnerait à surfer sur l'écume des événements.

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris à travers le stalinisme et le léninisme, c'est le marxisme lui-même qui se trouve mis en cause, et on l'aura peut-être moins aisément compris, à travers le marxisme c'est toute une conception du socialisme, datée, marquée au fer rouge du XIX[e] siècle et des débuts de l'industrialisation qui se trouve visée.

Là, dans ce voyage courageux au bout de nous-mêmes, avec dans une main la valise de nos principes de toujours (anti-étatisme, fédéralisme, liberté, égalité, autogestion, antiparlementarisme, antimilitarisme, anti-réformisme, choix de la révolution) et dans l'autre celle d'une rénovation de nos concepts, de notre méthodologie analytique, de notre stratégie, de notre mode organisationnel, de notre projet social et sociétaire… se jouera notre avenir et celui du socialisme.

En seras-tu camarade?

1. *Libération* du 20 avril 1990

LE DROIT DE CHANTER FAUX

Thierry Maricourt

Pierre Joxe a récemment fait une déclaration sur laquelle, contrairement à leurs habitudes, les médias ne se sont pas complaisamment étalés. Notre cher ministre de la Guerre (ex-ministre de l'Intérieur) a tout simplement envisagé, si la guerre dans le Golfe se prolongeait, d'instituer à nouveau la censure dans l'Hexagone.

La pratique du « caviardage » (consistant à noircir, entièrement ou en partie, un article importun) reviendra-t-elle bientôt à la mode? Comme en 1914, comme en 1939, et comme en quelques autres occasions notoires, les autorités militaires, soudainement férues de lecture, vont-elles se pencher sur nos écrits et tacher de leurs doigts pleins de sang tout ce qui leur paraîtra un brin subversif? Ou les journalistes, pigistes scribouillards de tout poil accepteront-ils de voir saborder leur travail et de longues colonnes blanches (en aucune sorte des « cinquièmes colonnes »!) remplacer dans la presse leurs réflexions sur la guerre et ses conséquences? Ou bien, chose probable et dès à présent perceptible, se rallieront-ils, préventivement, à la bonne vieille autocensure, qui présente le mérite de combler d'aise gouvernement, militaires et marchands d'armes, et de laisser en liberté (surveillée, tout de même!) les tenants de la démocratie. Il est vrai que nous sommes au pays des droits de l'homme…

Il y a quelques années, Frédéric Oriach avait été poursuivi et condamné pour avoir exprimé sa satisfaction après l'assassinat du général Audran. À son encontre, pourtant, peu de choses. Les magistrats lui reprochaient de ne pas avoir versé de larmes sur le cadavre de ce brave patriote, qu'Oriach avait traité de « marchand d'armes » Ne sera-t-il pas mentionné un jour, dans le code pénal, que vocabulaire choisi et pleurs sont obligatoires lors du décès d'un commis de l'État! Notons, en passant, que si Audran et consorts avaient été liquidés à temps, l'Irak ne serait peut-être pas si puissamment armé aujourd'hui… Mais d'autres commerçants consciencieux auraient vraisemblablement occupé les places encore toutes chaudes.

Enfin, remarquons également que Gilles Perrault vient de subir semblables objurgations, pour des raisons similaires, de la part des mêmes « bien-pensants », ces franchouillards qui luttent contre la surpopulation en provoquant une famine ou une guerre de-ci de-là. Son appel à la désertion a provoqué les récriminations de l'ensemble de la classe politique, Jean-Marie Le Pen mêlant sa bave à celle de Roland Dumas.

En une telle période, que convient-il donc de faire ? Parler pour ne rien dire? Commenter à loisir, par exemple, les scores des belligérants, tenter de prévoir ce qui nous échappe car trop d'éléments nous font défaut, parier sur l'un ou l'autre camp, applaudir des deux mains (pas si libres que ça, tant sont lourdes les menottes que nous sommes susceptibles de trimballer à nos poignets) à chaque fois que l'écran de la télévision affiche « play again »? Se réfugier dans un silence prudent, heureux, « malgré tout », de pouvoir encore défiler dans les rues (quelle idée de déclencher une guerre au plus froid de l'hiver!) en dépit des interdictions préfectorales?

La répression se met en place: les organes de presse militants sont directement menacés de saisies ou d'interdictions de paraître; les radios libres, tout au moins les rares qui le sont restées, risquent également d'être saisies; d'autre part, que les militants ou, plus généralement, ceux qui s'élèvent publiquement contre la guerre et cherchent à la contrer, soient demain arrêtés, n'est pas une hypothèse farfelue…

C'est pourquoi, il est urgent d'empêcher que le silence s'installe, comme un rouleau compresseur, un silence qui serait forcément le complice de tous ces va-t-en-guerre qui nous préparent un avenir bien peu réjouissant. Combien de milliers de morts, déjà, dans le Golfe? À qui fera-t-on croire qu'une force de frappe supérieure à celle qui avait rasé Hiroshima n'ait fait que quelques victimes (qui se compteraient à l'unité!). Et la police à chaque coin de rue, en France, peut-elle vraiment nous rassurer? Un monde de militaires et de flics: est-ce cela l'idéal humain, cet idéal qui nous pousse quelquefois à accomplir des gestes fraternels, durant lesquels il n'y a plus de Français ni d'Arabes, de Juifs ni de Noirs, mais des hommes, seulement des hommes? Le Pen va s'esclaffer. Cette guerre qu'il ne voulait pas (la doctrine du Parti Baas, de Saddam Hussein, n'est pas pour lui déplaire) non seulement renforcera, sans doute, son crédit électoral, mais dès à présent fait régner sur la France un ordre qui n'admet pas la contradiction, cet ordre que le baroudeur exigeait depuis longtemps.

● ● ●

UN HOMME DE CŒUR

Fort d'une amitié solide, André Bergeron, ex-secrétaire général de Force ouvrière, a tenu dans nos colonnes à saluer la disparition de son vieil ami Maurice en nous rappelant le rôle syndical de ce dernier.

MAURICE JOYEUX nous a quittés. Depuis des mois, la maladie l'avait enfermé dans un univers qui n'était déjà plus le nôtre. Il rejoint ainsi sa compagne Suzy Chevet, qu'il a tant aimée.

Je garderais de lui le souvenir d'un ami, d'un militant courageux et sincère et d'un homme de cœur. Il était tolérant et abhorrait la méchanceté.

Lors de la tenue de nos congrès, il lui est souvent arrivé de juger sévèrement la politique de Force ouvrière. Seulement, il avait une manière bien à lui d'exprimer ses désaccords. Les anciens se souviennent sans doute du jour où il avait déclaré « que l'orchestre confédéral jouait juste, mais un ton trop bas! ». Après ses discours, après m'avoir engueulé, il venait me voir pour m'assurer de son amitié. En fait, je crois qu'il avait toujours peur de faire de la peine.

Je conserverai en mémoire des tas de souvenirs qui révèlent les multiples aspects de son attachante personnalité. Il était gai et plein d'humour avec sa pipe et ses yeux malicieux. Je pense qu'il eût été heureux de me voir conter quelques-unes des anecdotes qui ont illustré un côté de nos relations.

Il est entré à l'UNEDIC il y a plus de 20 ans. J'assumais alors la présidence du Conseil d'administration et à ce titre il lui arrivait de me transporter dans une voiture qui n'était pas de première jeunesse. Le voyage était d'autant plus périlleux qu'il conduisait d'une main, alors que de l'autre il me décrivait les contours de la société anarchiste, celle dont Élisée Reclus disait qu'elle était « la plus haute expression de l'ordre ». Je ne suis pas sûr que les gardiens de la paix, qui nous croisaient, étaient de cet avis.

En mai 1968, il est allé voir M. Charles Novailhac, alors directeur de l'institution pour lui annoncer qu'il était naturellement en grève, mais que, compte tenu du caractère du régime et de la nécessité de régler les chômeurs, il se tenait à sa disposition, mais « à condition de ne pas être payé ».

Et puis, après la tourmente, alors que je commentais la tonalité de ses discours, il commença par me dire que décidément je ne comprendrais jamais rien. Ensuite, sur le ton de la confidence, il ajouta qu'il avait écoulé à la Sorbonne le stock de brochures depuis longtemps entassées à la librairie du *Libertaire*.

Au bout de l'engagement

Mais il y avait d'autres choses. Je me souviens qu'il est venu me voir, plusieurs fois, pour me demander de l'aider à surmonter des difficultés engendrées par ses activités. C'était du temps où Franco régnait sur l'Espagne. Des militants, des deux côtés des Pyrénées, s'étaient engagés dans des impasses. Ils étaient en danger. Je suis parvenu à les sortir d'affaire. Cela demeurait entre nous. Il estimait avoir fait son devoir. Moi aussi.

Maurice ne se contentait pas en effet de parler. Durant toute sa vie, il est allé au bout de ses engagements. C'est ainsi qu'il a fait des années de prison par fidélité aux principes qu'il portait en lui, qu'il s'agisse du combat social ou de la période de guerre. Comme ceux qui ont beaucoup souffert, il n'en parlait jamais.

Dans nos congrès, il « levait » la salle. Les camarades attendaient son intervention. Personne n'aurait compris qu'il se taise. Son discours était toujours un message d'espoir. Il était anarchiste – au sens d'un attachement presque charnel à la liberté et au respect de la personne humaine. C'était un esprit libre, anticonformiste, et refusant tout embrigadement. Il me faisait part de ses doutes au sujet de certains aspects de l'orientation de la politique de Force ouvrière. Je tentais de le convaincre. Pas toujours avec succès.

Maurice Joyeux aimait écrire. Il laisse de nombreux ouvrages, dont *Le Consulat polonais* qui est une photographie de la réalité sociale des années 30. C'est celui que je préfère. Nous garderons le souvenir de Maurice Joyeux. C'était un type bien. Il demeurera dans l'histoire de Force ouvrière.

ANDRÉ BERGERON

Le Monde libertaire no 850, 19 décembre 1991

Si Saddam Hussein est aujourd'hui comparé à Hitler, à qui ressemble donc Bush? Et Mitterrand? (que l'on se souvienne de son rôle peu reluisant durant la guerre d'Algérie...) Quelle hypocrisie, que de voir les États-Unis pourfendre officiellement les ennemis de la « démocratie »! Quant à la France, n'a-t-elle pas concouru plus que d'autres pays à ce qu'un carnage éclate au Moyen-Orient? La liberté, la démocratie, la paix: des leurres dans certaines bouches. Qu'il serait beau de déclarer que cette guerre, qui n'est pas la nôtre, ne nous concerne nullement et d'en être ainsi à l'abri, de penser qu'elle pourrait même en finir une fois pour toutes avec la soldatesque, comme le rêvait Prévert... Mais il n'en est rien. Alors, des mots trottent dans les têtes. La désertion, l'insoumission, le sabotage: il est évident que le fait de préconiser ces méthodes prête à discussion car les risques encourus incitent à la sagesse. Mais la seule sagesse, en ces temps de guerre, une guerre qui, aujourd'hui, répétons-le, n'est absolument pas la nôtre, la seule sagesse n'est-elle pas de chanter faux dans ces concerts déments qui s'élèvent partout, afin de faire entendre notre voix? Comme il serait vain, vraiment, d'imaginer que la paix puisse venir des militaires!

1492 – 1992
MERDE À COLOMB !

des surréalistes

« …tant que les uns exploiteront les autres sans même en tirer de jouissance appréciable – l'argent est entre eux un tyran commun – l'argent est entre eux un serpent qui se mord la queue […] ; tant que les voyageurs parviendront à se substituer aux voyants, au cours de la nuit noire… »

Prolégomènes à un troisième manifeste du surréalisme ou non, *1942*

Sont signataires de ce manifeste des mouvements, groupes et individus surréalistes australiens, argentins, américains, britanniques, brésiliens, danois, espagnols, français, néerlandais, portugais, suédois et tchécoslovaques.

LA DÉCOUVERTE-invasion-conquête des Amériques s'inscrit dans la logique du processus historique expansionniste de la civilisation dite « occidentale », qui commence en 1492 avec l'arrivée de Christophe Colomb et qui se poursuit pendant des siècles par l'oppression, l'exploitation, la persécution et la destruction des peuples et des cultures indigènes – ainsi que de l'immense nature sauvage dans laquelle ces peuples et ces cultures vivaient.

Le passé reste présent dans la mémoire des classes et des ethnies : tradition des vainqueurs et tradition des vaincus s'affrontent nécessairement. En tant que surréalistes et ennemis de cette « civilisation », nous ne sommes ni neutres ni indifférents.

Aujourd'hui, nous assistons à de pompeuses célébrations officielles, de véritables rituels de consécration qui cherchent à légitimer non seulement toute une action passée, mais aussi sa continuité actuelle, manifestée dans le « nouvel ordre mondial » de l'invasion capitaliste à l'échelle planétaire. Face à cela se développe un mouvement multiforme de contestation qui se propose de réinterpréter l'histoire de ces cinq siècles du point de vue des victimes – et de leur résistance –, c'est-à-dire des indigènes, des Noirs, des *peones* et de leurs descendants actuels ; un mouvement qui célèbre la mémoire de figures comme Cuauhtémoc et Tupac Amaru, Geronimo et Sitting Bull, Zumbi dos Palmares et Toussaint Louverture – sans oublier Gonzalo Guerrero, l'Espagnol qui s'est rallié aux Mayas et a pris les armes à leurs côtés contre les conquérants ibériques du Yucatan –, et qui se propose de « brosser l'histoire à rebrousse-poil », pour reprendre la belle expression de Walter Benjamin.

Toutefois, pendant des siècles, l'histoire « officielle » de l'invasion et de la conquête – celle des vainqueurs du XVI^e^ siècle et de leurs héritiers – a été non seulement dominante, mais pratiquement la seule sur la scène politique et culturelle.

Écoutons un moment le « raisonnement » d'un idéologue « libéral » du XIX^e^ siècle, l'Argentin Domingo F. Sarmiento : « Il faut que nous soyons justes avec les Espagnols : en exterminant un peuple sauvage dont ils allaient occuper le territoire, ils faisaient simplement ce que tous les peuples civilisés font avec les sauvages […] Les races fortes exterminent les faibles, les peuples civilisés enlèvent la propriété de la terre aux sauvages. Ceci est providentiel et utile, sublime et grandiose. »

Le projet « grandiose » dont se réclame le libéral Sarmiento – et comme lui beaucoup d'autres libéraux latino-américains, européens et nord-américains – est celui-ci même où nous nous trouvons embarqués aujourd'hui : la rationalité « occidentale ». La conquête commencée au XV^e^ siècle se poursuit de nos jours par la guerre du Golfe, la ruée des capitalistes vers les pays de l'Est, l'impérialisme culturel

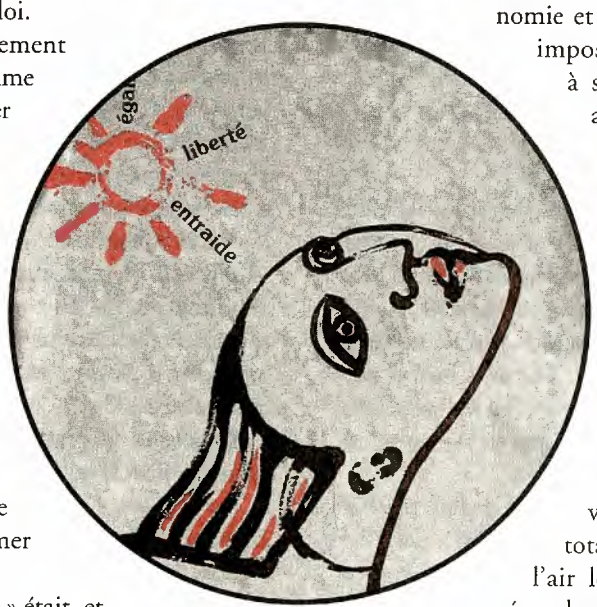
dans l'omnipotence stéréotypée des médias, la soumission du tiers monde aux banques multinationales, la destruction des forêts et la multiplication des catastrophiques exactions écologiques.

Il fallait donc, à cette rationalité bornée et instrumentale, non seulement dominer politiquement, économiquement et militairement les cultures amérindiennes – d'abord en Amérique du Sud, et ensuite dans le nord du continent –, mais les faire disparaître, les effacer de la surface de la terre, comme simples possibilités de l'être. L'extermination des Indiens – ainsi que la destruction de la flore et de la faune qui constituaient leur milieu naturel – était induite par l'implacable expansion de la « civilisation du progrès » - avec la complicité active des Églises (catholique et protestante) qui fournirent la justification morale et idéologique de la conquête de ce « Nouveau Monde » – censé non-racheté de la souillure du « péché originel » – et qui contribuèrent à détruire les ressorts de l'imaginaire et de la vie spirituelle des sociétés indigènes.

Au XIX[e] siècle existait dans beaucoup de pays d'Amérique latine une expression qui, avec seulement deux mots, suscitait à la fois la peur et le dégoût des « gens décents » : Tierra adentro (« Terre intérieure »).

On désignait ainsi le territoire inconnu et immense dans lequel, au-delà d'une frontière toujours imprécise, transitaient librement les Indiens. Il était inacceptable pour l'oligarchie locale, associée aux intérêts du capitalisme anglais en expansion. Non seulement à cause de la limite physique qu'il opposait à leurs ambitions, mais parce que cet espace « désert » – non-colonisé – constituait une espèce de « double fond » – aussi bien géographique que mental – où pouvaient se réfugier les persécutés, les non-conformistes, les hors-la-loi.

« Un bûcher perpétuellement allumé : l'histoire. Mais avec l'homme tribal… brûlent, dans un dernier cri avant le silence, le possible, une autre vie. » (Roger Renaud, « Lui dont nul n'écoute la voix », *La Civilisation surréaliste*, p. 235).



Et comment ne pas voir que, nous aussi, sommes en train de brûler ici ? Chacun d'entre nous, en tant qu'il est lui-même – et non comme simple pièce de la machinerie –, c'est-à-dire en tant qu'être sensible et désirant, capable de rêver, d'aimer et de désobéir.

Parce que la « Terre intérieure » était, et est encore aujourd'hui, cet immense territoire intérieur inconnu dans lequel nous vivons librement ; cette zone profonde d'où nous vient la mémoire d'une autre vie vécue – ou pouvant être vécue – en harmonie amoureuse avec la nature, l'émerveillement d'un galop interminable, et d'où peuvent se lever, avec l'étourdissante sauvagerie de l'inconscient, les avides chevaux du désir, pour nous inciter à la rébellion.

Cette zone intérieure, le rationalisme occidental a besoin de la coloniser – pire encore, de la nier – pour les mêmes raisons et avec les mêmes méthodes d'extermination qui lui ont permis de se lancer à la conquête des Amériques et de faire disparaître les cultures différentes. Comme dans l'immensité du « Nouveau Continent », rien ne doit se passer à l'intérieur de l'être humain qui ne s'adapte pas à la mécanique homogénéisante : « Sous couleur de civilisation, sous prétexte de progrès, on est parvenu à bannir de l'esprit tout ce qui se peut taxer à tort ou à raison de superstition, de chimère. » (André Breton, *Premier Manifeste du surréalisme*)

On ferme ainsi la somptueuse porte menant à cette terre intérieure, à nos immenses océans psychiques. N'est-ce pas une certaine peur – parfois même panique – ou la négation effrénée de ces territoires, de ces mouvements océaniques intérieurs, qui pousse au contrôle, à la conquête et au massacre des peuples qui, précisément, les portaient en haute estime, naturellement conscients de leur richesse vitale ?

L'aventure, la découverte, l'être voyant, personne, dans ce XX[e] siècle, n'en a pris plus conscience et ne l'a inscrit en lettres de feu que le surréalisme. D'où son affinité élective avec les peuples indigènes chez lesquels la pensée mythique formait le ciment de la culture. Comme le rappelait André Breton : « N'en déplaise à certains bureaucrates, chez l'homme la pensée mythique, en constant devenir, ne cesse de cheminer parallèlement à la pensée rationnelle. Lui refuser toute issue, c'est la rendre nocive et l'amener à faire irruption dans le rationnel qu'elle désagrège (culte délirant du chef, messianisme de pacotille, etc.). » (André Breton, *Entretiens*, 1952.)

Ayant fait le vide, l'homme occidental se sent creux quand les cordillères de l'infini et les plaines illimitées de l'inquiétant ont été réduites au connu par l'agronomie et la géométrie, quand le progrès a imposé ses voies ferrées, ses avenues à sens unique, quand la propriété a tendu ses fils barbelés, empêchant les mouvements libres. Maintenant, l'esprit est sommé de rester dans son enclos ; la pensée doit courir par ces routes prévisibles et balisées ; et l'être humain ne doit exister que pour la production.

Mais comme le désir est indomptable, il y a toujours quelqu'un qui refuse de brailler joyeusement. Ainsi la poésie – véritable acte d'insoumission totale – continue à faire sauter en l'air les fondements de cette société nécrophage… Et dans sa lutte contre ce totalitarisme étouffant, le surréalisme est – a toujours été – le compagnon et le complice de l'Indien.

C'est par une authentique passion, par un amour véritable que nous unissons nos visages aux leurs, désirant de leurs voix beaucoup plus que l'écho d'un passé exalté. Parce que nous savons que ces voix indigènes, malgré l'immense oppression, sont obstinément vivantes. Et parce que personne mieux que le chaman – celui qui parle dans les rêves – ne trouvera les clefs de l'inversion du signe : quand les voyants remplaceront les voyageurs…

Somalie, ex-Yougoslavie

LES CANONS HUMANITAIRES

A. Dervin et Cl. Nepper

LES VA-T-EN-GUERRE seront ravis. Mitterand n'a causé que de cela lors de ses vœux: d'une prochaine intervention militaire en Bosnie. Le massacre a assez duré. Les Serbes en font trop.

Les images télévisées auront eu raison des politiques. Deux années après le début des conflits en Yougoslavie, il faut enfin faire quelque chose, quitte à employer les grands moyens: une armée multinationale sous commandement américain. Le poids des opinions publiques, la peur que l'embrasement guerrier ne gagne la région... auront réveillé les décideurs.

C'est le début de la fin, avec résumé des épisodes précédents: un, on laisse faire (conflits en Slovénie et Croatie); deux, on envoie des convois humanitaires (Vukovar, Sarajevo); trois, on fait appel aux militaires... Le tout avec une bonne conscience enfin retrouvée, du style: « Tout (arbitrage, conciliation, dialogue) a déjà été essayé » (Mitterand, le jeudi 31 décembre à la télé). On peut maintenant envoyer l'aviation! Vous voyez, ça sert toujours à quelque chose les militaires; Bush n'a-t-il pas déclaré aux marines installés en Somalie: « Vous faites le travail de Dieu, et vous le faites bien. »

La fin justifie les moyens. Les mécontents, grincheux et autres pacifistes n'auront qu'à se taire. C'est pour le bien de l'humanité que les États envoient l'armée. Silence, on tire! On causera plus tard. Pas avant ni pendant... après! Comme pour la guerre du Golfe. Les pacifistes n'étaient alors que des collabos ou des munichois; les autres, les va-t-en-guerre, étaient les défenseurs du droit et du bien. Voilà l'ordre nouveau. Tout est réduit à une lutte du bien contre le mal. C'est donc pour le bien que les États vont intervenir en Bosnie.

L'humanitaire comme espace politique; la politique envahi par l'humanitaire; le politique réduit à une lutte du bien contre le mal; « la ronde indifférenciée des souffrances »[1] où tout se vaut, où tout se résume à une logique manichéenne et fataliste: les pauvres des banlieues, les enfants pauvres du tiers-monde, les guerres des pauvres... au nom du bien, il faut agir! Envoyer Tapie dans les banlieues, Kouchner à Saravejo et si cela ne marche pas... envoyer les forces de l'ordre!

Soyez des imbéciles heureux, vous qui êtes nés (heureusement) au pays du bien. Ne pensez plus, les grands de ce monde le font pour vous. Ils pensent, agissent et vous expliquent: c'est pour les Bosniaques, c'est pour le bien de l'humanité.

Et ça marche! Qui sera contre d'en finir avec les épurations ethniques en Bosnie? Qui sera contre l'aide alimentaire en Somalie pour sauver des vies? Qui? Personne! La faim justifie les moyens. La paix justifie l'armée. Et c'est là le plus tragique, la difficulté de sortir des logiques dominantes et guerrières: tuer pour faire la paix; tuer pour nourrir les populations.

Stop, il faut que cela cesse. Pour cela, il n'y a pas que la solution armée. Les États occidentaux sont responsables de la situation dans les Balkans et en Afrique. Nous l'avons déjà longuement expliqué dans nos colonnes. Diviser pour régner et piller le tiers-monde sont des règles bien connues. À trop jouer la politique du pire, il arrive que cela dérape.

Et l'on oserait dire que le risque est d'avance pris en compte. En effet, sur les ruines du communisme, il fallait établir une autre logique économique. Il va de soi que le passé ne devait point renaître, aussi s'est-on efforcé de morceler ces pays longtemps rivés au bloc communiste. Chacun récupérant les billes perdues à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Redistribution des cartes pour toutes les nations industrialisées. La logique de pillage qui a prévalu depuis un bon siècle en Afrique, et que l'indépendance n'a point endiguée, est actuellement usitée dans la zone est-européenne. Tout se vend, tout s'achète. Les peuples passent d'un esclavage à un autre. Les optimistes pensaient gagner le cocotier en rompant avec la bureaucratie à la sauce moscovite, cet odieux mensonge d'émancipation des peuples et des travailleurs, mais voilà qu'un plus odieux mensonge leur a été diffusé: celui stipulant qu'ils seraient heureux sous les cieux du grand capital. Mais le capital est toujours à l'affût de nouveaux esclaves et de nouveaux marchés. Point de morale dans tout cela. Une seule chose compte: faire du fric. Posséder est un jeu auquel les banques et les trusts sont rompus, et ce ne sont pas les satrapes à la Eltsine, à la Milosevic ou à la Meciar qui viendront troubler leur jeu. Lorsque des usines s'ouvrent et plus généralement se ferment au travers du globe, c'est à Wall Street que cela se noue et non pas en quelque capitale d'un État tiers. Un État bananier même s'il se trouve en des latitudes où ce fruit ne pousse pas.

Dans ce grand carnaval mondial, qu'est le nouvel ordre du même nom, les peuples n'ont strictement rien à gagner, mais allez faire comprendre cela à des gens que la crise déboussole complètement. Et le fruit de ce déboussolement est l'attitude complaisante qu'ont ces peuples (au moins pour une grande part) à mener des luttes qui inexorablement prennent des allures de massacres en raison du faux principe de l'identité nationale menacée.

Faudra-t-il cinq ou dix ans de guerre pour qu'enfin certains puissent comprendre que l'avenir peut et doit se décliner suivant un autre mode? Un autre mode que refusent absolument les Occidentaux, car il viendrait briser leur influence et amoindrir leurs prérogatives. Car, réaffirmons-le, le choix de la Somalie n'est pas innocent. Il se trouvait un pays sombrant au point de voir disparaître l'État[2]. Plus d'État, pour les forces impérialistes, c'était la porte ouverte à l'intervention. Au Soudan proche, une guerre toute aussi rude et une famine toute aussi noire sévissent, mais là point d'intervention tant qu'existe un gouvernement si fantoche soit-il, que l'on puisse encore contrôler.

Dans les Balkans, c'est une logique à peu près identique: la Yougoslavie a été sacrifiée sur l'autel des divers intérêts capitalistes en cours. Là où des autorités se sont dégagées, il n'a pas été nécessaire de recourir à l'intervention. Allemands, Français, Russes, Américains... se satisfaisaient d'un Tudjman, satrape croate (présenté comme ayant les faveurs des Allemands), ou d'un Milosevic, satrape serbe (présenté comme ayant les faveurs des Russes et des Français). Que Tudjman restreigne les droits des Serbes de Croatie, qui s'en souciait? Que Milosevic brime des Albanais du Kossovo ou des Magyars de Voïvodine, qui trouvait à y redire? Chaque État occidental avait son outsider et le ménageait. Là où celui-ci était absent, c'est dans cette Bosnie-Herzégovine où trois prétendues ethnies font jeu égal. Ici point d'autorité vraiment supérieure. Chaque communauté a son chef. Chaque communauté mène une guerre de clans avec sa propre milice.

Sarajevo rime donc avec Mogadiscio de par l'absence d'un État affirmé. La porte est ouverte à toutes les ambitions néocolonialistes des grandes puissances. Les organisations humanitaires dans le chaos naissant ont joué le rôle que l'on faisait jouer aux prêtres missionnaires et aux commerçants du XIX[e] siècle dans les comptoirs africains et asiatiques: éclaireurs, venant apporter la civilisation. À la moindre menace, les États envoyaient un corps expéditionnaire. Ainsi en des lieux où quelques comptoirs existaient se sont érigés de véritables empires coloniaux. Kouchner avec un sac de riz sur l'épaule ou une couverture dans les bras n'est que la version moderne du père blanc.

La politique de la canonnière, on la connaît bien. Aussi est-ce la raison pour laquelle les drames somalien et yougoslave ne doivent pas nous abuser. Les barbares ne sont pas uniquement ceux que l'on veut bien nous présenter au journal de 20 heures. Les barbares sont aussi redoutables sur les hauteurs de Sarajevo, dans les faubourgs de Mogadiscio que sous les lambris de la Maison Blanche, de l'Élysée ou du 10, Downing Street. ✖

1. Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, in l'hebdomadaire *Encore*, n° 3, du 23 décembre 1992.

2. Pour mémoire, rappelons qu'il s'est constitué en mai 1991 un État fantôme dans le nord de la Somalie, le Somaliland (capital Hargeisa), où n'interviennent pas les forces de l'ONU.

La révolte des Indiens néo-zapatistes

Tribuna Latinoamericana

APRÈS CINQ SIÈCLES de conquête et de génocide, le bras de fer séculaire entre les Indiens et les possesseurs du sol continue dans le « Nouveau Monde ».

Cette fois-ci, c'est au Mexique, dans la région de Michoacan, limitrophe du Guatemala, que les Indiens sans terre se sont révoltés contre les pouvoirs locaux et contre le gouvernement central, responsables de leur détresse et de leur misère.

L'on sait depuis belle lurette qu'au Mexique les « droits indigènes » n'existent pas et que, dans ce domaine, les promesses de la Révolution mexicaine sont restées lettre morte, malgré les lois de réforme agraire inscrite dans la Constitution. L'assassinat d'Emiliano Zapata en 1919 a montré sans équivoque les véritables intentions du pouvoir qui a confisqué et corrompu la révolution de 1910, ce grand mouvement social commencé par les frères Florès-Magón contre le dictateur Porfirio Diaz et contre l'oligarchie qui s'était constituée depuis la conquête.

L'on sait aussi que la tension sociale qui s'accumulait dans cette région oubliée du Mexique pouvait à tout moment exploser, car les caciques locaux, alliés à la police et à l'armée, continuaient à persécuter les communautés indigènes pour les dépouiller de leurs terres et les empêcher de revendiquer, surtout depuis que le gouvernement de Salinas de Gortari décréta la fin de la répartition des terres et modifia l'article 27 de la Constitution, levant ainsi l'interdiction de la vente de terres « indigènes » et ouvrant la voie à l'accaparement légal des terres par les riches propriétaires.

L'on sait que dans cette région, où le niveau d'éducation est le plus bas du pays et où la médecine sociale n'est pas encore arrivée, des paysans sont morts de faim l'année dernière, déclarée officiellement Année internationale des Indiens !

Nous avions parlé à plusieurs reprises sur les ondes de Radio Libertaire de cette situation dramatique des Indiens de l'isthme, de ce scandale. Déjà en 1988, nos amis et camarades de l'Union de Comunidades Indigenas de la Zona Norte del Istmo (UCIZONI) nous avaient demandé de les aider à constituer une association de défense des droits de l'homme pour cette région, les exactions des caciques et des autorités ayant augmenté en nombre et en gravité dans toute la zone de l'isthme (Oaxaca et Michoacan).

Déjà dans un rapport qu'ils nous avaient envoyé fin 1987, ils nous disaient : « [...] Les prisons de l'isthme de Tehuantepec se trouvent saturées. La plupart des prisonniers sont des Indiens, qui non seulement ne connaissent pas leurs droits, mais qui, très souvent, ne connaissent même pas les accusations retenues contre eux [...] Il faut signaler que beaucoup des Indigènes emprisonnés n'ont commis aucun délit, leur unique responsabilité est de s'être fait remarquer comme représentants traditionnels communautaires honnêtes, qui sont en prison pour avoir défendu les terres et des ressources communautaires [...]. »

Ainsi, la lutte indienne – pour la récupération des terres et pour la survie – est fréquemment sanctionnée par l'assassinat ou l'emprisonnement. Accusés de n'importe quoi, les Indiens sont jugés dans une langue, l'espagnol, qu'ils ne comprennent pas, puisque personne ne s'est préoccupé de le leur enseigner. Ils n'ont pas d'avocat pour les défendre, car ils ne peuvent pas les payer, et ils sont souvent jugés par des tribunaux où les juges sont à la solde des caciques. L'on comprend donc que les Indiens qui ont pris le maquis et occupé pendant quelques jours six villes de l'État du Chiapas aient déclaré aux journalistes, dans un espagnol approximatif : « On est arrivé là parce qu'on ne supporte plus ça, l'armée qui nous persécute. Alors c'est la guerre ». Et l'on ne peut pas être surpris non plus de la brutale réaction du gouvernement mexicain, qui a envoyé plus de quinze mille soldats, fortement appuyés par des colonnes de tanks, par l'artillerie et l'aviation, pour mater

cette rébellion dans le sang. Ce n'est ni la première fois que les autorités mexicaines agissent ainsi, ni malheureusement la dernière. Mais ceci dit, nous croyons qu'il faut essayer d'examiner ces événements avec une grande attention et une lucidité critique ; car la complexité de la situation politique actuelle au Mexique (pré-électorale) peut être l'occasion de toute sorte de manipulations et peut déboucher sur des issues démagogiques.

Tentatives de récupération politique

D'autre part, et bien que l'on ne dispose pour l'instant que de peu d'éléments permettant de le confirmer clairement, tout porte à croire que l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) n'a pas surgi spontanément d'un acte de désespoir ou d'une décision de l'ensemble des communautés indiennes et paysannes de la région. Le fait même de se donner le nom d'« armée de libération nationale » et de se présenter comme une guérilla plus ou moins structurée pose certaines questions à propos de l'encadrement idéologique et militaire de cette rébellion.

La légitimité des griefs des Indiens contre le gouvernement mexicain est incontestable, de même que le choix de la lutte armée pour atteindre leurs objectifs de « terre et liberté », qui étaient déjà ceux d'Emiliano Zapata. Ce qui nous pose problème, ce sont les tentatives (potentielles ou réelles) de récupération politique des luttes des Indiens et des paysans pauvres du Mexique. Car ce sont eux qui sont massacrés en ce moment et eux qui subiront les conséquences du déclenchement d'une guérilla sans avenir, tant est disproportionné le rapport de forces dans la confrontation avec l'armée et le gouvernement mexicain.

Nous pouvons, bien sûr, nous réconforter de notre impuissance révolutionnaire ici, loin du champ de bataille, et nous donner bonne conscience en vantant l'héroïsme des néo-zapatistes du Chiapas, mais nous croyons que ce ne serait d'aucune utilité pour eux, ni pour tous ceux qui souffrent ou vont souffrir de la répression.

Nous croyons qu'il faut manifester notre indignation afin de faire reculer le gouvernement mexicain dans ses intentions répressives et apporter notre solidarité aux victimes de la répression déjà en cours. Et, en même temps, dénoncer toutes les tentatives de récupération partisane, d'où qu'elles viennent ; car elles existent et ne vont malheureusement pas dans le sens d'une amélioration des conditions de vie des Indiens. Nous nous référons aux diverses manipulations en cours, tant celle des grands partis – comme le PRD (Parti de la révolution démocratique) de Cuauhtémoc Gardenas et certains secteurs de PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) qui ont été désavantagés par la désignation de Luis Donaldo Colosio comme candidat officiel du PRI à la présidence de la République – que celle des petits partis qui prétendent incarner le « vrai esprit prolétarien du peuple », tels que le Parti révolutionnaire ouvrier-paysan Union du Peuple (PROCUP) et le Parti des pauvres (PDLP) qui ont revendiqué ces jours derniers les attentats à l'explosif au Mexique. Sans oublier la récupération de ce mouvement par l'Église, en tant que médiatrice dans le conflit, après avoir été en partie l'instigatrice de la révolte à travers les prêtres et les évêques de Chiapas qui prêchent la théologie de la libération. ✖

Rennes, le procès du sang contaminé

LUNDI 21 FÉVRIER, le tribunal de police a connu une effervescence peu commune. En effet, le Comité de contre-information et de solidarité mobilisa près de 60 personnes à l'occasion de mon procès.
Je rappelle que je passais devant cette instance pour m'être solidarisé avec les transfusés empoisonnés par les lots de sang contaminé et pour avoir dénoncé la logique d'État qui sacrifie la vie des gens sur l'autel du fric et de l'affairisme médico-industriel, et ce par le biais d'un bombage datant du 31 juillet 1992 qui disait : « Hervé expulse les squatteurs, tue les hémophiles, bilan globalement séropositif ».
Le CCIS tient tout d'abord à remercier l'ensemble des personnes présentes et solidaires, notamment les compagnons du groupe FA de Nantes, ainsi que le SCALP-Réflex nantais, venus tout spécialement de Loire-Atlantique.
Un remerciement particulier au camarade Serge Livrozet, qui n'a pas hésité à venir de Paris pour témoigner à la barre de la légitimité de cette action.
Malgré l'obstruction du président du tribunal, Serge Livrozet a d'emblée affirmé le soutien de la Fédération anarchiste. Il a, par la suite, brillamment indiqué que, précisément les militants de la FA n'entendaient pas être criminalisés du fait d'une légalité par trop conservatrice. Il a également fait remarquer au tribunal que ce sont bien les luttes sociales au quotidien qui font évoluer les choses, et le droit entre autres choses.
Me Claude Larzul dénonça, dans une plaidoirie fort appréciée par l'assistance, l'impunité dont bénéficient encore les « responsables » politiques (Fabius, Dufoix, Hervé) dans l'affaire du sang contaminé. Il s'étonna, par ailleurs, qu'alors même où cette impunité perdure, on puisse s'en prendre à un militant manifestant une indignation que tout le monde partage, et en premier lieu les victimes de la transfusion. Il s'attacha ensuite à démonter l'argumentation juridique sur laquelle le ministère public entendait baser ses poursuites.
Ce même ministère public requit 1 100 F d'amende. Face à cette demande de contravention, le CCIS réclama la relaxe. Le jugement mis en délibéré nous sera communiqué le 18 avril. Nous entendons donc poursuivre la mobilisation et rester vigilants jusqu'à cette date. D'ores et déjà nous remercions les personnes ayant manifesté leur soutien financier ou ayant envoyé des messages d'encouragement. Nous réitérons notre appel à la solidarité tant financière que morale, et nous ne manquerons pas d'informer les lecteurs du *Monde libertaire* du résultat de ce procès.

UN MILITANT DU CCIS

Le Monde libertaire *n°947, 3 mars 1994*

Sur fond d'attentats

LE GOUVERNEMENT DE LA TERREUR

Les Réfractaires sans frontières

L'**ATTENTAT SANGLANT** du métro Saint-Michel en juillet a donné le coup d'envoi d'une campagne de l'État français, qui n'a cessé de s'intensifier. Au milieu de la gigantesque confusion entretenue par le bombardement médiatique qui fait écho aux bombes, deux choses, au moins, sont claires pour tout individu doté de sens critique :

– la vérité est certainement l'inverse de ce qu'a solennellement déclaré Jacques Chirac, c'est-à-dire qu'il y a toutes les chances pour que l'État français ait une idée sur l'identité des poseurs de bombes, et qu'il soit déjà en train de négocier directement ou indirectement avec eux ;

– le déploiement militaro-policier qui culmine avec le plan « Vigipirate » n'aura aucun effet sur les attentats sinon de permettre à l'État d'affirmer son emprise sur la population, en détournant le malaise et la peur d'une crise sociale larvée vers une fraction de population transformée en bouc émissaire.

Diplomatie secrète

Souvenons-nous des attentats de l'automne 1986 (rue de Rennes, Poste de l'Hôtel de Ville…). Tous les journaux, menés par le grand quotidien du soir, avaient pris au sérieux le roman-feuilleton lancé par Charles Pasqua, qui attribuait ces attentats-massacres à une famille de Libanais marxistes-léninistes, alors qu'il devait apparaître par la suite que l'Iran était à l'origine de cette campagne, et que la revendication de la libération de prisonniers politiques arabes et moyen-orientaux était un paravent derrière lequel les États français et iranien négociaient un contentieux financier et militaire. À cette occasion, des affiches de western ornées des portraits des frères Abdallah, assorties de promesses de récompense, avaient été apposées dans le métro, tout comme aujourd'hui est publié le portrait d'un beur de Vaulx-en-Velin. La foi dans leurs informations d'aujourd'hui reposant sur l'oubli de leurs mensonges d'hier, aucun journal n'a pris la peine de rappeler ce précédent.

L'histoire de ces vingt dernières années a amplement montré que le terrorisme c'est la poursuite de la diplomatie par d'autres moyens. Quelle que soit leur nationalité ou leur origine sociale, qu'ils soient manipulés par un service secret, par un mouvement religieux ou par les deux, il est sûr que les poseurs de bombe sont des pions dans un jeu entre États ou futurs États. À chaque instant, l'homme de la rue risque de laisser ses tripes dans une partie où il n'a jamais été consulté. Ni Chirac, ni Debré, ni les manipulateurs des poseurs de bombe ne risquent, eux, d'y laisser un cheveu.

Les médias proclament que les attentats sont liés à la situation en Algérie. Pour l'instant, rien ne le prouve. Mais si tel est le cas, il convient encore de rappeler que la France est en guerre. Le peuple algérien est pris en tenaille entre deux bandes d'assassins, un mouvement religieux réactionnaire et une junte de militaires corrompus. Le gouvernement français a choisi son camp, la junte, qu'il soutient économiquement (par l'octroi de matériel et la présence sur place de spécialistes). Il va jusqu'à censurer les livres qui critiquent cette junte. Que ces attentats soient l'œuvre de la sécurité militaire algérienne (hypothèse évoquée par des policiers, voir *Libération,* 9/10 septembre 1995) ou d'un groupe islamiste, ils ne peuvent être que les moments d'une guerre jamais déclarée, et sur lesquels, encore une fois, l'homme de la rue n'a jamais eu son mot à dire.

Tout comme hier, le massacre de la rue de Rennes n'était qu'une goutte dans l'océan de sang répandu par les armes françaises livrées à l'Irak en guerre contre l'Iran, les

sept morts et les dizaines de blessés des récents attentats ne sont malheureusement pas grand-chose devant les milliers de victimes d'exécutions sommaires, opérations de représailles, attentats téléguidés qui sont l'œuvre de la junte soutenue par la France. Pour leurs victimes, cela ne diminue en rien l'horreur des attentats. Mais le minimum de respect qu'on peut avoir pour elles est de montrer ce qui les a broyées : un engrenage où nous ont mis depuis dix ans les différents gouvernements, de gauche comme de droite.

Le terrorisme de « Vigipirate »

Des centaines de milliers de contrôles d'identité, des dizaines de milliers d'interpellations, des cités et des quartiers en état de siège, les frontières gardées par l'armée, la chasse au faciès redoublée : jamais aucune opération de ce genre n'a permis l'arrestation d'un seul « terroriste ». Par contre, il est sûr que les bombes tombent à point nommé au moment où, après une comédie électorale durant laquelle la classe politique avait promis de remédier à la « fracture sociale », on revient aux choses sérieuses : le mode de production capitaliste de richesses – le travail – est en crise et les dirigeants n'ont pas l'ombre d'une idée pour y remédier. La classe dominante n'a plus d'autre projet que de garder le pouvoir, et l'État, dans l'incapacité de contenir la barbarie qui monte, s'efforce de s'organiser. C'est dans ce cadre que la peur devient un indispensable outil de gestion.

Dans le métro, on regarde désormais de travers son voisin, et le sentiment anti-flic s'efface quand la présence des képis est le dernier rempart contre la trouille. Les caméras de surveillance se refont une virginité et c'est avec un mol sentiment de soulagement qu'on donne son sac à fouiller ou qu'on accepte de ne plus accompagner son enfant dans l'école. Le déploiement militaro-policier et le battage médiatique qui l'accompagne ont pour premier effet de plonger chaque individu dans une peur qui l'isole des autres et le rend encore plus dépendant de l'État, et de lui seul. Chaque campagne de bombes est une nouvelle stratégie de la tension qui nous habitue à voir nos libertés concrètes un peu plus grignotées.

Après la campagne de l'été contre les mendiants et la lutte anti-immigrants illégaux illustrée par le meurtre de Sospel, le plan « Vigipirate » marque une nouvelle étape dans cette persécution différenciée, grâce à laquelle on isole diverses catégories de pauvres pour les dresser les unes contre les autres. Quand les médias présentent comme un résultat de la « lutte antiterroriste » l'interpellation de dizaines d'immigrés clandestins, ils pratiquent un amalgame qui justifie par avance tous les charters et toutes les violences. Quand des responsables arguent qu'au moins, depuis l'application du plan, des dealers ont été arrêtés et la délinquance a diminué, ils avouent le fond de l'affaire : nous faire accepter pour longtemps un encadrement policier renforcé de la vie quotidienne au nom de la défense de la propriété et de la criminalisation de certaines drogues.

Chômeurs à vie, coincés dans une existence bornée aux murs d'une cité, des jeunes ont cru trouver dans l'islam, religion aussi misogyne et stupide que le christianisme, une identité et une ouverture sur un monde en opposition à cette France qui les opprime. Prenant prétexte de ce que quelques-uns d'entre eux aient pu être manipulés par des poseurs de bombe, l'État est en train de fabriquer un bouc émissaire, le « beur islamiste », ce qui lui permet de déployer dans les cités et les foyers de travailleurs une terreur qu'on n'avait plus vue depuis la première guerre d'Algérie. Ces opérations racistes flattent les fantasmes d'une fraction de la population qui avait depuis longtemps placé là son bouc émissaire. Elles sont d'autant plus dangereuses. Les combattre doit être le premier mouvement de quiconque veut soulever le couvercle sous lequel on cherche à étouffer l'esprit critique et le goût de la liberté.

Nouvelles de la campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal

SURNOMMÉ « la voix des sans voix », Mumia Abu-Jamal est journaliste, noir et enfermé dans le couloir de la mort pour un crime qu'il n'a pas commis. Ses avocats, les comités pour sauver la vie de Mumia, les syndicats et de nombreuses personnalités dénoncent le « lynchage légal », l'« appareil de répression raciste », l'« État qui criminalise les activités des activistes politiques pour les réduire au silence » et « la croisade contre Jamal » des flics de Philadelphie. Le 2 juin, le gouverneur de Pennsylvanie signe l'ordre d'exécution, par empoisonnement, fixée au 17 août. Depuis février, les « Chroniques rebelles » ont dénoncé la parodie de justice dont était victime Mumia Abu-Jamal, ex-membre du Black Panther Party, pour s'être élevé contre le système raciste et inégalitaire qui sévit aux États-Unis, de même que les conditions désastreuses des prisonniers politiques aux États-Unis. Dès juin, la mobilisation s'organise : une manifestation le 7 juin devant l'ambassade des États-Unis à Paris ; des rassemblements aux Halles, rue Lescot ; un point d'information hebdomadaire avec le Comité de défense sociale (CDDS) sur Radio Libertaire ; un forum à la librairie du Monde libertaire le 8 juillet ; des concerts… La mobilisation s'amplifie au plan national et international pour obtenir un sursis à l'exécution et la révision du procès. La campagne unitaire[1] arrache le sursis pour un temps indéfini et les avocats obtiennent l'audition de témoins importants qui avaient jusqu'alors fait l'objet de pressions policières et d'intimidations. La campagne internationale de protestation a momentanément stoppé la main du bourreau, faisons en sorte que la mobilisation continue sa pression lors de la reprise d'audience, le 11 septembre, pour la libération de Mumia Abu-Jamal.

C. P.

Le Monde libertaire n° 1007, 7 septembre 1995

1. CDDS, FA, MRAP, Ras l'Front, Comité de défense des droits de l'homme et des libertés, Comité de soutien aux prisonniers politiques aux États-Unis.

SANS-PAPIERS, ENTRE GOUPILLON ET MATRAQUES

Remy et Vincent

NE VOULANT PLUS SUPPORTER plus longtemps l'injustice, le non-droit, le mépris… 300 personnes se sont mises en lutte pour la régularisation de leurs papiers. Grains de sable dans la mécanique répressive de l'État, elles font partie de ces clandestins criminalisés par la justice française et par les prises de position des partis de droite comme de gauche. Des personnes menacées de mort dans leur pays d'origine, auxquelles la France refuse le droit d'asile, des parents étrangers d'enfants français, victimes du non-renouvellement de la carte de séjour; des personnes n'ayant pas bénéficié du regroupement familial; des enfants nés en France après les lois Pasqua et menacés d'expulsion avec leurs parents; des enfants non expulsables du territoire mais dont les parents le sont; des conjoints dont seul l'un d'entre eux est régularisé; des étudiants et des élèves dont on risque de briser la scolarité… voilà la situation de ces sans-papiers[1].

À travers cette lutte, c'est l'ensemble des problèmes sociaux qui se trouve posé. Logement, santé, droit du travail, précarité, contrôles policiers, ghettoïsation, impossibilité d'une vie sociale… sont le quotidien du clandestin.

L'histoire de ces 300 sans-papiers commence par l'occupation de l'église Saint-Ambroise, dans le 11e arrondissement de Paris. Le vendredi 22 mars, à l'aube, les CRS investissent l'église à la demande du curé de la paroisse, avec la bénédiction de l'Évêché. Le cardinal Lustiger affirme « défendre, aimer » les immigrés, et comme qui aime bien châtie bien, l'expulsion n'a pas froissé cette âme charitable. Les épiphénomènes Gaillot et Pierre (abbé de son état) étaient là, et ce dernier affirme pouvoir comprendre sa hiérarchie. Le maire de l'arrondissement (socialiste chevènementiste du Mouvement des citoyens) fit preuve, lui aussi, d'une solidarité sans faille en refusant tout local aux sans-papiers devenus sans-abri.

Le gymnase Japy, non loin de l'église Saint-Ambroise, fut à son tour réquisitionné. Et le dimanche 24, toujours à l'aube, les CRS, oubliant la grasse matinée, expulsèrent avec autant de zèle que la fois d'avant. C'est peu dire qu'il fallait montrer patte blanche pour se promener dans le quartier. Après un passage dans des locaux de la LCR, les sans-papiers se retrouvèrent le lundi chez Droit devant. La nécessité d'un local garantissant un minimum d'infrastructures sanitaires et la non-expulsion des familles se faisaient cruellement sentir. Les associations pressenties n'ayant rien à proposer, SOS-Racisme semblait s'agiter.

Le mardi, une heure avant le rassemblement prévu à 18 h 30 devant l'Hôtel de Ville (un millier de personnes), SOS-Racisme sortait de son chapeau un local paroissial, laissant au clergé une chance de se rattraper. Chance qu'il ne saisit pas. Arrivées devant les lieux, les familles déterminées à ne pas se séparer trouvèrent porte close. L'accord passé entre SOS-Racisme et l'archevêché, sans consultation des familles, portait uniquement sur l'hébergement d'une cinquantaine d'hommes. Au bout de quelques minutes, les familles parvenaient à entrer dans ce local plutôt vétuste, en réfection. L'association SOS-Racisme, par la voix de Fodé Sylla, faisait comprendre qu'elle seule était en mesure de prendre en charge les revendications des immigrés, tant sur le plan humanitaire que sur le plan politique. Si tel était véritablement le cas nous le saurions depuis longtemps! Le lendemain, au bout du compte, une

quarantaine de sans-papiers ont choisi de rester avec SOS-Racisme, les 200 autres se retrouvent alors logés chez le syndicat SUD-PTT.

Les rebondissements au niveau juridique furent également nombreux. Le tribunal de grande instance refusait la prolongation de la rétention administrative de certains immigrés interpellés initialement. En effet, le mardi soir, la juge Virginie Renaud considérait que la seule présence d'un groupe de personnes, venant de l'église Saint-Ambroise et ayant été interpellé au gymnase Japy, n'était pas de nature à troubler l'ordre public (ce qui aurait justifié le contrôle d'identité ayant abouti à ladite interpellation). En outre, pour décider de la remise en liberté, ce magistrat a estimé que du fait de la longueur des plaidoiries et des multiples incidents soulevés par la défense, elle n'était pas en mesure de statuer sereinement dans un délai convenable.

Seuls trois des 105 Africains interpellés demeuraient donc en rétention. La Préfecture de police faisait alors appel.

Le mercredi, Jean Bernheim, président de la Cour d'appel, annulait la remise en liberté, estimant que l'expulsion était légale et les contrôles justifiés. Le tribunal administratif statue sur les arrêtés de reconduite à la frontière. Mais l'administration ne peut plus (du moins provisoirement) mettre à exécution cet arrêté, puisque les personnes sont en liberté! Situation qui n'est pas loin de nous déplaire. Jacques Toubon est fort mécontent, et à la demande du Premier ministre, il va étudier la « manière de mieux coordonner, dans la loi, les deux procédures administratives et judiciaires », afin que de telles situations ne puissent se reproduire.

Les réactions et déclarations de la classe politique sont édifiantes.

Quand Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, fustige « les associations qui poussent au crime, en pensant défendre des gens comme eux, alors que, peut-être, ils les mettent dans des situations qui deviennent paradoxales et inextricables », elle ferait mieux de dénoncer les secteurs de l'industrie, esclavagistes modernes, qui fonctionnent grâce au travail clandestin.

Quand François Hollande, porte-parole du PS, affirme qu'il « n'y a pas de complaisance à avoir à l'égard de l'immigration clandestine [...], qu'il faut traiter les choses et surtout les hommes et les femmes au cas par cas », il pense la même chose qu'Éric Raoult, ministre délégué à la Ville et à l'Intégration (« Le souhait du gouvernement, c'est de régler au cas par cas ces situations. »), à savoir qu'il faut d'abord réprimer et, éventuellement, ensuite panser les plaies que l'opinion publique ne pourrait accepter! La justice sociale ne dit rien pour ces gens-là, le mot « justice » ne s'acoquine qu'avec « tribunaux », « juges ». L'État de droit est... le droit de l'État! Comment ces gens-là peuvent-ils aborder les problèmes autrement, puisque leur unique préoccupation est la gestion d'un système économique et politique qui ne produit que désordre, misère et aliénation? Ventes d'armes au pays du tiers-monde, subvention des dictatures, pour le plus grand bonheur des marchands de canons, de béton, de pétrole, dans le mépris le plus absolu des populations.

Comment, dès lors, les individus peuvent-ils vivre où ils veulent, quand ils veulent et comme ils veulent?

Malgré l'extrême dureté de la situation, les familles restent organisées et soudées. On comprend que, sur le plan juridique, les chances de régularisation soient maigres, que seule une remise en cause des lois Pasqua peut faire aboutir les revendications des clandestins. Dès lors, nombre d'associations se posent certainement la question de savoir si un tel combat, demandant une large mobilisation de l'opinion publique et un investissement militant, peut aboutir. Pour les libertaires, il ne s'agit pas de renoncer à cette lutte sous prétexte de ne pas en connaître le résultat. Les anarchistes participent à celle-ci et s'investissent autant qu'ils le peuvent pour que les décisions des familles ne passent pas après les intérêts d'associations au service d'intérêts politiciens. Nous ne nous économiserons pas une critique de ceux qui soufflent le chaud et le froid, la possibilité de manifestions unitaires ne devant pas être incompatible avec l'affirmation de nos propres valeurs.

Il s'agit aujourd'hui d'empêcher le durcissement de la législation, d'abroger les lois Pasqua[2] et faire reculer dans l'opinion publique l'acceptation de la répression des immigrés. Sentiment qui gangrène l'ensemble de la classe politique. Le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, affirme haut et fort que la droite « lutte efficacement contre l'immigration », que le gouvernement expulse alors que Le Pen « incante ». Dès lors, tout l'amène à appeler les électeurs du FN à voter pour la majorité, en réponse à l'appel du FN à faire battre les candidats RPR-UDF. La route vers un monde nouveau, basé sur l'entraide, la liberté et l'égalité, est encore longue. ✖

1. Et l'on ne parlera pas des lois Joxe/Marchand (ministres socialistes) permettant aux préfectures de contrôler les études des étudiants étrangers.

2. Ainsi que les lois Joxe/Marchand et peut-être bien Toubon.

L'affaire Papon

René Berthier

Les Chroniques du Nouvel ordre mondial sur Radio libertaire ont consacré le mardi 28 janvier une émission à l'affaire Papon, dont nous proposons ici une brève synthèse.

Maurice Papon a été secrétaire général de la préfecture de la Gironde de juin 1942 à août 1944. Depuis quinze ans, les parents de quelques-uns des 1 690 juifs envoyés à Auschwitz entre 1942 et 1944 attendent son procès. Depuis quinze ans, les procédures étaient constamment bloquées.

Cet ancien ministre du budget de Giscard d'Estaing a aussi été préfet de police de Paris entre 1958 et 1967, notamment lors de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris, qui fit plusieurs centaines de morts et celle de Charonne du 8 février 1962 qui fit 9 morts.

Aujourd'hui, après une interminable procédure, les magistrats semblent persuadés de l'entière responsabilité de cet ancien fonctionnaire de Vichy chargé du « service des questions juives » dans l'envoi de huit convois de déportés sur dix partis de Bordeaux entre juillet 1942 et mai 1944. 1 690 juifs ont été internés au camp de Mérignac, puis transportés à Drancy avant d'être dirigés vers des camps d'extermination. Deux convois sont exclus de l'accusation… parce qu'il n'y a pas de parties civiles.

Michel Slitinsky, interviewé à plusieurs reprises sur Radio libertaire, milite depuis des années pour que le procès ait lieu. Ce sont des policiers français qui sont venus arrêter sa famille en octobre 1942. Michel réussit à s'échapper. Il rejoint le maquis du MUR en Auvergne.

En 1961, à l'occasion de la polémique qui a suivi l'affaire du métro de Charonne – Papon est alors préfet de police de Paris – Slitinsky découvre que ce dernier a été secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

En 1975 il découvre dans les archives départementales de la Gironde des dizaines de documents signés de la main de Papon ou de son subordonné du service des questions juives. Il en profite pour recenser le nombre des déportés du département. Le puzzle est reconstitué en 1980, avec 12 000 pièces.

Le 16 janvier 1996 a lieu la première audience publique de l'affaire. Après 16 ans de procédure, Papon sera peut-être enfin jugé pour crimes contre l'humanité devant la cour d'assises de Bordeaux. Depuis 1981 le dossier a usé trois magistrats instructeurs, rempli 42 tomes, sollicité 21 fois la cour d'appel, 5 fois la Cour de cassation.

L'arrêt de la chambre d'accusation de Bordeaux, rendu le 18 septembre dernier, souligne le zèle du secrétaire général de la préfecture dans la déportation de 1 690 juifs entre 1942 et 1944, alors qu'il savait qu'ils allaient « inéluctablement à la mort ».

Maurice Papon n'a jamais soutenu l'hégémonie de l'Allemagne, dit son avocat. C'était un « résistant ». Il est également fait état d'un « ordre » donné par Londres aux fonctionnaires : il s'agit en fait d'un message, adressé par le lieutenant-colonel Tissier, le 8 janvier 1942 sur la BBC, aux fonctionnaires et magistrats français leur demandant de rester à leur poste.

On ne peut donc reprocher à Papon d'avoir obéi à un ordre, dit son avocat. Les défenseurs de Papon oublient cependant que le message de Londres demandait aux fonctionnaires de rester en place pour saboter la politique de collaboration, ce qui n'a pas été particulièrement le cas de Papon…

Les lois antijuives prises par Vichy, qualifiées de « déplorables » par la défense, « limitaient les droits des juifs », mais n'étaient pas « génocidaires ». Le défenseur de Papon soutient que son client ne pouvait pas savoir où partaient les juifs, puisque la solution finale était, selon lui, « le secret le mieux gardé de la guerre ».

Selon l'avocat général, la responsabilité de Maurice Papon correspond bien à ce que l'on entend par crime contre l'humanité. Il n'est pas nécessaire que Papon ait fait partie d'une organisation nazie, il a eu « pleinement conscience d'apporter son aide et son concours à un plan concerté » et s'est « prêté à la tentative d'élimination d'une partie du genre humain ». Les éléments de charge sont donc, selon le parquet, « accablants ».

Mobilisation sociale en réponse à l'intention de Renault de supprimer plus de 6000 emplois en Europe

IL Y A tout lieu de penser que le déroulement de l'affaire Renault, annonçant la fermeture du site de Vilvorde en Belgique, qui emploie 3100 personnes, suivie de la suppression de 2700 postes de travail en France, afin de réaliser, selon la direction et les habituels histrions du libéralisme, les « sacrifices nécessaires » à la bonne santé économique du grand constructeur automobile, relève de la mise en scène et de la manipulation d'opinion. Le temps fort du premier acte, dont l'objet était sans doute de minimiser une possible inquiétude populaire, la convocation du président-directeur général, le sieur Schweitzer, à Matignon pour qu'il s'y fasse taper sur les doigts, essayait de faire oublier que l'État français possède encore 46 % des parts de ce qui fut la RNUR. Et que la direction de Renault avait provisionné plusieurs milliards de francs en prévision d'une vague importante de licenciements.

« Dossier bien lourd », a-t-on sans doute jugé en haut lieu: un nom symbole, Renault, qui fut longtemps appelé la forteresse ouvrière d'où partirent, entre 1950 et 1970, des mouvements sociaux importants qui aboutirent à d'appréciables avancées sociales; une marque phare de l'industrie française... Il serait nécessaire d'habiller l'affaire, qui risquait d'être chaude, et d'y montrer de l'humanité, du souci pour le bien public et de la mansuétude pour les faibles et ceux que l'impitoyable lutte économique et le progrès technologique écraseront dans leur inexorable marche. Nos gouvernants jouent à merveille ce rôle de composition, il est vrai qu'ils le jouent souvent.

Bien sûr, vinrent quelques couacs de l'autre côté du Quiévrain, du gouvernement fédéral belge, qui répète à qui veut l'entendre - il songe surtout à être entendu de ses électeurs flamands - qu'il n'était pas au courant, pas réellement informé: Louis Schweitzer, qui endosse dans ce scénario le vilain costume de l'homme de fer, l'avait seulement averti de quelques difficultés économiques passagères.

Chasse aux emplois

Est-il nécessaire de rappeler que la marque au losange est coutumière, comme ses consœurs de la construction automobile, des réductions d'effectifs tous azimuts? Tous les ans se renouvellent les plans sociaux et les disparitions de postes de travail. Trente mille suppressions d'emplois en sept ans dans le monde entier et 15000 en France!

Cette situation de chasse ouverte aux emplois n'est pas particulière à l'industrie automobile. Elle se répète dans tous les secteurs: chez Michelin en 1993, 2000 suppressions d'emplois, gain pour l'entreprise: 3,5 milliards de francs; chez Danone, en 1995, 297 suppressions de postes, gain pour l'entreprise: 2 milliards; à l'Aérospatiale, en 1995, 4600 disparitions d'emplois malgré la commande de 120 Airbus qui seront vendus à une compagnie américaine pour la coquette somme de 12 milliards de dollars.

L'élément nouveau, ce qui commence à faire gripper le mécanisme de décervelage organisé par les managers de l'État et des entreprises, ce sont les réactions, le refus de ce qui est présenté comme une fatalité et qui relève, en fait, de l'avidité à plus de bénéfices, plus de pouvoirs, plus de salaire pour les dirigeants - on voudrait bien connaître le traitement et les avantages en nature du sieur Schweitzer... Des délégations de salariés de Vilvorde ont été reçues dans des sites français de la marque; des manifestations ont déjà eu lieu ; d'autres sont prévues : à l'instant de mettre sous presse, nous apprenons que tous les syndicats de l'Europe implantés chez Renault – y compris nos camarades de la CGT d'Espagne, qui seront présents – appellent, mardi 11, à une manifestation devant le siège social, à Billancourt.

Même les lourdes représentations de la Confédération européenne des syndicats, plus habituées au lobbying auprès de la Commission européenne de Bruxelles et qui n'avaient guère apprécié les mouvements sociaux de décembre 1995 en France, se seraient émues.

Le mouvement syndical est-il en train de réinventer l'internationalisme? Il serait bien temps – comme il est temps de donner un coup d'arrêt à l'arrogance patronale.

JACKY TOUBLET

Le Monde libertaire *n° 1075, 13 mars 1997*

Selon les magistrats de Bordeaux, Papon a agi en technicien, cherchant à faire preuve en toutes circonstances de son « incontestable compétence et de son efficacité ».

« Il ressort de nombreux éléments du dossier que Maurice Papon, dès les premières opérations montées contre les juifs, a acquis la conviction que leur arrestation, leur séquestration et leur déportation vers l'Est les conduisaient inéluctablement à la mort. »

Le procès de Papon pour crime contre l'humanité devrait se tenir à l'automne prochain, selon la décision prise le 18 septembre dernier par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux, à moins d'un arrêt contradictoire de la chambre criminelle de la Cour de cassation saisie par l'avocat de Papon.

Si l'affaire n'est pas encore une fois étouffée, un jury populaire devrait donc se prononcer au terme d'un débat qui a été occulté à la Libération et repoussé par la quasi-totalité de la classe politique française.

D'une certaine façon c'est aussi toute la France officielle de l'après-guerre qui sera jugée, dans la mesure où, circonstance aggravante, Papon a fait une carrière politique « exemplaire »: préfet, préfet de police de Paris, député UDF puis RPR, ministre de Giscard d'Estaing, commandeur de la Légion d'honneur, ordre national du mérite, croix de la valeur militaire et... croix de combattant volontaire de la Résistance!

On peut s'interroger sur les raisons qui font que cette affaire, paralysée en haut lieu pendant 15 ans – en gros pendant la présidence de Mitterrand – resurgisse aujourd'hui. C'est que dans le dossier Papon, il y avait Bousquet, et Bousquet était protégé par Mitterrand qui ne voulait pas de ce procès-là.

René Bousquet et Jean Leguay sont morts avant d'être jugés pour crime contre l'humanité, le premier assassiné, le second de maladie. Papon est le dernier. Peut-être aura-t-il le temps de mourir de vieillesse.

LA TAXE TOBIN, SOIN PALLIATIF DU CAPITALISME

Michel Sahuc

le monde libertaire

Une rentrée allégrement foiré

EDITORIAL

QUEL LIEN existe-t-il entre SUD-PTT, la Fédération des banques CFDT, *Charlie Hebdo* et *Témoignage chrétien?* C'est l'association « ATTAC » (Action pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), dernière trouvaille de « l'union de la vraie gauche retrouvée », sous l'impulsion de l'équipe du *Monde diplomatique.* Le journal qui se donne pour objectif « de produire de l'information » sur tous les aspects de la domination financière et d'agir aux niveaux national, européen et international.

En décembre 1997, quand son directeur Ignacio Ramonet publie son éditorial « Désarmer les marchés », il ne croyait pas que dans la misère de la pensée unique et sclérosante actuelle, une proposition différente, apparemment pragmatique, pouvait déclencher, dans les milieux de Gauche, un véritable élan d'espoir. À l'époque, la crise boursière qui s'abattait sur l'Asie produisit, dans les médias et gouvernements occidentaux, une vague d'inquiétude et de catastrophisme. Dans son éditorial, le directeur du « Monde diplo » propose de créer une nouvelle organisation non gouvernementale, ATTAC dont le but est de réactualiser le prélèvement à la source sur les mouvements de capitaux par une taxe au taux de 0,05 % imaginée, en 1972, par l'économiste américain, keynésien, James Tobin qui reçut le prix Nobel d'économie en 1981. Sous le flot du courrier qui arrivait au « Monde diplo », il fallut mettre en place cette organisation. Après avoir mobilisé et pris contact avec les leaders de la gauche critique et de la gauche rouge: AC!, La Confédération paysanne, Droit devant!... les oppositionnels de la CFET, la CGT-Finances, SUD-PTT, le Groupe des 10... certains journaux comme *Témoignage chrétien, Politis, Charlie Hebdo,* des personnalités médiatiques comme, entre autres, Viviane Forrester, Gisèle Halimi, Christophe Aguitton... l'équipe du « Monde diplo »déposa les statuts d'ATTAC le 3 juin 1998. Aujourd'hui la crise continue, et bien que les marchés européens semblent protégés, l'angoisse reste présente, comme le prouvent les conflits sociaux et la nouvelle mobilisation du mouvement des chômeurs.

Le 17 octobre, ATTAC a organisé son premier rassemblement national, à La Ciotat. D'après Daniel Cassen, ATTAC recevrait de 40 à 60 adhésions par jour. Des cadres supérieurs aux chômeurs en passant par des étudiants et des RMIstes.

Il est certain que, dans un monde dominé par une économie financière donnée comme norme, et la peur d'un Grand Krach boursier, une proposition qui promet de sortir du vide politique, émanant d'un prix Nobel d'économie, et reliée par une presse contestataire d'intellectuels patentés, engendre un enthousiasme démesuré.

Tobin or not Tobin ?

Depuis sa conférence de Princeton, en 1972, où J. Tobin proposa de taxer les produits financiers dans le but de permettre aux gouvernements des États-nations de retrouver leur autonomie en matière de politique macro-économique, cette proposition réapparut ensuite comme solution miracle sous le terme de « taxe Tobin ». Notamment en 1992 et 1993 lors de la crise monétaire européenne, en 1994 lors de l'effondrement du peso mexicain et du sommet social de Copenhague, où le président Mitterrand relança cette idée; elle fut encore évoquée dans les coulisses du G7, à Halifax en 1995. À chaque fois, ce projet fut gelé pour des raisons techniques ou de conflit théorique. Par la suite, il reçut le support de personnalités politiques aussi diverses que MM. J. Delors (président de la commission européenne de 1985 à 94), Boutros Boutros-Ghali (secrétaire général de l'ONU de 1992 à 1996) ou Barber Conable (président de la Banque mondiale de 1986 à 1991).

Par le type des instances où il est discuté, et par les responsables politiques qui le soutiennent, il est difficile de

croire que ce projet sera révolutionnaire et bouleversera fondamentalement les structures du capitalisme. On nous a dit que M. Tobin, parce qu'il est keynésien, n'est pas à la mode. Mais nous ne sommes plus dans les années 80, en pleine « révolution » conservatrice et les thèses du néo-keynésisme sont en plein essor. En bon disciple de Keynes, il est pour l'intervention active de l'État et en réduisant les fluctuations des taux, sa taxe permettrait de redonner une liberté de gestion aux États-nations et aurait un effet stabilisateur sur le marché monétaire. Un vrai progrès n'est-ce pas! Cette théorie économique s'inscrit bien dans le cadre de l'étatisme républicain, cet archaïsme bourgeois que l'on nous propose à la place de la pensée unique du libéralisme. En fait, tout cela cache une réaction politique des bourgeoisies nationales face à cette nouvelle hyper-bourgeoisie internationale (actionnaires et entrepreneurs) qui contrôle actuellement la globalisation du marché.

ATTAC : L'ARNAC !

Donc, pour faire simple, on veut nous faire croire que grâce à ATTAC, on va taxer les produits financiers, sans surtout trop les abîmer et redistribuer cette taxe aux pauvres.

Tout d'abord qui va taxer? Des organisations internationales pour aider le développement des pays pauvres, comme le proposent les penseurs de la nouvelle gauche ou comme le suggère M. Tobin lui-même, les gouvernements travaillant en étroite collaboration avec le Fonds monétaire international? Quel que soit le choix, il n'y a pas de remise en cause du capitalisme. Ensuite le point le plus important taxer le capital! Une sorte d'impôt sur les grandes fortunes version mondialisation! Quelle arnaque! Nos moralistes intellectuels de la nouvelle gauche[1] dont la spécialité est de montrer les excès de la globalisation, percevant la montée de la colère où pointe une vraie révolte contre un système d'exploitation toujours plus cupide et cynique, se proclament à présent comme recours raisonnable et intelligent.

Grâce à une position bien ancrée dans le paysage médiatique français, ils s'autoproclament les défenseurs, les représentants des sans grades, de l'exploitation, de l'exclusion, de la misère: les nouveaux Zorro de la presse écrite. Mais au juste, que nous proposent-ils, si ce n'est une solution palliative pour nous faire supporter la pression de plus en plus insupportable d'un libéralisme impitoyable. La taxe Tobin n'est qu'un simple aménagement du capitalisme, une petite réforme où l'oligarchie de l'hyperbourgeoisie internationale consentirait à se priver d'un peu de leur marge bénéficiaire (la plus-value) pour calmer la tension sociale. Une sorte d'aumône, de geste de charité humanitaire ou chrétienne, consentie dans le mépris, pour apaiser tous ces bas peuples. Cette taxe c'est du capitalisme pur et dur. C'est accepter la spéculation financière, le profit, l'exploitation, et « l'inégalité économique ». C'est, dans une prétendue équité, la gestion rationnelle de la misère, un contrôle policier au service du capitalisme.

À quoi joue la nouvelle gauche?

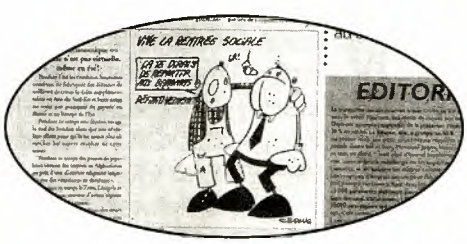
Ce projet s'inscrit bien dans « l'imposture républicaine »[2], et contre l'évolution du gouvernement vers un social-libéralisme, la nouvelle Gauche nous propose de revenir à une vieille lune, le républicanisme de Gauche qui, grâce à son État-providence, protège ses cadres et ses maîtres: les technocrates, les politiciens au service de sa bourgeoisie nationale. Attention nous sommes ici en terrain dangereux, car il n'y a qu'un pas entre républicanisme et fascisme.

Dans cet agglomérat « de gauche », gauche critique, gauche rouge, aux appartenances diverses, il est difficile de savoir le rôle que jouent la naïveté, l'égocentrisme, l'intérêt, la manœuvre politicienne, chez des contestataires reconnus par les médias officiels. Cependant, il est plus facile de comprendre pourquoi le pouvoir les laisse faire. En plus du fait qu'ils ne sont pas réellement dangereux, et défendent des thèses qui ne remettent pas en cause le système, ils restent un instrument efficace à la récupération des mouvements sociaux ou des révoltes. Rompus aux pétitions, aux tables rondes, aux débats télévisés, aux déclarations fracassantes, aux petites phrases, à la langue de bois, voire à l'affichage dans les beaux quartiers, ces maîtres parleurs ont à eux seuls le quasi-monopole de la presse contestataire officielle. Ils constituent de plus un petit réseau d'instrumentalisation de syndicats (SUD, Groupe des 10, des Fédérations CFDT ou CGT), d'associations (AC!, AITEC, Amis de la terre, Artisans du monde, Association Gunter-Holzmann, CADAC, CEDETIM...), de presses (*Le Monde diplomatique, Politis, Charlie Hebdo, Témoignage chrétien, Transversales*). Ils peuvent en cas d'agitation ou soulèvement des travailleurs et exclus de cette société, canaliser les révoltes, fédérer les causes et même le populisme, raisonner aussi la turbulence de la jeunesse, en leur rappelant les valeurs de la république, de la démocratie parlementaire, et le besoin d'État, par la voie de la table de négociations et du bulletin de vote.

Ne nous faisons pas d'illusion, derrière ce curieux attelage, certains, sensibles aux honneurs, aux portefeuilles ministériels, voire à l'argent, à tout ce fatras du pouvoir qui corrompt, sont facilement récupérables par l'État.

Devant une telle mascarade, qui cache un réformisme insidieux, il nous faut dénoncer ATTAC, car cette association cache en sous-marin, les sans espoirs, les vaincus du capitalisme qui vont des chrétiens progressistes de la deuxième gauche, devenue la première droite jusqu'au trotskysme de participation.

Non, les libertaires ne soutiendront pas cette réforme qui participe à tromper les exploités et les travailleurs. Nous, nous refusons de participer à une coalition hétéroclite dont la nuisance est de vouloir se faire passer pour les représentants du peuple et d'intervenir en son nom dans le spectacle médiatico-politique. ✖



1. Most: « Contre toutes les illusions politiciennes », *Le Monde libertaire* n° 1143.

2. Franck Gombaud: « L'imposture républicaine », *Le Monde libertaire* n° 1137.

SUPER YALTA A ENCORE FRAPPÉ

Philippe Pelletier

CONTRAIREMENT aux apparences, les puissances européennes et américaines ne se soucient que moindrement du peuple kosovar. La preuve en est qu'ils se désintéressent totalement, ou presque, de la situation d'autres peuples qui, dans le monde, subissent des atteintes liberticides ou des oppressions terribles: Afghans sous la botte des Talibans, Timorais encerclés par l'armée indonésienne, paysans et indiens du Chiapas victimes du joug mexicain, ou tant d'autres encore. Milosevic n'est pas plus despotique qu'un dirigeant chinois ou russe, qu'un Pinochet amnistié ou qu'un Kabila accueilli en grandes pompes. Et comme tant d'autres, Milosevic a été élu, grâce au contrôle des médias et à l'utilisation d'une police vigilante.

Déjà, les dirigeants répondent que ce n'est pas une raison, et que là, au moins, on ne peut pas leur reprocher de ne rien faire. Leur argumentation fait d'autant plus mouche que bien rares sont ceux, pas nous en tout cas, qui éprouvent de la sympathie pour le régime serbe. Et ils ajoutent: regardez la Bosnie, on nous a reproché notre passivité, nous avons compris la leçon, nous ne recommencerons pas, et donc nous agissons!

Un État dépecé

Nous payons là les fruits d'une passivité et d'un aveuglement qui remontent à quelques années. Dans ces mêmes colonnes, j'écrivais que tout le discours interventionniste en faveur des Bosniaques, qui agité par des intellectuels ayant prétendument trouvé leur nouveau Madrid 1936, qui partagé par quelques hommes politiques d'autant plus va-t-en-guerre que cela ne leur coûtait pas grand-chose, qui relayé par des médias complaisants, bref que toute cette propagande pseudo-humanitaire n'allait absolument pas servir aux Bosniaques, qu'il n'y aurait pas, de toutes façons, d'intervention militaire massive en Bosnie mais que, au contraire, cela préparait d'autres interventions en les légitimant par avance.

J'ajoutais aussi que, malgré les apparences encore, la question du Kosovo était différente de celle de la Bosnie et que, en tout cas, elle ne pouvait être que traitée d'une autre manière par les États.

En effet, la tragédie bosniaque s'est déroulée à l'intérieur d'un territoire et d'un État sans remise en cause de frontières internationalement reconnues. Bosniaques, Croates, Serbes, citadins et paysans, chrétiens et musulmans pouvaient donc s'étriper à qui mieux mieux: tant que cela restait à l'intérieur d'un pré carré, les grandes puissances n'interviendraient pas. Pire, elles s'en s'ont réjoui car le démantèlement de la Yougoslavie, malgré tout héritière d'une certaine conception fédéraliste et autogestionnaire, idéale sur le papier mais inapplicable pour cause de totalitarisme marxo-titiste, a favorisé leurs intérêts respectifs. La prospère Slovénie a vite été arrachée pour grossir l'Europe blanche et bourgeoise, l'Allemagne a récupéré avec une joie à peine déguisée sa sphère d'influence dans la fameuse Mitteleuropa, la France a ramé pour garder son vieil allié serbe et ses connections russes, le Vatican a béni le retour d'une Croatie chrétienne et ultra-conservatrice dans son giron non moins conservateur et toujours anticommuniste, quelle que soit la couleur autoritaire ou libertaire du communisme en question.

Tout le monde a pu lancer des investissements dans un marché démantelé, socialement corvéable et économiquement prometteur, tout en vendant quelques armes et en signant des contrats pour la reconstruction des destructions.

François Hollande, premier secrétaire du PS, peut bien verser toutes les larmes de crocodile qu'il voudra pour nous faire croire qu'il regrette le bon temps de la grande Yougoslavie unitaire, fédérale et paisible, sans quoi tout cela ne serait pas arrivé, il oublie soigneusement la responsabilité de son propre parti. C'était au temps où son chef Mitterrand et son ami du Quai d'Orsay, l'auguste Roland Dumas, ne jouaient pas de leur influence pour contrer la décadence yougoslave.

Une indépendance refusée

Bref, quand le processus d'implosion de la Yougoslavie a commencé, les dirigeants européens n'ont pas bronché. Au contraire, ils ont salué le nouvel échec du (prétendu) communisme, ils ont accéléré le processus de démantèlement yougoslave en reconnaissant *pronto subito* toutes les

• • •

indépendances qui pouvaient se présenter. Toutes, sauf une : l'indépendance kosovar.

Ce refus est aisément explicable. D'une part la revendication kosovar se situe à l'intérieur de l'État serbe, ce qui le remet en cause, contrairement à l'État bosniaque déjà membre de la fédération yougoslave et dont les limites n'étaient pas en jeu. D'autre part le Kosovo était déjà susceptible de devenir une terre irrédente, c'est-à-dire réclamée par un pays voisin qui la considère comme faisant partie de sa nation, l'Albanie en l'occurrence. L'irrédentisme entraîne fatalement une remise en cause des frontières internationalement reconnues.

Tant que l'Albanie subissait le joug du marxiste-maoïste Enver Hodja, les Kosovars pouvaient voir leurs droits élémentaires bafouer ou et leurs terres accaparées par l'État serbe, peu s'en souciaient. Mais le renversement du régime d'Hodja et l'apparition de régimes albanais aussi fantasques que prétendument libéraux, incontrôlables et déstabilisants, a modifié la situation. En outre, la révolte kosovar est passée de la résistance non-violente, prônée par le leader gandhien Ibrahim Rugova, à la lutte armée emmenée par l'UCK. Ces deux évolutions ont rendu plausibles des idées de Grande Albanie et donc de redécoupage des frontières, non seulement vis-à-vis de la Serbie mais aussi de la Macédoine et même de la Grèce où vivent en bordure d'importantes minorités albanaises.

Or s'il y a bien un consensus qui existe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et plus précisément depuis les accords de Yalta, c'est bien l'intangibilité des frontières tracées par les États, leurs vassaux et leurs colons. C'est d'ailleurs l'un des rares points où les actuels États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine soient tous d'accord ! Et pourtant quel héritage catastrophique sur le continent noir que le tracé de ces frontières. Quelles que furent les apparences de leur antagonisme, les deux grands - États-Unis et Union Soviétique - n'ont pas varié sur cette intangibilité, et même leurs fronts chauds n'ont pas dérogé à cet accord (Cuba, Corée, Vietnam). Tout débordement, tout passage de la frontière même, comme base de retrait ou comme sanctuaire, ont d'ailleurs conduit à des catastrophes dont les conséquences n'étaient pas forcément voulues par les grandes puissances, comme au Cambodge par exemple. Tel fut l'ordre de Yalta, tel est encore l'ordre de « Super-Yalta » depuis la chute du Mur de Berlin.

Une mise au pas aux portes de l'UE

Les puissances occidentales doivent donc intervenir militairement au Kosovo, non pas pour permettre la paix mais pour maintenir l'ordre international. Elles veulent briser dans l'œuf toute velléité de contestation de celui-ci dans d'autres parties du monde, au Caucase, au Kurdistan, en Afrique orientale (Rwanda-Burundi-Zaïre), dans la Corne d'Afrique (Soudan-Éthiopie-Somalie), bref partout où les guérillas remettraient en cause les fameuses frontières.

Les frappes aériennes s'adressent autant aux pan-Albanais et à tous leurs imitateurs éventuels qu'au régime serbe lui-même. Ils ne concernent le régime serbe que pour forcer celui-ci à éradiquer la revendication pan-albanaise de la meilleure façon qui soit : en reconnaissant enfin un peu d'autonomie - mais pas plus ! - aux Kosovars. Les leaders kosovars l'avaient compris, ils avaient finalement signé l'accord dit de paix. Milosevic qui a joué le matamore face à son opinion intérieure s'est fait tirer l'oreille.

Bien sûr, il s'agit aussi d'une nouvelle démonstration de force de la part de l'État américain, par exemple à l'encontre de l'Irak, de la Lybie ou de la Corée du Nord, de la Chine pourquoi pas. Mais il est non moins clair qu'il n'en avait pas vraiment besoin tant le rapport de force économique et géopolitique tourne en sa faveur depuis quelques années, indice Dow Jones à l'appui.

Nous faire pleurer en comparant le Kosovo à la Bosnie est donc au mieux une vision irréfléchie, au pire une escroquerie visant à nous duper. Au-delà de la tragique situation des Kosovars, pour lesquels les États occidentaux pourraient par exemple s'engager à ouvrir leurs propres frontières en cas de réfugiés – et là nous verrions la consistance de leur prétention humanitaire – l'engagement militaire occidental au Kosovo est lourd de conséquences. Non pas en risque de déflagration mondiale, avec des Russes sautant sur l'occasion pour contre-attaquer. Sauf erreur, ce scénario n'est pas plausible, la situation de l'État russe est trop catastrophique pour une telle opération qui, à des temps plus glorieux, a coûté cher dans un Afghanistan pourtant moins coriace *a priori*.

D'ailleurs, les États occidentaux n'ont pas manqué de prendre en compte ce paramètre et s'ils l'ont encouru c'était parce qu'ils savaient qu'il n'y a pas de danger. Non pas, de la même façon, en risque de propagation, avec d'autres puissances se jetant dans l'interventionnisme militaire : pourquoi pas un régime serbe se portant au secours d'indépendantistes corses au cas où la revendication autonomiste dégénérerait en conflit armé ? Au Pays Basque, en Irlande, en Catalogne ou ailleurs ? Mais là encore, cette hypothèse n'est guère plausible car les rapports de force ne vont pas dans ce sens-là. Même un Khadafi ou un Saddam Hussein hésiteraient à deux fois avant de tenter un coup pareil.

Par contre, l'opération militaire prouve que le nouveau pré carré européen doit être absolument inattaquable, et que l'État américain est d'accord là-dessus. Ordre de la démocratie blindée à l'intérieur du périmètre de Schengen, mise au pas en bordure ! L'opération militaire confirme aussi, après les « soldats de la paix » (*sic*) et autres Restore Hope, que les États sont prêts à tout, y compris à marcher sur leur propre parlement, y compris en snobant l'ONU, pour faire la guerre. Ils avouent bien les limites de leur souci démocratique. Les palinodies cherchant à nous faire croire que la décision d'entrer en guerre a bien été prise démocratiquement seraient risibles si la situation n'était pas aussi triste.

Pour autant, réclamer une démocratisation de l'entrée en guerre ne changerait strictement rien – on en a vu des parlements voter des crédits de guerre et lancer les troupes, il n'y a pas si longtemps en France c'était pour l'Algérie – car cela ne toucherait pas le fond de la logique capitaliste et étatique.

Lutter contre la guerre, c'est lutter contre cette logique. C'est aussi lutter contre l'oppression des Kosovars par l'État serbe et contre l'oppression des Serbes par ce même État serbe, ou par un autre État d'ailleurs.

Et lutter contre la guerre, on peut le faire ici même, pas besoin de se rendre à Pristina. ✖

ERIKA : UN NAUFRAGE DE COMPLAISANCE

Franck Gombaud

LE PÉTROLIER Erika qui a sombré au large de Belle-Ile est un exemple de pavillon de complaisance et des « progrès » que nous promet le capitalisme. Son propriétaire est italien, il est enregistré à Malte, son équipage est indien et sa cargaison appartient au groupe français Totalfina qui a affrété cette poubelle navigante pour convoyer du fuel lourd de Dunkerque vers l'Italie. L'Erika est un bateau vieux de 25 ans, qui a changé huit fois de nom et trois fois de pavillon, passant ainsi d'un enregistrement à Panama, puis à Chypre avant de finir à Malte. Il devait finir, selon l'armateur, à la casse l'année prochaine. Au sortir du « rail » qu'est devenue la Manche, le navire coule en laissant échapper une nappe de pétrole de plusieurs dizaines de milliers de tonnes, simplement parce que l'affréteur économise près du tiers du coût du transport en réduisant les coûts de maintenance des navires.

Pavillons de complaisance

Cette économie est rendue possible par une astuce, parfaitement légale dans le monde merveilleux du capitalisme : les pavillons de complaisance. Ces navires représentent 60 % de la flotte mondiale. Ils abordent le pavillon d'un pays, autre que celui de propriété, et où le libéralisme règne sans entraves. Les premières flottes de commerce mondiales sont celles du Liberia, du Panama, des Bahamas, de Chypre, Singapour, Malte… Véritables paradis fiscaux maritimes qui offrent des frais d'immatriculation minimes, une imposition faible et des réglementations sociales et de sécurité réduites. Marins philippins, indiens, maltais ou birmans, depuis longtemps, polonais ou russes depuis les années 1990, fournissent le gros des équipages, la plupart du temps sans contrat de travail.

Les gens de mer employés sur les navires battant pavillon de complaisance sont privés de leurs droits humains et syndicaux fondamentaux. Les registres de complaisance n'appliquent bien entendu pas les règles minimales et s'ils le faisaient les armateurs iraient voir plus loin, sur une autre île de la mondialisation. La main-d'œuvre à bord est invisible et il est bien difficile de savoir vraiment ce qui se passe. Plus exactement, tout le monde sait, mais personne ne veut voir : salaires dérisoires, longues périodes de travail sans repos, peu ou pas de permissions à terre, suivi médical insuffisant, marins abandonnés dans des ports lointains qui doivent se débrouiller seuls. Les consignes de sécurité mal respectées et des navires peu sûrs font du métier de marin la profession la plus dangereuse de toutes. On évalue le nombre de morts en mer à 2 000 par an. Les accidents sont nombreux (chute dans les écoutilles, membres sectionnés, brûlures, etc.) sans que cela semble préoccuper les propriétaires qui n'ont comme souci que le retard que pourraient prendre les livraisons.

Bien entendu les sinistres sont plus nombreux sur les pavillons de complaisance. En 1997, la moitié des pertes en tonnage était attribuée à seulement 8 des 27 pavillons de complaisance. Ce n'est pas par abus de langage que les marins les appellent « cercueils flottants ». Les navires les plus anciens et les moins bien entretenus sont les plus dangereux : 80 % des catastrophes en mer concernent des navires âgés de 15 ans. Or, aussi aberrant que cela puisse paraître, la prime d'assurance d'un rafiot de 25 ans comme l'Erika n'est pas plus élevée que celle d'un navire neuf, muni d'une double coque obligatoire depuis 1994. Cela montre sans aucun doute la collusion des assureurs dans un système véritablement criminel. D'ailleurs, le contrôle technique obligatoire tous les 5 ans est le plus souvent

effectué sur papier, c'est-à-dire pas du tout. Les sociétés de classification qui ont en charge ce travail sont financées par les armateurs.

Le système de la complaisance est parfaitement organisé. Il est l'équivalent pour le transport de ce que sont les paradis fiscaux pour la finance internationale. Le système capitaliste génère et organise en effet sa propre « illégalité ». Les textes réglementaires, les négociations âpres pour aboutir à des compromis, les tentatives de réguler le capitalisme, les fadaises de l'Europe sociale (et demain le monde), sont tournés en permanence par ce système de rechange qui fait de l'économie officielle une annexe de cette économie opaque qui fait le lien entre le capitalisme et la criminalité internationale. L'OMI, Organisation maritime internationale, est l'agence spécialisée des Nations-Unies qui définit les règles d'utilisation des mers du monde entier pour la navigation. Il ne s'agit bien sûr que d'un paravent, parfaitement inefficace. La représentation à l'OMI est liée au tonnage de la flotte commerciale; le Panama est donc le pays qui possède le plus de représentants. Les dirigeants de ce pays n'ayant d'autres préoccupations concernant la gestion de l'espace maritime que les pots de vin qu'elle procure, ils envoient des cabinets d'avocats américains pour les représenter. Pas besoin d'être expert pour comprendre que l'intérêt général qu'était sensée représenter cette assemblée de pays est dans les faits l'intérêt particulier des multinationales qui exploitent les pavillons de complaisance.

Il serait tout à fait illusoire d'opposer les pays du Sud pauvre qui fourniraient les pavillons de complaisance et ceux du Nord développé qui appliqueraient un semblant de réglementation sociale. En effet, les pays développés ont depuis longtemps développé leurs propres pavillons de complaisances, appelés pavillons bis. En France, par exemple, le pavillon national intègre cinq registres particuliers: le pavillon métropolitain mais aussi les pavillons des Kerguelen, de Papetee, de Nouméa et de Wallis-et-Futuna. Les Kerguelen, îles presque inhabitées des mers australes, font officiellement office de pavillon de complaisance pour la France depuis 1996. Le capitaine et le second doivent être de nationalité française ainsi que 35 % de l'équipage, pour le reste les filières négrières habituelles fonctionnent. Cela n'empêche pas les armateurs de crier qu'on les assassine au motif que l'équipage d'un pétrolier de 45 000 tonnes battant pavillon des Kerguelen revient à 7 millions de francs par an contre moins de 6 pour un pavillon tiers. Nous sommes ici dans le laboratoire du libéralisme et de la déréglementation; les patrons ont laissé tomber depuis longtemps les cache-sexe du progrès social et de l'intérêt général.

Toujours plus de transport maritime

Le transport maritime est ainsi quasi absent de nos préoccupations quotidiennes: pas d'embouteillages de porte-conteneurs, pas de bouchons causés par la grève des équipages qui naviguent sous pavillons de complaisance, pas de prises de pétrolier en otage. Il est discret, presque invisible entre deux marées noires, et traîne dans son sillage une image plutôt vieillotte de grosses coques un peu rouillées à l'heure où l'avenir semble s'appeler transport aérien ou ferroutage. Difficile de voir dans les poubelles qui naviguent, difficilement maintenues à flot par des équipages dépareillés et mal payés, le fer de lance de la modernité capitaliste. Pas facile non plus de mettre sur le même plan la conférence de l'OMC à Seattle et le naufrage de l'Erika au large des côtes bretonnes. Pourtant c'est bien de la même logique qu'il s'agit. La prépondérance du transport par mer est écrasante dans les échanges internationaux. Le bateau est bien sûr le plus puissant des moyens de transport avec des charges de 100 000 tonnes couramment et parfois plus de 300 000 tonnes.

Il est aussi le moins cher: une tonne de minerai de fer traverse l'Atlantique pour le prix d'une course en taxi entre deux gares parisiennes. On comprend mieux ainsi pourquoi et il est ainsi plus économique d'importer le minerai qui alimente la sidérurgie française du Brésil ou d'Australie plutôt que de le produire en Lorraine et pourquoi les usines tournaient à plein régime dans la zone portuaire de Dunkerque alors même qu'elles fermaient à quelques centaines de kilomètres à l'intérieur des terres. Le bateau est enfin le moyen de transport le plus rapide pour les très grandes masses à transporter comme le pétrole.

L'expansion des flottes marchandes est l'un des phénomènes marquants de l'économie contemporaine. Le tonnage global ne dépassait pas 100 millions de tonnes en 1955, il est aujourd'hui à 500 millions de tonnes. La recherche effrénée du trajet le plus économique concentre le trafic des navires sur quelques routes, Atlantique Nord, contournement de l'Afrique, et surtout dans les passages obligés que constituent les détroits (comme celui du Pas de Calais, 600 navires par jour). Ces routes relient des ports, souvent associés en façades maritimes, coïncidant elles-mêmes avec les principales îles de l'archipel du capitalisme mondial: façade de la mer du Nord, façade japonaise, etc. Cette expansion est liée à deux phénomènes qui s'alimentent l'un l'autre. D'abord la taille des navires s'est accrue, et sont nés des types nouveaux de bateaux qui accroissent largement la productivité et la rentabilité du transport maritime. Ce sont en général des navires spécialisés qui remplacent les cargos généralistes des années 1950: pour le vrac (pétroliers, minéraliers, etc.) et pour les divers (porte-conteneurs). Surtout, l'augmentation du transport maritime est liée à la croissance des flottes dans les pays en développement que la mondialisation, la baisse vertigineuse des droits de douanes et la déréglementation généralisée ont eu vite fait de transformer en pavillons de complaisance.

À partir de là, tous les discours plus ou moins indignés, mais surtout liés à l'événement, qui nous promettent une baisse (voir dans le cas de l'hypocrite Jean-Claude Gayssot une suppression) de l'utilisation des pavillons de complaisance, sont à prendre pour ce qu'ils sont: des propos malhonnêtes. Aucun homme ni aucune femme politique n'a l'intention de s'attaquer à une des clés de voûte du système capitaliste, pas plus les ministres communistes que les autres. C'est plutôt le Parti communiste qui se transforme en pavillon de complaisance de la politique française. Le naufrage de l'Erika n'est pas dû à une mer forte qui, faisant couler un navire, aurait provoqué un désastre écologique ponctuel. C'est la déréglementation du capitalisme mondial qui a fait couler l'Erika et le désastre social dont ce naufrage est révélateur se poursuit tous les jours dans le monde entier. ✖

UNE SUPERPUISSANCE PLEURE SES MORTS

Ronald Creagh

LES ÉVÉNEMENTS stupéfiants dont nous avons été les témoins ne peuvent nous laisser de glace. L'attaque du 11 septembre 2001 sur New York et le Pentagone va marquer un tournant de l'histoire mondiale, aux conséquences imprévisibles, durables et, peut-être, très lourdes. Écrasés par des tonnes de commentaires, nous devons pourtant réagir et affirmer nos propres vues. Ces premières réflexions et ces sentiments n'engagent que leur auteur mais proposent quelques pistes. Tout voyageur en avion sait ce que représente cette atmosphère close, ce personnel au travail taylorisé. S'il éprouve aujourd'hui le besoin d'exprimer sa sympathie pour les familles des victimes, notamment celles qu'emportèrent des avions funestes, c'est d'abord aux équipages qu'il pensera.

Le discours gauchiste, obsédé par la volonté de culpabiliser les États-Unis, ne saurait innocenter cette série de crimes, même s'il est vrai que les Américains n'ont « découvert » le monde arabe que tardivement, à travers les yeux des Européens et à partir de l'établissement de l'État d'Israël en 1948 et que le Moyen-Orient voit tous les jours à la télé les souffrances des Palestiniens, considère les États-Unis comme la puissance dominante de la région, et donc comme responsable de tout ce qui s'y fait. De plus, les peuples arabes sont sous la coupe de gouvernements despotiques qui, à quelques exceptions près, bénéficient du soutien des puissances occidentales.

Nos paroles, dérisoires peut-être, n'en expriment pas moins une compassion qui doit s'étendre à toutes les victimes de tous les pays: Palestiniens, Israéliens, mais aussi Africains; au Nigeria, par exemple, la lutte entre chrétiens et musulmans a compté la semaine dernière quelque cinq cents morts, phénomène auquel les médias n'ont guère prêté attention.

Au-delà de cette légitime émotion, la nature des faits et leur ampleur sont loin de faire l'unanimité.

Le jour où le monde a changé

Les faits semblent connus de tous; et d'ailleurs les médias n'ont pas donné une information continue, comme ils le prétendent, mais un matraquage: toujours les mêmes images, hystériques, obsédantes.

D'où un résultat ambivalent. L'adversaire inconnu a retourné contre la société américaine l'impérialisme télévisuel qui imprègne les différentes chaînes, les représentations triomphales de GI's et de combats aux quatre coins de la planète, mais surtout en Afrique et dans des pays arabes. Le caractère sensationnel d'un acte que ni les nazis ni les kamikazes japonais n'avaient jamais réussi, a frappé l'imagination du monde entier. Pour la première fois dans l'histoire, l'ennemi a attaqué le territoire même des États-Unis et lui a sans doute infligé plus de pertes que même pendant les pires batailles de la Guerre de Sécession. En revanche, ces mêmes images ont suscité les témoignages de solidarité des pays occidentaux et ont ainsi permis de réaffirmer le leadership un instant fragilisé de la République américaine.

En fait, l'humiliation de Superman, pire son traumatisme, s'inscrivent dans une spirale paranoïaque qui ne date pas d'aujourd'hui: tout incident « terroriste » impliquant un citoyen ou des biens américains n'importe où dans le monde est considéré comme une attaque contre la sécurité nationale des États-Unis[1]. Le budget consacré à la lutte antiterroriste, pratiquement nul en 1995, est passé à

• • •

130 millions de $ en 1997, à un milliard et demi en 2000, et le budget proposé pour 2001 s'élevait à 11,3 milliards, avant même les événements![2] Au-delà des États-Unis, l'événement marque un tournant dans l'histoire de la planète. Les rapports de force asymétriques qui régissent le monde ne sont sans doute pas inversés, mais ils révèlent au grand jour leur vulnérabilité. Le nouvel ordre mondial, les discours sur la fin de l'histoire et des idéologies, l'hostilité des Républicains à l'égard de l'État, la politique isolationniste que Bush a mené de Kyoto à Durban, toutes ces idées et stratégies ont pris un coup de vieux.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
20 au 26 septembre 2001

10 F
1,52 €

Gênes, Wall Street

Le capitalisme en ordre de guerre

Gênes : l'analyse et les témoignages
pages 4 et 5

New York : fin de la « fin de l'histoire »
page 3

Transports gratuits : une lutte au quotidien
page 2

EDITORIAL

Les services de renseignement voient la main d'Oussama ben Laden, mais nous sommes blasés de ces personnalisations de l'ennemi : Hitler, Khomeiny, Saddam Hussein. Le phénomène insolite, dissimulé, c'est un nouveau Moyen-Âge avec le retour des condottieres, ces chefs de mercenaires. Dans le cadre général de la privatisation, nous assistons à la privatisation de la guerre : déjà en Amérique du Sud ou dans le Golfe, les guerres servaient les intérêts des multinationales et des compagnies pétrolières ; en Afrique, elles sont de plus en plus gérées par des mercenaires et des armées privées. À présent, les milliardaires l'organisent plus ou moins au grand jour, même s'ils ne peuvent se dispenser de la complicité des États.

Mais le désarroi touche les puissants, car le style de vie du capitalisme se trouve remis en cause : les complicités avec les diverses mafias, la clientèle des émirats, les paradis fiscaux, et même les actions clandestines : ben Laden, comme jadis Pinochet et Noriega, n'est-il pas un rejeton de la CIA ?

Un terrorisme de droite

On parla d'abord d'un nouveau Pearl Harbor, signe d'une réflexion conduite avec les catégories du passé. On le qualifia ensuite de «terrorisme», ce qu'il est en effet, mais en oubliant qu'il s'agit d'un terrorisme de «droite», conservateur, autoritaire, car loin de viser des objets symboliques en évitant de susciter des victimes, il sème la mort sans discrimination, comme jadis le fameux attentat de la gare de Rome ; élément de la guerre psychologique, il cherche à dompter les foules par une terreur aveugle.

Le terrorisme relève de la justice, voire d'un tribunal international. Or ce n'est pas sur ce registre que se situe Bush mais sur celui de la guerre, alors qu'on ignore qui est l'adversaire. Incapable, semble-t-il, de mettre au pas les décideurs militaires, son discours devient symétrique de celui de l'intégrisme : il représente le Bien face au grand Satan. Pire, il inscrit la riposte dans une logique qui, à long terme, augure les désastres : il entend s'attaquer à tout État qu'il juge complice. Ce qui pourrait inclure la Syrie, la Lybie, l'Irak, l'Iran, le Liban, le Pakistan, l'Afghanistan, et pourquoi pas la Chine ?[3] Le recours à l'amalgame et sa conséquence, la polarisation du monde, masquent le fait que le terrorisme n'est l'apanage d'aucune religion : les gaz meurtriers du métro de Tokyo furent l'œuvre d'une secte bouddhiste et l'attentat d'Oklahoma celui d'un chrétien. L'esprit simpliste peut engendrer une guerre des civilisations : islam contre judéo-christianisme. L'attaque éventuelle d'un pays arabe ou musulman ne pourra donc que creuser davantage les jalousies et les haines.

En attendant la suite des événements, et parce que toute guerre s'accompagne d'une guerre civile, il faudra défendre les libertés chèrement acquises ; leur perte serait une victoire des terroristes, car religieux ou non, tout intégriste rêve de despotisme. Une telle éventualité constituerait une seconde mort de ceux que nous pleurons.

1. Il faut néanmoins signaler entre autres : 1983 : attaque suicide au Liban où sont tués 241 Marines ; 1988 : bombe dans un avion de la Pan Am par les terroristes lybiens ; 1993 : attentat au World Trade Center ; 1996 : attaque de camps de Marines américains en Arabie Saoudite ; 1998 : bombes dans les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya ; 2000 : attaque du navire USS Cole.

2. *USA Today*, Friday, July 7, 2000, 5A. 2 General Accounting Office, Combating Terrorism : Need for Comprehensive Threat and Risk Assessments of Chemical and Biological Attacks, GAO/NSIAD-99-163, September 1999 ; Office of Management of Budget, Annual Report to Congress on Combating Terrorism : Including Defense Against Weapons of Mass Destruction/Domestic Preparedness and Critical Infrastructure Protection, May 18, 2000, p. 45.

3. Voir par exemple les propos de William Bennett, co-directeur d'une ONG conservatrice, «Empower America», dans CNN CROSSFIRE 19 : 20 September 13, 2001 Transcript # 091300CN.V20.

LA DICTATURE DU VOTE UTILE

Manue

CELA fait maintenant une dizaine de jours que nous connaissons les résultats du premier tour des élections présidentielles. Depuis n'ont cessé de se multiplier les manifestations contre la représentation au second tour d'un parti d'extrême droite. Il est certes plutôt de bon augure que des centaines de milliers de personnes condamnent l'arrivée possible du fascisme au pouvoir. Il est par contre plus inquiétant de constater le retranchement d'une très large majorité derrière un républicanisme démocratique, grandement décrié il y a peu, et qui apparaît aujourd'hui comme l'ultime rempart à la recrudescence du fascisme en France.

L'absurdité de la démocratie représentative est pourtant ici éloquente. Mais le processus de culpabilisation qui s'opère et que les médias entretiennent avec servilité, loin de permettre une dénonciation des dangers de la délégation de pouvoir, offre à l'électoralisme une consécration dommageable, dont nous ne tarderons à payer le prix. La contestation, qui s'est pourtant largement exprimée à travers ces élections, s'obstine à voir dans le bulletin de vote une arme face aux dérives fascisantes de notre société.

La tentation de l'isoloir

La faiblesse du mouvement social entraîne peut-être certaines tentations déconcertantes même parmi les libertaires de se réfugier dans l'isoloir. Il semble pourtant urgent de rappeler que la course aux urnes n'a jamais permis de faire reculer le fascisme, bien au contraire. Et que l'abstention, loin de se résumer au seul désengagement politique, comme certains aiment à nous le marteler, est aussi l'expression de ceux qui choisissent consciemment la lutte et non le vote, comme instrument de transformation sociale et ceci pas uniquement face à une social-démocratie de convenance!

Accuser les abstentionnistes de faire la politique du pire n'est pas chose nouvelle. Cela a bien souvent servi d'exutoire aux fantasmes et à l'émotion générés par l'avancée du fascisme. Mais c'est aussi et surtout un moyen, malheureusement encore efficace, pour d'autres de consolider la pérennité de leur pouvoir. Il est peu étonnant en effet que ceux dont les intérêts sont intimement liés à la participation de tous au jeu électoral fustigent violemment ceux qui refusent de s'y prêter. Prendre en considération les abstentionnistes, qui pourtant atteignent des scores bien supérieurs à tous les partis, reviendrait à couper la branche sur laquelle ils sont assis. Cela reviendrait à témoigner du fait que l'abstentionnisme recouvre aussi une réelle dimension politique.

L'anti-électoralisme que défendent les anarchistes se nourrit d'une véritable remise en question de l'appareil d'État et d'une profonde réflexion sur les moyens de parvenir à une société plus juste, plus libre et plus égalitaire. S'inscrire dans les luttes sociales, utiliser la grève générale ou l'action directe sont à n'en pas douter des armes beaucoup plus probantes pour combattre le fascisme que l'immobilisme dans lequel nous enferme le vote.

La misère engraisse le fascisme

Accuser les abstentionnistes et prôner le vote utile c'est oublier que l'écho dont bénéficie le Front national n'a pas attendu ce fameux dimanche 21 avril pour voir le jour[1]. Se perdre dans un mea culpa, qui tient plus du sentiment religieux que d'une véritable réflexion politique, du fait de ne pas avoir voté pour Lionel Jospin, c'est oublier soudainement que la fascisation du discours et des pratiques politiques est loin d'être l'apanage des seuls Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. C'est oublier aussi que tous ces hommes de pouvoir, de droite ou de gauche, ont toujours opté pour des politiques ultralibérales et ultra-sécuritaire, qui sont au premier plan responsables des événements actuels.

On pourra alors multiplier de ridicules stratagèmes de déculpabilisation, comme d'aller voter en se bouchant le nez ou d'envoyer son bulletin d'extrême droite à l'Élysée, il n'empêche que le vote du 5 mai ne correspondra jamais à un référendum contre l'extrême droite. Il s'agit plus rationnellement d'offrir les pleins pouvoirs à un homme, englué dans des scandales financiers, dont les projets, s'ils étaient mis en œuvre, comme celui d'un ministère de la sécurité, feraient seulement le jeu de la misère, de l'exclusion, de l'inégalité, véritables germes du fascisme. Que proposeront alors les chantres de l'électoralisme, quand dans 5 ans, 10 ans ou 15 ans le second tour verra s'affronter un Le Pen à un Mégret?[2]

Insurrection populaire en Argentine

LES SURSAUTS qui ont secoué l'Argentine, du 18 au 20 décembre, ne sont que de nouveaux et violents épisodes de la guerre sociale qui ravage le pays dans une crise qui dure. Alors que le président Saa, successeur de La Rua, a démissionné à son tour, la situation reste très tendue.

Nous vous proposons ci-dessous le témoignage d'un camarade anarchiste qui relate les événements de Buenos Aires. Dans tous les témoignages de nos correspondants, des constats reviennent: aucune organisation sociale ou politique n'avait prévu l'ampleur et la spontanéité des réactions; il n'y avait pas d'encadrement des manifestants; les prolétaires et la classe moyenne argentine étaient très déterminés face à l'annonce de l'état de siège décrété par de La Rua. Autre observation: la sauvagerie de la répression, facilitée par la suspension des libertés publiques. Il faut ajouter à cela l'absence d'alternatives à la situation argentine.

Les esprits sont maintenant plus calmes après la démission du président de La Rua et la nomination de nouveaux fonctionnaires. La convocation de nouvelles élections et le nouveau changement politique, la démocratie, garantissent la continuité du régime d'exploitation et d'oppression. La nouveauté, c'est que les motivations de ces changements ont détourné la révolte populaire qui a commencé en fin de semaine, pour continuer le mardi 18 décembre et connaître son paroxysme les deux jours suivants; le bilan est de 25 morts, plus de 3 200 arrestations, une infinité de blessés, et une perte monétaire incalculable pour le gouvernement et les secteurs d'entreprises. De nombreux fonctionnaires, hommes politiques et journalistes décrivirent les événements en parlant « d'anarchie dans les rues ».

Le mardi 18 décembre eurent lieu quelques mises à sac de supermarchés dans le sud de la province de Buenos Aires; la fin de la semaine précédente, cela avait commencé dans des provinces comme Entre Rios, Santa Fe et Mendoza. Le mercredi 19, tôt dans la journée, les pillages s'intensifièrent à un niveau jamais atteint dans le pays. Plus de deux cents supermarchés, grandes ou petites surfaces furent dévastés par des gens majoritairement des quartiers où tout manque. Des milliers de personnes ont avancé, soulevant et détruisant clôtures et volets, pour surgir dans les commerces. Nourriture, articles ménagers, électroménager, meubles, etc. tout ce qui pouvait être emmené fut enlevé. La bourgeoisie et les secteurs privilégiés utilisèrent immédiatement la police et jusqu'aux employés mêmes des commerces pour la répression. Il y eut des arrestations et des morts dans tout le pays. Les saccages durèrent jusqu'à la tombée de la nuit. Le gouvernement déclara l'état de siège et déploya sa force.

Au milieu de la nuit, des secteurs de la classe moyenne sortirent en masse dans la rue pour réaliser un « cacerolazo » (protestation bruyante, ndt) et incendièrent des ordures dans les artères de la capitale fédérale, Buenos Aires. La télévision montrait des images jamais vues. La place de Mai et la place du Congrès se remplirent de milliers de personnes jusqu'au petit matin, alors la police entama la répression avec des gaz et des balles de caoutchouc. Les groupes les plus radicalisés se sont affrontés à la répression, détruisant et incendiant de nombreuses banques. Sur les marches du Congrès restait un homme saigné par une balle policière. Le matin du jeudi 20, la place de Mai était clôturée et gardée par des centaines d'hommes de l'appareil répressif. Des arrestations d'individus et de petits groupes ont eu lieu alors qu'ils tentaient, de façon pacifique, de franchir le dispositif ou de protester. À l'intérieur du pays, les mises à sacs continuent.

Au cours de la journée commencent à arriver les groupes radicalisés qui s'affronteront à la police jusqu'à l'aube. Ils investissent des rues, frappent et se retirent. Le centre de la ville est une mer de pierre, de verre brisé, de colonnes de fumée, de gaz. Des barricades sont levées, des câbles sont tendus à travers la rue, pour retenir la police montée, des cocktails Molotov, pierres et armes à feu sont utilisés contre la police. Presque toutes les banques de l'avenue Corrientes et de l'avenue de Mai sont détruites et incendiées, les Mac Donald sont saccagés et ravagés par les flammes, entreprises d'électricité, de téléphone: tout symbole du pouvoir bourgeois fut attaqué et saccagé. La police attaqua avec des balles de caoutchouc et des balles réelles, avec des gaz lacrymogènes et vomitifs, des chevaux, des motos, de petits véhicules blindés, des camionnettes et hélicoptères. L'après-midi, il y avait déjà six morts occasionnés par les balles de la police et un policier tué par les manifestants.

À la fin de la journée, après l'annonce de la démission du président, les affrontements ont continué, de même que les saccages des banques, des commerces de vêtements et de musique. Quelques supermarchés de la zone du Congrès furent pillés par des manifestants et des gens du quartier, majoritairement des immigrés de pays comme la Bolivie ou le Pérou. Le centre de la ville est resté pratiquement détruit et impraticable au trafic. Les groupes radicalisés ont incendié au moins cinq camionnettes de l'entreprise postale privée Oca. Autour de minuit, les manifestants s'étaient retirés, fatigués et blessés, après une journée qui restera dans la mémoire collective comme la révolte populaire qui provoqua la démission d'un président, et pour ses protagonistes dans la rue et dans la lutte, comme deux jours de rébellion, de passion et d'anarchie.

ADRIÁN

Le Monde libertaire *n° 1263, 10 janvier 2002*

Quel sera alors le sauveur de la République?

Que de temps perdu et de risques encourus pour chercher hors des urnes une alternative à un système fondé sur l'autoritarisme et l'exploitation[3]. Nous avons d'autres choix que celui d'aller voter. Il est grand temps d'y penser, plutôt que de foncer tête baissée vers de plus grands dangers. La nouvelle cohabitation, entre droite et gauche « respectueuses », que semblent annoncer les élections à venir, n'écartera pas le péril fasciste. Ne l'oublions pas. Avant, pendant et après les élections, il faut agir plutôt que d'élire.

1. Ces élections auront au moins eu le mérite de faire qu'un certain nombre de personnes s'en alarment enfin.

2. Et que l'abstention aura été réduite au silence par la force par un grand démocrate, qui aura décidé par exemple, comme c'est le cas en Argentine, de taxer ceux qui ne se déplacent pas dans les bureaux électoraux.

3. Les élections à elles seules représentent une véritable spoliation. D'après *le Monde* du 25 avril, les frais de campagne de Robert Hue s'élèvent à 8,5 millions d'euros, ceux de Jean-Pierre Chevènement à 9,5 millions d'euros. Pour les candidats qui ont dépassé la barre des 5 %, c'est l'État qui prend en charge ces frais. Faites donc une estimation!

ENCORE LA GUERRE !

Philippe Pelletier

DEPUIS une douzaine d'années, depuis l'effondrement de l'empire soviétique en fait, le principe du « droit d'ingérence » est proclamé par des personnalités et des groupes qui ratissent large: les gouvernements occidentaux, les intellectuels autoproclamés de « l'humanitaire », les lobbies écolo-humanitaires, les bonnes âmes sociales-démocrates. Une fois que les statues de Lénine ont été déboulonnées en Russie ou ailleurs, les opérations d'ingérence se sont multipliées au nom du droit international: Koweït (1991), Somalie (1992), ex-Yougoslavie (1995), Kosovo (1999), Afghanistan (2002).

De la même façon que nous n'étions pas dupes de l'aide américaine au gouvernement du Sud-Vietnam ou de l'aide soviétique au gouvernement afghan, puis de l'aide américaine aux talibans pakistano-afghans, nous nous sommes toujours opposés à cette ingérence. La nouveauté, c'est que la puissance dominante et concernée cherche à impliquer le maximum de pays dans ses intérêts. Le droit international vise autant à convaincre les opinions publiques occidentales qu'à réguler les rapports entre États à l'intérieur des coalitions. Les arguments humanitaires (la faim, l'oppression, etc.) masquent en réalité les intérêts géopolitiques et économiques des États et de leurs firmes transnationales. Ils occultent les responsabilités des États et des grandes entreprises dans la dégradation des situations qu'ils prétendent améliorer. On ne peut pas éditer des Corans en série ou financer les madrasas, et ensuite se plaindre que les talibans sont trop méchants. On ne peut pas livrer des produits chimiques ou nucléaires, avec leur technologie, à Saddam Hussein, et ensuite se plaindre qu'il s'en sert.

Le prétendu remède de l'ingérence et de l'intervention – militaires, bien entendu – s'avère souvent aussi néfaste que le « mal »: la guerre civile en Somalie ou en Afghanistan, avec la destruction des quelques infrastructures; la relance de la culture du pavot en Afghanistan, l'éparpillement des mines antipersonnel qui condamnent le moindre berger à être un éclopé en puissance; le démembrement ethnique et la misère économique en ex-Yougoslavie, où la situation ne s'est améliorée que par la lutte des Serbes eux-mêmes contre Milosevic et le dégommage des ultranationalistes révisionnistes à la Tudjman en Croatie, etc.

Toute politique d'ingérence favorise l'hyperpuissance américaine qui dispose du premier budget militaire au monde, soit 40 % des dépenses militaires mondiales, le double environ du budget militaire des pays européens membres de l'Otan, un milliard de dollars dépensé chaque jour pour l'armée, c'est-à-dire l'équivalent du PIB annuel du Burkina Faso. Et ce budget est en hausse, W. Bush a fait retirer les États-Unis du traité ABM, un mince accord qui prévoyait un zeste de désarmement.

Après l'acceptation du « principe d'ingérence » par les opinions publiques occidentales, le monde en arrive maintenant à un cran supplémentaire, encore plus dangereux. Les conséquences d'une guerre en Irak sont incalculables. Outre le pétrole du Moyen-Orient qui passera définitivement aux mains des déjà puissantes compagnies pétrolières américaines, la réaction des populations arabo-musulmanes risque de se durcir, partout. Les dirigeants américains n'ont tiré aucune leçon des attentats du 11 septembre 2001. Bien que leurs radars et leurs systèmes de défense hypersophistiqués aient été incapables de parer l'action terroriste, ils relancent la « guerre des étoiles » (IDS). Bien que leur politique en Palestine et en Israël soit catastrophique, ils la durcissent. Ils ont trouvé dans leur Frankenstein Ben Laden le miroir de leur obsession de puissance, avec son vernis idéologique hurlant « God bless America » ou « Allah akbar ».

Une autre solidarité entre les peuples

Bien sûr, jamais il ne fut question, pour nous, de défendre des dictateurs (Hussein, Milosevic, les talibans, etc.) ou de renoncer à la solidarité internationale. Mais nous concevons cette solidarité autrement: aider les forces autogestionnaires des pays opprimés, accueillir leurs exilés, déserteurs et insoumis. Pousser les États à lâcher les dictateurs (arrêt de l'aide politique, des ventes d'armes, des cré-

dits). Lutter, ici, en France, contre ceux qui sont à l'origine de ces oppressions ou qui alimentent les conflits : les fabricants et exportateurs d'armes, de centrales et de bombes nucléaires ; les multinationales du pétrole qui s'acoquinent avec les dictateurs pour pomper l'or noir (Algérie, Arabie, Gabon, Birmanie, Asie centrale, etc.), qui souillent les plages sans bourse délier mais qui trouvent le fric pour corrompre les intermédiaires ; les politiciens qui couvrent ou organisent tous ces trafics, et qui sortent indemnes de leur magouille, comme le confirme l'affaire Dumas-Elf où l'on retrouve tous les ingrédients du cocktail nauséabond (pétrole, armes, trafic, magouilles) : ces truands de haut vol, de gauche ou de droite, viennent d'ailleurs d'être exonérés par la justice française qui préfère s'attaquer aux voleurs de mobylette.

L'ingérence est partout, celle du plus fort. La société policière s'élargit à l'international : les gyrophares, les uniformes bleu horizon et les descentes de police avalisent, légitiment, cautionnent d'avance auprès des citoyens, les opérations militaires internationales sous les uniformes kaki pour le pétrole (Moyen-Orient, Asie centrale) ou le cacao (Côte d'Ivoire), tandis que les paradis fiscaux rotent tranquillement de prospérité… Quelques dissidents de la galaxie football évoquent-ils le fait que l'équipe de Monaco serait financée par la maffia russe ? Ces empêcheurs de tourner le ballon en rond reçoivent gentiment un carton jaune et sont priés de ne pas détourner le bon peuple de son gavage quasi quotidien. Il n'y aura pas de résolution de l'ONU contre Monaco, les GI's ne seront pas parachutés sur le Rocher pour rétablir la démocratie, et les princesses ne seront pas déférées menottes aux poignets auprès du Tribunal pénal international pour complicité dans la finance plus ou moins occulte. Ouf, le paradis fiscal peut vivre tranquille !

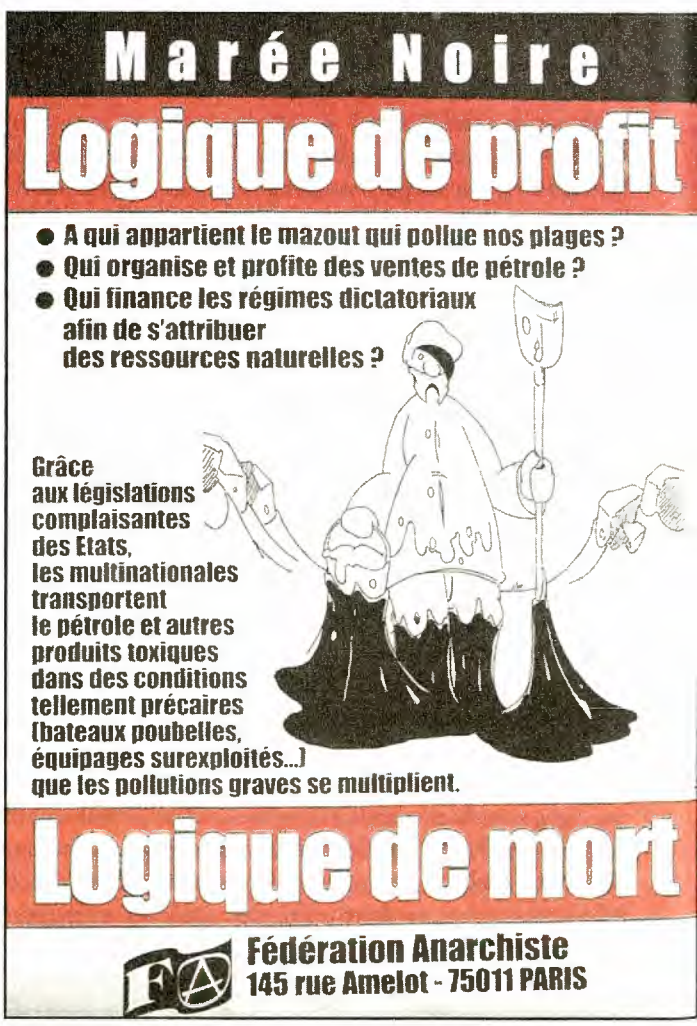
Quelle intervention, quelle libération ?

En 1936, déjà, les révolutionnaires espagnols disaient à la classe ouvrière des autres pays : « Aidez-nous en vous battant dans votre pays contre le capitalisme et l'État. En les faisant reculer, vous augmenterez votre liberté et la nôtre. » Les staliniens de l'époque ont préféré envoyer les Brigades internationales qui furent héroïques, certes, romantiques en diable, mais qui ont contribué à imposer la main de fer stalinienne sur les libertaires et les anti-staliniens. Aide-toi et le monde t'aidera. L'émancipation des travailleurs et des peuples sera l'œuvre des travailleurs et des peuples eux-mêmes. Ces principes ne sont pas creux ! Au contraire, ils évitent tout autoritarisme qui, venu de l'intérieur ou de l'extérieur, aboutit inévitablement à vider toute libération de sa substance. Car la libération ne s'impose pas, elle se fait.

La solidarité ne s'impose pas non plus, elle se construit. Éradiquer les plants de pavot sans promouvoir des cultures alternatives et un débouché correspondant, c'est du pipeau. Dire au caïd machiste de banlieue : « Ce n'est pas bien ce que tu fais », sans lui donner, à lui et à son quartier, les moyens d'une autre vie, c'est foutu d'avance. Déresponsabiliser les uns et les autres, en clamant que « c'est la faute à pas de chance » ou « c'est la faute à la société », c'est oublier que la société, c'est nous, c'est s'en remettre aux puissants pour tenter de trouver une solution, c'est demander à l'ONU qui ne se bouge pas pour les Palestiniens, les Kurdes et les Tchétchènes de faire ce qu'elle ne peut ou ne veut pas faire.

Depuis l'effondrement de l'empire soviétique, le prétendu « droit d'ingérence » ne sert qu'au redéploiement géopolitique du capitalisme libéral dirigé par les États-Unis. L'argument idéologique de la lutte anticommuniste ayant disparu, les experts du Pentagone nous ont fabriqué du « choc des civilisations » : diviser pour régner, la vieille recette est accommodée à une nouvelle sauce. Leurs marionnettes devenues des Frankenstein, les Saddam Hussein, Ben Laden et consorts, sont recyclées en repoussoir. Le « combat pour la liberté », la « lutte éthique contre les dictatures », qui seraient enfin possibles comme nous l'assurent Madelin et compagnie, ne sont que des prétextes hypocrites. Les masques tombent. Les sacs de riz envoyés en Somalie sont remplacés par les bombes à fragmentation larguées en Afghanistan.

La prétendue « communauté internationale » n'est qu'un club plus ou moins coopté de dirigeants défendant avant tout leurs intérêts et leur pouvoir. Le droit international qu'elle prétend élaborer est brandi quand cela les arrange (Koweït, Irak, etc.), bafoué dans de nombreux cas (Israël, par exemple) ou inopérant (la séculaire revendication du Kurdistan, la Tchétchénie, le génocide du Rwanda, etc.). Nous nous sommes toujours opposés au prétendu « droit d'ingérence » sans avoir été bien compris. Aujourd'hui, on constate les dégâts de cette dérive géopolitico-humanitaire : la guerre qui se veut globale !



Mourir pour McDo

Jean-Pierre Tertrais

En quelques décennies, et un peu partout sur la planète, l'obésité est devenue plus qu'une question de société, un problème majeur de santé publique. On estime aujourd'hui le nombre de personnes obèses, dans le monde, à plus d'un demi-milliard! Comme souvent, les États-Unis sont à la pointe du progrès: près de 45 % des Américains présentent un excès de poids. Avec 400 000 morts par an, l'obésité est en passe de devenir la première cause de mortalité au royaume de McDo. En France, où l'on dénombre cinq millions d'obèses, la progression est particulièrement importante chez les enfants: 13 % d'entre eux souffrent actuellement d'un surpoids contre 3 % il y a trente ans et 6 % il y a quinze ans.

Une société en question

La progression de l'obésité est liée aux mutations économiques: elle est spectaculaire à partir des années 50 aux États-Unis. La multiplicité des facteurs et de leurs interactions fait de l'obésité un problème complexe; il est cependant évident qu'à côté des causes biologiques (essentiellement génétiques), les facteurs sociaux et environnementaux prennent une place prépondérante.

Les styles de vie ont un rôle majeur dans le développement de l'obésité: sédentarité (mécanisation des modes de déplacement: ascenseurs, escaliers roulants, automobiles, etc., contre la marche et la pratique du vélo), modification des habitudes alimentaires (notre ration de viande a plus que doublé depuis la Seconde Guerre mondiale!), densité calorique de la nourriture, taille des portions, déstructuration des rythmes alimentaires (grignotage à toutes heures, consommation impulsive), régression du plaisir et de la convivialité liés au moment du repas, stress comme source de désordres du comportement alimentaire, etc.

Les répercussions sur la santé sont en proportion de l'ampleur du problème: diabète, hypertension, maladies cardiaques et respiratoires, douleurs articulaires, troubles du sommeil, etc. Avec un coût économique croissant: l'obésité est responsable de 5,5 à 7 % des dépenses de santé aux États-Unis (117 milliards de dollars par an).

Bouffe et tais-toi !

Tout est mis en œuvre pour expliquer que la lutte contre l'obésité relève de l'individu et non de l'État. Le pauvre était déjà responsable de sa misère; il l'est désormais de son embonpoint. Car ce sont bien les personnes les plus vulnérables qui sont majoritairement affectées par l'obésité. Toujours aux États-Unis, dans certaines populations défavorisées, hispaniques ou noires, le pourcentage de sujets obèses peut atteindre les 50 %. Récemment, la Chambre des représentants vient d'adopter un projet de loi dit « Cheeseburger » visant à protéger les chaînes de restauration rapide et les groupes alimentaires américains des procédures engagées par des obèses, et dont les conséquences financières pourraient être catastrophiques. Avec un argument imparable: l'objectif est de protéger un secteur qui est le plus grand employeur aux États-Unis après le gouvernement, avec douze millions de salariés. Si c'est pour l'emploi…

La propagande commence par la négation des facteurs sociaux et la mise en évidence des prédispositions génétiques de l'obésité (alors que les enfants regardent en moyenne 10 000 pubs par an pour des produits alimentaires, et que 95 % de ces spots télévisés concernent fast-foods, boissons,

bonbons ou céréales enrichies en sucre!). Elle se poursuit par la mise au point de médicaments, agissant soit au niveau de l'intestin pour limiter l'absorption des graisses alimentaires, soit au niveau du cerveau pour limiter la prise alimentaire. Focaliser l'attention sur les effets permet d'oublier les causes! Il existerait même une théorie virale de l'obésité! Ne serait-ce pas un peu… gros?

Toujours plus

Et si, pourtant, ce fléau de l'obésité n'était que la caricature dérisoire d'une société malade parce que fondée sur l'économie? Une économie où des gourous assènent à longueur de temps des prévisions qui s'avéreront fausses, élucubrations d'une science qui n'en est pas une… mais qui décide quand même de la vie et de la mort des femmes et des hommes, sans jamais avoir de comptes à rendre! Une économie qui ne peut être qu'une discipline de salon parce qu'elle est incapable d'appréhender la complexité du réel et qui, précisément parce qu'elle ne peut rendre compte du réel, finit par déclarer sans vergogne que ce n'est pas la science économique qui est fausse, mais la réalité!

Soumise aveuglément au jargon prétentieux des usurpateurs, à la langue de bois qui dissimule leur ignorance, la société elle-même ne se conçoit que comme un « appendice du système économique ». La seule finalité de l'économie de marché est de produire toujours plus de biens; la consommation effrénée semble être le seul idéal de la civilisation occidentale. La religion de la croissance a édifié de nouveaux temples, les supermarchés, consacré de nouveaux prêtres, les investisseurs. L'objectif, lui, n'est pas nouveau: anesthésier les consciences. À quoi peut servir de remplacer la culpabilité par le désir si c'est pour culpabiliser quand le désir n'est pas assez extravagant?

Dans la société capitaliste dominée par le profit, consommer est devenu un devoir civique. Non seulement la vie humaine est réduite à l'acte d'achat, l'homme au statut de producteur et de consommateur, mais les vitrines opulentes invitent en permanence à une « orgie mercantile ». Le poids des aliments ingérés par personne aux États-Unis est passé de 860 kg en 1961 à 1 065 kg en 1999, soit une augmentation de 25 % en 40 ans (encore un effort, citoyens, les marchés seront reconnaissants!). Une étude récente sur l'évolution de la stature physique des Américains met d'ailleurs en évidence que les mensurations des femmes de 18 à 25 ans sont passées de 89-69-95 il y a vingt ans à 96-81-104: l'industrie du silicone n'est donc pas seule en cause! Se gaver, se goinfrer pour augmenter le PIB, pour faire tourner la machine à plein régime, pour éviter les crises de surproduction. Multiplier les appétits pour n'être jamais rassasié.

Mourir pour McDo!

Une société fondée sur les outrances, les excès, la surenchère, le gigantisme, sur l'accumulation et la destruction de marchandises, sur la profusion matérielle, et où le bonheur, ou plutôt son illusion, se mesure à l'aune de la seule croissance, doit comprendre que ses jours sont comptés, sa vulnérabilité se nourrissant de sa puissance.

Parce que ces pseudo-richesses ne servent qu'à combler des insatisfactions, banaliser des plaisirs factices, masquer la dépréciation de soi, parce qu'elles favorisent l'érosion des facultés créatrices, nous dépossèdent des moyens de subsistance, nous distraient d'une vie fade, d'un ennui mortel, d'un échec existentiel, parce qu'elles engendrent la perte du lien social, la dissolution des solidarités, il est urgent d'élever l'homme à la place où il n'aurait jamais dû cesser d'être. Urgent d'accoucher d'une civilisation qui soit fondée sur le partage d'une terre que nous empruntons à nos enfants, sous peine de voir se développer les tendances à l'autodestruction, sous peine de sombrer dans l'ère du vide. Urgent de « décoloniser les consciences », de passer de l'apathie majoritaire à la révolte généralisée. Perdre sa vie à la gagner et vivre au-dessus de ses moyens en hypothéquant le futur: aucune autre bête n'aurait pu le faire! ✖

Chaque jeudi retrouvez *le Monde libertaire*
hebdo, 2 € dans les kiosques

Fédération anarchiste

les groupes

www.federation-anarchiste.org

Aisne (02)
Grpe Kropotkine
c/o Athénée libertaire,
8, rue de Fouquerolles,
02000 Merlieux
Alpes-Maritimes (06)
Liaison Antibes
c/o Publico
Ardèche (07)
Grpe d'Aubenas
c/o Cesa, BP 15,
07170 Villeneuve-de-Berg
Ardennes (08)
Liaison Ardennes,
c/o La Question sociale,
BP 5, 08150 Rimogne,
http://endehors.org
ThSassi@hotmail.com
Ariège (09)
Liaison Thélème, Lacourt,
09200 par St-Girons
lalocale2002@yahoo.fr
Aveyron (12)
Liaison Sud Aveyron
c/o SAP, BP2,
12400 St-Afrique.
Liaison Millau c/o SAP,
BP2, 12400 St-Afrique
Bouches-du-Rhône (13)
Groupe FA de Marseille
c/o Mille Bâbords,
61, rue Consolat,
13001 Marseille
contact@fa-
marseille.fr.eu.org
Calvados (14)
Liaison Caen
c/o Publico
Cantal (15)
Grpe La Pierre noire
c/o Publico
Charente Maritime (17)
Grpe Nous autres,
c/o Adil, BP 3,
17350 Port-d'Envaux
nousautres@club-internet.fr
Grpe Les Affranchies
c/o Publico,
groupe-les-affranchies@
federation-anarchiste.org
Corrèze (19)
Liaison Corrèze
c/o Publico
Côte-d'Or (21)
Grpe La Mistoufle, c/o les
voix sans maître, 7, rue du
Dr-Chaussier, 21000 Dijon
Côte d'Armor (22)
Grpe Jean-Souvenance
c/o Publico,
souvenance@no-log.org
Creuse (23)
Grpe A. Lehning, c/o CNT
Creuse, BP 181,
23004 Guéret cédex
Dordogne (24)
Grpe Périgueux
c/o Athénée libertaire,
7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
Grpe la Boétie
c/o ADCS 24, BP2,
24580 Rouffignac
groupe-la-boetie
@federation-
anarchiste.org
Doubs (25)
Grpe Proudhon
c/o CESL, BP 21,
25014 Besançon cedex
groupe-proudhon@
federation-anarchiste.org
* Librairie L'Autodidacte,
5, rue Marulaz,
25000 Besançon
www.lautodidacte.org
Eure-et-Loire (28)
Grpe de Chartres
c/o Publico
Finistère (29)
Grpe Les Temps nouveaux
c/o CEL, BP51044, 29210
Brest cedex 1
Liaison Quimper
c/o Publico
Gard (30)
Grpe Gard Vaucluse c/o
AGDIR, BP5018,
30900 Nîmes
www.fa-30-84.org
Gironde (33)
Cercle J. Barrué c/o,
7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue
@federation-
anarchiste.org
Grpe Lapeyre, 61, rue
Pauly, 33130 Bègles
Hérault (34)
Liais. Montpellier
c/o Publico
Ile-et-Vilaine (35)
UL La Commune :
Grpe Ni Dieu Ni Maître
ndnm@federation-
anarchiste.org
Grpe La Sociale, local anar-
chiste rennais, 9, rue
Malakoff, 35000 Rennes
fa-rennes@fr.st
www.fa-rennes.fr.st
Isère (38)
Grpe Jules-Vallès
c/o ARSEP, BP 4021,
38811 Grenoble cédex 01
jules.valles@no-log.org
Jura (39)
Grpe Lucio
c/o La Maison du Peuple,
12, rue de la Poyat,
39200 St-Claude
Landes (40)
Liaison Elisée-Reclus, 13,
av. J. Ferry, 40110 Morcenx
Loire (42)
Grpe Nestor-Makhno c/o
FA, salle 15 bis, Bourse du
travail, cours Victor-Hugo,
42026 St-Étienne
Loire-Atlantique (44)
Liaison Nantes c/o Publico,
groupe-nantes@
federation-anarchiste.org
www.fanantes.org
Loiret (45)
Grpe El Quico c/o,
45 ter, Maison des associa-
tions, 45200 Orléans
Liaison Montargis
c/o Publico
Maine-et-Loire (49)
Grpe d'Angers c/o ACLN,
BP60221,
44002 Nantes cedex
Manche (50)
Grpe de Cherbourg
c/o Grel, BP12, 50130
Octeville cedex
groupe-cherbourg@
federation-anarchiste.org
Liaison Carentan c/o
Grel, BP 12, 50130 Octe-
ville cedex
Meurthe-et-Moselle (54)
Grpe J.-Roger-Caussimon
c/o Cres, 76, rue Léonard
Bourcier, 54000 Nancy
Grpe Marée noire
c/o Planète verte,
BP 22, 54002 Nancy
contact@maree-noire.info
http://maree-noire.info
Liaison Toul c/o Planète
verte, BP 22, 54002 Nancy
liaison-toul@
federation-anarchiste.org
Meuse (55)
Liaison Meuse
c/o Publico,
contact@maree-noire.info
Morbihan (56)
Grpe Francisco-Ferrer, cité
Allende, boîte n°19, 12,
rue Colbert, 56100 Lorient
fedeanar56@yahoo.fr
Grpe René-Lochu c/o
Maison des associations, 6,
rue de la Tannerie,
56000 Vannes
fedeanar56@yahoo.fr
Moselle (57)
Grpe de Metz c/o ACL,
BP 16,
57145 Noiseville
groupe-voline@
federation-anarchiste.org
Pas-de-Calais (62)
Liaison FA c/o La Mouette
enragée, BP 403, 62206
Boulogne-sur-Mer cedex
Puy-de-Dôme (63)
Liaison Clermont-Ferrand
c/o Publico
Bas-Rhin (67)
Grpe Juillet-36 c/o ACLS,
1A, place des Orphelins,
67000 Strasbourg
groupe-strasbourg@
federation-anarchiste.org
http://fastrasbg.lautre.net
Liais. Bas-Rhin
c/o Remon, BP 35,
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@
federation-anarchiste.org
Saône-et-Loire (71)
Grpe La Vache noire c/o
ADCL, BP 516, 71322
Chalon-sur-Saône cedex
Sarthe (72)
Grpe Lairial c/o SL, 4, rue
d'Arcole, 72000 Le Mans
Savoie (73)
Grpe Acratie c/o Cri liber-
taire, Mais. des associations
boîte 19/10, 67, rue St-
François-de-Salles, 73000
Chambéry
acratie@lautre.net
Liaison Maurienne c/o Cri
Libertaire, Maison des
associations boîte 19/10,
67, rue St-François-de-
Salles, 73000 Chambéry
Haute-Savoie (74)
Grpe Atanar
c/o Publico
Paris (75)
Librairie Publico, 145, rue
Amelot, 75011 Paris.
Tél : 01 48 05 34 08
La librairie est ouverte du
lundi au vendredi de 14 h à
19 h 30 et le samedi
de 10 h à 19 h 30.
Grpe Berneri (prison)
c/o Publico
Grpe Claaaaaash
c/o Publico,
groupe-claaaaaash@
federation-anarchiste.org
Grpe La Vache folle
c/o Publico
Grpe L. Michel, c/o la Rue,
10, rue R. Planquette, 18e
groupe-louise-michel@
federation-anarchiste.org
Grpe P.-Besnard (anarcho-
syndicalisme) c/o Publico
Seine-Maritime (76)
Grpe de Rouen c/o libr.
L'Insoumise,
128, rue St-Hilaire
76000 Rouen
http://www.chez.com/far
ouen, farouen@chez.com
Grpe Zéro de conduite du
Havre c/o librairie L'in-
soumise, 128, rue Saint-
Hilaire, 76000 Rouen
Seine-et-Marne (77)
Grpe Sacco-et-Vanzetti c/o
Grele, 1 bis, rue Émilie,
77500 Chelles
Laison Melun c/o Publico
Var (83)
Grpe Nada c/o ACL, BP 5
137, 83093 Toulon cedex
groupe-nada@
federation-anarchiste.org
Vaucluse (84)
Grpe Gard-Vaucluse
c/o Agdir, BP5018,
30900 Nîmes
Vendée (85)
Liaison La Roche c/o
ACLN, BP 60 221,
44002 Nantes cedex
Haute-Vienne (87)
Liais. Limoges c/o Publico
falimoges@hotmail.com
Essonne (91)
Grpe Anarchie
c/o Publico
groupe-anarchie@
altern.org
RAT c/o Publico
Hauts-de-Seine (92)
UD 92 c/o Publico
federationanarchiste92@
yahoo.fr
Grpe Idées noires
c/o Publico
ideesnoires.fa@noos.fr
Seine-St-Denis (93)
Grpe Commune libre
de Drancy
c/o Publico
Grpe de Montreuil,
c/o Publico
Grpe Poulaille,
c/o Publico
Val-de-Marne (94)
Grpe libertaire d'Ivry
c/o Publico,
faivry@no-log.org
Val-d'Oise (95)
Grpe Makhno c/o Publico
Belgique
Grpe Ici et Maintenant,
c/o Collectif Les Foulons,
47-49 rue des Foulons,
1000 Bruxelles
www.ici-et-maintenant.org

le livre anniversaire

ET POURTANT ILS EXISTENT!

1954-2004 le Monde Libertaire a 50 ans

Préface de Michel Ragon

le cherche midi

Parution le 15 octobre 2004... Plus de 400 pages !
Disponible dans toutes les bonnes librairies, mais surtout à
Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris (18 euros franco de port)